

150

A Addis-Abeba

L'armée éthiopienne
arrête
plusieurs personnalités

LIBRE PAGE 5.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1 dir. : Tunisie, 100 m. :
Australie, 0,50 DM : Autriche, 7 sch. : Belgique,
8 fr. : Canada, 80 c. ch. : Danemark, 2,50 kr. :
Espagne, 16 pes. : Grèce-Bretagne, 14 s. : Irlande,
15 dr. : Italie, 200 Li. : Liban, 125 p. :
Luxembourg, 8 fr. : Norvège, 2,50 kr. : Pays-Bas,
0,75 fl. : Portugal, 10 esc. : Suède, 1,75 kr. : Suisse,
0,50 fr. : U.S.A., 80 ct. : Venezuela, 8 s. :
Taux des abonnements page 36
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4307-23 Paris
Tél. Paris 20 65572
Tél. : 770-91-29

Malgré les graves inquiétudes suscitées par la maladie du général

Les formations politiques argentines ont accueilli avec satisfaction la désignation de Mme Peron comme présidente par intérim

L'INTERMEDE

Pour la première fois en Argentine et en Amérique latine, une femme accède à la magistrature suprême : Mme Maria Estela Martinez de Peron, troisième épouse du chef de l'Etat argentin, élu le 23 septembre 1973 à la vice-présidence de la République. C'est le général Peron, gravement malade et qui aura soixante-dix-neuf ans en octobre prochain, qui a demandé lui-même à sa femme d'assurer l'intérim de la présidence.

L'événement est considérable et surprenant. Ce qu'Evita Peron, au faite de sa puissance et de son rayonnement, n'avait pu obtenir en raison du veto des forces armées, une jeune femme de quarante-trois ans, dont on connaît mal les aptitudes politiques, le reçoit sans qu'une seule voix s'élève pour contester cette nomination. Les commandants en chef des trois armées, les représentants de la puissante G.C.T., les dirigeants de la Confédération générale économique, signataires d'un pacte social imposé par Peron, les leaders du parti radical, première formation politique après le péronisme, les anciens candidats aux élections présidentielles de 1973 : tous se sont félicités de la décision prise samedi par le chef de l'Etat.

La seule ombre à cette unanimité vient de Mexico, où M. Hector Campora, homme lige de Peron, élu à la présidence en mars 1973, puis réélu par Peron en juillet de la même année, a renoncé à son poste d'ambassadeur de la République Argentine au Mexique. Encore n'est-il pas certain que le renoncement surprenant de M. Campora soit directement lié à la nomination de Mme Peron à la présidence.

M. Campora, dont la fidélité au général était sans faille, n'avait pas caché ses sympathies pour les mouvements de jeunesse et l'aile gauche du justicialisme pendant les brèves semaines de son passage à la Casa Rosada. Comme beaucoup d'autres Argentins hostiles aux régimes militaires qui se sont succédés au pouvoir, directement ou par personnes interposées, de 1955 à 1973, il avait cru que le retour du péronisme permettrait de poser les bases d'un authentique socialisme argentin.

C'est le contraire qui s'est produit. L'affrontement entre l'aile gauche et l'aile droite du péronisme a commencé dans le sillage du jour même du retour du vieux leader à l'aérodrome d'Ezeiza. Depuis, les règlements de comptes les attentats terroristes, les opérations, tolérées ou encouragées, des tueurs à gages des syndicats, les enlèvements de personnalités par les commandos révolutionnaires se réalisant ou non du péronisme, ont donné à la politique argentine un caractère de violence rarement égalé, même aux heures les plus sombres de la dictature militaire.

La transmission des pouvoirs présidentiels du général Peron à sa femme, est constitutionnelle. Le processus prévu pour la succession en cas d'empêchement ou de disparition du chef de l'Etat est respecté. Et l'on comprend que les dirigeants des partis politiques, qu'ils soient partisans ou adversaires du justicialisme, se fassent, dans un premier temps, du fonctionnement harmonieux des institutions. Mais c'est aussi, et surtout, la peur de l'inconnu qui explique cette déconcertante unanimité.

Malgré son âge et ses faiblesses, malgré ses ambiguïtés et son passé, le général Peron, rappelé au pouvoir par les militaires, les milieux d'affaires et les partisans de toujours, est le seul aujourd'hui, en Argentine, qui puisse encore jouer le rôle d'arbitre entre des factions qui se demandent qu'à en débouter. La nomination de Mme Peron ne peut être qu'un intermède provisoirement rassurant.

Mme Maria Estela Martinez de Peron, vice-présidente de la République Argentine, assume, depuis le samedi 29 juin, l'intérim de la présidence, à la demande de son mari, le général Peron, gravement malade.

Mme Peron a adressé, samedi soir, le message suivant au peuple argentin : « J'ai le devoir de porter à la connaissance des habitants du pays que le président de la nation, le général Juan Peron, conscient du fait que son état de santé l'empêchera jusqu'à son rétablissement de présider directement aux affaires du gouvernement et que l'essor du pays exige une intensification de tous les efforts, s'est résolu, conformément à l'article 75 de la Constitution, à déléguer l'exercice de la présidence à la vice-présidence. Je demande à tous les Argentins de me soutenir et à Dieu sa très haute protection ».

L'état de santé du général Peron, qui paraissait très préoccupant dimanche, se serait légèrement amélioré. Le président souffre d'une bronchite infectieuse et de malaises cardiaques. Il aurait déjà eu deux accidents cardiaques depuis son retour à Buenos-Aires, en juin 1973. On doute, dans les milieux politiques argentins, que le président Peron, qui aura soixante-dix-neuf ans en octobre, soit en état de reprendre prochainement ses fonctions.

Les dirigeants des principales formations politiques se sont félicités de la décision prise par le général Peron. Mais M. Hector Campora, ancien président élu en mars 1973, a donné dimanche sa démission d'ambassadeur au Mexique.

De notre correspondant

Buenos-Aires — Isabella est née le 29 juin, le samedi 29 juin, à la présidence de la République. L'épouse du général Juan Peron, élu vice-président aux élections du 23 septembre 1973 et, conformément à la Constitution, premier personnage dans la liste de succession, a, en effet, assumé temporairement la présidence de la République à la demande du général, souffrant et incapable d'exercer ses fonctions.

Compte tenu de l'âge avancé — soixante-dix-huit ans — du général et de sa mauvaise santé, l'événement était prévisible et sérieusement envisagé dans les milieux politiques. Isabella, présidente, cela paraissait pourtant, à quelques jours encore, tenir d'un conte de fées ou d'une nouvelle version de Pygmalion.

Habitués aux coups de théâtre et aux situations les plus insolites, les Argentins ont accueilli la nouvelle avec flegme. Ils se demandent toutefois, non sans une certaine crainte pour l'avenir, s'il s'agit d'une simple péripétie, d'un accident de parcours

ou bien d'une réalité à laquelle il faudra s'accoutumer.

Cela revient à poser la question de la santé du général : aux termes d'un bulletin médical, il souffre d'une affection pulmonaire entraînant des troubles circulatoires. A son chevet se pressent trois médecins, dont M. Jorge Talana, ministre de l'éducation, qui ont signé dimanche soir un nouveau bulletin attestant de l'« évolution favorable » du patient, qui doit toutefois maintenir un repos absolu à deux reprises déjà au mois de juin de l'année dernière, juste après son retour définitif d'Espagne, et au mois de novembre, le général avait dû s'arrêter et réduire, voire interrompre, ses activités. Avant d'accepter formellement d'être candidat à la présidence de la République, il avait eu bon de faire une mise au point sur son état de santé : « J'ai craqué », pour mieux souligner le « sacrifice » qu'il disait faire.

PHILIPPE LABREVEUX.

(Lire la suite page 3.)

LES PIÈGES DU CHANGEMENT

Par PIERRE DROUIN

M. Jarrot vient en voiture électrique à l'Elysée. A sa façon, le ministre de la « qualité de la vie » veut manifester à son tour qu'un vent nouveau souffle à l'aube du règne de M. Giscard d'Estaing, qui n'avait lui-même à la bouche que le mot « changement » pendant sa campagne électorale. Deux ans plus tôt, M. Mitterrand avait pris le titre rhéteurien « Changer la vie » pour lancer le programme commun de son parti. Et à l'heure où le président du Centre

des jeunes dirigeants d'entreprise, M. Debarque, dit : « Nous ne sommes pas des réformistes... nous sommes des inventeurs sociaux ». M. Marchais, après avoir constaté qu'il y a une « majorité de Français qui veulent des changements immédiats », déclare à Actuel à du 17 juin : « La gauche doit se tenir à ce programme de réformes ».

Où, décidément, on prend d'autres angles d'attaque des problèmes. Est-ce à étonner ? Les Américains ont compris depuis longtemps qu'il fallait rendre les idées politiques comme les savonnettes. Nous vivons dans

une société de concurrence — la publicité nous le fait assez sentir — et dans une société de spectacle — la télévision est là pour nous le rappeler. Pour accrocher l'attention dans un monde si fertile en signaux, il faut toujours « en faire plus ». « Stone-moi », disait Diaghilev à Cocteau. C'est de moins en moins commode en un temps où l'art, le système monétaire, la mode, les mœurs, la littérature, la religion, etc., cherchent éperdument des formes de renouvellement. Il y a comme un horizon du déjà vu, du déjà fait, qui pousse à la « fuite en avant » dans tous les domaines.

(Lire la suite page 9.)

j.h. stammel
préface de yves berger

LA GRANDE AVENTURE DES COW-BOYS

Racontée au rythme d'un western, l'histoire des cow boys depuis l'origine jusqu'à la conquête de l'Ouest. Plus passionnant qu'un roman, le livre de détente par excellence.

Un livre cartonné illustré de 32 photos et documents d'époque

458 pages 45 F.

fayard

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

458 pages 45 F.

LA VISITE DE M. TINDEMANS ET LES PROBLÈMES MILITAIRES EUROPÉENS

Le premier ministre belge s'intéresse aux Mirage et souhaite que la France entre dans l'Eurogroupe

La France, qui assume pendant la deuxième semaine de 1974 la présidence de la Communauté européenne, va prendre une série de contacts avec ses partenaires. Ce lundi 1^{er} juillet, M. Sauvagnargues est attendu en Sardaigne où il rencontrera son collègue italien, M. Moro. Il ira, le 18 juillet, à La Haye. Le président de la République se rendra à Bonn les 8 et 9 juillet pour le traditionnel « sommet » franco-allemand et recevra, sans doute pendant la première quinzaine du mois, M. Wilson. M. Chirac ira à Copenhague les 21 juillet et 1^{er} août.

Ce lundi, M. Tindemans, premier ministre belge, est à Paris l'invité de M. Chirac. Il s'entretient avec M. Giscard d'Estaing. Les conversations portent sur l'ensemble des relations communautaires et aussi sur des questions militaires. La Belgique, qui doit renouveler une partie de son aviation, s'intéresse aux Mirage, mais elle souhaite que la France entre dans l'« Eurogroupe », organisme de l'OTAN qui se préoccupe de la standardisation des armements.

Le problème de la défense européenne, qui se trouve au cœur de ces diverses rencontres, est étroitement lié à celui de la force nucléaire française et à celui des conceptions et des structures de notre appareil militaire en général.

Dans le dernier numéro de la « Revue de la défense nationale », le général Maurin, chef d'état-major des armées, réaffirme que, quand on met l'accent sur les menaces qui peuvent paraître non couvertes par la force nucléaire stratégique, on oublie que si nous n'avions pas cette force, la situation serait extrêmement dangereuse. De son côté, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber condamne à nouveau, dans « l'Express » du 1^{er} juillet, « ce pouvoir clandestin d'une force redoutable qui zonge la substance même du pouvoir politique et lui impose progressivement sa loi ». (Voir page 34.)

Comment donc concevoir la défense nationale ? On lira ci-dessous les réflexions sur ce point d'un officier supérieur de l'armée de terre en activité.

De notre correspondant

Bruxelles — Comment surmonter les difficultés que connaît la Communauté européenne ? Cette question occupe une place de choix dans les entretiens franco-belges. Voici une semaine, au cours d'un dîner de l'Union de la presse étrangère en Belgique, M. Tindemans a affirmé qu'« une nouvelle impulsion est la seule issue de l'intégration européenne ne peut venir que de la France ». Quelle forme pourrait prendre cette relance ? M. Tindemans voulait évoquer la question avec ses interlocuteurs. Le gouvernement belge, préoccupé des dangers que la crise née du renchérissement du pétrole fait courir à la Communauté, les mesures de sauvegarde prises en mai par l'Italie n'ont-elles pas révélé que l'union douanière était elle-même menacée ? — souligne, semble-t-il, une initiative française pour revitaliser la coopération économique et monétaire, et donner une dimension communautaire à la lutte contre l'inflation.

A l'évidence, les Belges estiment cependant que la Communauté ne pourra progresser que dans un « environnement atlantique » harmonieux. L'accord intervenu à Ottawa entre les pays de l'alliance sur la déclaration atlantique a été considéré à Bruxelles comme un signe encourageant. M. Tindemans soulignait en savoir davantage sur la manière dont M. Giscard d'Estaing envisage l'avenir des relations transatlantiques et la place de la France dans l'alliance.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 3.)

LES JEUX ÉCHIQUÉENS SONT TERMINÉS

La soixante-cinquième case

Nice. — Boris Spassky, dans un de ses rares moments de lyrisme où la vérité s'exprime, s'écriait : « Les échecs, c'est comme la vie », et Robert Fischer, le champion du monde, rétorquait : « Les échecs, c'est la vie ». Tout est résumé dans ces deux phrases et le fait est que, c'est-à-dire le spécialiste, tente de réduire le monde aux soixante-quatre cases blanches et noires de l'échiquier, d'en faire le champ de bataille où, de la naissance à la mort, les tragédies et les comédies de la vie se répondent et se superposent.

Nice est depuis plus d'un mois la Mecque où sont venus s'affronter, pour disputer le vingt et unième championnat du monde par équipes, quatre cent quarante-quatre joueurs représentant soixante-quatre nations. On n'y a pas enregistré de surprise majeure puisque, dans cette discipline intellectuelle, l'échec n'est pas une punition, mais une simple constatation. Les Soviétiques par exemple, qui n'ont pas perdu une partie sur cent vingt disputées, sont battus par quiconque, que les Vieux l'emportent sur l'Angleterre. Il faut, dans un monde régi par la logique et non par le hasard, que nous nous satisfassions de demi-succès, par exemple la bonne tenue de l'équipe de France, des remarquables résultats d'un Philidor ou des caprices d'un grand maître brésilien.

Quand on pénètre dans le vaste Palais des Expositions à Nice on est d'emblée frappé par la disproportion entre l'immensité des lieux, la faible densité des spectateurs et cette sorte de silence feutré qui entoure, comme un cocon, chacun des duels où s'affrontent les petits et les grands des échecs d'aujourd'hui. L'œil est attiré par les oriflammes orange et bleu, par la tour d'arbi-

JACQUES SAUVAGEOT.

(Lire la suite page 13.)

EUROPE

Turquie

Création d'un nouveau parti ouvrier

Correspondance

Ankara. — Tandis que l'opinion turque demeure préoccupée par la tension avec la Grèce, née du différend sur la délimitation du plateau continental de la mer Egée, l'annonce de la création, le samedi 22 juin, d'une nouvelle formation politique, le parti ouvrier de Turquie (Türkiye İşçi Partisi), est perçue presque inaperçue. Ayant pour emblème un poing tenant une clé à molette et un épi de blé, le P.S.O.T. est la première organisation de gauche à voir le jour depuis la disparition du parti ouvrier de Turquie (P.O.T.), dissous en 1971 par la Cour constitutionnelle, et dont les anciens dirigeants purgés actuellement de toutes peines de prison.

Le programme du P.S.O.T. préconise toute une série de mesures de nationalisation touchant les secteurs vitaux de l'économie ainsi que le retrait de la Turquie de l'O.T.A.N. et de l'association au Marché commun.

Parallèlement, les fondateurs de la

nouvelle formation figurent plusieurs syndicalistes et des anciens membres du P.O.T., dont Mme Oya Baydar, sociologue marxiste, ancienne assistante d'université, actuellement collaboratrice du journal progressiste *Yeni Ortam*, M. Yalcin Yusufoğlu, géophysicien, également ancien assistant d'université, et M. Ahmet Karamaz, ingénieur. Ce dernier a d'ailleurs été désigné comme premier président national du P.S.O.T.

La création du P.S.O.T. est jugée « prématurée » par beaucoup de socialistes, qui estiment que les progressistes turcs devraient « pour le moment » continuer à soutenir les efforts de M. Ecevit tentant de réorganiser les institutions du pays. Ils considèrent que la création d'un parti socialiste dans les conditions actuelles risque de diviser l'opposition du P.S.P. face aux partis de droite qui pourraient ainsi profiter de l'éparpillement des voix de la gauche.

(Interim.)

Pays-Bas

La Haye renonce à amputer trop fortement les crédits de la défense

Correspondance

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais tiendra largement compte des critiques formulées par le comité de planification militaire de l'O.T.A.N. à la suite des projets de La Haye de réduire son effort militaire au sein de l'organisation atlantique. Les Etats-Unis, la Belgique et l'Allemagne fédérale, notamment, avaient vivement reproché à la Hollande de ne pas respecter ses engagements en voulant transférer certaines de ses tâches à ses partenaires.

Le premier ministre néerlandais, M. Th. van Uyl, vient de déclarer que son gouvernement avait apporté des « changements » dans ses projets d'économie. Toutefois, selon M. Den Uyl, ces changements n'auraient que « peu de conséquences financières ». On n'en connaît pas encore le détail. Le programme du parti du travail néerlandais P.v.d.A., auquel appartient le chef du gouvernement, prévoit une réduction de la défense de presque 2 milliards et demi de florins (environ 4,5 milliards de francs).

En respectant les recommanda-

tions de l'O.T.A.N., le premier ministre néerlandais a réussi à rassurer ses parlementaires confédérés au sein de son gouvernement de centre gauche. A l'heure actuelle, c'est plutôt du côté de son propre parti qu'il lui reproche une attitude trop doctile à l'égard de l'Organisation atlantique. La gauche du P.v.d.A. est tentée de suivre l'exemple du parti progressiste radical, également membre de la coalition qui s'est prononcée pour le retrait pur et simple des Pays-Bas de l'O.T.A.N.

Le gouvernement de M. Den Uyl, de ce fait, oblige l'économie à signer avec M. Castejon, président de la République roumaine, une « déclaration solennelle commune de principe ».

Ce document évoque parmi les principes devant régir les relations internationales « le droit sacré à l'existence, l'indépendance et la liberté, à la souveraineté nationale et à la paix ».

En communisme commun, signé, d'autre part, par les deux chefs d'Etat, souligne que « les événements postérieurs à octobre 1973 ont créé des conditions nouvelles à la réalisation d'une paix juste et durable au Proche-Orient ». Toute solution de la question du Proche-Orient, ajoute le même document, « exige » le retrait total des troupes israéliennes des territoires occupés, la garantie totale et immédiate des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, ainsi que le droit à l'existence de tous les peuples de la région ».

La Roumanie accordera à l'Egypte un prêt de 100 millions de dollars destiné à financer l'achat par Le Caire de tracteurs et de tracteurs roumains. Les deux parties ont annoncé la création d'une commission roumano-égyptienne de coopération, d'une société mixte de recherches et d'exploitation pétrolières, ainsi que d'une banque roumano-égyptienne.

Roumanie

BUCAREST ACCORDE UN PRÊT DE 100 MILLIONS DE DOLLARS AU CAIRE

Bucarest. — Venant de Bucarest, le président égyptien, M. Sadate, est arrivé le dimanche 30 juin à Sofia pour une visite amicale de trois jours à l'invitation du président du Conseil d'Etat bulgare, M. Todor Jivkov. Avant de quitter la Roumanie, le chef d'Etat égyptien a signé avec M. Ceausescu, président de la République roumaine, une « déclaration solennelle commune de principe ».

Ce document évoque parmi les principes devant régir les relations internationales « le droit sacré à l'existence, l'indépendance et la liberté, à la souveraineté nationale et à la paix ».

En communisme commun, signé, d'autre part, par les deux chefs d'Etat, souligne que « les événements postérieurs à octobre 1973 ont créé des conditions nouvelles à la réalisation d'une paix juste et durable au Proche-Orient ». Toute solution de la question du Proche-Orient, ajoute le même document, « exige » le retrait total des troupes israéliennes des territoires occupés, la garantie totale et immédiate des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, ainsi que le droit à l'existence de tous les peuples de la région ».

La Roumanie accordera à l'Egypte un prêt de 100 millions de dollars destiné à financer l'achat par Le Caire de tracteurs et de tracteurs roumains. Les deux parties ont annoncé la création d'une commission roumano-égyptienne de coopération, d'une société mixte de recherches et d'exploitation pétrolières, ainsi que d'une banque roumano-égyptienne.

Suisse

A Zurich

IMPOTS PLUS LOURDS POUR LES « SUPER-RICHES »

Zurich. (A.P.). — Les électeurs du canton de Zurich se sont prononcés, le dimanche 30 juin, en faveur d'une aggravation de la fiscalité sur les revenus les plus importants, mais ils ont rejeté une proposition socialiste préconisant des mesures encore plus sévères.

En vertu du texte approuvé par 194 000 électeurs contre 39 397 les citoyens « super-riches » déclarent un revenu d'un million de francs suisses (1,5 million de francs) seront imposés selon un taux de 44,1 %, contre 37,4 % précédemment. Les socialistes avaient proposé un taux de 53,3 %. La proposition socialiste prévoyait en outre une modification importante du système fiscal, mais elle a été rejetée même dans les parties du canton traditionnellement favorables aux socialistes.

Le canton de Zurich compte sept mille millionnaires en francs suisses. Quatre-vingt-sept de ces riches citoyens ont des biens dont le revenu atteint ou dépasse 25 millions de francs suisses.

DIPLOMATIE

Après la conclusion de contrats portant sur 20 milliards de dollars

L'U.R.S.S. ET LES ETATS-UNIS ONT SIGNÉ l'accord décennal de coopération économique

MM. Brejnev et Nixon approuveraient une déclaration d'intentions sur la limitation des armements stratégiques

La visite de M. Nixon en U.R.S.S. entre dans sa phase finale. Après un bref voyage à Moscou, le président américain reprendra mardi 2 juillet à Moscou ses conversations avec M. Brejnev. Les deux hommes d'Etat envisageraient une simple déclaration d'intentions sur la limitation des armements stratégiques. Samedi, MM. Brejnev et Nixon ont signé l'accord décennal de coopération éco-

nomique. Jusqu'à présent, le résultat le plus concret a été obtenu par la firme Occidental Petroleum, qui a conclu avec l'U.R.S.S. une série de contrats portant sur vingt ans et d'un montant total de 20 milliards de dollars (et non 30 millions, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 30 juin-1^{er} juillet).

De notre envoyé spécial

oublier que l'accord commercial signé en 1972 et qui prévoyait l'octroi à l'Union soviétique du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée attend d'être ratifié par le Sénat américain.

Un week-end de détente

M. Brejnev, il est vrai, a fait remarquer, dimanche matin, qu'il restait encore trois jours de discussions. En réalité, si l'on fait

reste guère que la journée de mardi pour accomplir des progrès décisifs. C'est peu.

Le week-end de détente avait commencé samedi, en début d'après-midi. Après avoir traversé Moscou à grande vitesse, MM. Nixon et Brejnev s'envolèrent à bord d'un appareil soviétique pour Simferopol, distant d'une centaine de kilomètres de Yalta. Le vol dura un peu plus de deux heures, deux heures qui furent officiellement consacrées à un nouveau tête-à-tête entre les deux dirigeants.

Le soleil attendait MM. Nixon et Brejnev à Simferopol. Une foule assez importante aussi, qui s'était rassemblée en cette saison. Un accueil plus spontané que celui reçu jeudi dernier à Moscou. Sur toute la route entre Simferopol et Yalta, à chaque traversée du village, cet accueil ne devait pas cesser pour la caravane officielle longue de deux kilomètres. L'itinéraire emprunté par le cortège avait été décoré de banderoles saluant la bienvenue à M. Nixon, non seulement en anglais et en russe, mais aussi en ukrainien. De même, la route était décorée par endroits de drapeaux soviétiques, américains et ukrainiens.

Après avoir traversé Yalta en compagnie de dizaines de milliers d'estivants en cette saison, M. Brejnev conduisit M. Nixon à la villa gouvernementale où le président devait séjourner avec Mme Nixon jusqu'à lundi matin. Il s'agit d'un confortable édifice de style méditerranéen, au milieu d'une forêt subtropicale, qui domine la mer et est reliée à une plage privée (sérieusement surveillée) par un ascenseur. Cette villa est distante d'un autre édifice du même genre de quelques centaines de mètres. C'est cette résidence qu'occupe M. Brejnev.

Encore beaucoup à faire

Aucune nouvelle discussion n'a eu lieu samedi soir. M. Nixon resta dans sa villa pour s'entretenir de l'évolution de la négociation avec M. Kissinger et ses autres conseillers. Les entretiens en tête à tête ne devaient reprendre que dimanche matin peu avant midi. MM. Nixon et Brejnev eurent alors deux heures de tête-à-tête avant d'être rejoints, pour deux heures supplémentaires de négociations, par leurs conseillers. Après quoi, les deux délégations embarquèrent sur un yacht pour une promenade en mer et de nouvelles discussions.

C'est avant de reprendre leurs conversations dimanche matin que MM. Nixon et Brejnev acceptèrent de se livrer à une petite mise en scène dans le jardin de leur dacha devant un petit groupe de journalistes américains. Posant avec complaisance devant les photographes et les opérateurs de la télévision, les deux hommes d'Etat eurent une conversation dont quelques bribes ont été rapportées par ceux qui y ont assisté de loin.

M. Brejnev (souriant) : « Nous sommes tombés d'accord sur tout : nous pouvons maintenant nous reposer ».

M. Nixon (sans sourire) : « Nous avons fait beaucoup de progrès ».

A l'issue de cette séance de « parole-relaxation », M. Ziegler, le porte-parole officiel de la Maison Blanche, devait faire l'extériorité de cet échange dans le meilleur style des méthodes d'information officielles américaines : « Les deux hommes, à-t-il expliqué, ont voulu exprimer le fait que beaucoup de progrès avaient été réalisés au cours des discussions mais qu'il restait encore beaucoup à discuter ».

Formulation ambiguë à souhait. On a du mal à croire que ce soit involontaire.

JACQUES AMALRIC.

En Sardaigne

MM. SAUVAGNARGUES ET MORO S'ENTRETIENNENT D'UNE ÉVENTUELLE RELANCE EUROPÉENNE

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, devait arriver lundi 1^{er} juillet, dans la soirée, en Sardaigne pour y rencontrer son collègue italien, M. Aldo Moro. Aucun ordre du jour n'a été fixé pour les entretiens, qui se termineront mardi après-midi. Prévue depuis plusieurs semaines, mais fixée dans les derniers jours, la rencontre des deux ministres prend la suite des entretiens strictement privés que M. Moro avait eus à deux reprises avec M. Robert Du côté italien, on attache un intérêt particulier à l'échange de vues, qui portera beaucoup plus sur les questions diplomatiques que sur les problèmes économiques et financiers. A partir du 1^{er} juillet, en effet, le ministre français préside le conseil des ministres de la Communauté européenne, et on s'attendait à ce que M. Moro vienne à Rome pour se rencontrer avec M. Sauvagnargues sur une éventuelle relance de l'Europe. L'Italie accorde une attention particulière à la reprise de la politique régionale et sociale dans la Communauté, mais espère voir sortir des dossiers la question de l'union européenne, en principe fixée pour 1980.

Selon toute vraisemblance, les deux ministres feront également le bilan des récents travaux de Bruxelles concernant les rapports avec les Etats-Unis et examineront le déroulement de la conférence sur la sécurité européenne. Le récent voyage que M. Moro vient de faire à Varsovie lui permettra sans doute de donner au ministre français des impressions de première main sur les inquiétudes et les vœux polonais à cet égard.

Un autre thème, dont on s'attend à Rome qu'il soit traité avec précision, est la coopération avec le monde arabe. La phase initiale des contacts doit être mise en place : c'est à la France qu'il incombera prochainement de rencontrer le groupe des ministres arabes chargés de cette négociation, puis de convoquer les groupes spécialisés de la Communauté avant la réunion plénière prévue pour l'automne.

La dégradation de la situation économique en Italie et en France sera nécessairement abordée. Il est vraisemblable que les ministres des affaires politiques et les représentants des directions des affaires économiques, qui accompagnent les deux ministres, échangeront des vues à ce sujet. — J. N.

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE LA REVUE « L'APPEL » CONSACRÉ À LA MÉDITERRANÉE

Même si elle a paru parfois manquer de dynamisme, la politique méditerranéenne n'a cessé d'être, à l'époque du général de Gaulle et de Georges Pompidou, une constante de la diplomatie française.

Aussi comprend-on qu'à l'heure où il s'agit de préserver l'héritage, la revue *L'Appel* consacre un numéro spécial aux divers problèmes — politiques, économiques, stratégiques, etc. — propres à cette région.

De ce dossier, on retiendra une analyse, dense et documentée, de M. Nicolas Martin, directeur du Centre d'études de prospective politique, qui porte sur les différentes hypothèses du devenir méditerranéen en fonction, notamment, du comportement européen, l'auteur marquant sa préférence pour une « entente communautaire entre méditerranéens ». Le même thème — le développement de la coopération entre pays riverains — est repris au cours d'une « table ronde » qui réunit des spécialistes des relations européennes et des éminents « stratèges », les généraux Buis et Gallois, « débats » débouchant, naturellement, sur le rôle que peut jouer la France dans ce domaine. Plusieurs études complètent ce dossier : elles remettent en mémoire, textes à l'appui, les « options » de plusieurs pays riverains, la politique de la C.E.E., sans parler de divers documents sur les migrations de travailleurs, la pollution en Méditerranée, etc.

* *L'Appel*, revue gauloise, 29, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001, Paris.

YALTA OU OREANDA ?

(De notre envoyé spécial.)

Yalta. — Nouveau problème au centre de presse de Yalta installé au deuxième étage de l'hôtel Oreanda. D'où datent les « coups » ? Officiellement, en effet, les entretiens Nixon-Brejnev se déroulent à Oreanda et non à Yalta. Les Soviétiques et les Américains sont formels sur ce point. Depuis qu'en 1945 Staline, Roosevelt et Churchill s'y retrouvèrent et « partagèrent le monde », Yalta passa, à tort ou à raison, pour le symbole de la collusion des super-puissances.

Renseignements pris, les choses sont moins simples : les deux villas gouvernementales où résident le chef de la Maison Blanche et le secrétaire général du parti communiste soviétique sont bien situées à Oreanda, mais Oreanda n'a aucune existence administrative : ce n'est qu'un quartier de Yalta, distant de quelques kilomètres à peine du centre de cette station balnéaire peuplée à l'histoire parce que Staline aimait à s'y rendre et que Roosevelt, à la veille de sa mort, ne supportait pas les grands froids.

Mais il y a pire, si l'on peut dire, pour les puristes du Département de la Maison Blanche ou du ministère soviétique des

affaires étrangères : si le l'ou-dit Oreanda n'est qu'une ébauche du centre de palais de Livadia, où se tint la conférence de 1945. A quelques centaines de mètres à peine. Cette ancienne résidence d'été de Nicolas II, transformée en maison de repos pour les paysans du lendemain de la révolution, endommagée par les armées allemandes pendant la seconde guerre mondiale, a été restaurée depuis afin d'être transformée en musée. Il y a peu de choses à voir, sinon l'admirable panorama de la baie de Crimée, de 1945 avec le tableau de négociation et les fauteuils occupés par Staline, Roosevelt et Churchill. A côté, le petit où fut prise la célèbre photo où l'on voit Roosevelt grelottant au soleil, enveloppé dans une cape aux côtés de Staline et de Churchill.

Dialogue entre un chauffeur d'autobus de Yalta et un journaliste étranger :

— Y a-t-il une rue Staline à Yalta ?
— Mais oui, bien sûr.
— Et une rue Roosevelt ?
— Oui.
— Et une rue Churchill ?
— Non.
— Pourquoi ?
— Parce qu'il était moins sympathique que Roosevelt... »

le portugal ouvre ses portes à l'europe
venez le découvrir, cet été, en vacances

pour préparer vos vacances adressez-vous à votre agence de voyages ou à la CASA DU PORTUGAL, 7 rue scribe 75009 paris. tél. 073.44.71

Journal de 1950

150

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU PREMIER MINISTRE BELGE

M. Tindemans s'intéresse aux Mirages

(Suite de la première page.)
La Belgique, de même que les autres partenaires européens au sein de l'Alliance, souhaiterait que la France rejoigne l'Eurogroupe - celui-ci, qui rassemble les ministres de la défense des pays européens de l'Alliance, France, Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Grèce, Turquie, Portugal, Espagne, Irlande, a étudié en particulier les possibilités de parvenir à une meilleure standardisation des armements. A défaut d'une telle solution et si l'on envisage des possibilités de coopération des armements, Bruxelles aimerait qu'une nouvelle organisation succède à l'Eurogroupe, mais avec des objectifs identiques.

écouter : la Belgique doit décider avant l'été comment elle remplacera ses avions de combat F104. L'industrie française, qui propose le Mirage-FI doté d'un moteur M53, se trouve engagée dans une compétition très serrée d'une part avec les Américains, qui offrent deux appareils, le Cobra construit par la société Northrop et le YF16 de General Dynamics, d'autre part avec les Suédois, qui essaient de vendre leur Viggen, repensé pour les besoins de la cause Eurofighter. L'enjeu est d'autant plus important que les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, qui doivent eux aussi trouver un successeur au F104 dans leurs armées de l'air, ont créé avec la Belgique un groupe de coordination afin d'éviter de porter leur choix sur un seul et unique appareil. Dans un premier stade, les besoins de ces quatre pays porteront sur plus

de trois cents avions. Une « mission d'évaluation » réunissant des experts des quatre pays intéressés a récemment séjourné une dizaine de jours en France et, depuis le 24 juin, se trouve aux Etats-Unis.

Les éléments qui seront pris en considération par les Belges et leurs amis avant d'arrêter leur décision sont de nature très diverses : la valeur technique des appareils, leurs prix, les compensations industrielles proposées par les constructeurs, l'impact sur le rôle déterminant. Mais les considérations politiques sont également de nature à influencer le choix. Les Etats-Unis ne se privent pas de plaider la cause de leurs industriels au nom du « burden sharing », le partage des charges, entre les pays de l'Alliance. D'un autre côté, le gouvernement belge peut être sensible à l'idée d'utiliser cette commande militaire massive pour donner une nouvelle chance à l'industrie aéronautique européenne, laquelle pourrait profiter de l'occasion pour s'intégrer davantage. Mais cet argument - qui sans doute n'est pas suffisant aujourd'hui pour vaincre les réticences à l'égard de la solution française - ne prendrait-il pas un poids accru si la France se décidait à ne plus rester à l'écart des efforts entrepris par ses alliés pour moderniser leurs armements ? Il y a tout lieu de croire que c'est la raison pour laquelle M. Tindemans a l'intention de ses interlocuteurs français.

PHILIPPE LEMAITRE.

Libres opinions

LA FRANCE, PIÉMENT DE L'EUROPE ?

Par PIERRE-BERNARD COUSTÉ (*)

FONDATEUR dès 1923 (un demi-siècle déjà) de l'Union pan-européenne, le comte Richard de Coudenhove Kalergi, l'un des pionniers incontestés de l'Europe à unir dans ses diversités, a déclaré à plusieurs reprises que « pour des raisons géographiques et historiques, la France était le Piémont de l'Europe ». Ce Français d'adoption, qui regrettait que la « mentalité centralisée » des Français joue contre l'esprit « fédérateur européen » (dans l'Europe puissance mondiale), a rappelé constamment qu'il n'était pas possible d'envisager une Europe sans la France. Ecoutez-le plutôt (article paru dans le *Journal de l'Europe* du 28 août 1969, « Libres opinions » : « La France, Piémont de l'Europe ») : « Parmi les grandes puissances européennes, la France seule est capable d'assurer en Europe le rôle du Piémont. Il n'y a que peu d'années que l'Angleterre s'est ralliée à l'idée pan-européenne. Beaucoup d'Anglais se sentent plus proches des Américains que des Européens. L'Allemagne divisée, qui, il y a une génération, avait tenté de conquérir et de dominer l'Europe, ne peut, elle non plus, l'unir. Pas plus, d'ailleurs, que l'Italie, déchirée et affaiblie par les luttes intestines. »

Si le comte Coudenhove Kalergi était toujours en vie (il est décédé fin juillet 1972), il ne manquerait pas de réaffirmer ses propos de ce genre, d'autant plus que la Grande-Bretagne de Wilson cherche à s'éloigner de l'Europe pour un plus « grand large », que l'Allemagne de l'Ouest, à la suite notamment du scandale Günther Guillaume, doute de plus en plus des vertus de l'Occident, et que la France vient de se doter d'un président de la République dont les inclinations en faveur d'une Europe unie, maîtresse de son destin, sont bien connues. Très récemment, M. Léo Tindemans, premier ministre belge, fédéraliste bien connu des militants du Mouvement européen, a déclaré à l'occasion du dîner de l'Union de la presse étrangère en Belgique : « Une nouvelle impulsion en faveur de l'intégration européenne peut venir des Etats de la France », ou encore : « Mes vœux sont que le sort de l'unité européenne est entièrement entre les mains de la France » (21 juin 1974).

Ces propos font étrangement penser à ceux que tenait Richard Coudenhove Kalergi il y a cinq ans, donc à un moment où le président Pompidou venait de prendre les commandes en France. Il y a cependant des différences de taille : Coudenhove était suspect dans le camp des Européens fédéralistes (l'Union pan-européenne n'était pas membre du Mouvement européen) et n'avait pas de responsabilité gouvernementale ; M. Tindemans est une des personnalités du Mouvement européen et il est premier ministre belge. Par ailleurs, le président Giscard d'Estaing, dont les options européennes sont bien connues, n'a pas caché durant sa campagne pour l'Elysée que l'Europe constituait pour lui « la priorité essentielle » (le la, la, la, une grande parole). Pour le président Pompidou, l'Europe était une « nécessité ». Il y croyait, ainsi que le prouvent ses initiatives pour les trois « sommets » européens et le référendum du 22 avril 1972. Mais, bloqué par le préalable de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, par les incertitudes de l'Occident, du chancelier Brandt, par les querelles des relations à établir avec les Etats-Unis et les querelles internes institutionnelles (pouvoir du Parlement européen, par exemple), par la crise de l'énergie, par les effets désorientants de l'inflation, l'Europe, quant à son organisation, n'a pas fondamentalement évolué de 1969 à 1974.

La coopération politique a cependant été amorcée, et conscience a été prise qu'il fallait définir l'Europe de l'intérieur et vis-à-vis de l'extérieur, d'où cette déclaration d'identité européenne adoptée à Copenhague le 14 décembre 1972, et qui constituera probablement pour les générations à venir un texte de référence.

Actuellement, en dépit de certaines apparences, de nombreux débats existent pour une relance réelle de l'Europe, et les partenaires de la France attendent un geste de cette dernière. M. Tindemans s'est ouvert publiquement à ce sujet. M. Helmut Schmidt, s'il dit non à l'inflation est un des plus chauds partisans de l'Europe politique, l'adoption à Ottawa le 19 juin de la « déclaration sur les relations atlantiques » est non seulement, comme l'a dit M. Jean Sauvagnargues, « avant tout une victoire du bon sens », mais aussi elle met un terme aux fausses querelles d'intention prêtées à la France à propos des concepts « d'Europe européenne », « d'indépendance nationale » : la reconnaissance du fait que la force de frappe française « ne doit plus être considérée comme un bluff politique » (article de la *Frankfurter Allgemeine* du 15 juin) ; tous ces faits sont positifs pour permettre des initiatives dans les domaines de la coopération européenne sur le plan politique et de la défense. Si l'inflation interdit pour l'instant des progrès sur la voie de l'union monétaire, il y a cependant un champ immense de la coopération technologique et industrielle, champ pratiquement vierge et qui recèle pour l'avenir de l'union européenne des possibilités considérables. Puisque certains des partenaires de la France souhaitent ardemment que cette dernière donne une nouvelle impulsion à la construction européenne, puisque selon M. Jacques Chirac « la France doit avoir la vocation de faire naître l'Europe unie de demain » (déclaration d'intervention au Parlement le 5 juin), l'heure semble être venue pour que la France devienne enfin le Piémont de l'Europe. Que son président, décidé à ce que la France apporte « sa contribution » à la « grande tâche de l'union de l'Europe », devienne enfin le Cavour de cette union européenne et que le prochain « sommet » franco-allemand de Bonn soit le signal de la relance de l'Europe dans les domaines de la coopération technologique, politique et de la sécurité, c'est sans doute un des vœux les plus chers de ceux qui côtoient quotidiennement les hommes politiques engagés d'Europe et qui attendent que la France donne le signal d'un nouveau départ pour que l'Europe libre, réconciliée, fasse le pas décisif pour son organisation dans le respect de ses diversités, mais aussi dans une communauté de destin.

(*) Député du Rhône, apparenté à l'U.D.R.

AMÉRIQUES

Argentine

L'accession de Mme Peron à la présidence

(Suite de la première page.)

Mais il est devenu évident, au fil des mois, que le général n'était pas en mesure d'apporter à l'exercice de sa charge toute l'intensité requise, et que lui-même souhaitait il le savait sans doute. Mais les exécutants auxquels il accordait, suivant son habitude, une large autonomie sont loin de mériter toute la même confiance. Les conflits éclatent sans cesse au sein de l'équipe dirigeante et dans le parti justicialiste, conflits qui réclament l'arbitrage du général. Chef de gouvernement et chef de parti, il devait sacrifier ce qui lui tenait le plus à cœur, la politique étrangère. Tout cela provoquait chez Peron une certaine lassitude. Il réagissait parfois de façon inopinée, menaçant, si on ne lui permettait pas de gouverner tranquillement, de tout laisser en plan.

Unanimité pour la continuité

C'est dans ce contexte qu'il convient de placer l'accession d'Isabella Peron, qui n'a jamais voulu d'héritier politique, le choix de son épouse en tant que vice-présidente permettait, avant tout, de résoudre la question de la discipline dans un parti divisé et celle de la succession, présente à tous les esprits. Confinée tout d'abord à l'inauguration des chrysanthèmes, la vice-présidente aux tâches du gouvernement. Cette évolution peut s'expliquer : elle a ouvert au début du mois la campagne contre les ennemis du pacte social et autres fauteurs de troubles ; elle vient de faire un voyage officiel en Espagne, et en Suisse, prononçant à Genève, devant les délégués à la conférence de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), un discours remarqué par son grand « début » sans précédent. Il semble bien que Peron avait prévu de devoir « lancer » tôt ou tard son épouse, échauffée par ses succès aux premiers rôles du grand « début » s'est produit samedi, quelques heures seulement après le retour de Mme Peron, qui venait d'être décorée par le général Franco du grand cordon d'Isabella la Catholique.

L'état de santé de Peron, qui suscite les rumeurs les plus fantaisistes, a certainement influencé la décision du président de la République de passer la main. Mais il n'était pas nécessaire d'en venir à Isabella Peron, qui, croit-on, prendra le rôle de directrice des affaires de l'Etat sans assumer la charge de présidente. Il n'est pas exclu que Peron, qui affirme-t-on, jouit d'une parfaite lucidité, ait voulu réserver l'occasion à profit au risque de dramatiser les événements - pour faire reporter sur son épouse l'appui qui lui a été accordé récemment, et démontrer que l'accession à la présidence n'est pas le résultat de la démission des institutions.

Si tel est le cas, le général a atteint son objectif. Le premier ministre de déconcentration passif, passifs et adversaires ont fait part de leur réaction favorable et il est maintenant plus difficile que jamais de tracer la frontière entre les uns et les autres. Tous se proclament sans réserves pour la continuité des institutions : les forces armées, les milieux républicains - c'est leur idée maîtresse - à aplanir le chemin des élections de 1977, et toute l'opposition de gauche, ainsi que les patrons, qui ne sont pas loin de rivaliser avec elle sur ce terrain pour la défense du pacte social.

D'autres voix habituellement muettes ou discordantes se sont jointes en l'occurrence, au chœur des défenseurs de la démocratie et des institutions : M. Francisco Manrique, candidat malheureux aux élections présidentielles de

mars et septembre 1973 et l'un des critiques les plus narquois du régime ; M. Raúl Alfonsín, principal dirigeant de l'aile gauche du radicalisme, qui souhaiterait infléchir l'attitude de son parti vers une opposition plus nette. Les Montoneros eux-mêmes, ces jeunes péronistes toujours au bord de la rupture et qui n'avaient pas craint de désapprouver la candidature d'Isabella à la vice-présidence, veulent bien reconnaître aujourd'hui qu'elle « a la continuité du processus ouvert le 11 mars 1973 ».

Toutes ces belles déclarations ne sauraient cependant cacher la réalité : on accepte la transmission des pouvoirs, mais on formule des vœux pour le prompt rétablissement du général.

PHILIPPE LABREVEUX.

Portrait

Le porte-drapeau de la droite péroniste

Avec ses lettres muscées et serrées, son petit visage aigu, tendu, attentif, Mme María Isabella Peron n'a pas l'air d'être une certaine de la droite politique. Mme Isabella Peron, qui serait écouter et se taire, a beaucoup appris au cours de quinze dernières années. Elle a subi ou encouragé les influences de certains familiers, pris le parti de M. José López Rega, chef du général, le familier des rencontres de Panama, actuel ministre du bien-être social et l'émancipation grise de la Casa Rosada.

Dès 1965, puis de nouveau en 1971, Peron lui avait confié des missions délicates en Argentine, alors que les factions rivales du mouvement se disputaient l'héritage. Peron au faite de sa puissance n'avait pu, en 1952, imposer la candidature d'Evita à la vice-présidence de la République. Les forces armées avaient dit non. Le général Peron revint à Buenos-Aires grâce à un accord conclu avec le général Alejandro Lanusse à qui cette fois obtint que sa femme, pôle copie de la madone du petit peuple de la Boca et d'Avellaneda, soit associée à son nouveau triomphe et devienne, en Argentine et en Amérique latine, la première femme élue à la vice-présidence.

C'est sans doute qu'Evita irritait de nombreux hiérarques du péronisme par ses excès et cette façon de s'adresser directement au peuple. Isabella représente la droite du péronisme, une manière de l'appareil bureaucratique de la C.G.T., le cabinet militaire de la présidence déjà compromis dans des opérations à la limite de la légalité, les milieux d'affaires de la puissante C.G.E., la confédération générale économique, tous ceux qui redoutent un retour au régime des forces révolutionnaires et des mouvements de jeunesse du péronisme.

Née à La Rioja, à l'ouest de Buenos-Aires, le 4 février 1931, la nouvelle présidente peroniste n'a que quarante-trois ans. En un sens, son ascension peut paraître encore plus fabuleuse que celle d'Evita. Mais elle est d'abord aujourd'hui un porte-parole, le symbole d'un choix qui implique l'éclatement du justicialisme. — M. N.

Mexique

Le projet de charte des droits et des devoirs des Etats va être transmis aux Nations unies

De notre correspondant

Mexico. — Le groupe des quatre pays fondateurs en mai 1972, à Santiago du Chili, le système CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) afin d'élaborer un projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats, a terminé ses travaux le 20 juin, à Mexico, après une session de dix-huit jours. Les négociateurs se sont séparés sur un relatif échec, au grand dam des Mexicains, dont le président, M. Luis Echeverría, avait été à l'origine de cette réunion.

Les pays industrialisés et les « non-alignés » se sont, en effet, durement affrontés, et le document final comporte, pour certains articles, des options partiellement contradictoires. Les positions les plus éloignées sont relatives, comme il était prévisible, à la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et leur droit à la nationalisation, aux investissements étrangers et aux compagnies multinationales. Les Etats-Unis, particulièrement intraitables à Mexico, ont notamment insisté pour que les sociétés multinationales se voient reconnaître une juste place dans le droit international. Les pays en voie de développement ont, au contraire, estimé que ces groupes portaient atteinte à leur souveraineté.

La Communauté économique européenne, dont les Etats membres sont cependant plus sensibles à la position des pays producteurs de matières premières, n'a

pas pu jouer le rôle de médiateur. Ses propres divisions, il est vrai, ont contribué à cette impasse. La Communauté n'a pas davantage réussi à faire adopter un article qui visait à voir garantir son approvisionnement en matières premières.

Les pays du bloc socialiste, quant à eux, ont échoyé à voir consacrer à Mexico le principe du « traitement de la nation la plus favorisée », qu'ils réclament aux pays de l'Europe occidentale à la conférence de Genève sur la paix et la sécurité.

Un certain nombre de principes n'en ont pas moins été admis par l'ensemble des pays. L'Etat, déclare, en particulier, le document final, a un droit souverain et inaliénable à choisir son système économique, politique, social et culturel, en accord avec la volonté de son peuple, sans ingérence, coercition ou menace d'aucune sorte.

Le document signé à Mexico va commencer un long cheminement à travers le labyrinthe bureaucratique des Nations unies. Il fera l'objet d'un nouvel examen, en septembre, à Genève, par le comité de la CNUCED, avant d'être soumis à l'Assemblée générale de l'ONU d'août prochain. Certains contradictions, irréductibles à Mexico, en seront éliminées. Néanmoins, à ce changement ne pourra intervenir dans la rédaction du projet sans le consentement du « groupe des quarante ». — J. C.

Société américaine

Mondialement réputée pour le prestige de ses marques, cherche une association avec une Société Française en vue de former une entreprise pour l'établissement et le développement d'une chaîne de

«FAST-FOOD»

(Repas Service Rapide) sur le marché français

Nous sommes particulièrement intéressés d'entrer en pourparlers avec les chaînes de restaurants ou d'autres produits de grande consommation désirant se diversifier en association avec l'un des plus grands spécialistes mondiaux du concept du «FAST-FOOD» intermédiaires s'abstenir.

Ecrire à S. Perreau 31, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra

ASIE

Bangladesh

La visite du premier ministre pakistanais n'a donné aucun résultat concret

Pour avoir, contre l'avis du pouvoir, organisé le dimanche 30 juin une manifestation contre l'inflation et la corruption, au Bangladesh, les chefs du parti national Awami (d'opposition) ont été placés en résidence surveillée. Il s'agit du maréchal Bhutto et de M. Akbar Rahman Khan et Salahuddin. Le même jour, M. Bhutto, premier

ministre du Pakistan, regagnait Islamabad après avoir rencontré, pendant trois jours, les dirigeants du gouvernement de Dacca. Sa visite apparaît comme un échec. Certes, M. Mujibur Rahman se rendra dans l'avenir au Pakistan, mais aucun point du lourd contentieux entre les deux pays n'a été réglé.

De notre envoyé spécial

Dacca. — La première visite officielle du chef du gouvernement d'islamabad dans l'ancienne province orientale du Pakistan, devenue, après la guerre de 1971, le Bangladesh, s'est soldée par un échec presque complet. M. Bhutto et Mujibur Rahman n'ont même pas pu se mettre d'accord sur l'ordre dans lequel il fallait résoudre les problèmes qui se posent entre les deux pays. Si le premier a estimé qu'il valait mieux rétablir des relations commerciales et diplomatiques, le premier ministre du Bangladesh entendait résoudre

avant tout la délicate question de la division des biens qui appartenaient à l'ancien « grand Pakistan », ainsi que celle de l'envoi au Pakistan de quelques centaines de milliers de non-Bengalis résidant encore dans son pays. « Je ne suis pas venu avec un carnet de chèques », a dit M. Bhutto, tandis que le ministre bengalais (1) des affaires étrangères, M. Kamal Hussain, se plaignait du « manque d'empressement » de ses interlocuteurs. Il est vrai que les Pakistanais sou-

haitaient régler sans hâte le problème financier après avoir obtenu l'attribution en échange de biens formels. Mais les Bengalis se sont montrés fort gourmands, réclamant 55 % de tous les biens communs de l'ancien Pakistan, y compris de la compagnie aérienne P.I.A., tout en restant très discrets sur la division des dettes extérieures, elles aussi extrêmement élevées. L'affaire des biens Bengalis, appelée loi Biharis et victimes d'une sévère discrimination, n'est pas moins complexe. M. Bhutto avait tout d'abord dit, en 1972, qu'il était prêt à les accueillir, pour finalement, après un accord sous-entendu avec New-Delhi, n'en accepter qu'un pour cent mille. Un certain nombre souhaitent s'installer au Pakistan bien que cette terre leur soit aussi étrangère que le Bangladesh. Ils ont émigré de l'Inde après la partition de 1947. Mais beaucoup voudraient continuer à vivre dans leurs maisons et leurs terres, qui étaient rendus et s'ils pouvaient travailler. Leur présence serait d'ailleurs fort utile au nouvel Etat qui manque de techniciens.

La visite de M. Bhutto, avec la possibilité d'une solution du problème pakistano-bengalais, avait soulevé un grand espoir dans la population de Dacca, et dans plusieurs pays intéressés à la disparition de la tension dans le sous-continent. Elle avait aussi suscité une certaine inquiétude chez ceux qui tant à Dacca qu'à Islamabad et à New-Delhi, se saisissent de la situation actuelle. Les Indiens craignent, en effet, que le rétablissement de relations entre le Pakistan et le Bangladesh n'améliore leur influence sur le sous-continent. M. Bhutto, au début de son séjour, a montré la spectaculaire baisse de prestige de M. Mujibur Rahman.

PATRICE DE BEER.

(1) Les Bengalis sont les citoyens du Bangladesh. Les Bengalis constituent la majorité qui se trouve au Bangladesh.

Thaïlande

Une poussée de mécontentement

Les paysans manifestent à Bangkok...

Bangkok (A.F.P.). — Le gouvernement est ouvertement critiqué depuis quelques jours par un certain nombre de mécontents : paysans qui manifestent dans les places publiques de Bangkok, étudiants qui font exploser des bombes sur les mêmes places, séparatistes musulmans qui coupent les routes et les chemins de fer du Sud.

Plusieurs centaines de paysans venus de onze provinces occupent depuis le milieu de la semaine dernière Sam-Ngum-Luang, grand champ de foire situé au cœur de Bangkok. Ils réclament pour les terres qu'ils ont à vendre pour rembourser des prêts à des taux usuraires leur soient restitués et que les grands propriétaires terriens soient expulsés et leurs terres redistribuées. Comme ils le firent il y a deux semaines pour les dix mille grévistes du textile, les étudiants conseillent et protègent le mouvement paysan.

La presse thaïe consacre ses premières pages aux paysans en

colère et à la complexité du problème. Certaines terres ont été vendues il y a plus de vingt ans, et des acheteurs réguliers ont bien souvent succédé aux premiers détenteurs, remanquant les journaux. Une seule solution, souligne le « Thai Rath », indépendante, à grand tirage : une loi sur la réforme agraire qui procèderait à la redistribution des terres.

Certains étudiants font usage de moyens plus radicaux pour se faire entendre. Pour des raisons encore incertaines, un petit commando a jeté, jeudi soir 27 juin, des bombes dans le quartier commerçant de Siam Square. Bientôt, trois voitures endommagées et une indescriptible panique parmi les passants.

Au même moment, deux cents étudiants d'une école commerciale s'emparaient de trois autobus pour aller manifester devant le ministère de l'Éducation nationale. Motif : mauvaise nourriture et bibliothèque inadéquate.

... et des musulmans arrêtent les trains

D'autre part, le régime de Bangkok est aux prises avec un difficile problème de minorité. Dans les quatre provinces du Sud — Pattani, Yala, Narathiwat et Songkhla — les éléments « durs » de la communauté musulmane (deux millions de personnes pour une population totale de trente-cinq millions — multiplient les actions violentes : trains arrêtés et voyageurs dépossédés, assassinats de fonctionnaires, agressions sur les routes.

Jedid, un reporter du « Bangkok Post » a été blessé légèrement dans une embuscade sur la frontière de Malaisie. Le maréchal, dix hommes armés ont enlevé un riche commerçant chinois de Pattani. Le 25 juin, trois voyageurs de l'Express Bangkok-Malaisie étaient tués dans l'attaque du convoi. En avril, deux missionnaires, miss Margaret Morgan (Britannique) et miss Minka Hanskamp (Néo-Zélandaise), étaient enlevées à Narathiwat ; elles sont toujours détenues quelque part dans la jungle.

Le gouvernement Sanya fait preuve de patience, écoute les uns et les autres, et semble compter sur le temps pour ramener le calme. L'homme de la rue commence à s'agiter. Beaucoup de Thaïlandais de la classe moyenne tournent leur regard vers l'armée, mais celle-ci, depuis octobre et le renouveau des marches, est silencieuse. Jusqu'à quand ?

Sikkim

Mme GANDHI A CONSEILLÉ AU ROI D'ACCEPTER LA CONSTITUTION QUI LUI RETIRE TOUS SES POUVOIRS.

New-Delhi (A.F.P.). — Le souverain (chogyal) du Sikkim a décidé de renoncer son pays, après l'échec de sa tentative d'influencer le gouvernement indien en sa faveur dans le différend constitutionnel qui l'oppose à la nouvelle Assemblée nationale de sa patrie.

De nombreuses rumeurs circulent depuis quelques jours à New-Delhi au sujet d'une possible abdication du souverain en faveur de son fils aîné, actuellement à Londres.

Samedi 29 juin, le chef du parti du Congrès du Sikkim, le kazi Lhendup Dorji, qui contrôle l'Assemblée élue en avril, a lancé un véritable ultimatum au chogyal, lui enjoignant de rentrer à Gangtok dans les quarante-huit heures et d'accepter la nouvelle Constitution adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée le 28 juin. Ce texte ôte tout pouvoir réel au chogyal, qui devient un chef d'état symbolique.

Le chogyal, après quatre jours d'attente, a été reçu samedi par Mme Gandhi, qui lui a demandé d'approuver la nouvelle Constitution mise au point par un expert indien. New-Delhi pourrait accepter quelques compromis mineurs pour ménager la susceptibilité du roi et ne pas être accusé d'« expansionnisme » au détriment de son protectorat himalayen.

Japon

TOKYO ET MOSCOU CONCLUENT UN ACCORD DE 451 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES USINES DE COKEFACTION

Tokyo (A.F.P.). — Un accord officiel entre le Japon et l'U.R.S.S. sur le financement de développement des ressources naturelles en Sibirie a été signé la semaine dernière à Tokyo. Aux termes de cet accord, le Japon accordera un prêt d'environ 126 300 yen (451 millions de dollars) à l'U.R.S.S., destiné à développer la cokefaction. Ce prêt, affecté d'un intérêt annuel de 6,3 %, sera remboursable en huit ans à partir de la fin du versement.

Le projet doit commencer à la fin de 1974 et assurer une production annuelle de 5,5 millions de tonnes entre 1985 et 1989, dans un premier gisement, et 1 million de tonnes entre 1989 et 1990, dans un second. Les deux gisements sont situés au sud de la Yakoutie.

On apprend d'autre part que l'Union soviétique a donné son accord pour le survol de son territoire par des appareils de transport japonais et américains se rendant de Tokyo à Anchorage, via Hakhalda. Les appareils américains et japonais contourneraient jusqu'à ce jour les Kouriles par le sud et le Kamchatka pour atteindre Anchorage.

Indochine

LE SÉNAT SUD-VIETNAMIEN DÉNONCE LES TRAFICS D'ENGRAIS IMPORTÉS DES ÉTATS-UNIS

Le Sénat sud-vietnamien recommande, dans un rapport, la destitution de tous les hauts fonctionnaires du ministère du Commerce et de l'Industrie, y compris le ministre, et de dix chefs de province, dont la responsabilité est engagée dans une affaire de spéculations sur les engrais. Le ministre est accusé de n'avoir pas « su préparer un plan cohérent de distribution des engrais ». De fait, des millions de dollars ont été empochés par des spéculateurs. Une liste de soixante noms d'hommes d'affaires est présentée, mais, note le « Los Angeles Times », les sénateurs ne mentionnent pas celui d'un commerçant proche de M. Thieu. Ce chef de l'Etat, sort le quotidien américain, avait appuyé les travaux de la commission d'enquête sénatoriale.

Il apparaît que plus de 70 % des engrais financés par les Etats-Unis pour le sud du Vietnam ont été stockés dans la base de la séparation des forces. Il ne peut donc plus être question d'un retour aux lignes de 1967. Si le roi Hussein, ou le Liban, ou la Syrie désirent bouger sur la route de la paix avec Sadate, nous sommes prêts. Si le roi Hussein désire inclure des Palestiniens modérés comme membres de la délégation jordanienne à une conférence de la paix, c'est son affaire. Après tout, environ 50 % des postes à haut niveau dans l'administration, les ministères, sont occupés par des Palestiniens. Mais nous voulons négocier seulement avec des gouvernements arabes légitimes, avec les terroristes, dont le seul but est la destruction d'Israël. Et nous ne croyons pas que le roi Hussein pourra bouger avant le président Sadate.

À propos de la création d'un Etat palestinien, le premier ministre a dit : « Nous sommes prêts à négocier la paix avec la Jordanie, mais non sur la base de la séparation des forces. Il ne peut donc plus être question d'un retour aux lignes de 1967. Si le roi Hussein, ou le Liban, ou la Syrie désirent bouger sur la route de la paix avec Sadate, nous sommes prêts. Si le roi Hussein désire inclure des Palestiniens modérés comme membres de la délégation jordanienne à une conférence de la paix, c'est son affaire. Après tout, environ 50 % des postes à haut niveau dans l'administration, les ministères, sont occupés par des Palestiniens. Mais nous voulons négocier seulement avec des gouvernements arabes légitimes, avec les terroristes, dont le seul but est la destruction d'Israël. Et nous ne croyons pas que le roi Hussein pourra bouger avant le président Sadate.

Le gouvernement vient de suspendre trois journaux. Deux d'entre eux ont été « incités à la haine et au mépris du gouvernement » ; l'un, en raison de son contenu proche du général Fernando commandant en chef, a mis en cause le pouvoir au sujet de la crise universitaire. Le troisième journal, organe du parti démocratique, a « mis en cause l'armée » dans un éditorial publié sous le titre : « Pourquoi continuons-nous à nous battre ? »

Chine

TOUT EN APPROUVANT LA CAMPAGNE DE CRITIQUES PAR AFFICHES

Le « Quotidien du Peuple » réaffirme le rôle de commandement des comités du parti

Pékin (A.F.P.). — Le « Quotidien du Peuple », dans un éditorial publié ce mardi 1^{er} juillet, qui marque le cinquante-troisième anniversaire de la fondation du P.C. chinois, donne sa caution à la campagne de critiques par voie d'affiches actuellement en cours en Chine mais souligne qu'elle ne saurait porter atteinte à l'autorité du parti. Sous le titre « Le parti commande », l'éditorial affirme notamment :

« Il est normal dans la vie du parti qu'une lutte soit menée au sein des comités du parti pour faire prévaloir la ligne correcte sur la ligne erronée, les idées correctes sur les idées erronées. Il est normal d'exprimer des critiques et de faire des autocritiques sur les fautes et les déficiences dans le travail des comités. »

« Mais cela ne signifie en aucune façon que le rôle de commandement du parti doit être affaibli. »

Le « Quotidien du Peuple » pour sa part, a publié un éditorial pour critiquer Lin Biao et Confucius, deux figures du passé qui doivent être placées sous le commandement centralisé des comités du parti, que ce soit à l'est, à l'ouest, au centre ou à l'arrière, c'est le parti qui exerce le commandement en tout.

Rarement, notent les observateurs, la sévère critique a été affirmée avec autant de vigueur par son organe officiel. L'éditorial du « Quotidien du Peuple » contient, en outre, une double mise en garde : l'adresse d'abord des autorités qui seraient tentées d'entraver le mouvement de critique, l'éditorialisme écrit : « Il est essentiel d'éviter la confiance dans les masses, de compter sur elles, de les mobiliser avec audace et d'être capable de traduire la politique du parti en actions par les masses. Il est essentiel de soutenir fermement l'esprit révolutionnaire protecteur des masses, d'accepter leurs critiques et leur supervision. »

Pour prévenir un possible débordement du mouvement, le

journal ajoute cependant : « Les comités du parti, à tous les niveaux, doivent rester sur le front des nouvelles idées et des nouvelles idées, et doivent continuer à exercer leur rôle de commandement. »

Des « traîtres » dans les « hautes sphères » du régime

De nouvelles affiches, cependant, ont été collées en grand nombre dans les rues de Pékin, dans les « hautes sphères du parti » de « représentants de l'impérialisme américain, du révisionnisme socialiste et de la clique de Chiang Kai-shek ». Le même document affirme que des « traîtres à l'image de Wang Ming, Lin Biao et Lin Piao », sont toujours dissimulés dans le parti, où ils ont établi leurs « petits royaumes indépendants ». L'auteur met particulièrement en cause des « forces de la bourgeoisie » qui se sont assurées des « positions importantes de contrôle » dans le domaine culturel.

Le « Singe d'or » se plaint d'être l'objet dans son usine, d'une surveillance de tous les instants et affirme craindre pour sa liberté.

Selon les services secrets de Taïwan, de violents incidents auraient eu lieu, le 3 juin, à Canton, où des informations, qu'il convient d'accepter avec la plus extrême prudence, plusieurs centaines de personnes auraient trouvé la mort au cours d'une manifestation de critique de Lin Piao et de Confucius. Les mêmes sources font état de journaux muraux critiquant M. Chou En-lai, réponse du président Mao et le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Dans une interview publiée par « Newsweek »

M. Rabin affirme qu'Israël ne rendra jamais les hauteurs du Golan « même dans le contexte d'un traité de paix »

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire américain Newsweek dans son édition du lundi 1^{er} juillet, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a déclaré qu'Israël ne rendrait jamais à la Syrie les hauteurs du Golan. Il a dit : « Même dans le contexte d'un traité de paix final, nous ne pouvons pas céder les hauteurs du Golan. Pendant dix-neuf ans de 1946 à 1967, nous avons fait l'expérience de la signification des avantages topographiques que la Syrie avait sur nous. Il ne peut y avoir aucun retour aux « jours d'or » que notre secteur très peuplé de la vallée du Jourdain a eues. Le contrôle syrien des hauteurs, même dans le cadre d'une paix réelle présenterait pour Israël une menace stratégique permanente. »

À propos de la Jordanie, le premier ministre a dit : « Nous sommes prêts à négocier la paix avec la Jordanie, mais non sur la base de la séparation des forces. Il ne peut donc plus être question d'un retour aux lignes de 1967. Si le roi Hussein, ou le Liban, ou la Syrie désirent bouger sur la route de la paix avec Sadate, nous sommes prêts. Si le roi Hussein désire inclure des Palestiniens modérés comme membres de la délégation jordanienne à une conférence de la paix, c'est son affaire. Après tout, environ 50 % des postes à haut niveau dans l'administration, les ministères, sont occupés par des Palestiniens. Mais nous voulons négocier seulement avec des gouvernements arabes légitimes, avec les terroristes, dont le seul but est la destruction d'Israël. Et nous ne croyons pas que le roi Hussein pourra bouger avant le président Sadate.

À propos de la création d'un Etat palestinien, le premier ministre a dit : « Nous sommes prêts à négocier la paix avec la Jordanie, mais non sur la base de la séparation des forces. Il ne peut donc plus être question d'un retour aux lignes de 1967. Si le roi Hussein, ou le Liban, ou la Syrie désirent bouger sur la route de la paix avec Sadate, nous sommes prêts. Si le roi Hussein désire inclure des Palestiniens modérés comme membres de la délégation jordanienne à une conférence de la paix, c'est son affaire. Après tout, environ 50 % des postes à haut niveau dans l'administration, les ministères, sont occupés par des Palestiniens. Mais nous voulons négocier seulement avec des gouvernements arabes légitimes, avec les terroristes, dont le seul but est la destruction d'Israël. Et nous ne croyons pas que le roi Hussein pourra bouger avant le président Sadate.

République arabe du Yémen

CORRESPONDANCE

Le nouveau régime de Sanaa

À la suite de la publication d'un article d'Eric Rouleau intitulé « L'Etat du Yémen » (le Monde du 15 juin), l'hebdomadaire de la République arabe du Yémen à Paris nous a adressé une lettre de laquelle nous extrayons les passages suivants :

M. Eric Rouleau a voulu faire croire que les événements actuels du Yémen ont été conçus par un Etat étranger. Son jugement a été formulé rapidement. Autre-ment, il aurait appris que les forces de l'armée et de la sécurité ont été obligées d'assumer le pouvoir après les démissions successives du président du conseil républicain. Leur initiative était motivée tout naturellement par le souci de sauvegarder l'Etat et l'indépendance du pays. (.)

M. Eric Rouleau a mentionné encore dans son article que les conspirateurs — comme il les désigne à tort — avaient préparé ce coup d'Etat en provoquant le terreur par une série d'attentats et de crimes dirigés non seulement contre les membres de l'opposition, mais aussi contre des personnalités proches du conseil républicain. (.) Lui est-il possible de nous citer le nom d'une seule de ces personnalités assassinées ?

En faisant état du terrorisme pratiqué par des organisations pro-saoudiennes, avant le coup d'Etat, nous avons cité notre source : l'hebdomadaire libanais Al-Balagh, généralement très bien renseigné sur les affaires du Yémen, sans omettre de donner le nom de l'une des personnes assassinées : Abdel Kader Said, l'un des dirigeants du

Mouvement progressiste yéménite. Quant à la nature du coup d'Etat du 13 juin, la presse des pays arabes, quasi unanime, après le Monde, n'a pas hésité non plus à attribuer ce bouleversement à des éléments pro-saoudiens. Les indications dans ce sens ne manquent pas : la démission du chef de l'Etat pour lequel le roi Fayçal nourrit peu de sympathie, la couleur politique du chef de la junte, les déclarations du chef de l'Etat-major favorable aux « éléments wahabites et hostiles à la République démocratique du Yémen du Sud », le soutien accordé par Riyad au nouveau régime deux heures après son avènement, l'hommage rendu aussitôt par Radio-Sanaa à l'Arabie Saoudite, etc.

Il est vrai cependant qu'une certaine évolution s'est produite au sein du régime de Sanaa après la prise du pouvoir par les militaires. A en juger par la composition de la junte, révélée plusieurs jours après la publication de l'article contesté — celle-ci est loin d'être politiquement homogène : les observateurs, d'ailleurs, n'excluent pas de nouveaux bouleversements. — E. R.

RECTIFICATIF. — Dans l'article « Un ami de l'Occident » (le Monde du 30 juin-1^{er} juillet), nous avons écrit que Mohamed Noorani, l'ancien ministre yéménite des affaires étrangères, assassiné à Beyrouth, avait été placé en résidence surveillée de 1948 à 1965. En fait, c'est en 1965 qu'il avait quitté le Yémen pour se réfugier à l'étranger.

ERRATUM. — L'omission d'une ligne a rendu incompréhensible dans nos éditions de samedi datées du 30 juin-1^{er} juillet, le dernier alinéa de l'article consacré, page 2, à la visite du chah d'Iran. Le texte était le suivant : « Le chah et le chahbanon de Beamanière, au pied du village des Baux, qu'ils ont quittés le samedi matin pour l'aéroport d'Istres. »

VOYAGES D'ETUDES EN ISRAEL pour Etudiants ou Professionnels en Économie, Gestion, Informatique et Médecine. Mi-juillet et début septembre. Possibilités de Stages. Renseignements : MAF - 52, rue Richer - PARIS Téléphone : 770-43-39

JPM 150

150

AFRIQUE

La crise éthiopienne

Procédant à l'arrestation de plusieurs dignitaires

L'armée étend son contrôle sur le pays

En Ethiopie, l'armée continue à étendre son contrôle sur la conduite des affaires publiques, tout en maintenant en place l'actuel gouvernement impérial. Les militaires ont procédé, samedi 29 et dimanche 30 juin, à l'arrestation d'importantes personnalités politiques appartenant à l'entourage de l'empereur Haile Sélassié, dont le ras Asrat Kassa, président du conseil de la Couronne.

Le calme, troublé seulement par une fusillade au cours de la nuit de samedi à dimanche à Addis-Abeba, continue de régner dans la capitale éthiopienne, comme sur le reste du territoire de l'empire. Le couvre-feu a été instauré samedi pour une durée indéterminée.

Les événements du week-end

SAMEDI 29 JUIN

Fin de nuit. — Le gouvernement de M. Makonnen crée une commission ministérielle de quatre membres pour discuter avec les représentants de l'armée et de la milice.

18 h. 30. — La radio éthiopienne annonce que le couvre-feu est décrété à partir de samedi soir, de 23 heures à 6 heures du matin.

19 h. 20. — On apprend l'arrestation du ras Asrat Kassa, président du conseil de la Couronne, du Dedsamach Zaoude Guebre Elyot, président du Sénat, du général Abayeh Abbete, ministre de la Défense et de M. Ato Yims Derssa, conseiller de la Couronne.

Dans la soirée, une proclamation militaire — la troisième depuis le début de la crise — est lue à la radio éthiopienne. Elle assure notamment : « Notre mouvement est destiné à préserver l'unité, la prospérité et le bien-être de toute la nation. »

Au cours de la nuit de samedi à dimanche, des coups de feu sont entendus dans la capitale.

DIMANCHE 30 JUIN

Dans l'après-midi, quatrième proclamation des militaires, qui réaffirment leur loyauté à l'empereur et à la nation, et déclarent qu'ils ne recherchent que les personnes « soupçonnées de faire obstacle au fonctionnement normal » des institutions. Ce communiqué est signé par les forces armées, la garde impériale, la police et la milice.

Dans la soirée, un cinquième communiqué confirme l'arrestation du ras Asrat Kassa, du Dedsamach Yims Derssa, du docteur Minasse Haile, ancien ministre des affaires étrangères, du major Asrat, parlementaire qui avait demandé la libération des anciens ministres emprisonnés, de M. Ato Abbete Kebede, président de la fondation Haile Sélassié, du Révérend Père Mariam Workneh, curé de la cathédrale de la Trinité, de M. Ato Asfied Demissie, directeur de la banque de développement agricole, et de plusieurs autres personnalités, selon le communiqué, se sont « livrés volontairement ». Le communiqué assure enfin que la longue réunion s'est tenue dans une atmosphère de « conseil militaire » et que quatre membres de la commission ministérielle, l'accord aurait été « total sur tous les points ».

Des contrôles d'identité sont effectués par les militaires, qui ont établi des barrages aux principales sorties de la capitale.

Mozambique

Les autorités redoutent un exode massif des colons au nord de Beira

Laurent-Marques (A.P.P.). — Le Groupe des démocrates, le principal mouvement libéral du Mozambique, a envoyé un télégramme au général Spínola l'exhortant à « prendre immédiatement des mesures pour débarrasser le Mozambique des éléments qui retardent le processus de décolonisation ». L'appel a été adressé à Lourenço Marques, dimanche 30 juin. L'avis libéral craint, semble-t-il, un putsch de l'extrême droite, à quelques jours de l'arrivée du chef d'Etat portugais au Mozambique.

Dans ce télégramme, les démocrates déplorent notamment le retard mis à arrêter les membres de l'Armée populaire, la D.C.S., dont « beaucoup sont partisans de la création d'organisations fascistes ».

Leurs craintes sont directement liées aux attaques contre des étudiants, des journalistes et des citoyens sympathisants du Front de libération de Beira, qui se désignent par les lettres « A.M.A. ». Des coups de feu ont été tirés récemment à travers les tentes de la cantine universitaire à Lourenço Marques, et plusieurs rédacteurs de journaux ont reçu par téléphone des menaces « de jugement sommaire », pour avoir publié des nouvelles sur le Front de libération.

Entre-temps des informations en provenance du nord du Mozambique indiquent l'imminence d'un exode massif de colons de la zone située au nord d'Inharranga, à 150 kilomètres de Beira. La zone en question comprend les districts agricoles de Sena, Murraça et Vila Fontes, entre la frontière du Malawi et Inharranga, a été le théâtre de nombreuses attaques du Front de libération.

Le Front de libération, de son côté, que cinquante guérilleros du Front ont incendié récemment une ferme où se trouvaient plusieurs milliers de têtes de bétail. D'autre part, un communiqué publié dimanche par le commandement militaire de Beira révèle qu'un groupe de guérilleros

Angola

FORMATION D'UN MOUVEMENT SEPARATISTE A CABINDA

Luanda (Reuter). — Un millier de personnes parmi lesquelles se trouvaient plusieurs Blancs ont assisté samedi 29 juin à l'ouverture officielle du Front de libération de l'enceinte de Cabinda (FLEC), écrit dimanche le Journal de Luanda Province de Angola.

Le mouvement de libération avait auparavant établi son siège à Pointe-Noire, au Congo, et ouvert un bureau à Kinshasa. L'ouverture de son siège dans l'enceinte même marque la première activité politique du mouvement à Cabinda depuis sa création. Dans le discours prononcé lors de la cérémonie, M. N'Zita Henriques Flago, vice-président du FLEC, a indiqué que le peuple de Cabinda était conscient qu'une nouvelle ère politique était rendue possible par le coup d'Etat du 25 avril au Portugal.

Le président du comité exécutif du FLEC est M. Luis de Gamaça Ranque Franque et le second vice-président M. Francisco Valério de Sousa qui a récemment formé l'Union démocratique populaire de Cabinda.

Rhodesie

M. HAROLD WILSON REÇOIT DEUX LEADERS NATIONALISTES NOIRS

Deux dirigeants du Conseil national africain, principale organisation représentant les Africains de Rhodesie, sont arrivés samedi matin à Londres, où ils ont des conversations avec M. Harold Wilson, premier ministre britannique, et James Callaghan, secrétaire du Foreign Office. Il s'agit de M. Elliott Cababala, vice-président, et Gordon Chawanduka, secrétaire général de cette organisation dont le président est l'évêque méthodiste Abel Muzorewa.

D'autre part, on apprend de Salisbury que M. William Harper, ancien ministre rhodésien, exclu du parti au pouvoir, a, à cinq ans, formé samedi 29 juin, un nouveau parti en vue des prochaines élections générales. Ce parti, intitulé le Groupe de Rhodesie, se situe au centre droit, a indiqué M. Harper, qui a ainsi défini son programme : corriger la situation actuelle et assurer la sécurité de toutes les races pour garantir la stabilité du pays.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

M. OTHA SIK, ancien ministre technocratique, a été élu le « printemps de France », vient d'obtenir le prix du meilleur ouvrage de documentation, à Hambourg, pour son livre « La Rhénanie-landaise et la Société industrielle moderne », publié en 1972. M. Sik enseigne les sciences économiques à l'université de Bielefeld.

Etats-Unis

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE (Sénat-Chambre) des représentants de l'énergie atomique, qui elle-même possède des pouvoirs étendus, a approuvé, mardi 25 juin, à l'unanimité, un projet de loi accordant au Congrès le droit de veto sur tout transfert de technologie nucléaire américaine à un pays étranger. Le projet, s'il est adopté, aura un effet rétroactif au 1^{er} juin et couvrira par conséquent les offres d'aide dans le domaine atomique faites par le président Nixon à l'Egypte et à Israël. Il prévoit une période de soixante jours pendant laquelle les deux chambres pourront étudier et fonder les conditions de tout transfert.

Grande-Bretagne

LE COMITE EXECUTIF DU PARTI LIBERAL a rejeté, le samedi 29 juin, l'idée d'une coalition avec les conservateurs. Réuni à Londres, il a pris une résolution indiquant que le parti libéral se présenterait aux prochaines élections générales comme un tiers-parti indépendant.

Le comité exécutif a aussi déconseillé aux députés libéraux à Westminster qui, le 25 juin, avaient envisagé une alliance avec les conservateurs (le Monde du 28 juin). — (A.F.P., Reuter.)

Italie

LES SIEGES DE TROIS FORMATIONS POLITIQUES ont été attaqués par des inconnus pendant la journée du 29 juin. A Milan, deux cocktails Molotov ont été lancés contre le siège du parti démocrate chrétien, mettant le feu au local. Deux hommes masqués ont fait irruption dans le bureau du Mouvement social italien (M.S.I.) et ont tiré des coups de feu. A Cagliari (Sardaigne), enfin, les locaux du parti communiste ont été cambriolés et mis à sac. — (A.F.P., Reuter.)

Singapour

M. LEE KUAN-YEW, premier ministre de Singapour, est arrivé à Paris dimanche 30 juin, en visite privée. Il est reçu lundi après-midi par M. Valéry Giscard d'Estaing et, mardi matin, par M. Chirac.

République Sud-Africaine

SIX MINEURS AFRICAINS ont été tués, samedi 29 juin, par des explosions qui se sont produites dans une mine d'or à Johannesburg, près de Johannesburg. Ce fait porte à dix le nombre de mineurs africains tués accidentellement dans les mines d'or des environs de Johannesburg au cours des dernières quarante-huit heures. — (A.F.P.)

Tunisie

LE GENERAL DE BOISSIER, chef d'Etat de l'armée de terre française, fait du 1^{er} au 6 juillet une visite en Tunisie à la tête d'une délégation militaire. Le général de Boissier doit avoir, au cours de sa mission, des entretiens avec le ministre de la Défense nationale et visiter l'académie militaire de Foudouk-Djedid. — (Reuter.)

Entre le réformisme et la révolution

Entrée depuis février dernier dans la voie de l'indiscipline, l'armée éthiopienne proclame, en toutes occasions, son loyauté à l'égard de l'empereur Haile Sélassié. Depuis plus de quatre mois, chaque acte d'insubordination des militaires s'accompagne de protestations d'allégeance vis-à-vis du « roi des rois ». Cependant, d'une manière ou d'une autre, l'armée qui n'avait, jusqu'à la semaine dernière, cessé de se poser en championne d'une unité territoriale gravement menacée et en protectrice de structures politiques militaires risquant de jouer, à terme, le rôle de fossoyeur du régime impérial, il semble, en effet, de plus en plus dangereux d'exalter la personne de l'empereur et de basculer continuellement l'autorité de ses plus proches collaborateurs. Si le « roi des rois » conserve une couronne, que lui ne parait, depuis la semaine dernière, que le rôle d'un roi fantôme, perd tout de même progressivement une partie de son pouvoir.

Dans un pays qui ignore encore l'existence légale de toute formation politique et où les membres du Parlement sont en partie désignés par l'empereur lui-même, l'armée constitue un élément important de la vie nationale. Certes, elle reste relativement divisée et les généraux conservateurs continuent de s'opposer aux majors progressistes. Mais, depuis les mutineries de février, les officiers supérieurs et subalternes essaient de reconstituer l'unité qui peut seule leur permettre d'exercer le rôle auquel prétend la majorité d'entre eux.

L'armée impériale reste attachée à ses privilèges, et, lorsque

les militaires commencent à quitter leurs casernes, c'est autant pour exiger des améliorations de soldes que pour réprimer des désordres en voie d'extension. Mais, si les hommes de troupe sont généralement des paysans frustrés levés parmi les tribus que les Amhara ont assujetties au cours des siècles précédents, bon nombre d'officiers, dans les provinces américaines, britanniques ou françaises ont eu l'occasion de s'ouvrir aux idées de progrès venues d'Occident. Ce sont ces cadres qui cherchent à prendre le pas sur un haut commandement souvent composé de dignitaires qui ne doivent leur poste qu'au seul privilège de la naissance.

L'armée a moins largement bénéficié des largesses de l'empereur que la noblesse et le haut clergé copte, qui possèdent, à eux seuls, la presque totalité des propriétés foncières du pays. Elle s'est, par conséquent, présentée à l'écart des malversations et détournements de deniers publics exercés au détriment d'une population rurale, en majeure partie pauvre. Elle a constaté avec exaspération l'impérialisme d'une administration qui n'a pas été capable de secourir efficacement un paysan dont les champs étaient dévastés par une terrible famine consécutive à plusieurs années de sécheresse. C'est pourquoi, tout en hésitant encore entre le réformisme et la révolution, les chefs ont décidé de remettre de l'ordre, en engageant d'abord l'épave de force avec ceux des dignitaires impériaux qui s'élevaient en défenseurs obstinés du statu quo.

L'hostilité déterminée à une aristocratie consommatoire et conservatrice n'implique point pour autant, jusqu'à présent du moins, une solidarité inconditionnelle avec tous les contestataires. En effet, c'est l'intervention de l'armée qui, au cours des quatre derniers mois, a empêché le passage à l'échelle des différents mouvements revendicatifs déchaînés, alternativement ou simultanément, par les enseignants, les étudiants de l'université Haile Sélassié d'Addis-Abeba les chauffeurs de taxis de la capitale, les employés d'Ethiopian Airlines, les membres du bas clergé.

C'est avec la même amertume sans doute que les militaires assistent à la montée des menaces sur les marches de l'empire, où le leadership Amhara est remis en cause par les tribus qui s'insurgent contre l'autorité centralisée d'Addis-Abeba, nomades soumis des provinces du Had et de l'Ogaden, sensibles aux mots d'ordre pansamalis lancés à partir de Mogadiscio par les dirigeants de la République de Somalie. L'ignominie d'Ethiopia, en insurrection depuis treize ans, a été confirmée du territoire français des Afars et des Issas, plus dociles à l'autorité de leurs sultans qu'à celle du « roi des rois » : Gallas, dont certains éléments revêtent d'une plus large autonomie.

La tendance à l'autonomie est telle que le plus grand empire du monde peut à tout moment basculer dans l'anarchie. L'armée éthiopienne tient donc entre ses mains non seulement l'unité du pays, mais aussi l'équilibre politique de toute l'Afrique orientale, dont l'Ethiopie reste la clé de voûte.

PHILIPPE DECAENNE.

ASRATE KASSA

Le ras Kassa (plus haut titre nobiliaire de l'empire) Asrat Kassa, considéré comme le porte-parole de l'aristocratie et de l'armée, est né en 1912. Il est le petit-fils du roi de Choa (1813-1847). Son père avait, en 1916, renoncé à ses prétentions au trône en faveur d'Haile Sélassié. Il s'exila en Grande-Bretagne de concert avec l'empereur après que ses deux frères eurent été tués par les troupes italiennes. Après son retour en Ethiopie, à partir de 1942 et jusqu'en 1957, il occupa plusieurs postes de gouverneur de province. Il fut ensuite nommé vice-président, puis président du Sénat (en 1961). Lors de la tentative de coup d'Etat de 1960, il prit la tête des troupes loyalistes. En 1964, il devint gouverneur de l'Erythrie. Il fut démis de ses fonctions en 1970 pour être opposé à la proclamation de l'état d'urgence ; selon lui, la crise érythréenne s'explique avant tout par le sous-développement de la province. La même année, il était nommé à la tête du conseil de la Couronne.

Un pouvoir contesté depuis 1960

1960

DECEMBRE. — Un groupe d'officiers tente de s'emparer du pouvoir à Addis-Abeba, l'absence de l'empereur Haile Sélassié, qui effectue une visite officielle au Brésil.

1961

Un mouvement séparatiste s'amorce en Erythrie.

1966

NOVEMBRE. — Attentat dans un cinéma d'Addis-Abeba. Les bombes explosent. Plusieurs militaires, dont le général Tadesse Biru, commandant adjoint de l'armée territoriale, sont arrêtés.

1967

AVRIL. — Désordres à l'université d'Addis-Abeba, où des heurts opposent étudiants et policiers.

1968

AVRIL. — Nouvelles manifestations d'étudiants à Addis-Abeba. AOUT. — Le général Tadesse Biru et le lieutenant Mammo Memon, responsables de l'attentat de novembre 1966, sont condamnés à mort.

1969

FEVRIER. — Effervescence à l'université d'Addis-Abeba. Les étudiants occupent leurs ambassades à Paris, Washington et Moscou. NOVEMBRE. — Un complot est déjoué. Son chef est un ancien héros de la lutte contre l'italienne fasciste, M. Tadele Woldehawariat.

1970

DECEMBRE. — L'université de la capitale est fermée à la suite de nouveaux heurts entre étudiants et professeurs ; trois étudiants sont tués.

1971

MARS. — Nouvelles manifestations d'étudiants à Addis-Abeba.

1973

La famine provoque plusieurs dizaines de milliers de morts. En novembre, six étudiants, qualifiés d'agitateurs, sont tués dans une région éprouvée en portant secours aux paysans.

1974

22 FEVRIER. — A la suite de quatre jours de manifestations et d'émeutes, qui ont fait plusieurs morts, la police repousse l'ordre de tirer à vue.

29 FEVRIER. — Une division se mutine en Erythrie. Elle est réprimée par des éléments de la marine et



PARIS 16^e

Avenue
FOCH

A VENDRE

POUR AMBASSADE OU CONSULAT
HOTEL PARTICULIER

Luxueux - 1400 m² environ
Ecrire CARLTON S.A.
49 bis, Avenue F.-D. ROOSEVELT 75008 PARIS
aucun renseignement ne sera fourni par téléphone



UN TRAIN POUR ETRE A L'HEURE AU DEPART DE L'AVION

- un train et une navette qui se jouent des encombrements
- 40 minutes, tout compris, entre Paris et Orly.
- départ toutes les 15 minutes de Paris Quai d'Orsay, Pont-St-Michel, Austerlitz.
- Tarif unique 7,50 F.



Demandez le nouvel horaire ORLY RAIL dans les gares S.N.C.F. ou les Agences de Voyages ; ou retournez ce bon à AEROPORT DE PARIS - 201, Bd Raspail 75075 PARIS - CEDEX 14.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

désire recevoir gratuitement le nouveau dépliant horaire ORLY RAIL

QUATRE ÉLECTIONS CANTONALES

سكينة المرحلي

SOCIÉTÉ

LES PIÈGES DU CHANGEMENT

(Suite de la première page.)

Ce n'est même plus « le vieux, le vinant et le bel aujourd'hui », cher à Mallarmé, qui intéresse, mais seulement le futur. Ce n'est pas sans raison que M. Giscard d'Estaing, en arrivant à l'Élysée, a évoqué la « page blanche ». Son vertige paraît plus délicieux qu'inquiétant. C'est « dans le changement » que paradoxalement les gens recherchent maintenant leur sécurité, car, dans un monde où tout bouge, le plus grand risque est encore de rester sur place.

Le conditionnement est tel que l'on en vient aussi à changer le passé ou l'image qu'on s'en fait. La « mode rétro » a-t-elle un autre sens ? Staline a sur les écrans des allures d'Arène Lupin et l'on regarde avec les lunettes exclusivement noires de *Lacoste* ou de *Portier de nuit* l'album 1940-1944 et ses suites.

Cet emportement est un signe de force. Tout ce qui peut contribuer à libérer la société de ce qu'elle croit être des traditions et qui ne sont en fait que la survivance d'habitudes ayant perdu leur raison d'être, cela est sain. De même peu importe d'où

viennent les idées de changement. Il est clair que M. Giscard d'Estaing et ses ministres prennent aujourd'hui leur bien un peu partant. Remettre en cause la voie express rive gauche, le programme autoroutier de la région parisienne, sauver la Cité fleurie, encourager le développement des transports collectifs, voilà qui sont son programme de gauche avec teinture René Dumont. C'est à M. Helmut Schmidt que le gouvernement a emprunté l'idée essentielle du plan anti-inflation, consistant à taxer plus fort les sociétés — donc les investisseurs — que les particuliers.

Et ne retrouve-t-on pas le style Jacques Delors dans cette façon qu'a M. Chirac de garder constamment le contact avec les syndicats, et de ne jurer au fond que par la politique contractuelle ? Comme on pouvait s'y attendre, M. Giscard d'Estaing ne conduit pas le changement en fonction d'une idéologie. Ce n'est pas un changement linéaire, mais un changement « en étoile », les points de cette étoile se situant dans tous les camps. Pourquoi pas, mais à condition que l'on passe très vite du changement en surface aux modifications en profondeur.

hommes qui allaient nus, pratiquant l'amour libre, détruisant toute propriété et cherchant l'âge d'or non plus à l'extrême bout de l'histoire mais au commencement de celle-ci. Maestri-t-on pas, en nos temps troubles, à cette même quête anxieuse des « consommateurs » et des « hippies » ?

Tourner le dos à la facilité

Pour que le changement soit véritablement bénéfique à long terme et n'exprime pas seulement le « mal de vivre », il faut qu'il intéresse les structures mêmes de notre société et, par-delà, qu'il modifie le comportement des citoyens. Pour en revenir à l'action de M. Giscard d'Estaing, elle ne pourra vraiment être jugée que sur des matières comme la fiscalité (étendue de la taxation des plus-values, touchers-on aux patrimoines ? etc.), la réforme de l'entreprise, la lutte contre l'urbanisation sauvage, etc. Là, il faudra « tailler dans la chair », tourner le dos aux facilités, s'exposer. C'est dans la mesure même où une impulsion courageuse sera donnée d'en haut que l'état d'esprit général pourra lui aussi se transformer, qu'on rencontrera moins de partisans de la combine, de la débrouillardise individuelle, moins d'indulgence pour la fraude, l'arbitraire, les formules-éclair, les caprices du pouvoir.

Les « expériences » privées, qui vont dans le sens du progrès, ont elles aussi, ce pouvoir de changer des hommes, et M. Michel Debré, président du C.J.D., a eu raison d'appuyer sur ce thème de l'expérimentation lors du dernier congrès de son organisation, souhaitant l'ouverture d'une « agence » ad hoc qui favoriserait toutes les innovations sociales menées par les entreprises.

Dans le même sens, il est réconfortant de prendre connaissance du bilan des réalisations d'Hommes et Stratégies, groupe fondé par MM. J. Milet et H. Serleyx (2), et qui ont précisément pour but d'aider au changement à l'écoute de « réalisateurs » qui ont réussi dans leur entreprise ou leur administration, la réussite n'étant évidemment pas entendue ici seulement comme celle de l'homme d'affaires classique ou du technocrate, mais comme celle du meneur d'un groupe qui a constamment cherché l'épanouissement de ses membres. C'est ce que Sylvère Seurat, P.-D.G. d'Endicorp, appelle « l'anthropogénie ». Le progrès d'une organisation n'est atteint que si tous ses membres ont pu simultanément favoriser leur propre développement.

Ces pédagogies globales du changement sont particulièrement appropriées dans un monde où les blocages viennent essentiellement de deux phénomènes : celui de l'hypersensibilisation dans les systèmes de grande dimension (éducation nationale par exemple) et à un moindre degré O.R.T.F. ou, à l'inverse, de systèmes flous, multidimensionnels, sans règles du jeu connues, où les variables s'interpénètrent, où les impulsions de progrès ne peuvent se transmettre selon des lignes connues (villes, régions).

Les idées circulent, les hommes bougent, secouent leurs voisins. Cette effervescence est a priori de bon aloi. Elle est provoquée par une exigence de justice comme rarement notre pays en a connu. C'est là l'essentiel. Il y avait, sans les intervalles dans notre histoire industrielle, une telle « disproportion » entre les requêtes des travailleurs et les accomplissements possibles qu'une sourde rébellion freinait souvent les velléités. La poussée de la gauche jusqu'aux portes du pouvoir change le climat. Il est bien difficile encore de savoir où cela mènera, mais il est important de sentir un dégel. « Vous ne demandez de vous décrire la forme que prendra la société future, dit un personnage de Gaudel (3). Bien sûr, je ne vois pas cette forme, mais toute forme est le résultat d'un mouvement, et ce mouvement de tous côtés déjà, il me semble que nous en sommes les témoins. »

PIERRE DROUIN.

(1) *Urgie et Citations*, par Gilles Lebourg. Éditions Weber.
(2) *Le Profet SABA et les Stratégies de changement. Bilan de trois années d'action. Hommes et Stratégies*, 63, rue Ballu, Paris-14.
(3) *Conversations dans le Lot-et-Garonne*.

Millénarisme

Il devient banal de dire qu'il y a un type de changement tout à fait illusoire, où l'on se contente de planter des décora, de repeindre de vieilles façades. Si l'on se laisse prendre aux pièges de tels millénarismes, le réveil pourrait être brutal.

Le « tout nouveau, tout beau » a d'autres inconvénients. Il suggère que parce qu'elles ont un certain âge, et uniquement pour cela, des normes, des valeurs, des expériences n'ont plus de raison d'être. Ce qui est ridicule. Si « tout » bouge, l'absence de repères, de points fixes (on le voit assez dans l'ordre monétaire) ne permet plus de tenir un cap. Alors on ne conduit plus le changement, on est conduit par lui.

D'autres contradictions sont en germe dans le changement à tout prix. La société, on l'a assez dit, souffre de ses gaspillages, de la rotation accélérée des objets.

L'exaltation sur ce thème entretenue par la forme la plus agressive de publicité est à l'opposé même d'une mutation bénéfique puisqu'elle entretient l'éternel recommencement, et finalement l'insatisfaction. Les « pauses » n'ont pas bonne presse, et c'est pourtant bien de ce changement-là dont nous avons besoin, ne serait-ce que pour lutter efficacement contre l'inflation.

Les amateurs de rapprochements historiques et ceux qui croient aux cycles des civilisations seront tentés de comparer notre curieuse fin de siècle avec ce qui se passait au Moyen Âge où coexistaient les « millénarismes », qui, « ébranlés par la majesté du temps, choisissaient de le briser, d'en accélérer follement les cadences, de manière à bondir au plus vite de l'autre côté des orages dans une mer enfin reposée » (1) et les « adamites », ces



JAGUAR

BRITISH
LEYLAND

XJ 6: 2.8 L 16 CV OVERDRIVE : 50.500 F⁰
XJ 6: 4.2 L 24 CV OVERDRIVE : 60.500 F⁰
XJ 12: 5.3 L 31 CV AUTOMATIQUE : 74.000 F⁰

* Prix net + transport et livraison (887 F ttc) au 19.3.74. Crédit CGL, Leasing CGL.

PRÉSENTATION, ESSAI, LIVRAISON RAPIDE :

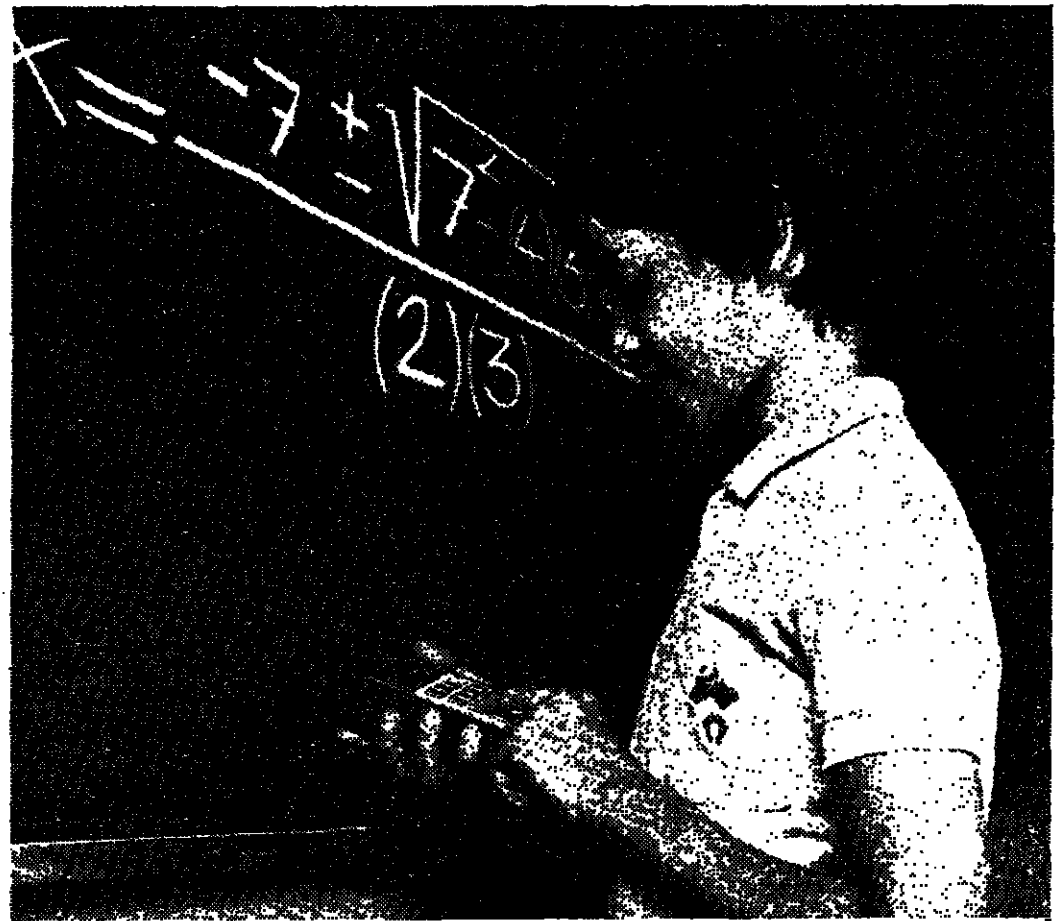
PARIS :
6° - Raspail Vaugirard Automobiles
89, bd Raspail - 548.22.99.
12° - Grand Garage d'Aligre
23, rue Becquer - 545.02.26.
15° - Grand Garage d'Aligre
52, rue d'Aligre - 550.11.20.

16° - A.E.L.V.A.
41, avenue Kléber - 553.44.99.
BANLIEUE :
Neuilly - A.E.L.V.A.
15, avenue de Madrid - 624.71.40.
Boulogne-Billancourt - Central Garage
110, avenue Victor-Hugo - 604.47.14.

Levallois-Perret - Garage Wilson
116, rue du Président-Wilson - 757.42.82.
La Garenne-Colombes - Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.68.

CONCESSIONNAIRES PROVINCE :
Vendôme - British Leyland France -
B.P. n° 52 - 95101 Argenteuil - 882.09.82.

Préfixe TOTAL



Le temps que vous commenciez à y réfléchir. Il a déjà la solution.

Cela peut vous surprendre qu'un garçon de 13 ans résolve une équation du second degré. Plus vite que vous ne le pourriez jamais. Et avec bien plus de précision.

Bien sûr, il se fait un peu aider par ses amis de Texas Instruments et leurs règles à calcul électroniques.

La SR 10 peut résoudre des opérations aussi complexes que les carrés, les racines carrées, les inverses, en notation traditionnelle ou scientifique.

La SR 11 fait davantage encore : appuyez sur la touche π : 3,1415927 apparaît instantanément sur l'écran ; déplacez le commutateur K vers la droite : vous êtes prêt.

En vente chez les spécialistes Texas Instruments :

A PARIS 1^{er} STYLODACTYL 50, rue Croix-des-Petits-Champs

2° - GIBERT JEUNE, 15, boulevard St-Denis
4° - SOTEMECA, 8, rue St-Martin
5° - LA REULE A CALCUL, 65, boulevard St-Germain
6° - GIBERT JEUNE, 5, place St-Michel
6° - DUREZ, 132, boulevard St-Germain
8° - TELE RADIO COMMERCIAL, 28, rue de Rome
9° - DACTYLO OFFICE, 32, rue de Provence
10° - NORD RADIO, 141, rue Lafayette
10° - QUERCY, 64, avenue Claude-Velleux
10° - CARBUMECA, 61, rue Louis-Blanc
11° - RADIO VOLTAIRE, 155, avenue Ledru-Rollin
12° - TERAL, 24, rue Traversière
13° - BUREAU SELECTION, 26, rue Robert-Lindet
15° - A LAMARTINE, 118, rue de la Pompe
17° - SWANOR, 17, boulevard Perreux
20° - S.E.M., 71, boulevard de Ménilmontant
Grandes magasins :
B.H.V. - Bon Marché - Galeries Lafayette - Printemps
Papeteries Plan Ciel

Vente par correspondance :
PIERRE LICHOU - EUROCADEAUX - Tél. : 280.33.44.

à utiliser un facteur constant. Tout ce que vous devez faire est de répondre instantanément sur l'écran à 10 chiffres rouges vifs. Fonctionnant sur accumulateurs ou sur secteur, ces deux règles à calcul électroniques sont livrées avec un chargeur-adaptateur et une housse de protection.

De plus, chaque SR 10 et SR 11 est garantie un an, pièces et main-d'œuvre par Texas Instruments.

Alors tirez un trait sur les calculs d'autrefois et pensez à la SR 10. Ou à la SR 11.

Vous gagnerez un temps précieux.

Texas Instruments
l'électronique au bout de vos doigts.



SR 11 : 845 F ttc
SR 10 : 745 F ttc

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE
La Bourisdière 92350 La Plessis-Robinson (930.2 - 43)

BRIDGE CAP

vous fait retrouver
votre chevelure naturelle



Le complexe de la calvitie frappe suffisamment d'hommes pour que des spécialistes se soient évertués à découvrir le meilleur moyen de redonner des cheveux à ceux qui n'en ont plus.

BRIDGE CAP n'est ni un postiche, ni une implantation : BRIDGE CAP entièrement réalisé à la main sur mesure s'intègre à vos cheveux, d'une façon parfaite et invisible. Vous pouvez dormir, nager, vous laver les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourront vous gêner.

Si vous désirez retrouver votre jeunesse, votre chevelure d'antan, BRIDGE CAP apporte la solution et ainsi, finis les complexes. Nous ne sommes pas les moins chers, car nous avons choisi la qualité, jusqu'à la perfection.

INSTITUT BRIDGE CAP INTERNATIONAL

AIX-EN-PCE - 13100. 1, rue Lapierre	(91) 26.37.01
ANGERS - 49000. 15, Bd Foch	(41) 88.57.03
BORDEAUX - 33000. 26, C. Chap. Rouge	(56) 48.57.44
CLERMONT FD - 63000. 27, rue Blatin	(73) 93.18.34
DIJON - 21000. 15, rue du Château	(80) 32.97.57
MARSEILLE - 13001. 54, rue de Rome	(91) 33.21.60
MONTPELLIER - 34000. 11, Bd Sarraill	(67) 72.81.56
NANTES - 44000. 11, rue Boileau	(40) 71.74.55
NICE - 06000. 12, rue de France	(93) 87.11.18
RENNES - 35000. 25, rue de la Morinaie	(99) 30.16.88
TOURS - 37000. 22, rue Victor Laloux	(47) 20.33.60

Ouvert du lundi au vendredi 11h - 20h - Samedi 9h - 13h.



A. DIJON
ENCLOSURE POUR PHOTO
ANNUAIRE ROYAL, en photo
cette photo, 200 F ttc
au lieu de 250 F ttc

150

O.R.T.F.

Libres opinions

Le pain et les gâteaux

Par GILBERT CESBRON

Il était une fois un boulanger qui fabriquait chaque jour le pain si nécessaire à l'homme. Il confectionnait aussi des gâteaux en petite quantité, pour les jours de fête ; car il n'est malheureusement pas possible que chaque jour soit fête, sinon aucune d'elles n'en serait plus une. Mais ce boulanger se mit à fabriquer de plus en plus de gâteaux parce que cela lui plaisait davantage, et ses clients prirent l'habitude d'en manger plus que de pain. Comme il en faisait trop, la qualité de ses gâteaux devint irrégulière, souvent médiocre. Souvent aussi il en servait de rassis ; ou encore il en achetait de tout faits dans des usines-dortoirs. La qualité du pain était elle aussi devenue incertaine : il n'avait plus l'occasion d'en fabriquer aussi souvent et l'on perd la main. Mais comme ses clients en avaient, eux, perdu le goût, ils n'en souffraient guère. Voilà une parabole apparemment sans intérêt. Pourtant, si vous voulez bien l'appliquer à la télévision française, elle devient intelligente, actuelle et délicate.

La télévision a pour tâche de nourrir le cœur et l'intellect de l'homme. Le bon pain qu'elle est chargée de fabriquer chaque jour, ce sont les enquêtes impartiales, les reportages sincères, les discussions loyales, les dossiers sans ombres. C'est aussi la connaissance, qu'elle seule peut nous donner sous une forme digeste et nourrissante, de tous les arts, de leurs chefs-d'œuvre comme de leurs audaces et de leurs tentatives. C'est aussi la rencontre sans tromperie avec les grands hommes connus, inconnus, méconnus. Bref, elle devrait être une clef irremplaçable pour tout ce qui aide à vivre.

Tout cela, c'était le bon pain quotidien de l'esprit et du cœur. Il fallait, bien sûr, y ajouter quelques gâteaux, car ils constituent une nourriture plaisante et indispensable, à la condition qu'on n'en mange pas trop et qu'ils soient de bonne qualité. Ce sont les variétés, les feuilletons légers, les films sans autre valeur que leur intrigue. Mais les gâteaux ont vite occupé tout le devant de la vitrine et le pain a été relégué au fond de la boutique. Tout poussant à faire des gâteaux plutôt que du pain : les « clients », enfants en cela, les préfèrent de beaucoup, et les apprentis pâtisseries étaient plus nombreux que les bons apprentis boulangers.

On aurait pu inciter ces clients à revenir à des habitudes meilleures pour eux : par exemple, en fabriquant moins de gâteaux, ou en ne vendant que du pain à l'heure où ils font queue. En clair, on aurait pu privilégier les programmes qui forment et informent (ce sont les appels pas « culturels » ou « éducatifs », puisqu'on est parvenu à ridiculiser ces termes), et aménager les horaires des différentes chaînes de sorte que, le plus souvent, on n'ait le choix, aux moments de grande écoute, qu'entre deux qualités de pain et non entre du pain et des gâteaux. On a longtemps fait le contraire : les devantures n'offraient toutes ensemble, que différentes sortes de gâteaux, et le public en a pris le goût car ces indigestions-là ne provoquent des effets qu'invisibles ou tardifs, quoique désastreux. Pour alimenter cette boulimie, il a bien fallu acheter des feuilletons à l'étranger et diffuser de très vieux films — ce qui fausse les mœurs et le goût et ne peut qu'aggraver le divorce entre le cinéma d'aujourd'hui et ce que les téléscripteurs croient être du cinéma.

Voilà où on en est — et comment désormais renverser la vapeur ? Quand on mène ses réflexions (qu'il s'agisse de l'État ou de la télévision) à coups de sondages ; quand on a tendance à se faire éternellement la courbe quotidienne du malade au lieu de rechercher les symptômes et de tenir consultation ; quand on identifie cette « méthode des températures » avec la démocratie et la liberté, on prépare bonnement sa relève par les ordinateurs. Les sondages ne sont que des indices parfois suspects et toujours dangereux du fait que ceux qui finalement les utilisent en connaissent mal les limites et les fautes. Ils ne devraient jamais dispenser d'une réflexion, pourvu qu'elle soit contradictoire et collective, ni d'une option, pourvu qu'elle soit claire et commentée.

Les Américains ont cru qu'on pouvait éduquer les enfants en ne les contraindant jamais ; ils en sont revenus. Croit-on qu'il en soit autrement du public ? Et pourquoi cet effort à contre-courant de la facilité en matière d'affaires culturelles — peinture, musique, théâtre — et cet abandon à la pente lorsqu'il s'agit du moyen de formation le plus important, le seul universel, la télévision ? Pourquoi le mot « populaire » change-t-il de sens selon qu'on l'applique à la télévision ou au T.N.P. ? On aura vite fait de dire que le souci qui m'inspire relève d'un certain « paternalisme » ; je démentirai seulement, en revanche, si la démagogie que je dénonce ici ne relève pas, elle, d'un pur et simple mépris du public. « Le public a toujours raison » est une maxime de marchands.

Que l'O.R.T.F. soit atteinte de cancer, que la prolifération des emplois, des abus, des négligences, le mette en danger de mort, c'est évident. Que sa gestion aberrante, abusive, exige à sa tête un grand administrateur, il faudrait que les gens de l'Office aient le goût du suicide pour le concevoir. Encore convient-il que ce médecin soit aussi chirurgien, qu'on l'arme contre tous les changements et qu'il se sache soutenir non seulement par les gouvernants mais par les usagers.

Mais ce problème dont on parle tant ne doit pas éclipser l'autre. Il faut peut-être « restructurer » l'Office, mais il faut à coup sûr « repenser » la télévision française. Le premier point intéresse les contribuables, le second les citoyens et tous ceux que se font une certaine idée de l'homme. Et d'abord de l'enfant, dont Freud a bien dit « qu'il est le père de l'homme ». Les parents savent empêcher leurs enfants de se boucher de gâteaux ; comment supportent-ils que le petit écran les expose à des tentations si médiocres, sinon parce qu'ils y succombent eux-mêmes ?

Il faut, comme toujours, recenser les problèmes, puis leur chercher humblement des solutions ambitieuses. Il y a celui de la gestion de l'Office ; celui de son indépendance : vis-à-vis de l'État, mais aussi de tous les groupes de pression, même les mieux intentionnés ; celui de son « objectivité ». Mais il y a, en préalable et prioritaire, celui de la définition même de notre télévision, de sa « philosophie ». Bien des comités s'en occupent (trop, peut-être) et, dans chacun d'eux, bien des gens intelligents et honnêtes. Je crains qu'ils ne soient davantage des cautions que des responsables. Je crains que, engeant dans la routine et les égards mutuels, ils aient oublié la question première et que l'an-jour-le-jour des programmes leur en masque la mission et la « politique ». L'O.R.T.F. fourmille, je l'ai dit, d'hommes et de femmes compétents, inventifs, désintéressés. Leur responsabilité est, à mes yeux, égale et presque supérieure à celle des dirigeants de l'éducation nationale. Ils savent très bien ce qu'ils ne va pas à l'Office ; mais ont-ils encore le temps, le goût, le courage de chercher ce qu'il faudrait faire « si cela allait » ? Ils s'inquiètent à juste titre d'un démantèlement de l'O.R.T.F. ; mais ont-ils le désir et la volonté de repenser sa mission ?

Devant ces tâches exténuantes, piégées, impopulaires, certains se demandent s'il ne serait pas plus simple et plus sûr d'« assouplir le monopole » ; de faire appel à l'industrie privée qui, elle, du moins, sait gérer, travailler, se discipliner, mais qui se moque bien de l'homme et — c'est la logique du système — lui a, une fois pour toutes, prêté le consommateur d'est-à-dire l'argent. Autrement dit, au lieu de se décider à fabriquer le bon pain qui nourrit, ils envisagent de s'en remettre à ceux qui savent si bien, partout ailleurs, s'enrichir en nous gavant de gâteaux.

LES « ACCUSÉS » DU RAPPORT CHINAUD RÉPONDENT

En cas de privatisation, nous gagnerions deux fois plus d'argent mais nous serions moins libres, nous déclarent six producteurs de l'Office

La liste des soixante-deux producteurs « milliardaires » travaillant à l'O.R.T.F. est évidemment le chapitre le plus spectaculaire du rapport Chinaud sur la gestion de l'Office (« Le Monde » du 23 juin). La commission de contrôle de l'Assemblée nationale ayant choisi de jeter en pâture à l'opinion publique les noms de ces « bidges », nous avons voulu recueillir six d'entre eux : José Arbur (« Le popichab »), Pierre Bouleiller (« Magazine sur France-Inter »), Jacques Chancel (« Le grand échi-

quier » et « Radioscopie »), Pierre Codon et Jean Garretto (« L'écaille en coin » et FIP) et Gérard Sire (« Oméga »), ce dernier ne figurant pas cependant sur la liste de 1973 mais déclarant qu'il aurait pu y être en 1972 (1).

qu'il est « Radioscopie », Pierre Codon et Jean Garretto (« L'écaille en coin » et FIP) et Gérard Sire (« Oméga »), ce dernier ne figurant pas cependant sur la liste de 1973 mais déclarant qu'il aurait pu y être en 1972 (1).

Selon M. Chinaud, « on peut s'interroger sur le bien-fondé de la fonction de producteur ». Le producteur de l'O.R.T.F. est en effet très différent du producteur de cinéma. Son rôle ne consiste pas à prendre le risque financier que comporte la réalisation d'une émission ; il y a au contraire dissociation entre l'Office, qui assume ce risque, et le producteur, qui se contente d'apporter un texte, et plus fréquemment une idée. Or, cette fonction très confortable est généralement fort bien rémunérée sans que l'on en aperçoive bien son utilité.

● Pierre Bouleiller : « La précarité de la situation de producteur à l'O.R.T.F. peut être facilement illustrée : qui se souvient de ce qui sont devenus Roger Louis, Jean Bardin, André Harris et Alain de Sédonay ou encore Georges Lourier, que ses cordes vocales ont trahi ? »

● Gérard Sire : « J'ajoute que dans le cas des sommes touchées par certains producteurs en 1973, les impôts sur le revenu les frappaient dans la proportion de 40 à 60 % de leur montant total. »

Une situation précaire

Devant cet acte d'accusation, plusieurs producteurs ont posé des questions préliminaires.

● Pierre Codon et Jean Garretto : « Au demeurant, on peut s'interroger sur la part que l'O.R.T.F. nous paie une « idée ». Ainsi, pour nous, celle de FIP, répondant maintenant à dix exemplaires en France et dont il faut préparer les programmes quotidiens. On nous la « paie » 4 000 F par mois. Est-ce scandaleux ? »

● Gérard Sire : « Jusqu'à l'an dernier, nous étions rétribués du jour au lendemain, puis nous le fûmes à la semaine. Maintenant, nous avons obtenu une sorte de préavis de trois mois. »

Les contraintes de la publicité

Mais comment voient-ils l'avenir ? Sont-ils partie prenante dans la « crise » que traverse l'O.R.T.F. ? Se sentent-ils concernés par les perspectives de « privatisation » ? « Si nous devions être demain producteurs dans une station privée commerciale, nous gagnerions deux fois plus d'argent, répondent-ils unanimes. Autant dire que cette perspective ne devrait pas, a priori, nous effrayer, bien au contraire. Mais nous serons aussi que notre travail serait moins intéressant parce que nous serions moins libres qu'à l'O.R.T.F. »

● Jacques Chancel : « Nous prenons le risque d'être jugés, chaque jour, par le public, par les critiques, par les sondages. Ce risque est-il surévalué ? Nous admettons fort bien que, vis-à-vis d'un chercheur anonyme, doté d'une maîtrise boursière et qui fera tout pour nous démolir, nous sommes moins protégés que les personnes protégées » qu'ils dénoncent ensuite dans leurs enquêtes. Au-delà, serait-il raisonnable de « fonctionnariser » des gens

Le prix d'une « idée »

A combien évaluer le prix d'une « idée » d'émission ? C'est tout le problème de la création qui se trouve posé une fois de plus, celui du talent.

● Jacques Chancel : « Nous prenons le risque d'être jugés, chaque jour, par le public, par les critiques, par les sondages. Ce risque est-il surévalué ? Nous admettons fort bien que, vis-à-vis d'un chercheur anonyme, doté d'une maîtrise boursière et qui fera tout pour nous démolir, nous sommes moins protégés que les personnes protégées » qu'ils dénoncent ensuite dans leurs enquêtes. Au-delà, serait-il raisonnable de « fonctionnariser » des gens

CORRESPONDANCE

« Pas un mot sur la valeur du produit »

Plusieurs lecteurs nous ont écrit à propos des grèves de l'O.R.T.F.

M. Hennellon, de Paris, qui revient du Midi, a constaté que « le mécontentement grandit chaque jour » et demande qu'une « campagne nationale » soit entreprise contre les « parasites irresponsables » de l'Office.

M. P. Chavet, de Gap, nous adresse la lettre suivante : « Bien que je ne sois pas, comme vous le savez, un spécialiste de la télévision, je suis volontiers que l'O.R.T.F. est un monde de gâteaux et de papillottes. Mais le suis profondément choqué par la manière dont cet aspect est prétendument dénoncé dans le rapport de la commission Chinaud, analysé dans votre numéro du 23 juin. Il traite, en effet, la création artistique comme un problème d'hygiène ou de production industrielle standardisée. Que reproche-t-il aux émissions ? Des dévifs et des dévifs prévisionnels dépassés, des œuvres réalisées qui ne sont pas programmées, parce qu'on les juge sans doute ratées. Mais c'est le propre de toute création de ne pouvoir être déprogrammée d'avance dans ses idées, ses motifs, sa qualité finale ! Or, il n'y a pas un mot sur la valeur du produit, sur le rapport qualité-prix sur le pourcentage comparatif de réussites par rapport à d'autres secteurs comparables, comme le théâtre, le cinéma, l'opéra, la peinture. Et ce serait bien cela l'essentiel ! Dans cette optique de bonification, un Flaubert, qui mettrait trois jours pour écrire une page qu'il recommencerait plusieurs fois, serait éliminé. C'est bien Molière, me semble-t-il, que son protecteur était contraint d'enterrer à côté pour qu'il puisse achever son travail. Le ma : de l'O.R.T.F. on commence à le pressentir quand on voit une très belle émission comme « Alain Decaux raconte » où un homme seul, sans aucun décor, parle en direct pendant une heure. Or le générique comprend toujours une douzaine de personnes ! Et on ne voit là que la partie émergée de l'iceberg, ce qui permet d'imaginer l'importance des parasites des boîtes à images. On voit bien ces « géomètres », placés là au hasard de mutations administratives, appliqués à assésir leur position en faisant leur le « principe de Feist » et autres « loi de Parkinson ». Quand on pense qu'ils ont introduit la comptabilité analytique ! Alors qu'un seul quel est le difficile à mettre en œuvre, même pour des techniques simples, où il faut seulement une part d'adaptation, une très légère dose d'invention ! Sous quelle rubrique comptabiliseraient-ils les promesses de Strauss dans la forêt viennoise ou sur les bords du Danube, où ils trouvaient leur inspiration ? Faut-il rappeler le mot si juste de Molière : « Nous autres, poètes, c'est quand nous ne faisons rien que nous travaillons le plus ? »

s'ils ne peuvent rien pour vos cheveux ils vous le diront aussi

L'environnement dans lequel vous vivez affecte votre chevelure. La pollution de l'atmosphère encrasse vos cheveux : poussières et impuretés se combinent aux matières sécrétées par votre cuir chevelu pour empêcher celui-ci de respirer. Pellicules, démangeaisons sont les premiers symptômes de la chute des cheveux que vous ne tardez pas à constater. Ce processus n'est pas irréversible. Dans bien des cas, un traitement local approprié favorisera la croissance naturelle de vos cheveux. Ne vous fiez pas à des méthodes de rancroche, adressez-vous à un spécialiste qui constatera l'état de votre chevelure et vous dira ce qu'il peut faire pour que vous retrouviez une chevelure saine. Il peut vous conseiller après examen les produits dont l'application s'adaptent à votre état capillaire. L'institut capillaire EUROCAP met ce spécialiste à votre disposition, ainsi que les installations pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez en banlieue ou en province, il préparera un traitement à domicile à votre intention. Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11 h à 20 h, le samedi de 10 h à 17 h.

eurocap instituts capillaires
Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire
PARIS (1^{re}) - 4, rue de Castiglione - Tél. : 260-38-84

TRANCHE DES ROSES

GROS LOT DE 2 MILLIONS DE FRANCS

loterie nationale

TIRAGE MERCREDI 3 JUILLET

RELIGION

QUARANTE MILLE JOCISTES A LA PORTE DE VERSAILLES

La classe ouvrière d'abord

Réunis au Parc des expositions, à la porte de Versailles, depuis samedi matin, près de quarante mille jeunes du monde ouvrier participent à « Objectif 74 », grand rassemblement organisé par la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.), qui prend fin ce lundi soir. Fête populaire, jeux scéniques, forum permanent, cette réunion de masse est un « temps fort » dans la vie du mouvement — le dernier rassemblement analogue remonte à 1967 — qui voulait manifester non seulement la force et le dynamisme de la jeunesse ouvrière, mais également son unité dans la diversité.

« 1-2-3-4-5 : 11-12-3-4-5 : 0 ! 1-2-3-4-5 : 11-12-3-4-5 : 0 ! » L'incantation lancée à la sortie du Parc des expositions par une bande de jeunes chevelus, potins levés au ciel et les doigts au vent, n'a pas passé inaperçue des flâneurs du week-end. Curiosité, sourires indulgents, puis une vieille dame qui chuchote à sa voisine : « Ah ! cette jeunesse ! Tous des communistes ! »

Si elle s'était trouvée deux heures auparavant dans la « grande nef », où se tenait la séance d'ouverture d'Objectif 74, cette dame aurait dû attendre longtemps pour être détrempée. Car, c'est seulement à la fin d'une longue litane de griefs contre les conditions de la vie ouvrière — travail inhumain, cadences infernales, longs horaires, manque d'hygiène et de sécurité, licenciement réservé à l'élite, discrimination contre les travailleurs immigrés, emprise du système capitaliste par les firmes multinationales, souffrances des travailleurs au Chili, au Brésil, en Afrique aus-

trale, au Proche-Orient, en Asie, en Inde et dans les dictatures européennes de Crève d'Espagne (aucune mention des régimes totalitaires de l'Est), que fut prononcée, pour la première fois, le mot chrétien.

C'était dans la phrase : « A travers notre libération, la Jeunesse ouvrière chrétienne croit que c'est Jésus-Christ qui est à l'œuvre », phrase qui souleva immédiatement une tempête d'applaudissements montrant qu'en 1974 la J.O.C. reste fidèle à une histoire qui aura bientôt cinquante ans. C'est une double fidélité au monde ouvrier ; fidélité à Jésus-Christ.

Mouvement d'éducation politique ou mouvement apostolique ? Vieille querelle. Si l'accent est mis tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, selon les époques et les circonstances, les deux vont de pair. « C'est dans l'action pour changer leurs conditions de vie que les jeunes travailleurs se transforment, se convertissent, et peuvent découvrir que Jésus-Christ est déjà en eux », déclare M. Jean-Marc Boissard, président de la J.O.C., tandis que pour son homologue à la branche féminine, Mlle Eugénie Delaune, « c'est par notre engagement dans la classe ouvrière que nous pouvons nous mettre à la recherche de Jésus-Christ ».

On assiste cependant à une politisation constante de la J.O.C. Elle a été un des rares mouvements catholiques à prendre position publiquement lors de la campagne présidentielle et, depuis plus d'un an, elle se voit sollicitée toujours davantage par les partis politiques. Les responsables des deux mouvements affirment que les jocistes doivent s'engager dans la lutte des classes, et Mlle Delaune ajoute : « Nous agissons d'abord parce que nous sommes de la classe ouvrière et non parce que nous sommes chrétiens ». Il n'est pas rare, du reste, pour des jeunes du monde ouvrier d'appartenir à la fois au parti communiste et à la J.O.C.

La JOC de M. le curé n'est plus

Le rassemblement a fourni de nombreux exemples de cette conscience politique accrue. On a vu des catégories de travailleurs isolés (apprentis, employés de maison) ou généralement peu politisés (travailleurs immigrés, handicapés physiques) se retrouver, se concerter, et découvrir, souvent avec étonnement, une solidarité et une force collective insoupçonnées jusqu'alors. On a vu des adolescents scolarisés (qui représentaient une bonne moitié des participants) se préoccuper de l'enseignement qu'ils reçoivent — qu'ils jugent souvent inadéquat à leurs besoins, fondé sur un système sélectif injuste, noté pour des familles modestes — même si leurs analyses politiques ne dépassaient pas toujours des slogans tels que « Fontaines-on-l'été, Haby-on-l'été ! ». Il est à noter que l'école est devenue l'un des terrains d'action préférés de la J.O.C., qui a dépassé depuis longtemps le cadre étroit de la paroisse.

L'originalité de ce rassemblement par rapport aux précédents meetings aura été justement de

souligner la diversité des milieux touchés par le mouvement : monde scolaire jusqu'au niveau supérieur, petites et grandes entreprises, armée — et notamment les catégories qui s'expriment d'habitude le moins : handicapés, immigrés... Il s'agissait aussi d'exprimer l'unité recherchée à travers cette diversité. C'est pourquoi les travaux des différents ateliers ont été regroupés et présentés par catégories se retrouvant dans les « sept grands objectifs » définis par la J.O.C. : gratuité de l'enseignement, droit au travail, semaine de 40 heures, cinquième semaine de congés payés, des équipements décentes et l'égalité des chances devant l'instruction.

Une enquête sur les conditions de travail des jeunes ouvriers menée l'année dernière et en cours d'analyse montre que ces objectifs sont loin d'être atteints : 94 % des jeunes travailleurs, par exemple, dépassent les 40 heures de travail hebdomadaire, un sur cinq perçoit un salaire inférieur au SMIC (au 1^{er} février 1973), un sur six souffre dans son travail du froid, de la chaleur, du bruit ou de la saleté, etc. Les responsables sont d'ailleurs à donner une suite concrète aux constatations faites lors du rassemblement. En ce qui concerne la gratuité de l'enseignement, pour ne prendre que cet exemple, une proposition de loi sera rédigée par la JOC et soumise aux différents partis politiques.

Les options plus nettement politiques adoptées par la JOC, enfin, l'ont amenée à prendre ses distances d'abord avec d'autres mouvements de jeunesse catholiques, puis avec une certaine Eglise officielle, dont la sollicitude se faisait plus pesante. Partie intégrante du mouvement ouvrier, reconnue et respectée par les autres organisations politiques, la JOC veut toujours « construire l'union de la jeunesse ouvrière » selon son jargon, mais à sa manière, et sans jamais oublier sa première solidarité : la classe ouvrière.

Les évêques, dont plusieurs, parmi lesquels le cardinal Marty, étaient discrètement présents au rassemblement, ont été des représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et des partis communiste et socialiste, et ont pris leur part de leur contact avec le monde ouvrier. De plus en plus, les jeunes qui viennent à la JOC ne sont pas d'origine chrétienne : soit qu'ils soient issus d'un milieu déchristianisé, soit qu'ils aient une autre foi, comme les travailleurs immigrés de religion musulmane. « C'est un tirage important », affirme Mgr Bossard, récemment chargé de la Mission de France, qui s'occupe également de la J.O.C. Grâce à la JOC, l'Eglise montre un nouveau visage accablant au monde ouvrier — mais ce n'est plus la JOC de M. le curé.

ALAIN WOODROW.

Paul VI a consacré sept années à l'immense 30 juin, au cours d'une célébration dans la basilique Saint-Pierre qui marquait le onzième anniversaire de son pontificat. Le pape a rappelé aux nombreux évêques — N.S.S. Gabriel Montalvo

LA PRESSE HEBDOMADAIRE ET LA MORT DU CARDINAL DANIELOU

Dans la France catholique, Luc Barette rédacteur en chef, évoque la mort du cardinal Danielou et souscrit aux commémorations de plusieurs journaux catholiques, professeurs à l'université pontificale grégorienne de Rome, publiés dans le Monde du 26 juin. Puis, citant longuement l'article du Père Tillet (1831), paru dans le Figaro du 16 juin, il en reprend la conclusion :

« Quand le cardinal Danielou est décédé, pendant ces quelques minutes où le monde entier se penche sur la vision panoramique des agonisants qui précède le chant raisonnable des anges, il n'a pas eu le temps de sentir au tréfonds l'étouffante angoisse de sa situation ; l'amertume du suprême abandon a refusé à son cœur exécuté. Oui, les pauvres morts ont de grandes douleurs. Nous, ses frères, nous devons penser que, dans une ultime hier, le cardinal Danielou mourait comme un personnage de Bernanos. A cru à la fidélité du souvenir, et qu'il en a été consolé. »

D'autre part, dans un post-scriptum ajouté à son éditorial de l'Édition du dimanche, Claude Gault, rédacteur en chef, écrit : « Une lettre, une seule, dans le courrier : "Pourquoi ne parlez-vous pas de l'affaire Danielou ?" "Faut-il le faire ? Sur l'affaire" elle-même, nous ne savons rien de plus que ce qui est dit dans le genre d'enquête. Un cardinal est mort dans de mauvaises conditions, et peut-être misérablement. »

« Avant sa mort, nous avons connu l'affaire Danielou, ce sont les quarante mille jocistes à Paris, car ceux-ci nous intéressent beaucoup plus que celle-là. » Selon l'auteur, l'affaire, le cardinal Marty n'aurait pas fait droit à M. Pierre Debray qui, au nom des Silenceux de l'Eglise, avait demandé que les évêques se concertent afin de constituer une commission d'enquête sur la mort du cardinal (le Monde du 20 juin). « Ne pouvant accepter votre requête, lui aurait écrit l'archevêque de Paris, je ne puis pas l'utilité d'une rencontre (1). »

L'auteur de l'article, Patrice de Plunkett, écrit notamment : « Reste l'impression de malaise née de l'événement. Les fidèles du cardinal s'en libèrent en assurant : "Le père Danielou avait toujours été fasciné par les milieux parisiens. Derrière l'intellectuel, il y avait un "jou de Dieu" qui, dans un jour ou l'autre, se mettrait dans une mauvaise case. »

« Il ajoutait : "A part nous, tout le monde tire avantage de ce faux scandale et tout le monde craint les conséquences de la vérité. Quelle querelle soit. »

(1) M.D.L.R. — Il semble que, s'agissant d'un cardinal, la « commission d'enquête » demandée par Debray devrait recevoir l'aval du pape et que Mgr Marty n'aurait pas pu décider la création.

(Colombie), Angelo Acerbi et Nicola Rotunno (Italie), John Mackey (Nouvelle-Zélande), Tadeusz Wlodek (Pologne), Andrzej Deskur (Pologne), Thomas Natha (Laos) — qu'ils sont des « symboles de l'unité et de la catholicité de l'Eglise ».

SCIENCES

Responsable des équipes qui réalisèrent la première bombe atomique

L'INGÉNIEUR AMÉRICAIN VANNEVAR BUSH EST MORT

Vannevar Bush, l'ingénieur américain qui joua l'un des premiers rôles dans la mise au point d'armes nouvelles pendant la seconde guerre mondiale et qui dirigea, notamment, les équipes chargées de réaliser la première bombe atomique américaine, est mort le vendredi 28 juin, à Belmont (Massachusetts), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Né à Everett, dans le Massachusetts, Vannevar Bush obtint son diplôme d'ingénieur au MIT, à l'âge de 22 ans, et travailla ensuite à l'Institut de Technologie (MIT) en 1918. Après avoir travaillé sur la détection sous-marine pour la marine américaine, en 1917-1918, il

enseigna l'électricité au MIT jusqu'à la guerre et réalisa les premières machines analytiques, machines de calcul.

En 1940, il devint président du Comité de recherche pour la défense nationale puis, de 1941 à 1945, il dirigea l'Office of research and development, qui était chargé de développer et de tester les nouvelles armes et qui expliqua à Harry Truman, après la mort de Roosevelt, la puissance de la bombe.

C'est lui qui persuada le président Franklin D. Roosevelt de développer des technologies militaires nouvelles et qui expliqua à Harry Truman, après la mort de Roosevelt, la puissance de la bombe.

LES PRIX 1974

DE LA SOCIÉTÉ ASTRONOMIQUE DE FRANCE

La Société astronomique de France a décerné un certain nombre de prix et de médailles à différents astronomes amateurs ou professionnels :

— Le prix Janssen, qui récompense des travaux astronomiques de haute qualité, a été attribué au professeur Walter Fricke, directeur de l'Astronomisches Rechen-Institut à Heidelberg (Allemagne fédérale). Le professeur Fricke est un des spécialistes mondiaux des catalogues d'étoiles fondamentales ;

— Le prix des Dames, à M. Jacques Perret, astronome amateur, qui œuvre à la observation de l'observatoire de Juvigny ;

— Le prix Henry-Bey à un autre astronome amateur, M. Marcel Alessandri ;

— Le prix Dorothea Klumpke-Roberts, destiné à encourager l'étude des nébuleuses étendues et diffuses, à M. Alphonse et Gérard Fricke, respectivement astronome professionnel à l'observatoire de Strasbourg et astronome amateur à Sarreguemines ;

— La médaille commémorative de la société à M. Gérard Oudinet : la plaque du centenaire de Camille Flammarion à M. Joseph Lecière, auteur de plusieurs films astronomiques et de conservation de la cinématique de la société ;

— Le prix G. Bédard de l'Isle à M. Robert Planet, qui a réalisé un télescope de 360 millimètres d'ouverture, à Fontenay (Ain) ;

— Le prix Marthe-Jacqueline au jeune technicien astronome de l'observatoire de Meudon, M. Pierre Kohler, auteur de nombreux articles et de deux ouvrages de vulgarisation ;

— Le prix Marcel Moye à un membre de la société ayant moins de vingt-cinq ans et ayant réalisé les meilleures observations. M. Joseph Remis ;

LES PRIX DE L'ACADÉMIE A TROIS CHERCHEURS FRANÇAIS

L'Académie des sciences a décerné trois de ses prix :

— Le grand prix des sciences mathématiques et physiques (30 000 F) à M. André Martin, physicien des hautes énergies, pour ses travaux sur les interactions fortes entre particules, qu'il a même au Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN) à Genève ;

— Le prix Alexandre-Joannides (20 000 F) à M. Jean Robieux, directeur du service de recherches de base des laboratoires de la Compagnie générale d'électricité à Marcoussis. M. Robieux a notamment contribué à la mise au point des lasers de grande puissance qui ont permis, en 1969, de réaliser la fusion d'atomes légers au centre de Lincol, et qui servent aujourd'hui aux premières expériences de fusion thermonucléaire par implosion (« le Monde » du 26 juin 1974) ;

— Le prix Lamb (25 000 F) à M. Robert Dautray, directeur scientifique des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique. M. Dautray a fait partie de l'équipe chargée de réaliser les premiers réacteurs nucléaires des sous-marins français, puis a été chargé de la régulation de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte et du projet de réacteur à haut flux de Grenoble.

soldes : 50 %

Collection pour H. et F. de

Mc Douglas

23, RUE ST-SULPICE (6^e)

à la boutique vive-garde de

Mr Chou

EPEKTASIS

mélanges pastiches offerts au CARDINAL DANIELOU

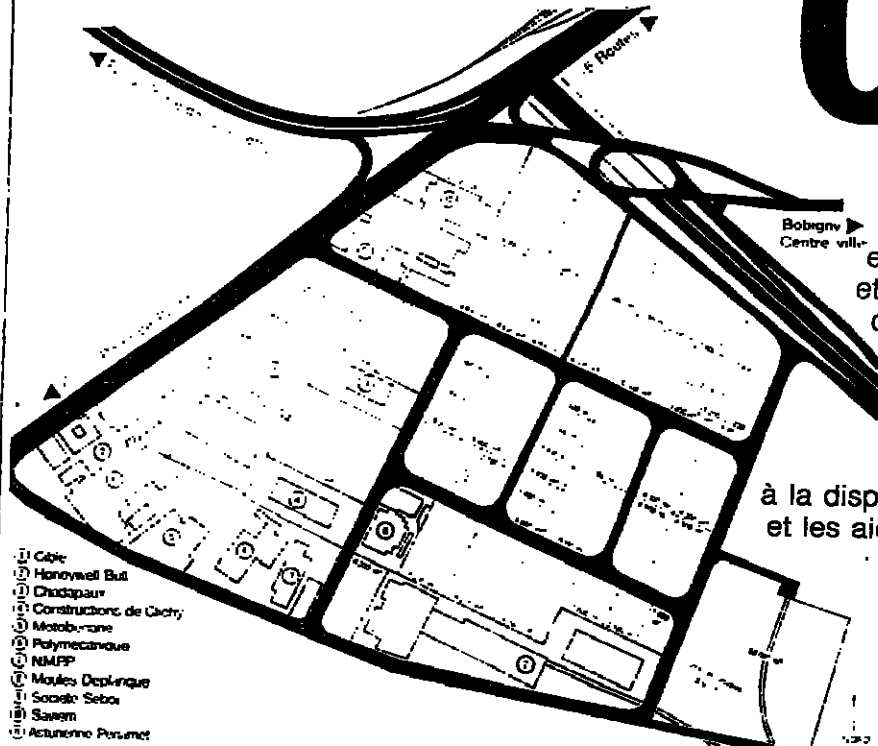
Publiés par Jacques FONTAINE et Charles KANNENGIESSER

Un vol. relié : 19,5 x 28 titres or, 704 pages

250 F

EDITIONS BEAUCHESE 72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

28ha à 2km de Paris... Qui dit mieux?



Situation unique dans la banlieue de Paris « Bobigny nouvelle ville » propose aux industriels 28 hectares de terrains aux portes mêmes de la capitale. Il s'agit bien ici d'une zone industrielle « urbaine » intégrée à la Nouvelle Ville et bénéficiant de l'ensemble de ses équipements (administratifs, scolaires, commerciaux etc.) qui prolonge et développe considérablement un important secteur d'activités où sont déjà installées des entreprises comme Cibié, Honeywell-Bull, Saviem, les Constructions de Clichy, Motobécane, Polymécanique, Asturienne Penamet... A partir de lots minima de 1 000 m², les industriels auront la possibilité de déterminer l'importance des terrains à acquérir en fonction de leurs besoins.

La SEMARBO, chargée de l'aménagement de la zone met l'ensemble de ses services à la disposition des industriels intéressés par cette localisation exceptionnelle, pour les conseiller et les aider à résoudre tous les problèmes posés par une implantation nouvelle.



Bobigny nouvelle ville

Pour recevoir une documentation complète, sans engagement de votre part, écrivez ou téléphonez SEMARBO - 16, avenue Paul-Eluard 93000 Bobigny

Téléphone : 844.23.86

Je paye 1.50

150

Le Monde LA STAMPA THE TIMES DIE WELT

EUROPE U R U R U R O P P O P EUROPA

UNE INTERVIEW DU NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

« Sécurité de l'emploi et sécurité des revenus deux exigences complémentaires et prioritaires »

NOUS DÉCLARE M. FRANCIS BLANCHARD

La leçon du football

A H ! Le football ! En ce début d'été, il n'y en a que pour lui ! Partout les menaces de crise sont en train de s'amonceler, mais n'importe où que l'on se trouve on n'entend parler que de la Coupe du monde. Nul besoin d'aller à Munich : le petit écran se charge de propager partout cette fièvre du ballon rond, cette allégresse populaire qui gagne jusqu'à ceux qui n'entendent rien au sport.

Après tout, on aurait tort de s'en étonner. « Panem et circenses », ce programme est de vieille tradition. Or, aujourd'hui, notre pain quotidien, à mesure que l'inflation rogne le pouvoir d'achat, nous constations qu'il est plus difficile d'arriver à le gagner. L'impression se répand qu'aucun gouvernement n'est en mesure de résoudre nos problèmes, qu'il s'agisse des gouvernements en selle ou de ceux qui les remplacent si leurs adversaires réussissent à les déloger. Comme la situation risque de devenir pire à l'automne — la bonne époque pour les revendications salariales — et qu'il n'y a donc pas beaucoup d'espoirs à creuser côté pain, rabattons-nous donc sur les jeux...

La Coupe du monde, quelle aubaine ! C'est la compétition la plus populaire, la reine des jeux du cirque. Il serait même opportun de se demander pourquoi. Certes l'importance de l'enjeu explique l'enthousiasme qu'elle suscite. Rempoter le titre de champion du monde, c'est quelque chose qui compte ! Il y a aussi la beauté du spectacle, bien sûr. Mais la liesse populaire ne vient-elle pas surtout de ce qu'une compétition internationale, c'est une occasion unique de se défouler, de laisser s'exprimer librement des passions chauvines ? Il est tellement satisfaisant de pouvoir applaudir à tout rompre, de pousser des cris d'encouragement de passer, plutôt sur le bord de son siège, des crises de l'angoisse à la béatitude du triomphe tout en sachant que l'on est en train de vibrer pour une noble cause : la victoire finale !

De tout cela, les Européens ont peut-être une leçon à tirer. Les lamentations qui sont proférées sur le triste état dans lequel est tombée la C.E.E. commencent à tourner au cliché. Bien sûr, il y a des divergences dans la Communauté, de réelles divergences, mais elles ne seront pas dissipées par des exercices de style. Avec tous les espoirs de progrès économiques et sociaux que porte la C.E.E., il n'est évidemment pas question de comparer l'arène communautaire à celle où se déroule un grand match international, mais, à Bruxelles, on aurait intérêt à s'inspirer de l'enseignement décaillant de la Coupe du monde.

La Communauté n'a jamais déployé beaucoup d'adresse pour soigner sa publicité, et c'est une des raisons pour lesquelles elle n'a pas la réputation qu'elle souhaiterait ni même celle qu'elle mérite. Or l'Europe a besoin de la sympathie et du soutien populaires pour pouvoir progresser. S'ils lui font défaut, c'est beaucoup à cause de l'indifférence témoignée par le conseil des ministres à l'égard de son image de marque.

Le jour où la Communauté songera sérieusement à se faire valoir, elle répudiera les pratiques par lesquelles elle laisse filtrer les informations qui la concernent, sous-entendus, fuites, vérités parcellaires, et elle veillera à ce que soit désigné un ministre idoine qui accomplira le dessein que n'importe quel gouvernement national juge indispensable pour sa propre réussite. L'Europe ne parviendra peut-être jamais à soulever le même enthousiasme que la Coupe du monde. Qu'elle apprenne au moins à exciter les esprits !

DAVID SPANIER
(The Times)

« Vous prenez vos fonctions au moment où l'O.I.T. décide de se tourner davantage vers l'Europe, alors que depuis vingt-cinq ans son attention était centrée sur le tiers-monde. Comment expliquez-vous cette nouvelle orientation ? »

— C'est un fait que, depuis la dernière guerre mondiale, nous avons été irrésistiblement entraînés vers le tiers-monde, et je suis de ceux qui ont vécu cette période. Les pays qui avaient été les alliés politiques de la France se sont trouvés aux prises avec de très lourds problèmes économiques et sociaux. Je me souviens d'un ministre du travail qui est venu me demander si l'O.I.T. ne pourrait pas gérer son ministère. C'était un homme de qualité, mais il m'a avoué qu'il était désarmé et incapable de faire face à l'ensemble des responsabilités qui devaient être normalement les siennes à la tête des affaires sociales. C'est dire les inquiétudes qu'il nous portait certains gouvernements face aux problèmes qui s'appellent : chômage, sous-emploi, formation professionnelle, absence de sécurité sociale, ignorance complète en matière de relations professionnelles, salaires, hygiène et sécurité industrielle, etc., etc.

— De plus, le B.I.T. était invité à donner son aide par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution 224, qui, en 1948, a été le point de départ de ce qu'on a appelé ensuite la coopération technique, l'assistance technique aux pays du tiers-monde.

— Cela a mobilisé beaucoup de moyens, beaucoup d'argent, beaucoup d'imagination, d'intelligence, de compétence, et les circonstances nous ont démunis inconsciemment de l'Europe occidentale. D'autre part, la guerre froide paralysait toute coopération véritable entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest, alors que notre organisation entretenait des rapports plus

L A cinquième session de la Conférence internationale du travail s'est achevée le 26 juin, à Genève. La protection des travailleurs immigrés était l'un des points importants de l'ordre du jour. Les participants ont également préparé une offensive mondiale contre le cancer professionnel, traité des congés payés éducatifs, examiné un rapport sur l'apartheid en Afrique du Sud, etc.

Le nouveau directeur général du Bureau international du travail (B.I.T.), M. Francis Blanchard, a répondu aux questions posées, au nom de nos quatre journaux, par Joannine Roy, du « Monde ».

Dans l'interview qu'il nous a accordée, M. Blanchard estime que la sécurité de l'emploi et la sécurité des revenus vont devenir deux exigences complémentaires et tout à fait prioritaires pour les travailleurs.

étroits avec les pays de l'Europe occidentale et ceux de l'Amérique du Nord.

— Nous sortons de cet espèce de tunnel parce que les relations Est-Ouest se sont améliorées, que nous connaissons une détente, même si l'on ne s'entend pas complètement sur le sens de ce mot.

— Les contacts cordiaux se sont multipliés avec les pays de l'Europe orientale, auxquels nous avons apporté une assistance technique très appréciable mais peu connue : les centres et instituts de productivité et de « management » de Bucarest, Budapest, Sofia, Varsovie, sont des créations des gouvernements, en association étroite avec le Bureau international du travail. Voici

huit ans, à la demande du directeur général de l'époque, l'Américain David Morse, j'avais organisé des opérations financées par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), qui est le banquier de nos affaires de coopération technique. Ainsi, à Bucarest, le « Cepeca » est un centre de productivité et de formation des cadres et dirigeants d'entreprises tout à fait remarquable. Il répond au besoin ressenti par tous les pays de l'Est, y compris par l'Union soviétique, de faire un très gros effort pour former le jeune personnel d'encadrement, avec les techniques modernes de « management », empruntées, dans une large mesure, au monde occidental.

Des statistiques très insuffisantes

— Quelle a été la part des crédits affectés à cette opération ?

— Elle a été modeste. L'aide apportée ne doit pas être évaluée en dollars, mais en termes de production, de formation et aussi en fonction de la meilleure connaissance que nous avons acquise de ces pays qui connaissent parfois des difficultés dont ils sont conscients.

— Quels sont, selon vous, les besoins les plus pressants en Europe ?

— Il y a vingt ans, certains pensaient que la société de consommation, hautement industrialisée, allait engendrer une sorte de progrès continu, la prospérité et, pourquoi pas, le bonheur ? Aujourd'hui, on découvre qu'elle se heurte à de nouvelles difficultés, qu'elle en résout et des difficultés parfois dramatiques. Ainsi, la sécurité de l'emploi et la sécurité des revenus vont devenir des exigences de plus en plus prioritaires sous l'effet de l'inflation et des menaces de récession liées notamment à l'augmentation des prix des produits énergétiques.

— Autre source d'inquiétude et de revendication : les conditions de travail, de plus en plus contestées, dénoncées, et qui restent encore très rudes dans divers secteurs industriels. De bons esprits pensaient que seuls les pays pauvres auraient besoin d'aide. Ceux qui sont industrialisés, on le constate maintenant, demandent aussi assistance. L'O.I.T. peut leur être utile. C'est notamment le cas pour l'humanisation des conditions de travail, l'hygiène, la sécurité industrielle, tout le monde demande que l'O.I.T. s'en occupe d'urgence — car, au-delà des oppositions idéologiques, il existe un champ d'exploration et d'action très intéressant entre les pays ayant des régimes politiques très différents. Sur un thème comme celui-ci, on peut très bien rassembler les pays de l'Est et de l'Ouest européen et pousser vigoureusement en avant pour trouver des réponses.

— Comment l'O.I.T. peut-elle aborder ces problèmes ?

— En ce qui concerne le chômage, nous l'avons déjà fait dans un cadre bien établi maintenant : le programme mondial de l'emploi lancé en 1968. Les préoccupations d'ailleurs viraient presque exclusivement le tiers-monde, où elles sont toujours aussi angoissantes. Cinq ans plus tard, on s'aperçoit que les pays industrialisés doivent, eux aussi, les aborder de front et éventuellement recourir à l'aide de l'O.I.T.

— Nous avons fait un premier pas en réunissant la conférence régionale européenne en janvier dernier. Elle a eu le mérite de forcer l'attention des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de trente-cinq pays, sur la base de rapports préliminaires bons. Ils présentaient un premier tableau de la situation. A présent, il faut conduire beaucoup plus profondément notre analyse. Les statistiques sont très insuffisantes. Avec les moyens du bord, et en étroite liaison avec le Marché commun et avec le Comecon, il convient de faire un effort massif pour mieux appréhender la portée des phénomènes.

— Au-delà, il faudra probablement que le B.I.T. traite des problèmes régionaux en Europe, comme il le fait déjà en Amérique du Sud, en Asie ou en Afrique, avec des conférences régionales à un rythme régulier. »

— Mieux connues, les questions pourront aussi être étudiées par des conférences, des commissions consultatives, par des réunions de gens authentiquement valables. C'est assez modeste, mais il ne sert à rien de faire de grandes proclamations sur l'horreur du chômage, et les solutions fondamentales appartiennent aux choix politiques. Par exemple, dans dix ou vingt ans, il sera peut-être bon de réduire la durée du travail d'un tiers par semaine.

— A quels axes de recherche pensez-vous ?

— La distribution des revenus est, pour moi, absolument liée à l'équilibre de l'emploi. Il y a aussi les licenciements collectifs : la convention de 1962, sur ce sujet, a eu des effets sur des législations nationales, dont la France. La participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise est également importante. Le B.I.T. a établi des monographies sur les réalisations de sept pays. C'est un travail très responsable. Un colloque se tiendra à Oslo, en septembre prochain, avec des participants particulièrement qualifiés.

— Et les firmes multinationales ?

— Le B.I.T., après une première ébauche, a élaboré un important programme d'études sur ces firmes. Commencé cette année, il sera achevé vers la fin de 1975.

Interview recueillie par
JOANNINE ROY
(Le Monde)

(Lire la suite page 22.)

Continuité...

L' EXAMEN d'une charte pour les travailleurs immigrés a été l'un des thèmes essentiels de cette première conférence de l'O.I.T., à laquelle participe M. Francis Blanchard, pour la première fois en qualité de directeur général. Il a retrouvé ainsi, sous une autre forme, l'une de ses premières tâches, lorsque, administrateur civil, puis préfet en France, il avait à charge la main-d'œuvre étrangère, les personnes déplacées et les réfugiés, au lendemain de la dernière guerre.

Cependant, c'est l'aide aux pays en voie de développement qui va lui permettre de donner sa pleine mesure, lorsque, à trente-cinq ans, il entre au Bureau international du travail. L'Ecole des sciences politiques et la faculté de droit de Paris l'ont efficacement préparé au rôle de négociateur et d'organisateur qui devient le sien, en 1964, à la suite des accords conclus entre le B.I.T. et le Fonds spécial des Nations unies (P.N.U.D.). Il dirige les bureaux extérieurs qui assurent la coopération technique en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Europe.

Devenu directeur général adjoint du B.I.T. en 1968, il représente l'organisation genevoise au groupe de liaison établi avec la C.E.E. A la mort de M. Jenks (Grande-Bretagne), son prédécesseur, en novembre 1973, il assure l'intérim, jusqu'à l'élection, qui, en février 1974, lui a fait de ce Parisien le septième successeur de M. Albert Thomas, premier directeur général du B.I.T.

Notre prochain supplément
EUROPA
sera publié dans le numéro
du « Monde »
daté du 1^{er} octobre

LES JEUNES ET LE PREMIER EMPLOI

Des études, pour quoi faire ?

PARTOUT la durée de la scolarité s'est allongée. En Grande-Bretagne même, où la première promotion à avoir connu l'école obligatoire jusqu'à seize ans vient de quitter ses classes, l'enseignement tend à se prolonger bien au-delà des limites légales. Cependant, le phénomène de l'insadaptation des offres aux demandes d'emploi tend à devenir général. En Italie, le chômage des intellectuels risque de tourner au fléau social s'il n'est pas enrégulé, car il devient l'un des facteurs les plus explosifs du mécontentement national. Dans les autres pays aussi, il y a plus de diplômés d'études supérieures que de fonctions correspondantes à pourvoir.

La nature des études dispensées répond mal aux besoins concrets des différents pays.

La France va tenter de résoudre ce problème par la formation permanente, et donnera en même temps aux jeunes le « droit à l'erreur ». La protection sociale des débutants est partout à l'ordre du jour. Le problème est moins facile à résoudre est sans doute, malgré tout, celui de l'avenir de ceux qui n'ont fait que des études primaires. Il se pose particulièrement en Allemagne fédé-

rale et en Angleterre, où les petites entreprises se plaignent de ne plus trouver d'apprentis tandis que des jeunes peu

qualifiés ont du mal à s'employer à l'échelon immédiatement supérieur.
(Lire nos articles page Europa I.)



(Dessin de Hicks (Die Welt).)

L'Italie, talon d'Achille de l'Europe

(Lire nos commentaires page 16.)

es: 50%

Douglas

Chap

K?

ville

Sur le devant de la scène

L'ITALIE, TALON D'ACHILLE DE L'EUROPE

ROME

DANS les premiers jours de ce mois de juillet, les « instituts spéciaux de crédit » — c'est le nom italien des banques autorisées uniquement à recueillir et placer l'épargne à moyen et long terme — émettront des titres suffisants pour assurer un mois de crédit. De cette façon, le gouvernement rouvre le financement des investissements industriels et agricoles et celui des exportations.

Au cours du second semestre de cette année, les instituts spéciaux pourront émettre une certaine quantité de titres. De cette façon, ces instituts pourront s'approvisionner et financer les investissements comme ils le firent l'an dernier lorsque le pays connaît le taux d'investissement le plus élevé de la décennie écoulée.

Un financement supplémentaire sera recueilli sur le mar-

ché afin d'alimenter la Caisse du Mezzogiorno, mais il ne pourra être lancé que lorsque le Parlement aura définitivement approuvé les mesures fiscales en préparation. Il s'agit, on le sait, d'un accroissement des impôts et contributions équivalent à 5 % de la demande monétaire privée qui se serait exprimée au cours de la présente année.

Les sommes mises en jeu par ces mesures atteignent 3 000 milliards de lire de prélevement, par rapport aux 60 000 milliards de lire de consommation privée qui seraient apparus sans cette ponction. Celle-ci fera pour une part décroître les importations et, pour l'autre, elle libérera des ressources intérieures pour l'exportation — à supposer que les syndicats et les collectivités locales (de nouveau budget est en préparation) n'obtiennent pas de nouveaux

moyens de soutenir la demande privée. Pour éviter que cela ne se produise, le gouvernement a exposé au Parlement son idée de manœuvre et en fait autant auprès des syndicats.

Quelle contrepartie le gouvernement peut-il donner aux forces démocratiques de l'opposition parlementaire et aux syndicats ? Les libéraux et les communistes demandent vigoureusement en priorité de modifier les pratiques vieilles d'un demi-siècle à l'égard de la chose publique. Ils exigent qu'on cesse de subventionner dans le secteur public, notamment dans les banques — des protégés du pouvoir. Ils demandent que l'on s'oppose aux concentrations excessives et que l'on développe la production intérieure et l'emploi, surtout dans le Midi.

Les syndicats ont pour préoccupation essentielle le maintien et l'accroissement de l'emploi en Italie car, si cet objectif ne pouvait être atteint, des troubles dans la rue seraient dangereux pour la démocratie. Ils peuvent être contraints à avancer à nouveau les traditionnelles revendications — à peine dépeçées aujourd'hui encore — et qui ont annulé récemment la compatibilité de nombreuses entreprises en leur faisant soutenir la charge de toutes sortes d'exigences sociales — logements, hôpitaux, écoles — négligés depuis toujours.

Les syndicats exigent en outre que le gouvernement adopte un système de sécurité sociale « à l'anglaise » pour mettre fin au régime des caisses de maladie, réduire les énormes honoraires versés à une large part du corps médical et faire cesser le gigantesque gaspillage du secteur pharmaceutique.

En passant ses accords avec les syndicats, le gouvernement fera valoir que s'il n'avait pas exercé une pression fiscale, il lui aurait fallu maintenir la politique du crédit rare mise en œuvre en avril-mai. Or, appliquée sur un trimestre, elle eût augmenté le nombre des chômeurs en septembre de cent cinquante mille par rapport à juin. Les garanties offertes par le gouvernement pour un retour à l'élargissement du crédit, dans la mesure fixée en février-mars en accord avec le F.M.I. (ou versé en septembre s'il est possible, ultérieurement, d'élargir encore ces facilités pour le crédit ordinaire dans la mesure de la réduction du déficit de l'Etat), devraient permettre aux entreprises de reprendre les programmes d'investissement qu'elles avaient dû interrompre.

GIULIO MAZZOCCHI
(La Stampa)

D'abord préserver l'emploi

Les dangers d'une dislocation de la Communauté

BONN

LES événements qui se déroulent actuellement en Italie sont suivis en République fédérale avec une attention plus grande que jamais au cours d'une crise extérieure d'un tel caractère. Pour beaucoup d'Allemands, ce partenaire méridional offre l'exemple et la lutte contre l'inflation n'est pas menée de façon assez sérieuse. On ne peut dissimuler une crainte : que les événements d'Italie aient des effets importants sur le destin de l'Allemagne.

En effet, les secteurs de l'économie allemande qui travaillent pour l'exportation sont atteints de plein fouet par les mesures italiennes de restriction des exportations. Cela vaut en premier lieu pour l'agricul-

ture de l'Allemagne du Sud. Elle s'était tournée très fortement vers le marché italien. Or elle voit fondre aujourd'hui ses chances de placer ses produits. Les importations de produits qui pèsent d'un poids encore plus lourd : le commerce international de monde libre est devenu très difficile. Les modes de passées, d'autres États, comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont aussi contre-venant à l'esprit d'arrangement international. Mais d'un pays membre de la Communauté européenne, on n'aurait pas attendu de telles décisions. Les mauvais exemples font facilement école.

C'est pourquoi l'accord que les pays de l'Organisation de coopération et de développe-

ment ont conclu à la fin de mai en vue de renoncer à des mesures de restriction a été accueilli avec un grand soulagement en Allemagne. Le danger de voir d'autres pays retourner aux mesures de la monnaie de leur pièce et contraindre ainsi le libre-échange parait écarté. Ces craintes ne sont que trop compréhensibles, car pour plus de 20 % du produit national brut de la République fédérale provient des exportations, et dans plusieurs branches la proportion atteint plus de 50 %.

Mais la crainte que les événements qui se passent en Italie ne contribuent à retarder l'intégration européenne de plusieurs années est encore plus grande. Le libre-échange des marchandises entre les pays membres de la C.E.E. a été considéré jus-

qu'à présent en Allemagne comme le fondement sur lequel l'union politique et économique de l'Europe devait être bâtie. Cette base est fragile : c'est ce que montrent les mesures auxquelles Rome a recouru. La perte qui en résulte est donc considérable.

Certains membres du gouvernement fédéral à Bonn, qui n'ont pas encore renoncé à cet objectif, interviennent cependant avec de plus en plus d'énergie pour réclamer que l'on procède à un bilan réaliste. Certains voient néanmoins le côté positif de la crise italienne : elle a mis fin à l'époque où l'on prenait ses rêves pour des réalités. Mais cette constatation ne conduit pas loin.

La République fédérale attend du gouvernement italien, dans la

situation actuelle, une politique de stabilité qui mérite son nom, afin que soit freinée l'ascension des prix, et réduit le déficit de la balance commerciale du pays. De cette politique ne dépend pas seulement la réponse à la question de savoir si Bonn donnera un coup d'épée au partenaire du Sud en lui accordant des crédits. Elle aura aussi une influence considérable sur la confiance dont l'Italie bénéficiera à l'avenir. Des taux d'inflation variables dans les différents pays de la C.E.E. conduisent à des déséquilibres dans les courants commerciaux et dans les paiements à l'intérieur de la Communauté. Si l'on n'y prend garde, ils feront sauter la Communauté.

HANS JURGEN MAHNKE
(Die Welt)

LONDRES

LES Britanniques ressentent profondément ce qui se passe actuellement en Italie. Ici, la cote d'amour des Italiens est, dans le monde, la plus élevée — bien supérieure à celle de leurs autres partenaires de la C.E.E. Aussi l'idée que ces amis sont assaillis de difficultés les affecte profondément. Mais leur inquiétude procède aussi d'une raison plus spécifique : la conviction très largement répandue que la Grande-Bretagne pourrait bien se trouver dans le point où elle est arrivée aujourd'hui l'Italie.

Les problèmes des deux pays présentent en effet des similitudes troublantes : même accélération de l'inflation ; même persistance des conflits sociaux, qui n'ont pas disparu en Grande-Bretagne encore qu'ils se soient sensiblement atténués ; même crainte d'une dévaluation (au Stock Exchange, les valeurs n'étaient jamais tombées aussi bas depuis douze ans).

Sur le plan politique, les situations sont également comparables : à Londres aussi, l'impossibilité de dégrader une

nette majorité au Parlement vient de porter au pouvoir un gouvernement minoritaire pour la première fois depuis quarante ans, et, dans le même temps, se partageant à égalité les suffrages, il n'y a pas de grands changements à espérer des nouvelles élections qui pourraient avoir lieu avant la fin de l'année. En attendant, les extrémistes de droite ou de gauche se renforcent dans l'ombre.

La comparaison ne s'arrête pas là. Le balance des paiements devient de plus en plus inquiétante en Grande-Bretagne, et le déficit du commerce extérieur a battu en mai tous les records. Le chiffre de juin n'étant pas encore connu, la Banque d'Angleterre a lancé l'avertissement qu'il faudrait remédier à cet état de choses « dans les plus brefs délais », et, de l'avis d'un des plus éminents économistes du Royaume-Uni, M. Wynne Godley, si l'on veut éviter le plein emploi, des mesures exceptionnelles — tels l'octroi de subventions à l'exportation et le contrôle des importations — pourraient devenir indispensables.

Ce fut précisément le dispositif arrêté à Rome pour freiner les importations qui donna l'alerte aux Anglais en leur rappelant la gravité de la crise au-delà des Alpes. Certes, le gouvernement a réagi favorablement à la décision italienne. Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, a assuré qu'il la comprenait parfaitement et le département du commerce s'est mis à la disposition des exportateurs pour les conseiller sur les moyens de faire face à la nouvelle réglementation. Mais les milieux financiers et industriels britanniques se mirent à observer la suite des événements avec une attention soutenue.

Le pays est un gros importateur de réfrigérateurs et de machines à laver fabriquées en Italie, et les acheteurs n'ont pas — bien que la demande britannique pour les articles de cette catégorie soit tombée en flèche — que les difficultés apparussent en Italie les privent de cette source d'approvisionnement.

Les déclarations de grands industriels italiens comme

M. Giovanni Agnelli, président de la Fiat (firme qui bénéficie d'une considération toute spéciale : les conflits sociaux qui l'ébranlent résonnent bien ceux qui affectent l'industrie automobile britannique), sont publiées en long et en large au Royaume-Uni et lues avec avidité dans tous les secteurs ayant des attaches dans la péninsule. British Leyland, par exemple, qui est étroitement lié à Innocenti, guette anxieusement de meilleures nouvelles. De même les employés d'Olivetti. L'activité des vendeurs travaillant en Grande-Bretagne pour cette firme a été sérieusement réduite en janvier dernier et le malaise ainsi provoqué n'a évidemment pas été dissipé par les derniers développements survenus en Italie. Ceux-ci n'ont pas amélioré non plus, on s'en doute, les perspectives de l'union Dunlop-Pirelli, union qui avait toujours semblé fort discutable aux Anglais.

L'accord international sur le rôle de l'or en matière d'emprunts qui a été conclu le mois dernier à Washington a été accueilli avec le plus grand

calme par le gouvernement britannique, qui n'y a vu qu'un simple ajustement technique destiné à aider l'Italie. L'opposition conservatrice a bien contesté cette interprétation en soutenant qu'il s'agit en fait d'une modification fondamentale du système monétaire international, mais ses assertions ont été réfutées par le trésorier général, M. Edmund Dell, qui affirme que les intérêts nationaux ne sauraient être en jeu dans les dispositions du nouvel accord. Le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, s'est prononcé dans le même sens.

Seul l'avenir nous dira laquelle des deux thèses est fondée. Entre-temps, les Britanniques vont rester aux aguets, attendant et espérant que les choses aillent mieux pour leurs amis italiens. Ce qui est d'ores et déjà certain, c'est qu'ils sont en train de se rendre compte que dans le monde moderne, surtout dans le monde du commerce — les lies ça n'existe plus.

DENNIS TOPPING
(The Times)

Demain au tour de la Grande-Bretagne?

PARIS

LA crise italienne fait peser une menace non seulement sur les exportations, mais aussi sur l'économie française dans son ensemble. Les responsables professionnels s'inquiètent d'ailleurs davantage des conséquences des conflits sociaux que de l'« enlèvement » de l'Italie que des effets sectoriels des récentes mesures restrictives sur le commerce extérieur.

Certes, toutes les branches économiques, notamment l'industrie textile, ont été gênées par les décisions de Rome, mais il semble que les difficultés nées du dépôt par les importateurs italiens d'une caution bancaire aient été résolues malgré l'obstacle technique du contrôle des changes. Les exportateurs français de produits agricoles ont pu obtenir des facilités de crédit de la Caisse nationale de crédit agricole. Quant aux industriels, ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui ont été touchées, alors que les grandes sociétés sont arrivées à « se débrouiller ».

Il n'y a pas eu — au moins pour l'instant — de plaintes « extraordinaires » déposées, tant auprès de l'administration que du Conseil national du patronat français. Une mesure financière est, il est vrai, relativement facile à « tourner », tandis qu'une décision de contingentement se fait lourdement sentir. Ainsi, aucun rebondissement inquiétant n'a encore été vraiment enregistré, et les échanges franco-italiens continuent à se développer. Les exportations françaises vers l'Italie ont augmenté en avril de 53 %, pour atteindre 2 430 millions de francs, contre 1 589 millions en avril 1973. Les importations de produits italiens ont de leur côté progressé de 75 %, passant de 1 048 millions à 1 781 millions de francs. Il est toutefois trop tôt pour que les statistiques douanières enregistrent les effets des restrictions italiennes.

Ce que craignent actuellement les responsables économiques, c'est en fait une contagion de la crise italienne, en raison d'une certaine « parenté » des structures politiques, économiques et sociales des deux pays. Manifestant une assez grande « incompréhension » à l'égard du phénomène italien, les chefs d'entreprise français estiment vivre dans un climat permanent d'incertitude. Les économistes sont en tout cas étroitement impliqués : l'Italie est le deuxième client de la France — après l'Allemagne — ayant absorbé, au cours du premier trimestre, 13,5 % du total des ventes à l'étranger.

Les exportations françaises vers ce pays se sont élevées à 6 915 millions de francs contre 4 237 millions durant les trois premiers mois de 1973, en hausse de 62 %. Si, surmontant l'excédent commercial de la France — qui a triplé en un an, passant de 703 millions de francs à 2 336 millions — Cet excédent est le plus important de la balance des échanges extérieurs, loin devant ceux qui ont été enregistrés à l'égard de la Suisse (1 537 millions) et de la Grande-Bretagne (813 millions). Il permet de compenser en partie le très important déficit accusé à l'égard de l'Allemagne fédérale (3 336 millions de francs).

Excédentaire vis-à-vis d'un pays vulnérable, le commerce extérieur et l'économie de la France risquent de subir les conséquences de cette fragilité. Selon les experts du C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), le manque à gagner résultant des mesures italiennes, qui se traduira dans les chiffres de l'année, pourrait s'élever à 250 millions de francs par mois, ce qui représenterait pour l'année une somme de 2 milliards de francs. L'excédent commer-

cial, évalué actuellement à 6 milliards de francs pour 1974, serait ainsi ramené à quelque 4 milliards.

A court terme, deux événements peuvent jouer en sens contraire : d'un côté, un contrôle

plus sévère du crédit peut amener les banques françaises à être moins libérales à l'égard des exportateurs ; de l'autre, l'arrangement de Washington sur l'or est susceptible d'entraîner un assouplissement de la

politique protectionniste de l'Italie. Il n'en reste pas moins que, dans ce domaine aussi, on « navigue à vue ».

MICHEL BOYER
(Le Monde)

Le risque de contagion

Wir haben in Wien die meisten Kunden
À Vienne, nous avons le plus de clients
A Vienna, abbiamo la maggior parte dei clienti
We have the largest number of customers in Vienna

Wir haben in Wien die meisten Zweigstellen (141)
À Vienne, nous avons le plus de filiales (141)
A Vienna, abbiamo la maggior parte delle filiali (141)
We have the widest network of branches in Vienna (141)

Wir haben in Wien die meisten Kontakte
À Vienne, nous avons le plus de contacts
A Vienna, abbiamo la maggior parte dei contatti
We have the most numerous contact in Vienna

Die beiden Wiener Sparkassen
Les deux Caisses d'Épargne de Vienne
Le due Casse di Risparmio di Vienna
The two Vienna Savings Banks

Die ERSTE
Österreichische Spar-Casse

ZENTRALSPARKASSE

Ihre Geschäftspartner in Wien
Vos correspondants à Vienne
I vostri corrispondenti di Vienna
Your business partners in Vienna

1974-1975

سكنا عن الوطن

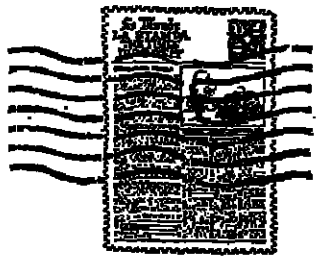
Europa

Europa III

... LE MONDE — 2 juillet 1974 — Page 17

New-Delhi, juillet 1974

« Des engrais plutôt que des discours »



portée par l'intermédiaire de sociétés internationales — du raffinage et de la distribution. Ces prises de participation ne traduisent pas un changement de l'attitude de New-Delhi à l'égard du secteur privé. Les investissements étrangers sont

encouragés, et même recherchés, lorsque, notamment, des besoins critiques en technologie se font sentir. Des contrats de forage « offshore » viennent d'être attribués à des sociétés spécialisées américaines.

elle permet, par un système de vases communicants, d'atténuer les déficits chroniques d'autres régions de l'Inde.

La production nationale d'engrais chimiques couvrant à peine la moitié des besoins, le gouvernement a voulu diminuer cette excessive dépendance à l'égard de l'étranger. Une quinzaine de projets d'usines d'engrais sont à des stades divers de réalisation ; mais trois seulement (dont deux construites avec l'aide de la France) utiliseront le charbon comme matière première.

Quant au projet de recyclage des déchets humains des zones urbaines, pour lequel des crédits avaient été dégagés, il n'a jamais vu le jour.

La bouse de vache n'est pas en Inde une matière première négligeable. Avec deux cent vingt millions de têtes de bovins, l'Inde possède le plus grand cheptel au monde. Si les déchets « produits » par ces animaux étaient utilisés comme engrais, la production agricole pourrait être accrue d'environ un dixième, pense-t-on. Pétries par des « intouchables » les galettes de bouse, empliées en meules, sont parties du paysage de tous les villages. Elles servent de matériau de construction, mais surtout de combustible. On estime que l'énergie non commerciale — bois et bouse — constitue la moitié de la consommation d'énergie totale.

L'Inde fut autrefois largement couverte de forêts. L'indouisme encourage le respect des arbres, en principe, autant que celui des animaux domestiques. Pourtant, sous la pression d'une population croissante à la recherche de matériaux de construction, de bois de chauffage et de nourriture pour le bétail, les forêts, et même les jeunes arbres, font place en de nombreuses régions à des savanes éparpillées ; le désert du Rajasthan remonte jusqu'aux portes de la capitale.

Quant à la bouse, en brûlant dans les braseiros de terre cuite des foyers populaires, elle conti-

bue à faire de Delhi, de Bombay et de Calcutta des agglomérations parmi les plus polluées du monde. La hausse et le quasi-alignement du pétrole lampant renforcent néanmoins l'intérêt de ce combustible indispensable. On assure même que de petites usines à gaz utilisant la bouse pourraient avoir un rôle essentiel à jouer et, dans divers cas, fournir un élément de rechange au fuel. Environ cinq mille « usines à gaz » utilisant cette matière première existent déjà en Inde ; la

commission du Plan propose de porter leur nombre à vingt mille. On comprend que des considérations autres que religieuses fassent de la vache un animal sacré et précieux. Le bœuf est l'animal de trait de la majorité des paysans indiens ; le buffle fournit le lait. Les peaux, qui dépècent et traitent principalement des musulmans ou des hindous de très basses castes, alimentent une industrie de la chaussure qui emploie huit millions huit cent mille personnes.

Quelle sorte de progrès ?

L'Inde est, en outre, le principal exportateur de peaux de toutes sortes du monde. Le ministre indien du commerce, pourtant hindou, s'est permis d'avancer — il est vrai au retour d'une tournée du golfe Arabique — que son pays pourrait éponger le déficit de sa balance des comptes, consécutif au relèvement des prix pétroliers, s'il se lançait également dans l'exportation de... viande bovine vers les pays « déficitaires » en protéines d'origine animale. Exporter de la viande de bœuf, qui plus est, vers les pays musulmans, ne serait-ce pas doublement sacrilège ?

Mme Gandhi déclarait récemment aux scientifiques indiens que l'Inde se refuse à prendre pour modèle le système de développement occidental établissant une corrélation entre la consommation d'énergie et le produit national par habitant. Du moins pourra-t-elle satisfaire ses besoins, somme toute très faibles, en énergie (98 kilowatts par habitant par an contre près de 3 000 en France). En 1974, le « modèle indien » reste inspiré à la fois des philosophies contradictoires et complémentaires de Gandhi et de Nehru. « Nos savants », déclarait encore Mme Gandhi, devraient entreprendre des recherches de façon à explorer toutes les possibilités de tirer de l'énergie de sources totalement nouvelles, évitant le coût énorme pour l'économie et l'environnement qu'ont à payer les pays hautement industrialisés ».

Des études détaillées sont en effet poursuivies en Inde, qui conçoit la production d'énergie à partir de sources non conventionnelles, telles que le Soleil — l'Inde est un pays ensoleillé en moyenne huit mois sur douze — le vent, la géothermie, mais elles conservent un caractère très expérimental. Le premier ministre indien voudrait voir adopter, autant que possible, « un style de vie à basse consommation d'énergie » (*the low emergency life style*). A la vérité, ce type de vie est déjà le lot commun.

Les dirigeants indiens jugent, en quelque sorte, que les conséquences de la crise de l'énergie et de la crise dite de civilisation en Occident renforcent leur conception du progrès, leur « idéologie ». Ils n'ont cependant pas totalement convaincu que la « voie indienne » pouvait avoir valeur d'exemple pour d'autres pays sous-développés. Celle-ci s'inspire, certes, d'un souci de justice sociale, mais elle sauvegarde aussi la prédominance d'une classe dirigeante représentant principalement la bourgeoisie rurale et les castes supérieures. Veut-on assister malgré tout à un regain d'intérêt pour les « technologies intermédiaires », comme on appelle parfois avec un soupçon d'ironie, les techniques souvent artisanales prônées naguère par Gandhi ?

GÉRARD VIRATELLE
(Le Monde.)

Le « programme fracassant »

Les Indiens ont, en effet, de grands espoirs, semble-t-il fondés, dans la découverte de réserves d'hydrocarbures en mer, principalement au large de Bombay. Il n'est cependant pas prévu que la production augmente de façon substantielle au cours des prochaines années. Le « programme fracassant » (crash programme) d'exploration en cours envisage seulement une hausse de 1 million de tonnes cette année. Mais, si les espoirs se confirment, la production pourrait atteindre 50 millions de tonnes d'ici dix ans ! Cela permettrait de couvrir les besoins nationaux. D'ici là, l'Inde dépendra des importations pour couvrir 70 % de ses besoins, tandis que, dans l'avenir prévisible, paraissent incertaines les possibilités de diversification de ses sources d'énergie.

Certes, les savants indiens ont fait exploser un engin nucléaire. Mais l'apport de l'atome au bilan énergétique est marginal (0,5 %) et n'est pas appelé à s'accroître rapidement. En revanche, une source d'énergie d'avenir lui est... le charbon. L'Inde en possède d'énormes réserves (109 milliards de tonnes), faibles cependant par rapport à celles d'autres pays, pratiquement à ciel ouvert. C'est déjà la principale source de production d'énergie électrique, le pétrole ne comptant que pour 10 %. Mais, d'un plan à l'autre, la production est continuellement en retard sur les objectifs.

Les industries sont perturbées par l'irrégularité et l'insuffisance des approvisionnements. Aussi bien, la consommation de mazout a-t-elle largement augmenté depuis 1970 en raison des « pénuries » de charbon et d'énergie électrique (dont le réajustement des prix pétroliers

n'est pas la cause). Le gouvernement a ainsi laissé progresser la consommation de pétrole et de produits pétroliers pendant que celle de charbon diminuait. Le journal nationaliste *the Motherland* (la Patrie) écrit : « Puisque le pétrole est rare et cher, nous devrions commencer à nous tourner vers le charbon ; mais la production de charbon chute plutôt qu'elle n'augmente, et les chemins de fer ne sont même pas capables de le transporter. Cette d'énergie est affectée par la pénurie de naphthalène. Il devrait y avoir un glissement massif vers les engrais organiques ou basés sur le charbon, mais ni l'une ni l'autre de ces solutions n'est prise au sérieux. Au lieu de prendre des mesures hardies, tout ce que New-Delhi fait est de brandir son bol de mendiant comme s'il s'agissait d'une espèce d'arme. »

Il est vrai que les usines d'engrais ne peuvent pas actuellement, pour des raisons techniques, absorber le naphthalène, qui pendant quelques mois devra être... exporté vers le Japon. Il est vrai aussi que les engrais organiques sont, comme l'ont souligné de nombreux agronomes, très peu utilisés pour les fumures. « Nous voulons des engrais plutôt que des discours de politiciens », crient des agriculteurs. Les fertilisants chimiques étant plus « nobles » que les excréments d'animaux, leur consommation a doublé tous les cinq ans depuis l'indépendance (1947) ; mais ils ne sont utilisés que par 10 % environ des agriculteurs. Les terres cultivables irriguées mécaniquement et recevant des fertilisants — celles qui subissent principalement les contre-coups de la crise pétrolière — sont les moins nombreuses, mais leur production de blé est vitale, car

L A promenade de Mme Gandhi en calèche, pour inciter ses compatriotes à économiser l'essence, a fait long feu. Les privilégiés qui possèdent une voiture particulière ne l'ont pas abandonnée pour le cheval ; devant le coût d'un litre d'essence, dont le prix a doublé depuis la guerre du Kippour, les Indiens limitent plutôt leurs déplacements. Cette hausse a eu pour résultat — recherché — de décourager les automobilistes. On hésite maintenant à se rendre chez des amis lointains, ou à emprunter un taxi ou un tri-roues, moyen de transport plus populaire. Les ventes de voitures ont beaucoup baissé. L'austérité est cependant mal partagée. Le premier ministre n'a pas réduit ses « sauts de puce » en avion et en hélicoptère et hiver pendant la campagne électorale en Uttar-Pradesh. Quant au maire communiste d'une grande ville du sud du pays, il a jugé que la vieille Dodge de fonction était indigne de son rang et a passé commande d'une limousine neuve. L'essence compte toutefois pour une faible part des dépenses pétrolières.

L'Inde — 580 millions d'habitants — consomme, avec 22 millions de tonnes, treize fois moins de pétrole que le Japon, presque autant que le Danemark. Ses réserves pétrolières jusqu'à présent recensées sont très faibles : de 100 à 150 millions de tonnes, ce qui est l'une des raisons du peu d'intérêt que les grandes compagnies pétrolières portent à ce pays. Les activités de trois d'entre elles ont d'ailleurs été (Esso), ou vont être (Burmah Shell et Coltex), prises en charge, à 74 %, par le gouvernement. Mais ceci était prévu avant la crise pétrolière. L'Etat indien veut seulement s'assurer le contrôle des approvisionnements — la majeure partie du pétrole est encore im-

SOUDAIN L'INTERET GRANDIT.

8%
Le taux d'intérêt
du nouveau
Plan d'Epargne-Logement
du Crédit Lyonnais
passe de 7 % à 8 %.

nets d'impôt
Les 8 %
nets d'impôt
constituent pour vous
un placement à 4 ans
avantageux.

**et un crédit
exceptionnel.**
Pour vous loger,
vous avez l'assurance
d'obtenir un prêt
à un taux exceptionnel
déterminé à l'avance.

Le Plan d'Epargne-Logement du Crédit Lyonnais :
un moyen efficace pour placer son argent ou pour devenir propriétaire.

CREDIT LYONNAIS
l'autre façon d'être une banque

Les clés de la conjoncture

SOLIDARITÉ NOUVELLE ?

Cet panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cécile Economie.

Ont été sélectionnées six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Tous les mois, la situation se détériore. Beaucoup moins sur le plan de l'activité et de l'emploi, qui restent relativement bons, que sur celui des prix et des changes extérieurs. Le cas de l'Italie est le plus grave, celui de la Grande-Bretagne est très sérieux, celui de la France commence à devenir préoccupant car il y a début de dérapage pour le commerce extérieur. Enfin, l'Allemagne reste toujours la brillante exception.

Comment expliquer ces contrastes, de plus en plus accentués sous l'effet du choc pétrolier ? Ce dernier sert trop facilement d'excuse pour couvrir certaines déficiences : s'il est cause de l'aggravation moyenne, il ne peut nullement être responsable des écarts de plus en plus grands entre les pays.

POURQUOI CES ECARTS ?
Pourquoi le fossé se creuse-t-il alors ? Procédons à un examen plus détaillé en mettant en évidence quelques résultats typiques et les facteurs explicatifs possibles.

Les résultats en matière de prix, de balance commerciale et de balance de paiements sont très différents, et non nécessairement liés. Ainsi la Grande-Bretagne, dont le taux de couverture n'est guère meilleur que celui de l'Italie, maintient assez bien sa trésorerie et la livre.

De même la France, avec une inflation presque aussi élevée que celle de la Grande-Bretagne et celle de l'Italie, est arrivée jusqu'ici à contenir son déficit commercial, et a fortiori, à maintenir son crédit. Quant à l'Allemagne, elle reste solide sur tous les points.

Les facteurs explicatifs ? D'abord un souci plus ou moins grand de lutte contre l'inflation généralisée à l'ensemble du pays, d'une bonne discipline syndicale, de l'acceptation de l'austérité, et des moyens correspondants : très fort en Allemagne, moyen en Grande-Bretagne, veillé en France, très faible en Italie.

Ensuite, la structure industrielle et sa compétitivité, indépendamment des prix et des flottes monétaires. L'ordre ici est légèrement différent : en tête l'Allemagne, puis la France, l'Italie, et bien en arrière, la Grande-Bretagne.

Puis nous avons la solidité financière externe et la capacité d'endettement non entièrement liée aux précédentes : ici, pour des raisons tenant aussi bien aux résultats, et à la confiance qu'aux structures, nous avons en tête l'Allemagne et la Grande-Bretagne ; cette dernière occupe des positions traditionnelles et arrive à recycler à son avantage une bonne partie des « pétrodollars ». Puis nous avons la France et, loin derrière, handicapée sur tous les plans, l'Italie.

PEUT-ON RÉDUIRE CES ECARTS ?

En combinant ces facteurs pour chaque pays, on arrive plus ou moins à expliquer les résultats obtenus. On peut déduire dès lors le sens des efforts à réaliser, leur

distorsions, structurelles pour la plupart et aggravées jusqu'à l'excès par la crise pétrolière, interdisent d'emblée les ambitions qui étaient celles de l'union monétaire et économique du départ. En revanche, elles n'empêchent nullement la réalisation de liaisons plus souples,

l'aide des pays les plus forts comme l'Allemagne, que pour la réussite tout court, il est indispensable que chaque pays agisse sur les causes internes. Ainsi il ne suffit pas à l'Italie de bénéficier d'un nouvel emprunt gagé sur son or revalorisé, si politiquement et écon-

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	CROISSANCE			MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
	Production	Prix	Chômage	Capacité de production	Echanges	Sensibilité internationale
ALLEMAGNE	+	+	-	+	+++	++
FRANCE	++	---	+	-	---	-
ITALIE	++	---	+	+	---	---
GR. BRETAGNE	+	---	+	---	---	---

(*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

durée, ainsi que l'intérêt et les limites d'une harmonisation européenne. Il est évident que les causes des

préférences au chacun pour soi. Ainsi, une action en commun pour atténuer les pressions financières extérieures : ébauchée avec la démarche effectuée auprès du G.O.P.E.P. pour éviter une nouvelle montée des prix pétroliers, elle pourrait se constituer avec la recherche d'une consolidation des dettes à court terme.

L'environnement international apparaît maintenant plus favorable : le prix affiché du pétrole vient d'être reconduit (ce qui n'empêche pas une montée progressive du prix moyen avec l'augmentation de la part du pétrole de participation et celle de la fiscalité), les prix des matières premières baissent depuis quelques mois, et l'on peut être optimiste à un prix réaliste pour gager de nouveaux emprunts. Les conditions extérieures semblent donc réunies pour que se manifeste une solidarité plus active et efficace. Mais les conditions internes peuvent-elles l'être ?

Car aussi bien, pour faire jouer

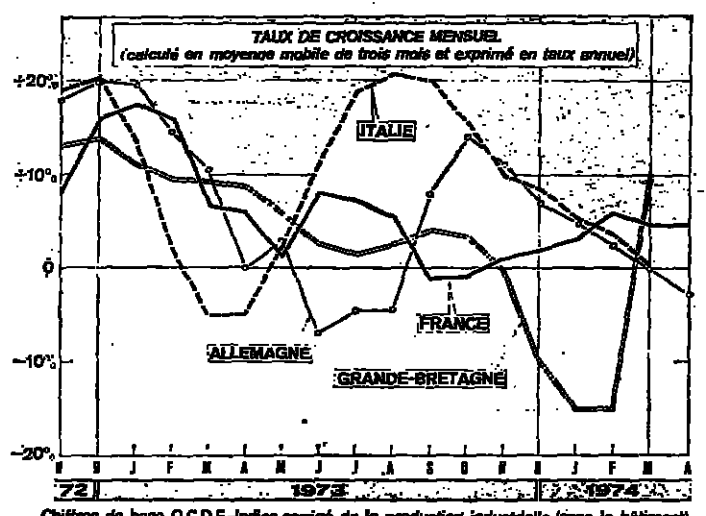
dicalement on n'arrive pas à un accord sur un plan réaliste et discipliné, non ramené en cause tous les mois.

Un tel effort paraît encore possible en France : un plan anti-inflation vient d'être engagé (malheureusement bien tard après deux mois de parenthèse électorale). Son but : arrêter la dégradation nettement visible qui tend à éloigner la France de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

Mais pour ces deux dernières, un simple plan correctif économique est-il encore suffisant ? On peut en douter. Il faut dans ce cas jouer à plus long terme. Pour l'Italie, réanimer son dynamisme économique en remettant sa gestion administrative et politique au même niveau que sa gestion industrielle. Pour la Grande-Bretagne, utiliser ses perspectives de producteur pétrolier pour asseoir une nouvelle génération industrielle.

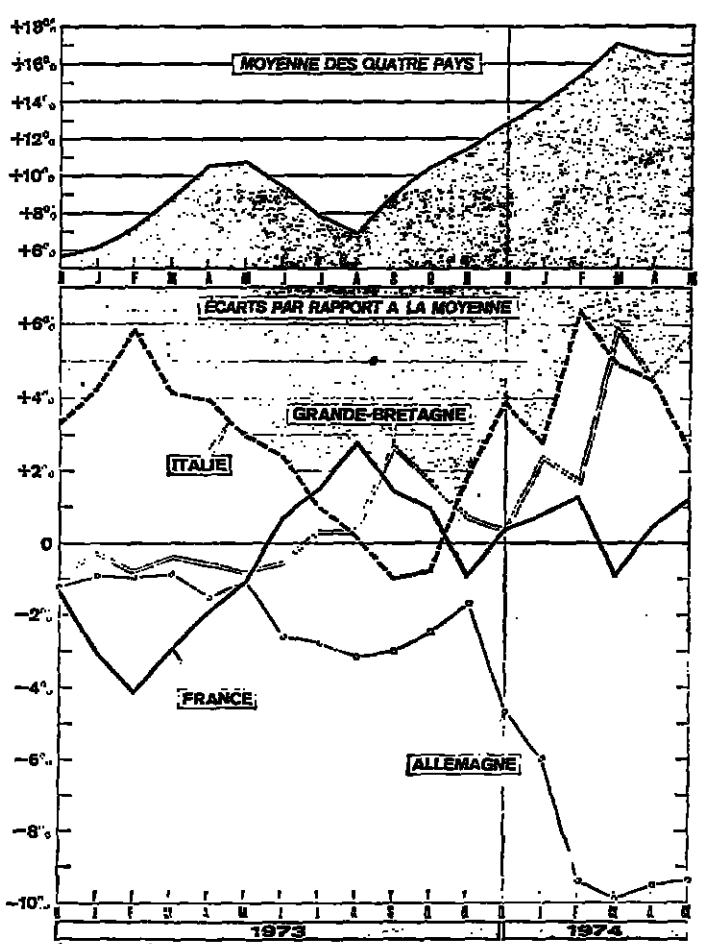
MAURICE BOMMENSATH.

I. - Taux de croissance industrielle



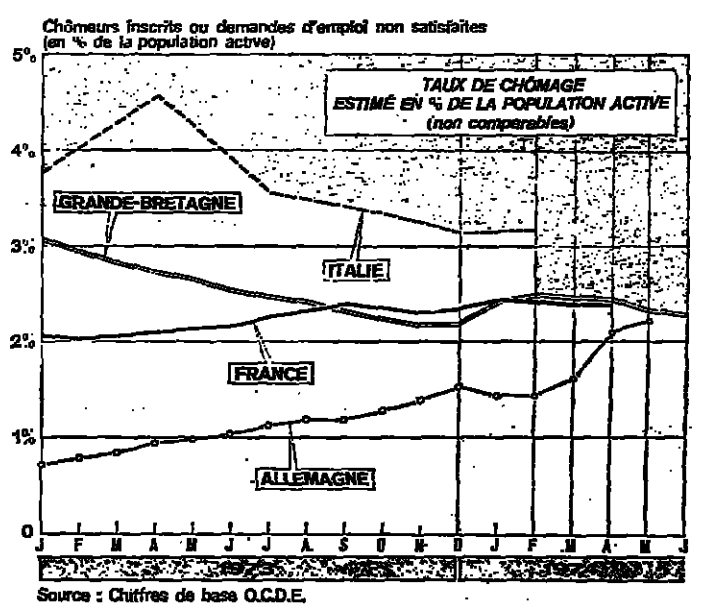
Sauf le cas particulier et un peu ambigu de la Grande-Bretagne, la croissance reste satisfaisante. En Allemagne ainsi qu'en Italie, on remarque un certain tassement de la production industrielle ; en France, au contraire, elle marque une légère reprise avec un rythme de 5 %.

II. - Évolution des prix



En moyenne, l'inflation grimpe à 17 %. On note un contraste accentué entre l'Allemagne, qui reste à 7 %, la France, qui se tient proche de la moyenne, et l'Italie et la Grande-Bretagne, où les prix explosent à plus de 20 %.

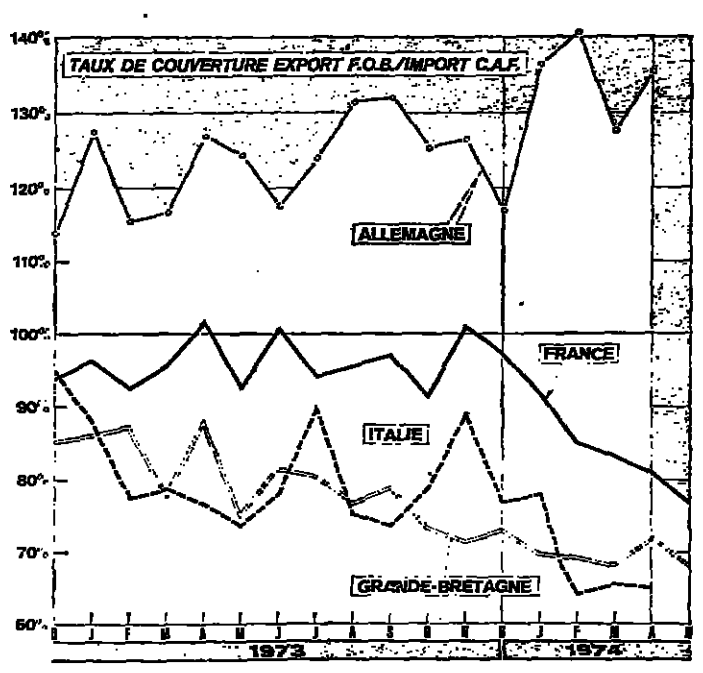
III. - Niveau de l'emploi



Les niveaux de l'emploi restent satisfaisants avec un taux de chômage limité de 2,2 à 2,4 % de la population active, même dans des pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie.

En France, il y a une légère amélioration globale, contrastant avec certains licenciements collectifs. En Allemagne, au contraire, les chiffres corrigés de variations saisonnières font apparaître une dégradation : le taux passe de 1,6 % à 2,2 %. Alors que les chiffres bruts marquent une amélioration.

IV. - Échanges extérieurs



On retrouve ici le même contraste saisissant que pour les prix entre l'Allemagne, dont le taux de couverture des importations par les exportations est toujours proche de 130 à 140 %, la France, qui semble chercher à se maintenir — difficilement — proche de l'équilibre avec un taux de l'ordre de 85-90 %, et enfin l'Italie et la Grande-Bretagne, qui sont bien en dessous à 65-70 %.

Grain de sel

COUP DUR POUR LES BÉOTIENS

POUR les collectionneurs béotiens d'antiquités, les jours que nous raverons sont lourds de tourments. A Londres, dans les salles d'Earls Court, les antiquaires spécialisés dans la dix-huitième siècle viennent d'étaler leurs trésors, qu'il s'agisse de peintures, de sculptures ou de tapisseries, à l'enseigne de la Foire internationale des antiquités. Le bourgeois, déjà affecté par l'inflation et qui prend à cœur le sauvetage de son capital liquide, ne peut pas passer devant cette dernière oasis de la stabilité sans lui prêter attention.

D'emblée, les problèmes nous tombent dessus. Qu'une chaise de style Chippendale coûte 200 livres sterling peut paraître se justifier. Néanmoins, un risque pèse sur ce prix. Que faire, si lors du prochain grand dîner que donnera le collectionneur béotien X... un invité se retrouve par terre parce que ce meuble précieux n'aura résisté ni à son âge ni au poids dudit invité ?

Autre question : comment notre collectionneur béotien, qui n'a pu jusqu'ici satisfaire son désir de posséder une horloge imposante, va pouvoir s'expliquer une différence de 2 000 livres entre deux horloges, qui, à première vue, se ressemblent comme des jumelles ? Qu'est-ce qui fait que l'une vaut tellement plus que l'autre ? Le réseau très ramifié des trous percés dans le bois par les vers ? La forme particulièrement convaincante du balancier, ou bien l'autorité du timbre qui marque les heures ?

Jusqu'ici il y avait un élément très sûr pour résoudre ce genre de dilemme : la certitude d'un taux d'inflation annuel de 15 % en Grande-Bretagne. Puisque tout le monde cherche refuge dans ces objets épargnés par la dévalorisation générale, pensait avec soulagement notre collectionneur béotien, il n'y a pas de danger de se tromper, malgré les différences de prix, en « flirtant » avec du Chippendale.

Soudainement, l'univers du collectionneur béotien et investisseur amateur X... se mit à trembler sur ses bases. Il lui vint aux oreilles que le père spirituel de sa doctrine de placement, Jim Slater, qui était parvenu ces dernières années à une florissante prospérité en rachetant des affaires vétustes ou près de la faillite, pour les remonter et les restaurer, que ce « roi de l'investissement » avait, lui, cherché le salut dans l'argent liquide.

Depuis lors, le collectionneur béotien X... vit à nouveau dans une jungle de points d'interrogation et de doutes. Où se trouve aujourd'hui, se demande-t-il, le paradis de l'investisseur ? Dans le Chippendale ou la Banque d'Angleterre ? Les confidences de Jim Slater en la matière sont jusqu'à maintenant plutôt évasives : « L'argent a retrouvé son sourire », dit-il. Il est vrai que la Joconde sourit et que, d'année en année, elle a pris plus de valeur, mais les personnages historiques qui figurent sur les billets de banque ont depuis des lustres une mine grave.

Et comme on ne pense guère que le nouveau penchant de Jim Slater pour les espèces courantes puisse avoir quelque rapport avec la hausse fantastique du prix du papier, nous implorons Jim Slater de répondre à cette question : « De quel sourire parlez-vous, que l'on découvre au-delà d'un taux d'inflation de 15 % ? Le sourire de la dérision, du ridicule — ou bien est-ce le sourire des augures ? »

FRITZ WIRTH
(Die Welt)

EUROPE
UNION
EUROPE
EUROPE
EUROPE

Rédaction : Pierre Drouin, Paul Fabra, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garavito, Ugo Salvatore (« la Stampa »), John Grel, coordonnateur, David Spanier (« The Times »), Fritz Wirth, Hans Stollhans (« Die Welt »).

EUROPE
UNION
EUROPE
EUROPE
EUROPE

Journal de 1974

150 000 000

Une politique de concurrence efficace et réaliste

Par ALBERT BORSCHETTE (*)

CONCUE et appliquée dans l'intérêt général, la politique européenne de la concurrence est devenue une réalité économique et politique qui a une répercussion directe sur les intérêts personnels des consommateurs européens. Un ordre public concurrentiel est né qui établit, dans la Communauté, un droit à la protection contre les abus des ententes et des positions dominantes. Les entreprises qui agissent à l'intérieur du Marché commun savent, à présent, qu'elles encouragent un grand risque à ne pas respecter les règles du jeu de la concurrence libre, loyale et non faussée, considérée comme un moyen essentiel pour assurer que les besoins privés et collectifs de notre société soient satisfaits aux meilleures conditions.

Les règles, dans leur ligne générale, sont simples : elles interdisent de fausser la concurrence et de porter atteinte à l'intérêt des consommateurs par des ententes illicites ou par l'abus d'une position dominante. Des règles poursuivant un objectif similaire s'adressent aussi aux États membres, auxquels il est également interdit de fausser la concurrence par l'attribution d'aides aux entreprises privées.

Les règles de concurrence applicables aux entreprises sont précisées au fur et à mesure de la mise en œuvre des articles du traité interdisant les ententes et l'exploitation abusive d'une position dominante.

Cette mise en œuvre a commencé à partir de 1963 avec l'entrée en vigueur du règlement de la Communauté qui fixe les procédures, les pouvoirs d'enquête et de vérification, ainsi que les sanctions pécuniaires pour les infractions et qui peuvent atteindre jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires.

Une première règle fondamentale, précisée par la décision Grundig-Consten, déclare incompatible avec le Marché commun, et donc interdites, toutes ententes qui cloisonnent son territoire. Car un des objectifs recherchés par la création d'un marché unique est de donner à tout utilisateur industriel, à tout revendeur, à tout consommateur final, la possibilité de choisir librement ses sources d'approvisionnement et aux meilleures conditions possibles. C'est ainsi qu'un fabricant ne peut imposer à ses concession-

naires des interdictions d'exporter, d'importer ou d'autres obligations qui ont pour effet de répartir et de protéger les marchés. C'est ainsi que des producteurs concurrents ne peuvent pas se réserver mutuellement leurs marchés nationaux : les plus grandes entreprises pharmaceutiques, chimiques et sidérurgiques, par exemple, ont été sanctionnées pour avoir réparti leurs marchés respectifs de la quinoline, de certains colorants ou du sucre, à quoi se sont ajoutés, dans certains cas, des accords sur les quotas de production et d'exportation ou sur les prix de vente.

En revanche, les accords de coopération qui ne contreviennent pas à cette règle sont souhaitables du point de vue industriel et commercial, et profitables au consommateur.

La deuxième règle fondamentale interdit l'abus de la puissance économique. Il n'est pas tolérable qu'une ou plusieurs entreprises exploitent leur position dominante pour imposer à leurs partenaires commerciaux ou à leurs concurrents un préjudice grave. L'abus s'exprime sous des formes très différentes. Par exemple, une société américaine et sa filiale italienne ont été condamnées pour avoir cessé de livrer à un concurrent la matière de base nécessaire à

l'élaboration d'un médicament antituberculeux. La société mère américaine détient sur le plan mondial, et par conséquent européen, le monopole de fait de cette matière de base. La cessation des fournitures aurait fait disparaître un concurrent d'un marché qui n'est déjà pas particulièrement concurrentiel. La Commission examine en ce moment d'autres cas d'abus. Elle a également lancé une enquête pour déterminer si les grandes compagnies pétrolières ont suivi, individuellement ou collectivement, une politique abusive de vente et de prix dans le Marché commun après les événements du Moyen-Orient.

Le corollaire de cette deuxième règle interdit à une entreprise de causer un préjudice irréversible dans le Marché commun par l'accroissement, par voie de concentration, d'une position dominante. Une telle concentration peut elle-même déjà être considérée comme abusive. Dans l'affaire Continental Can, la Cour de justice européenne a confirmé cette interprétation de la Commission et a établi ainsi que les concentrations excessives tombent dans le champ d'application du traité de Rome.

de l'ensemble des règles de concurrence, la Commission a infligé de lourdes sanctions

D'autres solutions pour les multinationales

Le droit de la concurrence, tel qu'il s'est développé et tel qu'il se complètera à l'avenir, doit être respecté par toutes les entreprises qui déploient une activité économique dans le Marché commun.

Cela est donc vrai aussi pour les entreprises publiques lorsqu'elles agissent dans les mêmes conditions que les entreprises privées. On ne peut déroger à ce principe que si son application fait obstacle à la mission d'intérêt économique général d'une entreprise publique peut être chargée.

Les mêmes règles s'imposent aux sociétés multinationales qui se développent en nombre et en puissance et disposent d'une liberté de manœuvre planétaire. La Commission a pris jusqu'ici quinze décisions qui appliquent les articles 85 et 86 à l'encontre de sociétés multinationales européennes ou étrangères, qu'il s'agisse de sociétés mères, même domiciliées dans un pays tiers.

pécuniaires : huit décisions provoquant à l'encontre de trente-sept entreprises des amendes d'un montant total d'environ 10 millions et demi d'unités de compte.

Instituée progressivement, la politique de concurrence de la Communauté a réussi à se concilier des habitudes et des intérêts nationaux et en partie diamétralement opposés à l'origine. Elle a pris ainsi sa véritable dimension européenne. Politique d'accompagnement réaliste, elle soutient la politique agricole commune, dont le but est notamment d'empêcher le retour à l'autarcie des marchés agricoles, elle crée les conditions nécessaires au développement industriel et technologique des entreprises, elle intervient dans la lutte contre l'inflation en veillant à la libre circulation des produits les meilleurs et les moins chers et en préservant le Marché commun de toute monopolisation.

Politique effective et efficace, elle s'exerce à partir de règles qui garantissent le respect du jeu de la concurrence et indique aux entreprises quels sont leurs devoirs et aux consommateurs quels sont leurs droits. Elle est indispensable au maintien de l'union douanière. Elle est le garant du caractère fondamentalement démocratique du droit économique européen.

(*) Membre de la Commission des Communautés européennes.

Règles en chantier

Dans certains domaines les règles du jeu doivent encore être précisées. Il s'agit d'abord de définir les rapports qui existent entre l'application des droits nationaux de la propriété industrielle et commerciale et le droit européen de la concurrence. Les premières décisions intervenues commencent à en tracer la ligne de partage : elles ne mettent pas en cause le droit des brevets ou des marques, nécessaire au développement technologique de la Communauté, mais elles interdisent aux détenteurs des brevets et des marques de s'en servir pour cloisonner les marchés, empêcher la libre circulation des produits ou imposer des conditions abusives.

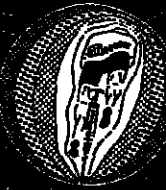
Il s'agit ensuite d'organiser un contrôle plus efficace des opérations de concentration à l'intérieur du Marché commun. En effet, si le développement de la concentration répond le plus souvent à la nécessité d'adapter les entreprises aux nouvelles

conditions des marchés qui s'élargissent et de renforcer leur compétitivité sur le plan mondial, il ne doit pas conduire à faire obstacle à la concurrence effective dans le Marché commun. Or actuellement, la Commission ne détient qu'un pouvoir de contrôle tardif et limité car il ne peut s'exercer qu'après la réalisation d'une concentration et seulement lorsque des entreprises qui sont déjà en position dominante y participent. C'est pourquoi la Commission a proposé il y a un an au conseil un règlement général qui instaure un contrôle plus systématique des concentrations qui peuvent faire obstacle au maintien d'une concurrence effective. De telles concentrations peuvent être déclarées incompatibles avec le Marché commun. Le Parlement européen et le Comité économique et social ont déjà approuvé cette proposition. Le conseil vient d'enclencher son examen.

Pour mieux assurer le respect

le Tour de France passe par la poste

DE NOMBREUX PRIX A GAGNER

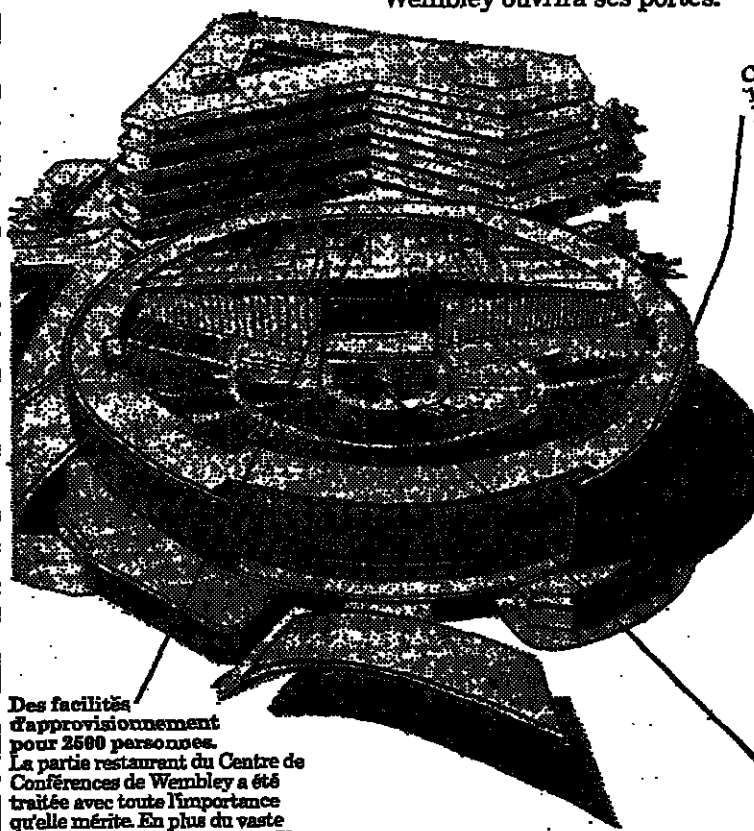


DU 28 JUIN AU 31 JUILLET 1974 OPERATION
CNE/TOUR DE FRANCE
ORGANISÉE PAR LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

RENSEIGNEZ-VOUS A LA POSTE

Le Centre de Conférences de Wembley avec la part du lion. Pour chaque chose.

Le Lion de Wembley est le symbole du centre de conférences dont Londres a toujours fait défaut. Un complexe construit à dessein qui offrira aux organisateurs de conférences tout ce qu'ils ont toujours désiré dans une des plus passionnantes capitales d'Europe. Septembre 1976 est la date à laquelle le Centre de Conférences de Wembley ouvrira ses portes.



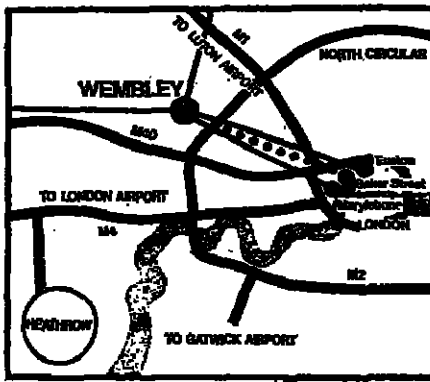
Cinq salles de conférences de 150 à 220 places chacune. Elles pourront être utilisées de différentes façons, selon la nature de l'événement, et pourront être regroupées pour former de plus grandes salles. Des facilités de traduction en plusieurs langues seront également disponibles dans ces salles.

La grande Salle de Conférences aura plus de 2500 places - tout confort. Les sièges seront largement séparés les uns des autres pour permettre de circuler sans interrompre les personnes déjà assises. Des facilités de traduction simultanée en plusieurs langues, sur huit chaînes, et des microphones seront disponibles pour chaque siège. Une large installation pour projection avec équipement audio-visuel le plus moderne pourra être fournie aussi bien que des installations pour presse, radio et télévision pour couvrir tout événement. Cette salle pourra être aussi utilisée pour des concerts, des pièces de théâtre et des événements sportifs.

Des facilités d'approvisionnement pour 2500 personnes. Le parti restaurant du Centre de Conférences de Wembley a été traité avec toute l'importance qu'elle mérite. En plus du vaste restaurant de 450 places, du grill room de 200 places, des bars annexes et des salles à manger de direction de 150 places, des banquets pourront être tenus jusqu'à 1700 convives.

Zones d'exposition. 3200 mètres carrés de zone d'exposition à l'intérieur du Centre.

Accès facile par la route, le train et par avion. Le Centre de Conférences de Wembley peut facilement être atteint des aéroports, du centre de Londres et des autoroutes. Aucun problème de parking car il y a de la place pour 5000 voitures et 2000 autocars.



Conçu par Richard Seifert, c'est le premier centre de conférences de Londres construit à dessein. Ce centre est construit à Wembley, assez près du centre de Londres pour être pratique, mais assez loin pour éviter les encombrements. Tout ce qu'il faut pour organiser une conférence internationale à tous les niveaux, pour être traité au Centre de Conférences de Wembley, Septembre 1976 est la date officielle d'ouverture. Pour tout renseignement complémentaire, prendre contact avec Ralph Miller au Centre de Conférences de Wembley, Wembley, Londres HA9 0DW. Téléphone: 01-905 1234.

Le Centre de Conférences de Wembley LONDRES



DUR
IS

101 FCHWENH7H

101 FCHWENH7H

samia

scène internationale
de l'habillement italien

Acte 39 - rideau sur le printemps-été 1975
Palais des Expositions au Parc du Valentino
Turin, 6 - 9 Septembre 1974

Toute la gamme des productions pour homme, dame, enfant.
Equipements et ameublements pour magasins d'habillement.
Prêt-à-porter et accessoires-mode.
Articles accessoires pour l'industrie du vêtement.
12 modaSelezione

Un Salon spécialisé du prêt-à-porter de luxe

Connaissez-vous l'Italie, pays de l'élégance, de la beauté, de la mode-diffusion? Venez prendre à Turin votre place, avec les grands interprètes de la production italienne et européenne, venez jouer votre rôle.

Renseignements et facilités de voyage:
SAMIA - 10135 Torino - Corso Truano 82/84
Téléph. 612.612 - Télégr. Samiato

un champion de l'ubiquité

DEPUIS quarante ans, on parle de lui : belle performance pour un manager qui va atteindre la soixantaine dans quelques jours. Pas besoin de cerveau électronique pour établir que Bruno Visentini, né en 1914 en Vénétie, dans cette « marche de Trévise » si proche à bien des égards du Canavese, barreau d'Olivetti, avait déjà à vingt ans une certaine notoriété. A l'époque, il est vrai, son nom ne se chuchotait qu'à voix basse entre amis riant d'avoir jusqu'à ce 27 juillet 1943 où la chute du fascisme le tira de la geôle en même temps que les autres détenus « politiques ». Puis ce fut la résistance, le printemps de la libération et l'élection du jeune Visentini à l'Assemblée nationale qui prépara les voies de la nouvelle démocratie. Il fut ensuite appelé au premier gouvernement de Gaspari comme sous-secrétaire d'Etat aux finances.

Ce passé « politique », aux prolongements actuels (Visentini est toujours député républicain à la Chambre), contribue à faire du président de la firme Olivetti un industriel d'un type un peu particulier. Il n'a pas hérité d'une affaire de famille ; il n'est pas parvenu à la tête de son

entreprise au terme d'une classique carrière de manager. Juriste, avocat spécialisé en droit fiscal, il fut, durant des années, professeur de droit commercial à l'université d'Urbino et il enseigna encore cette discipline à l'université de Rome. Sa véritable origine se situe là : dans le monde de l'université et des professions libérales. Ses goûts en matière culturelle l'y attachent. Il prête une attention toute particulière à la musique, il fustige qu'il dirige, depuis dix ans, l'une des plus importantes sociétés d'Italie — la sixième d'après son chiffre d'affaires — et l'une des plus connues du monde. Et il a été pendant plus de vingt ans à la tête de la plus grande entreprise publique d'Italie : l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), qui ne concerne pas seulement l'industrie mais aussi le crédit, la radiodiffusion, l'armement maritime, la navigation aérienne, les autoroutes, etc. Pendant près de dix ans, de 1964 à 1973, il a partagé son temps entre la présidence d'Olivetti — qui n'est pas seulement une fonction honorifique — et la présidence de l'IRI, abandonnée seulement lorsqu'il fut élu député.

Futur patron des patrons ?

Quelle est la différence entre le dirigeant de l'entreprise publique et son collègue du secteur privé ? Question superflue, car la « différence » n'existe pas. Pourtant, il faut la poser, car la réponse, derrière son apparence décevante, appelle une précision. La différence n'existe pas — à l'époque —, durant la « période héroïque » de l'IRI, lorsque le groupe ne recevait pas le moindre aide de l'Etat et n'avait d'autre dotation que le fonds, devenu symbolique depuis lors, d'indemnité octroyée aux fins de « sauver » l'industrie nationale. A l'époque, le seul critère de gestion de l'IRI était l'efficacité, et il lui fallait trouver de l'argent comme n'importe quelle entreprise privée sur le marché des capitaux ou auprès du crédit bancaire.

Dans les années 50, et même dans la décennie suivante, on a tenu le système des participations d'Etat pour l'élément moteur de l'économie. « Nous y croyions ferme », raconte M. Visentini, et cela était très bien. A l'époque, l'IRI donna à l'Italie une industrie sidérurgique qui fut longtemps la plus efficace d'Europe, remit en marche la production d'Alfa Romeo, transféra des milliers d'ouvriers hors des secteurs improductifs ou dépassés pour les affecter à ceux qui disposaient des atouts de l'avenir. Aujourd'hui, il nous apparaît que la « formule IRI » souffre de son excès de politisation et de sa dépendance des dotations qui, en fait, signifient : « Je gouverne, je te donne l'argent dont tu as besoin, mais tu dois faire ce que je décide que tu feras... »

Du secteur public, et de Rome, où demeure M. Visentini avec sa femme et ses quatre enfants, passons à Ivrea, petite ville du Piémont. C'est là, au pied des Alpes, qu'Olivetti a son siège et que son président passe la moitié de la semaine. On entend parler d'Olivetti partout jusque, bien sûr, dans l'étude de « M. Visentini, avocat », et y compris sur la place d'Ecosse encombrée d'une multitude de touristes : première productrice mondiale de machines à écrire portables, seconde pour les machines à écrire

électroniques et dans le peloton de tête dans les secteurs des calculatrices électroniques et des systèmes informatiques de comptabilité et de transmission des données pour les entreprises.

Si la place d'Espagne est « internationale », les fenêtres de l'étude donnent sur ces rues silencieuses qui montent au Pincio et que seuls connaissent les « Romains de Rome ». C'est une image d'Olivetti qui est, comme le dit volontiers son président, non pas une société multinationale, mais une société italienne exportant dans le monde entier. Les chiffres lui donnent raison, du moins en partie : la production se fait en Italie pour les deux tiers et est vendue à l'étranger pour plus des trois quarts. Hors frontières, sept unités de production assez importantes, notamment au Brésil, en Argentine, au Mexique, en Espagne et en Ecosse. Le rapport du chiffre d'affaires de la maison mère par rapport à celui du groupe est de 1 à 2,5. Des soixante-douze mille employés de l'Italie, près de quarante mille résident à l'étranger, dont trente-deux mille dans l'organisation commerciale de vente et d'après-vente, puisque, « aujourd'hui, il ne faut pas seulement vendre, mais assurer partout et toujours le fonctionnement du produit ».

Plus encore que le profil de la société, son attrait, c'est la figure de ce « manager » qui évolue, avec la même aisance désinvolte, dans les salles de cours universitaires et les prétoires, traite les problèmes de bilan d'une firme privée et ceux de grands groupes publics, contribue à dénouer les complexes procédures législatives du Parlement (tout récemment encore à propos de la réforme du régime fiscal des titres), et excelle à débrouiller les problèmes des entrepreneurs. Dans les derniers jours de mai, il a été nommé vice-président de la Confédération générale de l'industrie italienne, poste qui lui laisse prévoir bientôt, dit-on un peu partout, son accession à la présidence.

MARIO SALVATORELLI
(La Stampa)

MOURIR DE PLAISIR ?

LES indices de prix s'affaiblissent ? Les bénéfices se déchaînent ? Tandis que les chefs d'entreprise ont le sourire. Est-ce pour longtemps ? Ce doute mal lancinant ne les rassure-t-il pas ? Aux Etats-Unis, le phénomène commence à venir sur la place publique. Certains analystes financiers, et avec eux la Bourse, refusent de se laisser duper par des résultats apparemment microbolants. En Europe, les études sur la question sont rares. Si les organisations sont restées silencieuses sur le sujet pendant longtemps, c'est sans doute que globalement elles n'avaient pas l'impression que les entreprises y perdaient. La croissance semblait en partie liée à un certain taux d'inflation, et comme les résultats sont liés à la croissance. Mais les points de vue changent. Ce qui était vrai tant que le système ne s'emballait pas ne l'est plus. Les taux actuels entraînent de telles pertes de substance que les bénéfices de la hausse se sont pris à dépasser largement ses avantages. Les chefs d'entreprise n'ont plus maintenant que deux perspectives également désagréables : la poursuite du phénomène actuel dans une euphorie malsaine ou la prise en compte du coût très élevé de la déflation. Le geste ou le choléra.

Les bénéfices nets d'impôt annoncés par les sociétés américaines pour 1973 ont été en augmentation de... 37 % par rapport à ceux de l'année précédente. En Europe, on a célébré les performances du « victorieux tandem franco-britannique » : les grandes entreprises anglaises et françaises arboraient de brillants résultats tandis que leurs concurrents allemands « buvaient le bouillon ». Le fait que le gouvernement de la République fédérale ait été le seul à tenter d'enrayer sérieusement la hausse des prix n'a certainement pas été étranger à cette évolution.

Mais les premiers ne sont-ils pas, en réalité, les derniers ? Aucun calcul précis n'a été fait

(à notre connaissance) pour l'Europe. Aux Etats-Unis, cependant, on estime que si l'on éliminait les effets de l'inflation sur les calculs des profits, ceux-ci seraient amputés d'environ un quart.

On croit généralement — à tort — que l'inflation profite automatiquement aux entreprises, même à l'échelon immédiat de leur bilan annuel : elles empruntent pour financer leurs investissements, et la dévaluation

tion de l'argent est une économie directe sur les remboursements qui suivent, tandis que l'inflation rapporte en monnaie courante. Plusieurs études récentes (1) montrent néanmoins qu'en réalité, au lieu de diminuer, le taux d'endettement des entreprises s'accroît avec l'inflation (de sorte que leur indépendance diminue) et que leurs profits, au lieu d'augmenter, s'amenuisent. Qu'arrive-t-il en effet ?

De faux profits

Les dotations aux amortissements, qui doivent en principe permettre de reconstituer les immobilisations, sont constamment inférieures à ce qu'elles devraient être, car la valeur des immobilisations inscrites aux bilans est constamment sous-estimée. Sur un échantillon qu'elle a choisi, l'Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (AGREF) estime que, pour un taux d'inflation de 5 à 8 % par an, la valeur comptable des investissements est d'environ 40 % seulement de leur valeur réelle. Par ailleurs, elle affirme que, au-delà d'une hausse de 8 % du niveau général des prix, même le système de l'amortissement dégressif ne suffit pas à compenser l'absence réelle de réévaluation des immobilisations.

L'évaluation des stocks contribue aussi à surestimer le profit réel de l'année. Cela conduit l'entreprise à payer des impôts sur les bénéfices qu'elle déclare, alors que ces bénéfices sont fictifs puisqu'ils ne sont pas réalisés. Ils devraient lui servir à reconstituer ses stocks au moins au niveau de l'année précédente (en volume).

Ainsi, aux Etats-Unis, on affirme que « si l'on efface la partie de l'évaluation des stocks correspondant à l'inflation en exprimant les profits de 1973 en dollars de 1960, les résultats de l'année dernière sont inférieurs à ceux de 1965 (2) ». Et l'on estime que 68 % de l'augmentation des profits annoncée viennent des profits sur inventaire

(3). Si l'on ajoute à cela l'insuffisance des amortissements provenant d'une sous-estimation des valeurs et des équipements immobilisés, on aboutit à une surestimation des profits qui va faire payer cette année aux compagnies américaines quelques 12 milliards de dollars d'impôts de plus qu'il aurait été justifié économiquement.

Le taux d'endettement des entreprises augmente, et leur indépendance diminue. Cela ressort d'abord à leur bilan. Tandis que les postes du bas de bilan représentent immédiatement les hausses de prix, ceux du haut (immobilisations et capitaux propres) prennent du retard, de sorte que pour le financement du fonds de roulement et des stocks, il ressort un besoin nouveau dû à l'érosion monétaire.

La seule réduction de la marge réelle de rentabilité diminue d'ailleurs l'aptitude des firmes à financer elles-mêmes les besoins liés à leur développement. L'inflation engendre donc un endettement plus que proportionnel aux investissements ; et cela pénalise les entreprises qui investissent le plus. Dans certains cas, les chefs d'entreprise en arrivent à recourir à des expédients à court terme. C'est ce qui se passe en ce moment avec le raccourcissement des délais de paiement accordés aux clients. Les fournisseurs essaient ainsi d'augmenter leur trésorerie pour financer la hausse des prix de leurs stocks. Mais, de ce

fait, ils mettent leurs clients en difficulté, et le phénomène finit par se négocier.

L'exploitation devient de plus en plus difficile, les prix des matières premières augmentent. La masse salariale devient plus pesante : presque partout les salaires ont augmenté plus vite que la productivité des dernières années, les revendications étant aiguës, soutenues par les troubles sociaux et les habitudes de hausse apparente des revenus que crée l'inflation. A cela il faut ajouter que les taux d'intérêt des nouveaux emprunts ont tendance à augmenter dans ces coups de temps-là.

Rédresser les comptes

Deux observations illustrent bien l'inconscience de nombreux chefs d'entreprise qui tendent à entretenir artificiellement l'euphorie pour se faire voir en Bourse. Elles ont été faites aux Etats-Unis, où l'on constate que seulement un quart des entreprises utilisent la méthode LIFO (4) de comptabilisation des stocks : la plus sage. Les autres utilisent en majorité la méthode « FIFO » (5), qui contribue à augmenter artificiellement leurs bénéfices (6). Encore plus grave (mais cela n'est pas possible dans tous les pays) : certains présentent des comptes doubles avec amortissements accélérés pour le fisc et amortissements linéaires pour les actionnaires. Ceux-ci sont évidemment très impressionnés quand ils comparent les résultats qui leur sont présentés avec ceux d'autres sociétés, mais cela ne peut durer que... l'espace d'une nouvelle présidence qui mourra de plaisir.

Heureusement le problème commence à être abordé sérieusement. A Wall Street, les analystes financiers s'appliquent à redresser autant que possible les comptes. A Londres, l'Institut des Chartered Accountants vient de publier un document sur « la comptabilisation de l'inflation » dans lequel il recommande des méthodes de calcul qui pourraient être rendues obligatoires en 1975. Il s'agit essentiellement de compléter les documents traditionnels par des suppléments convertissant chaque donnée : on multiplie les chiffres par l'indice de fin de période et on divise le résultat par l'indice du moment de la transaction originale.

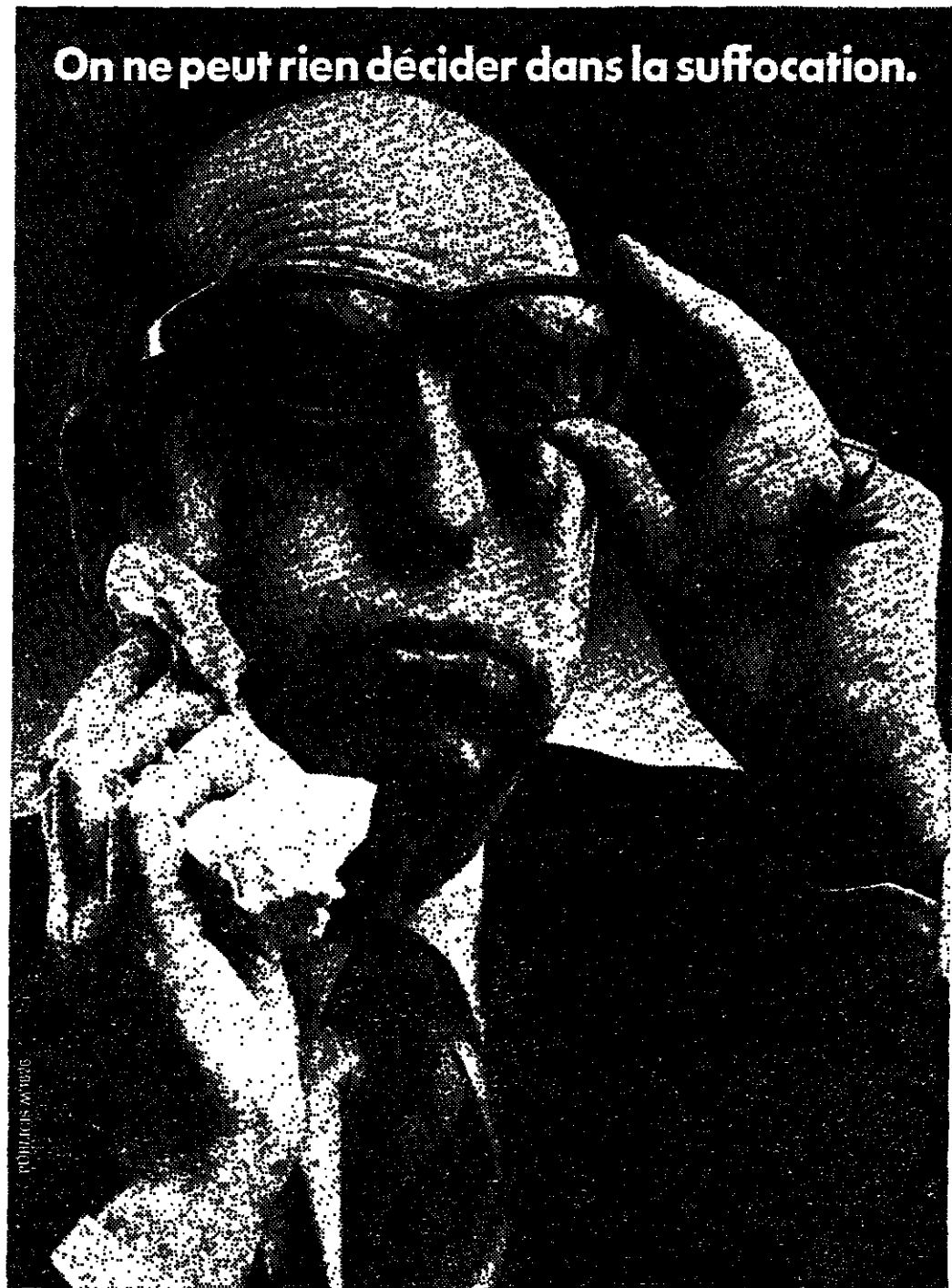
Si cohérente que soit cette proposition, elle ne supprime pas le problème de la réévaluation des immobilisations par des suppléments convertissant chaque donnée : on multiplie les chiffres par l'indice de fin de période et on divise le résultat par l'indice du moment de la transaction originale.

En France, l'Association Entreprises et Progrès étudie actuellement avec les chefs d'entreprise qui en sont membres des techniques nouvelles de comptabilisation dont l'objectif est de pouvoir non seulement évaluer le gain réel d'une période d'exploitation, mais de pouvoir aussi connaître les perspectives réelles de rentabilité des opérations prévues pour savoir si elles justifient les investissements envisagés, particulièrement en période de super-taux d'intérêt.

Il est clair, en effet, que le processus inflationniste pénalise à moyen terme les entreprises les moins bien préparées, celles qui ont les moyens d'analyse et de prévision les plus insuffisants. Par ailleurs, le haut niveau des investissements, et dans une certaine mesure leur gaspillage, est l'une des causes presque incontestées de la hausse générale des prix. C'est donc une première mesure utile que de commencer à mettre en place des méthodes permettant de décider des investissements avec plus de rigueur. Le processus déflationniste, s'il a lieu, favorisera d'ailleurs lui aussi (comme la plupart des évolutions) les firmes les mieux gérées. Car il sera douloureux : les charges ne diminueront pas, mais les intérêts des emprunts continueront à courir.

JACQUELINE GRAPIN
(Le Monde)

(1) Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (AGREF). « Les effets de l'inflation », 25 janvier 1972.
(2) Entreprises et Progrès. — « L'inflation française. — Caractéristiques et conséquences avec l'étranger — 1962-1973 », Décembre 1973.
(3) Fortune — mars 1974 — « Profit aren't as good as they look ».
(4) Business Week — 8 mars 1974 — « Taking the measure of last year's profits ».
(5) Il existe trois méthodes principales de comptabilisation des stocks. La méthode FIFO (first in first out), dans laquelle les stocks utilisés ou vendus sont considérés au coût des stocks les plus récemment acquis, contribue à diminuer les profits quand les prix montent. La méthode LIFO (last in first out) a l'effet inverse. La méthode du coût moyen pondéré est, comme son nom l'indique, une solution moyenne qui n'est ni entièrement blâmable ni entièrement satisfaisante.



On ne peut rien décider dans la suffocation.

Renseignez-vous sur les avantages Airwell : Prix-technique-service.

Airwell vous propose une gamme de matériel pour toutes utilisations, mise en œuvre et entretenue par le réseau de spécialistes le plus dense de France.

Fair conditionné c'est
Airwell
78400 Chatou - Tél. 976.30.30

Avec Airwell, la climatisation est plus simple et moins chère que vous ne le pensez.

Pour l'entraînement et le perfectionnement des cadres supérieurs régionaux, parisiens ou étrangers

l'autre formule du CPA, le

CP32

Trois mois à plein temps en résidence

Prochaines sessions

74/2 16 septembre - 15 décembre 1974

75/1 3 mars - 31 mai 1975

Le CP32 est un département du Centre de Perfectionnement dans l'Administration des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 956.80.90

150

150 000 000

Europe

Europa VII

... LE MONDE — 2 juillet 1974 — Page 21

(PUBLICITÉ)

BILANS ET PERSPECTIVES DES SOCIÉTÉS

RHÔNE-POULENC Le nouveau visage du groupe



« Confiance entière dans notre Société »

M. RENAUD GILLET, président de Rhône-Poulenc, a évoqué lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 20 juin à Paris, la situation et les perspectives du groupe pour l'année 1974.

« Depuis quelques mois, des modifications profondes se sont opérées dans notre économie : l'absence de la production des matières premières, forte inflation, qui bouleversent le monde n'est pas trop fort, de nombreux secteurs industriels de Rhône-Poulenc, et qui rendent la référence à un passé, même proche, sans grande utilité. »

Les augmentations de prix des matières premières, d'une ampleur sans précédent, une demande très soutenue aussi bien en France qu'à l'étranger, ont provoqué une hausse de notre chiffre d'affaires du premier trimestre 1974 par rapport à la même période de 1973 de plus de 40 %. Les résultats sont en forte augmentation également, mais nous ne pouvons encore les apprécier qu'à un niveau de résultat brut, et il nous appartient d'examiner en temps voulu et dans le cadre de la législation la part de bénéfices nets qu'ils recèlent et la part d'amortissements ou de provisions qu'il sera nécessaire de constituer.

« Bien évidemment, et même si le deuxième trimestre 1974 a quelques chances de ressembler au premier, les prévisions pour la seconde partie de l'année sont impossibles à formuler. »

« La demande a plus de chances de se réduire que de se maintenir au niveau atteint où elle se trouve depuis plusieurs mois. Les dispositions prises en France et ailleurs contre l'inflation auront tendance à freiner l'expansion sur notre marché et à travers les exportations, et si elles étaient appliquées avec trop de rigueur, elles risqueraient de nous amener à réduire des programmes d'investissement nécessaires, certains de nos moyens de production étant saturés. Enfin, nos charges d'exploitation ne peuvent que croître, et nous ne savons pas dans quelle mesure elles pourront être répercutées dans nos prix de vente, et si le marché pourra les absorber. »

« Quel qu'il en soit, notre confiance dans notre industrie, et dans notre société en particulier, demeure entière. »

« Au sujet des investissements, M. Renaud Gillet a tenu à préciser qu'« après avoir, par mesure de précaution, engagé en décembre 1973 une première tranche d'investissement, soit 40 % du programme d'investissements prévus pour cette année », il venait, il y a dix semaines, d'engager le solde. Ce programme s'élève donc à 3 200 millions. »

« Comment allons-nous financer et ce programme et l'augmentation du fonds de roulement particulièrement important cette année ? En 1973, les investissements industriels ont été autofinancés, et nous pensons qu'il en sera de même pour 1974. Les lignes de crédit établies en 1972, les emprunts en devises que nous venons de contracter, l'important courant d'exportation libellé en devises fortes paraissent en l'appuyant sur une grande rigueur dans la gestion de nos stocks, pouvoir faire face à nos besoins pour les prochains mois. Demeurera l'encadrement du crédit, renforcé ces jours derniers, qui s'il est appliqué trop longtemps dans sa rigueur actuelle, risque de toucher maintes entreprises. Est-il utile de rappeler à ce sujet l'équilibre consenti de notre bilan que souligne d'ailleurs le président ? »

« C'est dans ce contexte mouvant que se situe l'important effort demandé à tout le personnel du groupe, du haut en bas de l'échelle, pour parfaire l'organisation initiée il y a trois ou quatre ans et nous doter des moyens qu'exige la poursuite de nos objectifs. »

NEUVIÈME groupe chimique du monde, avec un chiffre d'affaires de 14 milliards 643 millions de francs en 1973, Rhône-Poulenc est un ensemble d'environ deux cents sociétés exploitantes réparties dans une trentaine de pays à travers le monde. Rhône-Poulenc employait, en 1973, 117 000 personnes (81 000 en France, 36 000 à l'étranger).

En accordant à la présidence de Rhône-Poulenc en juin 1973, M. Renaud Gillet s'est fixé comme principaux objectifs, outre le développement international, « créer un esprit de groupe, améliorer la rentabilité, assurer une permanence de l'emploi et des conditions de travail aussi satisfaisantes que possible ».

Pour atteindre ces objectifs, qui sont si étroitement liés entre eux, il est apparu nécessaire au nouveau président de Rhône-Poulenc d'adapter l'organisation du groupe selon deux principes fondamentaux, énoncés au cours de l'année 1969 :

- décentralisation des responsabilités par secteurs d'activité homogènes ;
- renforcement de la cohésion du groupe.

Cette décentralisation avait connu une première expérience dès 1968, avec la création de la Division Textile. Une seconde avait suivi, en 1969, avec la mise en place de la Division Pharmaceutique.

Après réflexion et étude, on décida d'étendre le principe de l'organisation par division afin de donner une nouvelle image au groupe Rhône-Poulenc.

Huit divisions opérationnelles, correspondant à des unités à vocation mondiale homogènes par leurs marchés, leurs produits et leurs politiques, ont été créées pour être en place au 1^{er} janvier 1975.

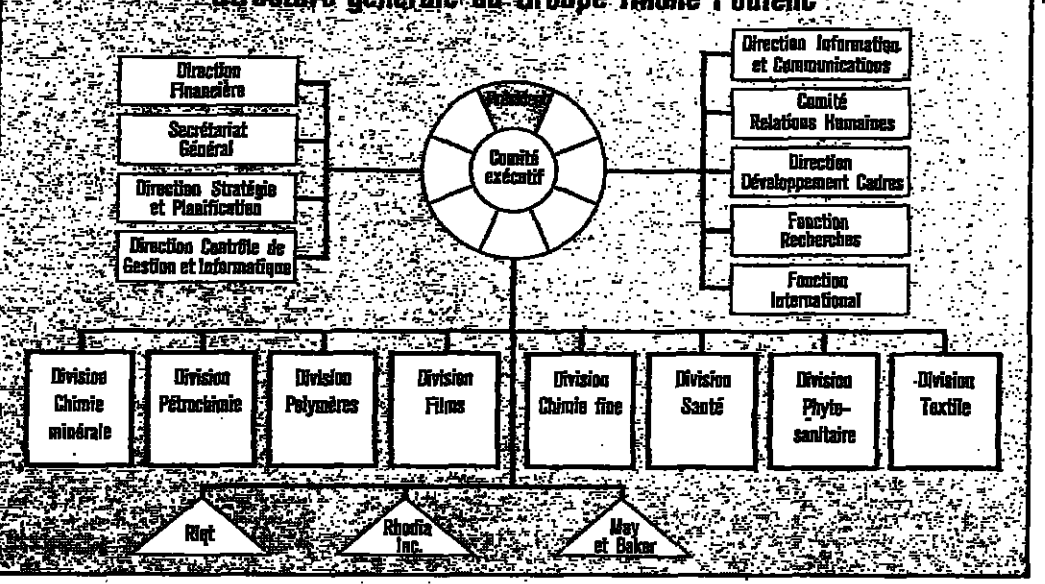
L'ensemble des activités du

- chimie fine ;
- phytosanitaire ;
- santé.

Chaque division est appelée à constituer un centre de résultats à l'échelle mondiale ayant la maîtrise de ses moyens, de la recherche à la commercialisation. Cette réorganisation entraîne, par voie de conséquence, un aménagement du fonctionnement international du groupe.

Cette nouvelle stratégie, qui se

fonde sur la décentralisation de l'exploitation par division, a rendu nécessaire de modifier le centre de décisions. Il a été jugé utile, pour mieux assurer la cohésion du groupe, de rassembler les fonctions des directions centrales et de constituer un comité exécutif. Le groupe comporte ainsi au niveau fonctionnel : quatre directions à vocation économique (contrôle de gestion et informatique, secrétariat général, finance, stratégie et planification) et deux directions à



groupe se répartit dorénavant

- chimie minérale ;
- pétrochimie ;
- textile ;
- polymères ;
- films ;
- chimie fine ;
- santé ;
- phytosanitaire ;
- textile.

Divisions	Part occupée dans le chiffre d'affaires du groupe (non consolidé)	Nombre d'usines
Chimie minérale	14 %	6
Pétrochimie	16 %	8
Textile	23 %	25
Polymères	12 %	2
Films	6 %	5
Chimie fine	9 %	6
Phytosanitaire	6 %	3
Santé	14 %	14

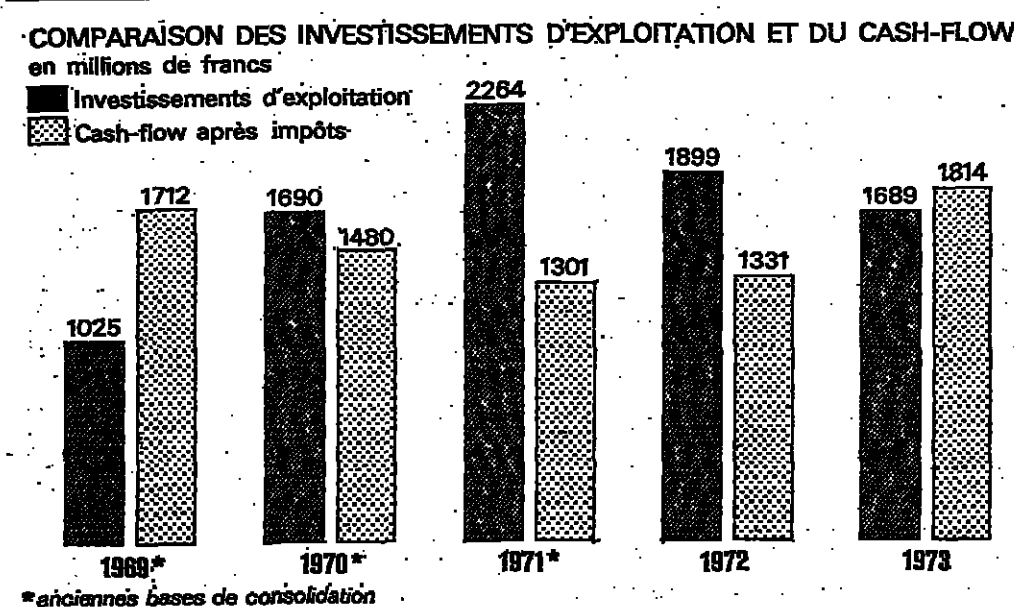
LA RECHERCHE

NEUVIÈME au classement mondial par son chiffre d'affaires, Rhône-Poulenc occupe le troisième rang par la part de chiffre d'affaires affectée à la recherche, après Ciba-Geigy et Du Pont de Nemours, qui est de 638 millions de francs en 1973.

Cette activité de recherche occupe actuellement plus de 6 000 personnes dont un millier d'ingénieurs ou de diplômés de l'Université.

Les travaux de recherche avancée et appliquée s'effectuent surtout dans quelques centres implantés pour la plupart dans les régions lyonnaises (3 000 personnes) et parisiennes (2 000 personnes). A ces grands centres nationaux s'ajoutent les centres de recherche de la filiale britannique May and Baker.

Tous les secteurs industriels dans lesquels le groupe est engagé bénéficient de son effort de recherche. La diversité du groupe permet d'obtenir d'excellents résultats dans tous les domaines. Certains ont même un rayonnement mondial, comme la chlorpromazine, le rein artificiel et les catalyseurs de post-combustion automobile.



Une place forte à l'étranger

RHÔNE-POULENC s'est toujours tourné vers l'étranger en s'efforçant de développer des activités à l'étranger, c'est-à-dire en installant des complexes industriels sur place avec le souci majeur d'apporter aux pays des techniques et des produits répondant à leurs besoins. Cette fenêtre ouverte vers l'étranger permet à Rhône-Poulenc d'offrir un visage international que nombre de sociétés envient.

Ici, être international ne constitue pas une appellation, mais une doctrine. Être international, pour Rhône-Poulenc, c'est en premier lieu rentabiliser l'effort de la recherche, ensuite faire bénéficier le marché des avantages de l'économie d'échelle, disposer d'un facteur d'équilibre par la répartition géographique des aléas conjoncturels, se lier à une exigence de qualité et se maintenir constamment à l'avant-garde de la technique.

La répartition du chiffre d'affaires de l'année 1973 est là pour confirmer le rôle prépondérant que joue dorénavant Rhône-Poulenc à l'étranger.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France correspond à 53 % (1), ce qui situe Rhône-Poulenc au niveau de ses grands concurrents européens.

Les filiales industrielles installées à l'étranger (onze établissements industriels en Europe, France exclue), sept en Amérique, cinq en Afrique, sept en Asie et dans le reste du

monde, fournissent plus de 26 % de son chiffre d'affaires. Cette part internationale du chiffre d'affaires est réalisée pour plus de la moitié en Europe, 57 %, et pour l'autre moitié dans les pays tiers, dont 14 % au Brésil et 1 % aux États-Unis.

La nouvelle organisation du groupe aura naturellement des répercussions dans les filiales. Elle prévoit la création dans les trois principales filiales géographiques (Rhodia Industriales Químicas et Textiles au Brésil ; Rhodia Inc. aux États-Unis ; May and Baker en Grande-Bretagne), de départements correspondant aux nouvelles divisions.

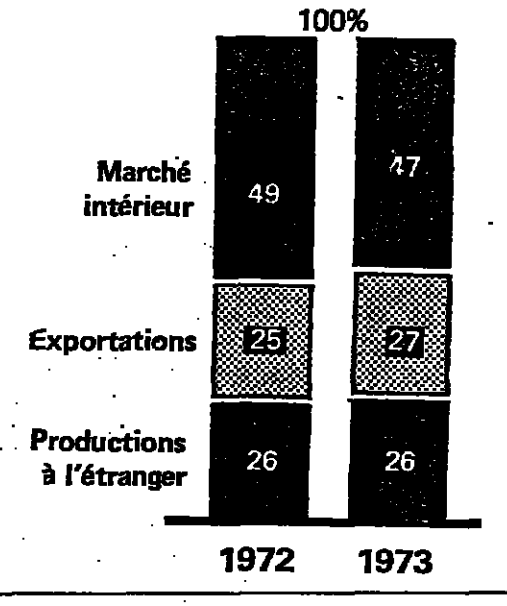
Cette restructuration doit per-

mettre d'accentuer la politique de développement vers l'étranger qui constitue l'un des objectifs prioritaires du groupe. Elle prévoit un renforcement des positions actuelles pouvant aller jusqu'à l'acquisition, si nécessaire, de nouvelles sociétés. Un effort tout particulier sera effectué en Amérique du Nord et en Asie. Il est à noter que, dans cette optique, la Division Textile vient de conclure un accord avec la République populaire de Chine pour la construction en Mandchourie d'une usine de filature de nylon 66.

C'est sous ce nouveau visage que le groupe Rhône-Poulenc apparaîtra le 1^{er} janvier 1975. Les vicissitudes du moment n'altèrent en rien l'optimisme du président Renaud Gillet, qui conclut son intervention lors de l'assemblée générale du 20 juin en ces termes :

« Le bon équilibre économique et financier de notre groupe, la cohésion de ses fabrications, la volonté d'atteindre les objectifs fixés me permettent de penser que Rhône-Poulenc, dans ce vaste domaine que représente la chimie, peut aborder l'avenir avec de bonnes chances de succès. »

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES



Principales données financières consolidées du groupe

(En millions de francs)	1973	1972	%
Chiffre d'affaires (hors taxes)	12 259	14 643	+ 19,4
Marge brute d'autofinancement (cash-flow) *	1 331	1 814	+ 36,3
Bénéfice net du Groupe	306	593	+ 92,5
Bénéfice net revenant à Rhône-Poulenc S.A.	263	565	+ 114,7
Bénéfice net par action revenant à Rhône-Poulenc S.A. (en francs)	13,9	29,8	+ 114,7
Investissements d'exploitation	1 899	1 689	- 11

(*) Bénéfice net + dotations aux amortissements et aux provisions hors exploitation.

Des cures mondaines

FRANCE : une exceptionnelle richesse
mais peu séduisanteGRANDE-BRETAGNE : des « points
d'eau » aux « fermes de santé »

« CURE active » fondée sur la thérapie du mouvement ou méthode traditionnelle de traitement ? La question a divisé les esprits lorsqu'il s'agit, au sein de l'Association internationale pour le thermalisme et le climatisme, de trouver des principes communs pour un traitement moderne dans les stations thermales de cure. Les défenseurs de la cure active étaient les représentants des stations de cure venues des régions germanophones et des pays de l'Europe de l'Est. Les Français et les Italiens se tiraient, tout au long des discussions qui se prolongèrent durant environ deux années, sur une position plus conservatrice, les Britanniques, quant à eux, restant à l'écart de ces échanges de vues, n'étant pas membres de l'Association internationale.

A l'automne 1973, un accord fut finalement trouvé au sein de la FITEC. Il était dans le sens de la thérapie de mouvement et de la cure active. Mais les Français et les Italiens, selon les dires d'un porte-parole de l'Association allemande des stations balnéaires, « ne se sont ralliés qu'à contre-cœur », et ils se sont réservés dans un document le droit de procéder, le moment venu, à un examen supplémentaire de la décision prise.

L'adaptation des stations à la « remise en condition » des curistes, soumis aux agressions des sociétés industrielles, est visible de l'extérieur, dans les nouvelles installations de recherche et de traitements médicaux, dans les centres de thérapie par le mouvement ou bien tout simplement dans le spectacle du client en surêtement, que l'on rencontre dans le parc de la station, ce qui il y a cinq ans n'aurait pas été concevable.

Quelles transformations les stations balnéaires d'Allemagne, de France, d'Italie et de Grande-Bretagne ont déjà subi ou subissent encore, tel est le thème des quatre contributions qui suivent. Il est plus difficile de se faire une idée de l'évolution de la fréquence des séjours dans les lieux de cure européens. Les derniers chiffres rassemblés par l'Association internationale pour le thermalisme datent de 1972. D'après ces chiffres, les stations françaises avaient reçu 417 124 curistes pour 8 000 962 nuitées, et les Allemands annuellement 4 millions 722 420 curistes et 78 millions 732 nuitées. Ces chiffres comprennent aussi, bien sûr, les personnes qui viennent seulement chercher quelque repos en ces endroits.

Le patrimoine thermal de la France est d'une exceptionnelle richesse. A croire que toutes les fées des eaux se sont penchées sur l'Hexagone pour faire don à ce pays de douze cents sources exploitables, aux vertus variées mais certaines.

Jaillissant en plaine, en montagne ou au bord de la mer, ces sources ont été domestiquées dans une centaine de stations réparties et agréées par la Sécurité sociale. On y soigne les affections les plus diverses en fonction des qualités spécifiques des eaux capées.

Ainsi les eaux sulfurees calciques chaudes et oligo-métalliques d'Aix-les-Bains sont bonnes pour les rhumatisants ; les eaux ferrugineuses et azotées du Mont-Dore se révèlent efficaces dans le traitement des maladies des voies respiratoires ; les eaux carbo-gazeuses chlorurées sodiques et magnésiennes de Châtelguyon sont salutaires pour ceux qui souffrent du foie, de l'intestin ou des agressions par colibacilles. Scientifiquement, les hydrologues ont dressé l'inventaire des sources, analysant les eaux tandis que la thérapie thermique se précède grâce aux travaux des chercheurs et aux données de la statistique. Nous vivons une époque de grand scepticisme et en matière thermique on ne peut plus se satisfaire de l'empirisme teinté de mysticisme des Romains, qui venaient prendre les eaux en Gaule, où l'on trouve de nombreux vestiges de leurs thermes.

La mystique dont on entourait les lieux des sources a été remplacée par l'hydrologie, et il ne fait aucun doute aujourd'hui qu'un traitement thermal bien conduit dans une station calme, saine et confortable apporte soulagement à certains maux. En cette période où l'homme découvre les méfaits de la pollution et éprouve le besoin de plus en plus fréquent de rompre un rythme de vie éprouvant, le thermalisme, qui est une forme élaborée du retour à la nature, a un rôle sanitaire à jouer. En France, hélas ! on s'en soucie moins qu'en Allemagne, en Italie et dans les pays de l'Est.

L'âge d'or du thermalisme français est passé. Il commençait sous le Second Empire, où la bonne société, en se rendant aux eaux, avait donné aux stations des positions mondaines. C'était à l'époque la manière élégante de prendre des vacances, la justification des jeux de casino et aussi des escapades loin des conjoints. Eyrie était à Aix-les-Bains avec Lamartine, Eugénie de Montijo à Biarritz, Victoria à Luxeuil, les souverains orien-

taux à Vichy. La manie du voyage, les congés annuels obligatoires, l'attrait de la mer et des sports nautiques, la décolonisation et aussi les progrès énormes de la chimiothérapie ont relégué le thermalisme au rang des activités démodées. On peut dire aujourd'hui sans crainte d'être démenti que, sans la Sécurité sociale, le thermalisme français serait moribond. Les curistes — dont les traitements et une partie des frais de

séjour et de voyage sont pris en charge par la Sécurité sociale — composent à raison de 80 % la clientèle des stations. Le client « libre », c'est-à-dire celui qui assume lui-même tous ses frais de cure, de séjour et de voyage, qui descend dans les bons hôtels et risque le soir venu quelques billes sur les tables de roulette, est devenu, à cause de sa rareté, un individu convoité par tous les responsables thermaux.

Un état languissant

Avec quatre cent mille curistes, les stations thermales françaises, qui pourraient aisément en accueillir plus d'un million, se trouvent dans une situation de stagnation depuis dix ans. La vétusté de certains établissements, les limitations séculaires des cures, le peu d'enthousiasme des jeunes médecins, le manque d'animation autour des sources, les prix élevés pratiqués à l'égard des curistes libres et, en revanche, les tarifs quasi mesquins imposés aux établissements qui reçoivent les curistes sociaux, font que l'économie thermique française souffre d'asphyxie.

Si la vente des eaux minérales en bouteilles représente un chiffre d'affaires annuel de 2 milliards de francs, le chiffre d'affaires du thermalisme ne dépasse pas 1 milliard.

Sur le chapitre de ses statuts, le thermalisme français offre un éventail exemplaire. Aix-les-Bains est une station d'Etat dont les thermes nationaux ont été modernisés et qui est la plus prospère des stations françaises (trente mille curistes par an). Il existe une station appartenant au domaine privé de l'Etat depuis

Louis XIV dont l'exploitation est confiée à une société fermière, Vichy, dont le « fermier » est le groupe Leven (source Perrier). On trouve aussi des stations municipales comme Salles-de-Béarn, des stations privées comme celles de la chaîne du soleil (Barbotan, Eugénie, Saint-Christau, Molist, Gexou) ou s'exerce un louable effort de rénovation.

Enfin, ces dernières années, la thalassothérapie, qui est une certaine façon de prendre la mer, a permis le démarrage de nouvelles stations comme Quiberon, où le champion cycliste Louison Bobet a repris en les améliorant les techniques de thalassothérapie proposées des 1890 par un médecin d'Arcachon et livrées au public dès 1900 à Roscoff par le docteur Bagot.

Au moment où chacun découvre la valeur de l'environnement et l'importance des thérapeutiques naturelles, le thermalisme français dispose, dans des sites privilégiés, de traitements de haute qualité scientifique. Il est sérieux. Il lui reste à devenir séduisant.

MAURICE DENUZIERE
(Le Monde)

DURANT les cinquante dernières années, presque toutes les stations thermales britanniques se sont transformées en centres de soins pendant progressivement leur fonction thérapeutique. Les pavillons et autres salles des fêtes, jadis occupés par la clientèle élégante qui faisait es « cures » d'eaux salines, ferrugineuses ou autres, ne sont plus à présent que des attractions touristiques.

L'institution, il y a vingt-cinq ans, du Service national de santé (qui fournit des soins gratuits à tout résident en Grande-Bretagne) a été une étape significative à cet égard.

La création dans tous les hôpitaux de services spécialisés dans le traitement des rhumatismes et des maladies arthritiques a signifié que le malade pouvait être traité sur place. L'utilisation de la thérapie médicamenteuse pour soigner ces affections alla, croissant, supprimant ainsi, dans de nombreux cas, la nécessité de recourir à des cures thermales ; de même le développement de l'application de l'électrothérapie diminua l'utilisation de l'hydrothérapie.

Quelques petits centres médicaux subsistent dans certaines anciennes stations thermales, mais seules celles de Bath et de Loughborough offrent encore une panoplie complète d'hydrothérapie. D'ailleurs, la plupart des malades sont envoyés dans ces deux stations par le Service national de santé. Ainsi, l'an dernier, il y en a eu 40 000 dans ce cas à Bath et 15 000 à Loughborough (près de Birmingham) contre respectivement 1 500 et 200 clients privés.

Les services de cures n'ont au-

cune possibilité d'hospitalisation et tous les traitements appliqués ne le sont que sur prescription médicale. Les malades qui ne sont pas couverts par le Service national de santé et qui viennent, sur ordre de leur médecin personnel, à titre privé, doivent payer pour chaque acte thérapeutique de 75 pence à 2 livres, qu'il s'agisse de massages, de diathermie ou de douches spéciales.

« Tout dépend des médecins », nous a dit M. Harry Wood, qui gère la station de Loughborough. « S'ils croient que les pilules peuvent guérir certaines maladies, ils les prescrivent. Mais pour l'instant, ils sont de notre bord. » Il estime que l'avenir peut être envisagé d'une manière raisonnablement favorable, mais il admet néanmoins que l'attitude du Service national de santé sans déterminante. De toute manière, constate-t-il, avec un point de regret, « les fastes des pavillons, des salles de fête et des kiosques à musique sont bien révolus ».

Les deux stations thermales peuvent dispenser aussi bien des soins traditionnels qu'utiliser l'équipement électrique le plus perfectionné pour soigner les malades, car le personnel suit la formation nécessaire pour connaître les techniques de soins les plus modernes. Pourtant, Bath, par exemple, où il y eut jadis des bains romains, dépend de l'attitude que prendra en fin de compte le Service national de santé. Si ce dernier refuse d'y envoyer les malades qui dépendent de lui, le centre de soins ne pourra être entretenu, estime la municipalité qui en a la gestion : « Ce problème est toujours en discussion, mais l'éventualité d'une décision défavorable nous préoccupe », admet M. John Clifton, directeur de la station.

Pour perpétuer
la tradition

Etant l'unique station de Grande-Bretagne à posséder des sources thermales chaudes, le sentiment prévaut dans la région que cette richesse naturelle devrait être mise d'une manière ou d'une autre à la disposition de tous, même si le Service national de santé décide de ne plus y envoyer de malades. Chaque jour, à Bath et à Loughborough, l'eau minérale est pompée dans les pavillons et servie aux visiteurs. Mais cela ne se fait plus pour des raisons thérapeutiques. Il s'agit surtout de perpétuer, nostalgiquement, la tradition, qui veut que le touriste puisse « prendre les eaux ».

Les stations thermales britanniques se sont développées en fonction du mode de vie aristocratique au début du dix-neuvième siècle. Les changements sociaux et les différentes manières de vivre, de dépenser et de manger ont contribué à amoindrir la prospérité des stations thermales. La version moderne des « eaux » à prendre est la cure contre l'obésité. Et on retrouve les excès du ennoblement dans les « fermes de santé » qui, ces dernières années, ont proliféré en Grande-Bretagne. Situées dans des propriétés de campagne, elles permettent aux hommes d'affaires d'échapper à la tension de leur activité habituelle, et surtout à la ronde infernale des repas d'affaires. Mais leur développement rapide ne semble pas inquiéter outre mesure les gérants des stations thermales. Sans doute parce que le rôle ancien des stations thermales est devenu de plus en plus sérieusement médical.

CYRIL RAINBRIDGE
(The Times)

STATIONS PARMI D'AUTRES

Il est exclu de dresser une liste exhaustive des stations thermales européennes. Si la Grande-Bretagne n'a guère plus que deux centres en plein essor : Bath et Loughborough, en Allemagne fédérale, en France et en Italie, les points de cures se comptent par plusieurs centaines. Voici quelques noms, classés par pays et selon les affections traitées.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

MALADIES DE L'APPAREIL CIRCULATOIRE :
Baden-Baden, Badenweiler, Driburg, Nauheim, Oeynhausen, Orb, Pyrmont, Wildungen.

MALADIES DES VOIES RESPIRATOIRES :

Baden-Baden, Badenweiler, Bad Harzburg, Nauheim, Pyrmont, Reichenhall, Wiesbaden.

MALADIES RHUMATISMALES :

Aachen, Baden-Baden, Badenweiler, Ems, Harzburg, Kreuznach, Nauheim, Oeynhausen, Orb, Pyrmont, Reichenhall, Salzgitter.

MALADIES GYNECOLOGIQUES :

Baden-Baden, Driburg, Harzburg, Kissingen, Pyrmont, Reichenhall, Zwischenahn.

FRANCE

MALADIES DE L'APPAREIL CIRCULATOIRE :

Bourbon-Lancy, Royat, Salles-de-Béarn, Barbotan.

MALADIES DE L'APPAREIL DIGESTIF :

Vichy, Le Bourgneux, Vals, Châtelguyon, Etables (obésité), Plombières.

MALADIES DE L'APPAREIL URINAIRE :

Vittel, Capvern, La Preste, Saint-Nectaire.

MALADIES DE LA PEAU :

La Roche-Posey, Moulins, Uriage, Le Bourgneux.

MALADIES DE LA FEMME :

Luxeuil, Salles-de-Béarn, Saint-Sauveur, Plombières.

MALADIES DE LA NUTRITION :

Vals, Fougères, Ardes, Evian.

MALADIES DES OS, DES ARTICULATIONS, DES MUSCLES :

Bourbon-Lancy, Aix-les-Bains, Amélie-les-Bains, Bagnat-de-Bigorre, Bourbonne-les-Bains, Dax, Bourbon-Farouches.

MALADIES DU SYSTÈME NERVEUX :

Lamouille, Nérès, Divonne.

MALADIES DES VOIES RESPIRATOIRES :

Le Mont-Dore, Engieles, Canters, Allard, Luchon, Challes, Naxos.

ITALIE

MALADIES DES ARTICULATIONS :

Vinadio, Sirmione, Abano, Lignano Sabbiadoro, Cervia, Bains de Lucente, Bains de Viterbe, Agnauo, Lacco, Ameno.

Marignetta-di-Savola, Terme Luigiane, Sciacca, Santa-Cesarea.

MALADIES DE L'APPAREIL DIGESTIF ET DU FOIE :

Saint-Vincent, Bognanico, Boario, Recoaro, Fiejo, Montecatini, Chianciano, Castellammare-di-Stabia, Castroreale.

MALADIES DES VOIES RESPIRATOIRES :

Luzia, Salice, Tabiano, Tresco, Sirmione, Bormio, Riolto, Forcetta, Bains de Tirolo, Castelletto, Terme Luigiane, Sciacca, Vulcano.

MALADIES GYNECOLOGIQUES :

Aquile, Salice, Salsomaggiore, Parma, Castroreale.

MALADIES DU REIN :

Garosio, Graglia, San-Pellegrino, Chianciano, Roveto, Fiejo.

MALADIES DU CŒUR ET DE LA CIRCULATION :

St-Omobono-Imagna, Comano, Verorio, Roccamare, Livio, Chianciano, Castagna.

MALADIES ENDOCRINES :

Luzia, Roccamare, Merano, Brennero, Bains de Lavinia, Bains de Briss, Montebelluna.

Un entretien avec

(Suite de la page 15.)

« Nous devons nous garder des excès : ni les condamner ni les louer sans restrictions. Il s'agit de dégager des éléments d'information suffisamment précis pour permettre au conseil d'administration de la conférence de l'O.I.T. de formuler des jugements motivés sur les conséquences de l'action des multinationales. Et, peut-être, de proposer un « code de bonne conduite », dont les conditions seraient acceptables par tout le monde et bénéfiques pour les travailleurs.

« Ces études éclaireront des aspects primordiaux : dans quelle mesure les investissements réalisés à l'étranger par des firmes multinationales affectent-ils le niveau d'emploi des pays d'origine ? Ces investissements réalisés dans les pays en voie de développement créent-ils des emplois ? Les transferts de techniques opérés par les multina-

tionales contribuent-ils à l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre ? D'autres rapports auront trait à l'action des multinationales concernant les conventions collectives ou à l'action de l'inspection du travail au niveau de ces firmes.

Pas de boulimie

« Que deviennent les meilleurs règlements du monde, s'ils ne sont pas appliqués ? L'O.I.T., comme d'autres organismes internationaux, donne souvent l'image d'une machine très lourde mais peu efficace. Qu'en pensez-vous, au sein de vos nouvelles fonctions ?

« L'O.I.T. n'a ni souveraineté ni pouvoir de coercition. Mais elle a mis en place un mécanisme de contrôle de l'application des conventions et des recommandations. Ce système est relative-

ment efficace avec le temps, dans la mesure où les gouvernements sont tenus de nous envoyer des rapports sur les conditions dans lesquelles ils appliquent ou non les cent quarante conventions internationales du travail. Grâce à cet examen très systématique, nous avons tout de même obtenu, graduellement, que le principe des conventions soit respecté.

« Des exemples sont encouragés, tels que les normes adoptées en matière d'hygiène et de sécurité, la prévention des risques professionnels (les substances cancérogènes étaient à l'ordre du jour à la conférence de juin), la sécurité, le travail des femmes, etc. Mais je n'ai pas jusqu'à soutenir que les conventions ne sont pas violées, qu'un langage un peu hypocrite cache de sérieuses défaillances !

« Je suis à la tête d'un secrétariat et non pas de l'Organisation. Il faut faire la diffé-

rence entre la part qui revient au Bureau international du travail et celle qui revient à l'Organisation, cette grande assemblée de cent vingt-cinq pays. Il est important à mes yeux de dépeupler le secrétariat des contraintes administratives. Il faut que cette Organisation fasse, beaucoup mieux, un beaucoup plus petit nombre de choses.

« Les organisations internationales souffrent de boulimie. Elles ont tendance à vouloir tout faire, à se déclarer universellement compétentes, ce qui est profondément faux. J'estime que l'O.I.T. devrait non pas « revenir à ses sources », expression un peu suspecte, mais elle devrait mieux marquer que son but initial est toujours valable : l'amélioration des conditions de travail. Ce qui veut dire que l'O.I.T. ne doit pas traiter, par exemple, de la réforme du système monétaire international, quel que soit l'intérêt de cette

(Publicité)

GOUVERNEMENT DU KENYA

KENYA PIPELINE COMPANY LIMITED

CONSTRUCTION DU PIPE-LINE MONBASA/NAIROBI
POUR PRODUITS BLANCS DU PÉTROLE

AVIS INTERNATIONAL D'APPEL D'OFFRES

Le Gouvernement du Kenya envisage la construction d'un pipe-line destiné à transporter des produits blancs du pétrole de Monbasa à Nairobi pour distribution dans la partie centrale du pays, au Kenya et en Ouganda. Le Gouvernement a fondé une compagnie nationale qui a pour nom Kenya Pipeline Company Limited, afin d'exploiter ce pipe-line et les activités auxiliaires. La construction de l'ensemble du système est prévue pour débuter au cours du deuxième trimestre 1977, dans le but d'en commencer l'exploitation commerciale en janvier 1977.

Le pipe-line aura une longueur d'environ 282 miles (454 km). Il devra avoir un diamètre de 14 pouces (environ 35,5 cm). Epaisseur de paroi principalement 0,281". Tube acier API Std. 5 LX 52 ou 5 L S 52, enduit au goudron, enrobé, enterré à 30 pouces de profondeur (environ 76 cm) et protection cathodique. L'itinéraire du pipe-line suivra généralement la grande route Monbasa/Nairobi, et passera à une altitude maximale de 5.500 pieds (environ 1.650 mètres).

Il y aura quatre stations initiales de pompage, chacune d'environ 5.200 CV. Le n° 1 à Monbasa, les n° 3, 5 et 7 à intervalles d'environ 72 miles (environ 115 km) le long de la route allant à Nairobi. Les pompes seront à moteur électrique, sauf à la station n° 5, où une propulsion par moteur diesel sera requise au début.

Au terminus de réception de Nairobi le dépôt comprendra 11 réservoirs, de capacités allant de 8.500 à 87.000 bbls. Quatre d'entre eux seront à toit flottant. Des installations de chargement rail/roue seront prévues pour la distribution des produits dans la partie centrale du pays, au Kenya et en Ouganda.

L'ensemble du système sera contrôlé et supervisé depuis le quartier général de la Kenya Pipeline Company au terminus de Nairobi. Les télécommunications se feront par le réseau à micro-ondes EAP & T.

Les entreprises internationales de pipe-lines, appartenant aux pays de la B.I.R.D. (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) sont invitées à se préqualifier pour présenter leur offre en vue du système complet de ce pipe-line, en soumettant les preuves de leur compétence, de leur expérience et de leurs moyens, tant financiers qu'en personnel et en équipement. Les documents de préqualification doivent être adressés à :

Pencol Engineering Consultants

19, Grosvenor Place

LONDON SW1X 7HP

Grande-Bretagne.

Ils devront être parvenus au plus tard le lundi 28 juillet 1974 à midi.

100-110-120

aux nouveaux havres de soins

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le ruban bleu

L'ALLEMAGNE fédérale détient sans conteste le « ruban bleu » des curistes. Plus de 5 millions d'entre eux ont fréquenté en 1978 les deux cent cinquante stations thermales et balnéaires de la République fédérale. Les soins dispensés à cet effet — depuis la simple cure d'eau minérale jusqu'au bain de boue en passant par des traitements plus sophistiqués — se sont traduits pour l'ensemble de la profession par un chiffre d'affaires de l'ordre de 350 millions de deutschemarks, les nôtres représentent à elles seules 84,6 millions de deutschemarks.

Cependant, si l'on s'en tient aux seules stations thermales, ces chiffres déforment quelque peu la réalité. En effet, ils incluent à la fois les centres de cure à titre purement médical et les estivants visant simplement pour se reposer. Les époques spécifiquement consacrées aux cures de bains de boue et d'eaux minérales fournissent à cet égard des éclaircissements. Cent cinquante stations thermales ayant cette vocation ont rassemblé en 1973 2 058 967 curistes, dont 40,2 % — soit un peu plus d'un million de personnes — pris en charge par les caisses de Sécurité sociale, de retraites et d'assurance-maladie.

Le nombre croissant de curistes pris en charge par les organismes sociaux reflète la mutation qui se produit dans les stations thermales allemandes depuis quelques années. Cela concerne également les vingt à vingt-cinq stations les plus renommées, internationalement connues, au passé « princier », lieux de rendez-vous de la haute société à l'époque où rois et empereurs comptaient ensemble parmi leur clientèle, ce qui aujourd'hui encre les nimbés d'une ambivalence particulière (comme, par exemple, à Badenau, où l'on se souvient de la venue d'un air de snobisme « High Society »). Mais ces stations également ont subi une indéniable transformation du côté de leur clientèle.

La distinction entre classes sociales tend peu à peu à disparaître. La possibilité, pour des milieux de plus en plus nombreux et divers, de prétendre aux bénéfices et aux avantages de la Sécurité sociale fait que le curiste peut aussi bien être un ouvrier qu'un directeur de société. Celui qui est ainsi pris en charge bénéficie, pendant trois à quatre semaines, de vingt-cinq à trente séances de soins. Mais le curiste qui paie de sa poche n'en prend que cinq à six tout au plus.

Par rapport aux curistes privés, le nombre des curistes pris en charge est de 46 % plus élevé à Baden-Baden, de 10 % à Bad-Pyrmont, en Allemagne du Nord, et atteint 80 % pour le reste des petites stations thermales disséminées sur l'ensemble du territoire. « Les villes d'eaux ne sont plus aujourd'hui des villages d'été isolés ; leur rôle comme institutions destinées à l'amélioration de la santé publique va croissant », déclare un directeur de station balnéaire. Et un autre : « Les stations thermales ont un rôle spécifique de santé à remplir, d'ailleurs désigné par la loi. Elles ne peuvent pas être des lieux de vacances banales. Et elles doivent orienter leur développement futur en fonction de cette qualification essentiellement médicale. »

Cependant, les opinions divergent sur les objectifs. Plus que certaines autres villes d'eaux, Wiesbaden et Baden-Baden tiennent à conserver leur réputation de lieux de rencontre de la haute société et de centres de congrès. Mais, dans les stations thermales

de Forêt-Noire, fréquentées jadis par les aïeuses royales et impériales, on pense aussi que la maintenance des seules traditions est nuisible, et l'on stigmatise l'attitude conservatrice de Baden-Baden durant ces vingt dernières années. C'est pourquoi l'on s'est fixé comme objectifs de favoriser l'accès des classes moyennes et de lutter contre la concurrence des

apprécié l'ambiance locale, repartant avec l'intention de revenir, l'année ou la saison suivante, en véritables curistes. Non, la mutation qui s'effectue aujourd'hui dans les stations thermales allemandes n'est pas simplement due au fait que « les empereurs et les rois y sont devenus plus rares ».

HANS STOLLHANS.
(Die Welt.)

ITALIE : des « mines d'eau » très anciennes

EN Italie, où les sources d'eau chaude sont nombreuses, les thermes ont une origine très ancienne : II^e siècle avant J.-C. et même avant. Aujourd'hui il existe plus de 160 établissements de cure, du plus grand au plus petit, qui emploient directement plus de 6 000 personnes, auxquelles il faut ajouter le

personnel des hôtels et des autres commerces plus ou moins liés à leurs activités.

Un million six cent mille personnes ont utilisé les services thermaux en 1973, ce qui représente un total de 16 millions de journées de présence. La durée moyenne d'une cure se situe entre 15 et 30 jours. Près de 65 % de ces curistes ont bénéficié d'une mutuelle, alors que le reste, soit 35 %, supportait personnellement les frais de cure. Les tarifs consentis aux mutuelles sont inférieurs de 30 % aux prix affichés.

Depuis une vingtaine d'années, les centres de cure thermique ont progressivement changé de nature. Alors que par le passé ils représentaient des centres d'activité touris-

que et de vie mondaine, aujourd'hui on met l'accent sur l'aspect thérapeutique des cures. Les stations thermales deviennent des centres médicaux de premier ordre, dotés d'un équipement moderne; et elles bénéficient de l'assistance de spécialistes de toutes les maladies en traitement.

On perfectionne de nouvelles méthodes pour améliorer et approfondir les analyses des eaux, non seulement afin de découvrir de nouveaux principes thérapeutiques, mais aussi pour spécialiser chaque établissement thermal dans des genres de cure adaptés à son type d'eau. Un thermalisme social est en train de naître, dont le but est d'offrir à tous les citoyens la possibilité de profiter de ces cures.

Où l'on retrouve l'IRI

Les établissements thermaux les plus importants (Acqui, Aagnano, Casciana, Castella, Lucca, Montecatini, San-Marino, Castiglione, Chianciano, Merano, Montecatini, Recoaro, Salice, Salsomaggiore, Sibarite, San-Cesarea, Stabiane) sont à capitaux majoritaires de l'IRI et gérés par l'office autonome de gestion des entreprises thermales (EAGAT). Les autres sont la propriété d'organismes locaux ou privés. Le bilan de l'EAGAT pour 1973 fait apparaître que 10 millions et demi de prestations ont été fournies à 535 000 curistes. En 1972, le chiffre d'affaires brut s'est élevé

à 23,3 milliards de livres. Au cours des dix dernières années, 30 milliards ont été dépensés pour la modernisation des installations, et à l'avenir ces investissementstront certainement en grandissant.

Les stations thermales se situent surtout dans des régions en dépression économique. Leur puissance, alliée à leur pouvoir d'incitation sur de nombreuses activités « satellites », est une chance pour l'emploi et le progrès économique local.

BRUNO GHIBAUDI
(la Stampa)

**Nous vous vendons l'Angleterre
pour 150F-et nous y ajoutons
même l'Ecosse et le Pays de Galles!**

150F, c'est tout ce que vous cotise le Beirail-Pass pour une durée de 8 jours, le billet qui vous permet d'aller où vous désirez et qui vous donne la liberté de voyager en train partout en Angleterre — et même en Ecosse et au Pays de Galles sans supplément de prix.

En utilisant le fameux réseau ferroviaire Inter-City desservi par 1000 trains express par jour, vous pouvez visiter la Grande-Bretagne économiquement et confortablement sans gaspiller le temps précieux de vos vacances.

De Londres vous pouvez être en Ecosse en 5h, au Pays de Galles en 2h ou à l'une des stations balnéaires de la Côte Occidentale en 3h. Puis il y a des trains régionaux qui vous amèneront vers des villes plus calmes et des sites pittoresques. Votre Britrail Pass est valide sur tous les trains dès votre arrivée en Grande-Bretagne.

Il existe un type de Boitrail Pass qui convient aux besoins de chacun. Les prix sont incroyablement avantageux si vous les comparez à ce que vous auriez normalement à dépenser pour un voyage touristique:

	8 jours	15 jours	22 jours
Britrail Pass (adultes, 2ème classe)	150 F	265 F	350 F
Britrail Pass (adultes, 1ère classe)	225 F	400 F	525 F
Britrail Youth Pass (2ème classe)	115 F	175 F	—

(Le Youth Pass n'est que pour les jeunes de 14 à 22 ans révolus; les enfants de 4 à 13 ans révolus paient moitié prix).

Pour arriver en Grande-Bretagne, cela est très facile. Prendre tout simplement un train pour Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe ou Cherbourg, puis embarquer à bord de l'un des bateaux Sealink, rapides et confortables. Commencez vos vacances par une croisière! Ou bien voyagez à bord d'un agrodélicieux Seaspeed de Calais ou de Boulogne.

Le Britrail Pass n'est destiné qu'aux visiteurs. Vous ne pouvez pas l'acheter en Grande-Bretagne. Achetez-le à votre Agence de Voyage ou remplissez le coupon ci-dessous pour obtenir une brochure gratuite qui vous donnera tous les renseignements sur le Britrail Pass et sur les voyages par train en Grande-Bretagne.

**British Rail, 12 Bd de
la Madeleine, 75009 PARIS**

Veuillez me faire parvenir votre brochure gratuite en couleurs sur le Brinail Pass et les voyages par train en Grande-Bretagne.

NOM _____
ADRESSE _____

Venez visiter la Grande-Bretagne par le train 

M. Francis Blanchard

réforme pour la condition de
chacun de nous.

« En revanche, l'O.L.T. est solidement armée lorsqu'il s'agit de la Sécurité sociale, des relations professionnelles, des conditions du travail, de l'emploi ou de la distribution des revenus. Cela implique une très grande exigence sur la connaissance des problèmes. Mieux vaut faire une bonne étude que dix qui ne valent rien ou qui ne sont qu'un assemblage de textes hétéroclites.

» C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance aux travaux de recherches qui, par exemple, concernent les multinationales ou la relation entre l'emploi et la distribution des revenus, qui n'est pas très clairement mise en relief.

» Ces problèmes sont d'une extraordinaire complexité, et il faut refuser évidemment de glisser sur les terrains purement idéologiques. Je souhaite

que, dans les années à venir, cette organisation stimulée, rassemblée, entraînée par un nouveau débarras de certains problèmes politiques qui freinent sa démarche, contribue à répondre au défi de la fin de ce siècle. Elle nous amènerait à des schémas très différents de ceux sur lesquels nous sommes installés. Il ne doit pas y avoir de limite à notre audace, lorsque nous parlerons de l'organisation du travail, de sa durée, de l'emploi, des loisirs, des revenus.

» Sans prétendre déboucher à une société stéréotypée où nous serions tous comme les abeilles dans une ruche, l'O.L.T., par une série d'approximations et à condition d'aborder les questions avec rigueur, peut contribuer à élaborer des solutions originales. »

Interview recueillie par
JOANINE ROY.
le Monde.

Social

LES JEUNES ET LE PREMIER EMPLOI

Europa X
EUROPE
OCEAN
EUROPA

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les plus exposés :
les élèves des écoles primaires

Les places d'apprenti dans les entreprises se font plus rares et l'accès aux écoles supérieures devient plus limité ; voilà qui rend la lutte pour le premier emploi plus âpre en République fédérale d'Allemagne. Dans cette lutte, les élèves des écoles primaires sans certificat d'études sont les plus exposés. Ils ne représentent pas moins d'un tiers environ de chaque promotion d'école élémentaire.

L'ironie du destin veut que ce soit justement ce groupe défavorisé qui ait profité le plus rapidement du « boom » de l'éducation caractéristique des années 60. Ils sont donc encore maintenant de nouveau ce qu'ils étaient autrefois : le sujet de préoccupation numéro un de l'éducation nationale. En effet, le vent a tourné. De 1969 à 1973, le nombre des places d'apprenti offertes a diminué de presque moitié. Si toutefois les élèves sortant des écoles avaient encore le choix entre quelque six cent cinquante mille places d'apprenti, l'année passée on n'en comptait plus qu'environ trois cent cinquante mille. Pour cette an-

née les premiers calculs aboutissent au chiffre de trois cent vingt-six mille. Ils montrent que le recul se poursuit, même si la tendance se ralentit.

Les motifs de la « lassitude à éduquer » perceptible dans l'économie sont au premier chef les exigences plus élevées que la loi sur l'éducation professionnelle impose aux éducateurs : l'obligation de compter dans le temps d'apprentissage de l'entreprise une année pour la formation professionnelle fondamentale ; et enfin l'appréciation de la conjoncture.

Les services fédéraux du travail lancent déjà un avertissement. Ils craignent que davantage de jeunes gens ne soient contraints de s'employer comme travailleurs auxiliaires s'ils ne trouvent aucune place d'apprenti. Pire encore : « Dans le cas d'une chute encore plus considérable de l'offre de places d'apprentissage, nous ne pouvons exclure le danger d'un réel chômage de la jeunesse. »

En même temps le « boom » de l'éducation se maintient au même niveau, et ils est encore renforcé

ces derniers temps par la raréfaction des places d'apprentissage. Au cours de l'année 1971, pour la première fois, plus du dixième d'une génération de la jeunesse de République fédérale a passé le baccalauréat, qui lui ouvre l'accès aux écoles supérieures. Pour 1973, les planificateurs de l'éducation publique envisagent que 23 % seront dans ce cas, et pour 1985 cette proportion pourrait s'élever à près de 37 %.

Cependant depuis plusieurs années le développement des constructions universitaires ne suit plus la croissance du nombre des bacheliers. Dans un avenir prévisible, non seulement il ne sera pas possible de supprimer les nombreux classes mais encore il faudra l'aggraver. Du fait de cette évolution, en nombre toujours croissant les bacheliers se voient contraints et forcés, à renoncer, provisoirement ou pour toujours, à entrer dans une école supérieure, et embourberont tout de suite la vie professionnelle.

HEINZ BLUTHMANN
(Die Welt)

ITALIE

Le fléau du chômage des intellectuels

Le chômage des intellectuels s'est aggravé ces dernières années en Italie, jusqu'à devenir l'un des sujets les plus explosifs du mécontentement national. Pourtant le creux de la vague n'est pas encore atteint. Si l'on en croit les prévisions des experts, le nombre des chômeurs nantis d'un diplôme continuera de croître au cours des prochaines années. Dans une étude pour l'université de Milan, M. Guido Bittig estime qu'à la fin de 1978 il y aura en Italie deux cent cinquante quatre mille diplômés et que les structures économiques ne parviendront pas à les absorber de manière adéquate. Dans les disciplines scientifiques l'excédent de l'offre sur la demande sera de 11,5 %, pour les facultés techniques cet excédent sera supérieur à 26 %, quant aux autres disciplines il dépassera les 77 %.

Tous ces diplômés sans emploi ne finiront pas nécessairement sur les listes de chômage. Après quelques tentatives pour trouver un travail correspondant à leur qualification ils se contenteront de tâches plus modestes dans l'attente d'un mieux qui peut-être ne viendra jamais. Cela engendrera de profondes frustrations, et une partie du patrimoine national aura été dilapidée puisque chaque étudiant coûte en moyenne 630 000 liras par an à la collectivité. Le cas du jeune licencié receveur des sciences physiques, classiques, la proportion était de 14,7. Aujourd'hui la situation est

des transports publics titulaires d'un diplôme n'ont-ils pas fondé à Rome un syndicat qui a compté plus de cent cinquante membres ? Nombre de titulaires d'un doctorat en sont réduits à travailler comme employés subalternes et beaucoup de jeunes licenciés font de la vente au porte à porte ou dans les rayons des grands magasins. Dans maintes villes méridionales, de jeunes diplômés sont employés par les municipalités comme fossoyeurs, appariteurs ou gardiens. Le Sud connaît un chômage des intellectuels encore plus important que le Nord. Les universités de Messine, Palerme, Catania, Naples et Bari fournissent 50 % des diplômés en droit et 43 % des diplômés en lettres et en philosophie ; disciplines qui sont les plus frappées par le chômage.

Une enquête réalisée par le Comité national Economie Travail (CNEL) sur tout le territoire italien a révélé que 73 % des diplômés en droit avaient trouvé un emploi correspondant à leur diplôme dans les trois ans qui avaient suivi leur sortie de l'université. Cette même enquête, qui remontait à 1968 indiquait que 83 % des médecins étaient « installés » dans les trois ans qui suivaient la fin de leurs études. Quant aux jeunes ingénieurs et architectes, 98 % avaient trouvé du travail dans les mêmes délais ; et pour les docteurs en mathématiques, physiques et sciences naturelles, la proportion était de 94,7. Aujourd'hui la situation est

plus difficile, même dans ces disciplines. Des concours administratifs ont lieu dans des salles à peu vides parce que les candidats potentiels jugent les rémunérations offertes peu intéressantes. Dans ce flot de diplômés, les industriels trouvent trop rarement des personnes capables de remplir des tâches de gestion. La troisième conférence européenne pour le développement du management, qui s'est tenue il y a quelques semaines à Turin, a souligné l'écart existant entre la formation de l'université et les besoins des entreprises.

Les inscriptions dans les universités ont quadruplé au cours de ces dix dernières années. Cette énorme augmentation est due à différentes raisons : tendance croissante des diplômés qui ne trouvent pas d'emploi sur le marché du travail à poursuivre des études en se réinscrivant en faculté (en ce sens, l'université devient une voie de garage pour ceux qui ne trouvent pas de travail en puissance) ; abandon de la sélection et libéralisation des moyens d'accès à l'université ; augmentation du niveau de vie ; institution de modèles culturels accentués par l'urbanisation d'un nombre croissant d'Italiens ; idée erronée qu'un diplôme apporte un statut social supérieur et assure des revenus élevés. Ainsi, on constate que les titulaires d'un diplôme qui se réinscrivent à l'université sont plus nombreux dans les régions les plus pauvres de l'Italie.

SERGIO DEVEICHI
(La Stampa)

FRANCE

Hiatus entre la demande et l'offre

En France, les plus menacés par le chômage sont actuellement les jeunes, qui entrent dans la vie active au rythme de près de 600 000 par an. Dès juillet, date de la fin de l'année scolaire, ils risquent de venir grossir les rangs déjà serrés des chômeurs de moins de vingt-cinq ans. Le nombre de ceux-ci est en effet en progression constante, 150 000, fin mars contre 113 000 l'année dernière à la même époque. En outre, leur pourcentage dans le total des demandeurs d'emploi ne cesse de croître de façon inquiétante : 40 % en décembre contre 25 % cinq ans auparavant. L'année sur le marché du travail des générations nouvelles d'après-guerre explique en partie ce phénomène, mais il reste que le problème de l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle est encore mal maîtrisé, ce qui révèle, tant du côté du système de formation que de l'appareil de production, les lacunes que les pouvoirs publics et le patronat s'efforcent de combler.

En théorie, il n'y a pas de difficultés insurmontables pour l'insertion d'un si grand nombre de jeunes dans le circuit économique. Si l'on tient compte des départs à la retraite et de la création de nouveaux emplois, les offres dépassent les demandes. Au reste, comme beaucoup de pays industriels, la France est obligée pour faire tourner la machine économique d'avoir recours à un nombre important de travailleurs étrangers. Le problème essentiel est donc d'ordre qualitatif. À cet égard, les études réalisées pour la préparation du VI^e Plan (1971-1975) démontrent qu'il existe dans certains secteurs, lettres et sciences humaines notamment, pléthore de diplômés, alors que l'industrie réclame des techni-

ciens en plus grand nombre et, de façon générale, un personnel plus qualifié.

L'ajustement, par conséquent, se fait difficilement. La recherche du premier emploi est souvent synonyme de déqualification, chômage et déplacement. Afin d'y remédier, deux lois récentes ont consacré le droit des jeunes n'ayant jamais travaillé aux mêmes allocations que les autres chômeurs, et à une prime de mobilité. Mais le problème de la déqualification, et celui, plus général, de l'indétermination des formations aux débouchés, sont d'une autre nature. Leur solution nécessite une modification des filières de formation qui est nécessairement lente et ne peut s'appliquer qu'à des besoins d'emploi imparfaitement connus et toujours difficiles à prévoir avec précision.

Il existe aussi un certain nombre d'obstacles d'ordre psychologique à l'insertion des jeunes dans la vie active. Ceux-ci acceptent moins bien que leurs aînés la pénibilité et le manque d'intérêt de certains travaux. Pourtant les besoins du système économique sont tels que beaucoup d'entre eux ne seront jamais ouvriers qualifiés ou employés de bureau, aspirations les plus répandues cependant parmi eux. Mais il dépend d'une politique d'ensemble que les conditions de travail, les plus pénibles surtout, soient progressivement améliorées pour satisfaire ce désir d'acceptation.

Un autre type de problème préoccupe actuellement les milieux dirigeants. Universitaires et chefs d'entreprise sont en effet tombés d'accord pour leur en rejeter mutuellement la responsabilité, pour admettre que la réticence observée chez

les jeunes à l'égard du monde du travail a fait tout autant d'impréparation à ses exigences que de méconnaissance de ses réalités. Il existe en effet en France un cloisonnement assez strict entre le système éducatif et le monde du travail, à tel point qu'un très grand nombre de jeunes n'ont jamais eu de contact avec le monde du travail. Jusqu'à leur entrée effective dans une entreprise ou une administration, la nature du travail auquel ils seraient astreints plus de quarante heures par semaine. Pour remédier à de tels inconvénients, plusieurs solutions ont été avancées. À cet égard, la formule de l'enseignement alterné qui existe, selon modalités et sous des appellations diverses, dans le pays anglo-saxon, fait en ce moment un peu figure de panacée. Mais il ne s'agit, en regard aux bouleversements que le monde du travail connaît, d'une solution à terme. Dans l'immédiat, on s'efforce surtout de colmater les brèches. En septembre, la pression des nombreux jeunes à la recherche de leur premier emploi risque en effet d'être vive.

Pour cette raison, le gouvernement est résolu de dépenser à l'automne un projet de loi qui permettrait à ceux qui ont vu durant les premiers temps de leur activité professionnelle une formation complémentaire à temps. La proposition serait en outre facilitée par l'institution d'une indemnité d'attente, qui garantirait durant trois mois une partie de l'ancien salaire. Il s'agirait en quelque sorte de reconnaître aux jeunes un « droit à l'erreur » et de les aider, s'ils le désirent, à se reconstruire. Un premier pas vers la solution de ce difficile problème ?

BERTRAND LE GENDRE
(Le Monde)

GRANDE-BRETAGNE

Une « tournée » qui a de la chance

L'ANNÉE académique qui s'achève est la première année pleine au cours de laquelle la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans a été appliquée. Quatre-vingt-cinq mille jeunes Britanniques ont atteint l'âge de quitter l'école. Le total de ceux d'entre eux qui ne poursuivront pas d'études et qui chercheront à s'insérer immédiatement dans la vie active est évalué aux alentours de six cent mille.

C'est une nouvelle « tournée » qui a de la chance : elle est à peu près sûre de trouver un emploi plus rapidement que leurs prédécesseurs des cinq dernières années. Alors qu'il était fréquent de trouver encore à l'été 1968 le carrousel beaucoup de ceux qui avaient terminé leurs études en juillet, les services de la main-d'œuvre prévoient que, cette année, dès le 1^{er} septembre 90 % des adolescents fraîchement sortis de l'école auront été embauchés. La Central Youth Employment Executive a en effet été créée pour offrir à tous les jeunes de postes à pourvoir qui lui ont été signalés ; ainsi l'Ecosse, zone traditionnellement considérée comme économiquement arriérée en dépit de l'arrivée du pétrole de la mer du Nord, réclame-t-elle à elle seule deux mille cinq cents jeunes de plus que l'an dernier.

Cette extension des possibilités offertes au sortir de l'école est imputable à trois facteurs principaux : la situation générale de l'économie qui est bonne (mais sans doute pas pour très long-

temps) ; le rythme de la production industrielle qui s'accroît pour rattraper le temps perdu en début d'année avec « la semaine de trois jours » ; la prolongation de la scolarité qui restreint cette année le nombre de jeunes lâchés sur le marché du travail.

Le nombre des emplois vacants proposés aux jeunes à la fin de l'année scolaire — qui était tombé très bas (à soixante et un mille) en 1972 du fait de la détérioration de la situation économique — est remonté en flèche dès 1973, franchissant le cap des cent quarante mille pour atteindre cent vingt-huit mille. Ce niveau va probablement être encore dépassé cette année.

L'élévation à seize ans de l'âge de la fin des études scolaires a suscité une controverse passionnée parmi les enseignants, les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes. Il est évident que beaucoup de jeunes considèrent cette obligation de passer une année de plus en classe comme à peu près l'équivalent d'une condamnation à un an de prison ; ils ne font donc aucun effort pendant ce temps. Il reste quand même que le complément d'instruction qui leur est offert permet à un certain nombre d'entre eux de briser ultérieurement de meilleurs emplois.

Une très nette tendance à l'allongement de la scolarité s'était d'ailleurs dessinée spontanément avant que la prolongation soit décidée par la loi. La proportion des adolescents interrompant leurs études dès l'âge minimal était tombée de 70 % en 1964 à 60 % en 1972 (der-

nière année pleine avant l'élévation à seize ans de la limitation légale). Et l'on prévoit que la fin de l'actuelle décennie, le nombre des volontaires pour une ou deux années supplémentaires d'école augmentera de manière spectaculaire. On s'attend donc pour bientôt à une diminution corrélative rapide des effectifs disponibles pour les emplois non qualifiés.

Traditionnellement, c'est dans le commerce de détail qu'il y a le plus d'emplois de cette catégorie. Cette branche s'est déjà trouvée désespérément à court de « petit personnel » l'an dernier, puisque, pour la première fois, les jeunes de quinze ans n'étaient pas présents à l'appel. La situation risque donc de devenir critique pour eux, au point qu'une étude approfondie sur les possibilités d'utilisation de la main-d'œuvre sous-qualifiée a été entreprise par un groupe d'experts.

Dès l'automne prochain cependant, l'économie britannique pourrait battre de l'aile, de sérieux travaux étant escomptés pour octobre ou novembre. Toutefois, d'ici là, 90 % au moins des élèves parvenus en fin de scolarité auront trouvé un emploi. Nombre d'entre eux seront entrés en apprentissage. Et comme il faut trois ou quatre mois pour que les fluctuations économiques atteignent la main-d'œuvre de l'emploi des jeunes, ceux qui quittent l'école cette année gardent de grandes chances de traverser l'hiver sans encombre.

ALAN HAMILTON
(The Times)

Placements et marchés

ARTS POPULAIRES ET TRADITIONNELS

La vogue
des objets
qui ont
une âme

Les vieux objets hérités des sociétés européennes pré-industrielles, longtemps frappés d'indignité, bénéficient aujourd'hui d'un renouveau aux multiples facettes. Le développement des recherches ethnographiques portant sur les sociétés complexes est une des origines du regain d'intérêt suscité par les vieux objets-outils, instruments aratoires et domestiques. Les érudits locaux, les régionalistes passionnés, les musées du folklore ne sont certes pas nés d'hier, mais la création de grands musées modernes, comme, en France, le Musée national des arts et traditions populaires, a rehaussé le statut culturel des vieux objets, entraînés dans la plus humble des quotidiennetés.

Au moment où l'art dit savant s'achemine vers l'éclipse des œuvres, les produits des arts populaires, arrachés à l'univers de l'utilité, se voient conférer, sans restrictions, le label artistique. Le « ratissage » systématique du passé autorise la récupération d'objets qui, non

dénués d'une dimension esthétique, offrent la double caution de la durée et de la rareté. Les arguments de vente des antiquaires de haut rang ne sont pas utilisés au hasard. Telle plaque à crêpes (400 F) est belle comme un Duboutier, et, de surcroît, moins coûteuse. Telle balance à peser les veaux (environ 2 000 F) a la pureté de lignes d'une sculpture moderne.

La grande foule des « décollés » du progrès apprécie, dans ces produits d'un artisanat défunt, les témoignages de la ruralité, la paix du temps, le charme des matériaux traditionnels et l'émouvante trace de la main de l'homme. La rusticomanie, plus ou moins sélective, déferle dans les résidences secondaires. Le tout se métamorphose en porte-manteau, le moyen de charrette en lampe, la roue de ronec en luminaires, la roue de charrette en élément de portail. Le lit breton devient bibliothèque, et le berceau accueille les plantes vertes.

Les vieux objets, enfin, se prêtent aisément à la manie fureuse et à la fringale accumulative du collectionneur : collections orientées d'un thème — le cidre, la bière, la vigne, le lait — ou collections consacrées à de multiples variantes d'un seul objet — coffres, marques à beurre ou à pain, rabots, quenouilles, fourches à poissons, plâtres à loup.

Pour découvrir ces objets qui font rêver et sont en voie de disparition, il est tentant d'aller jusqu'aux derniers utilisateurs : paysans de Bretagne ou de Corse, nouaille, bergers des Pyrénées ou pâtres de Calabre, vieux artisans de Bavière ou de Forêt noire. Il est aussi des solutions plus simples : foires à la ferraille, brocanteurs, salles de ventes et antiquaires spécialisés qui, des prix plus élevés, offrent la trouvaille sur un plateau.

Dans ce champ encore mal balisé économiquement (encore que sur le modèle de la hiérarchie des cotés des œuvres savantes, s'élaborer progressivement une hiérarchie des prix

des objets d'art populaire), il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses. Les témoignages sont plus chers que les objets fabriqués en de nombreux exemplaires. Les objets en bois (quenouilles, rabots, varlopes...) se négocient, chez les antiquaires, de 400 à 800 F, mais un objet grave et daté peut atteindre 1 500 F. Un verre moulu du XIX^e siècle, décoré, portant un nom et une date, parce qu'il a été offert à l'occasion d'un mariage, se vend de 150 à 300 F. Les objets de compagnonnage (carnes, tabatières, gourdes, ensembles de compagnonnage, inscriptions et date, peut atteindre 5 000 à 6 000 F.

La tendance générale est à la hausse. L'offre d'objets authentiques est fixée. La prolifération des faux accroît le « capital » des propriétaires, fut-ce dans les alpages, ont appris avec l'afflux des touristes et des résidents secondaires, que les objets dévalorisés pour eux, au nom de la valeur d'usage, étaient valorisés par d'autres.

au nom de la valeur symbolique. A l'heure actuelle, sous l'effet de la mode et à la faveur des engagements passagers, une certaine confusion règne : des objets d'une grande banalité sont souvent portés chers, mais les bonnes affaires sont encore possibles.

Chacun peut participer au mouvement de renouveau et d'inversion des signes qui alimentent la symbolique sociale. Dans une période d'urbanisation galopante, il est de bon ton de jouer « comme al... » avec des objets d'origine rurale. Quand on habite un hôtel rénové du Marais, aux murs de pierre et aux poutres apparentes, il est de bon ton de retourner aux sources populaires. Mais pour faire un bon placement avec un vieux objet, il faut avoir choisi, c'est-à-dire être connaisseur, au double sens érudit et technique du terme. Reste qu'il n'est heureusement pas nécessaire de savoir choisir pour pouvoir aimer.

RAYMONDE MOULIN.

Objet unique 1.500

501464



PROMOTION IMMOBILIERE INTERNATIONALE

Paris

Un très important groupe français de sociétés de promotion immobilière étend actuellement ses activités à l'étranger, et recherche le responsable capable de structurer le département spécialisé dans les opérations internationales. Ce cadre de très haut niveau sera directement rattaché au Président et au Directeur Général. Il devra organiser l'implémentation des nouvelles filiales étrangères et coordonner leurs activités, ainsi que celles des filiales déjà existantes. Il supervisera toutes les opérations et devra à cet effet avoir une solide expérience de la promotion immobilière sous tous ses aspects et en particulier financiers. Le poste conviendrait à un homme de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, et possédant déjà une dimension internationale. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. Toute information complémentaire sera donnée au cours d'un entretien confidentiel avec notre consultant chargé de la recherche. Ecrire à Paris. Réf. A/2091M

MARKETING INDUSTRIEL

130.000 F

Un très important groupe industriel français recherche pour l'une de ses unités spécialisée dans la conception et la fabrication de matériels de haute technicité, le responsable du marketing. Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé de définir et de réaliser les objectifs et programmes nécessaires à la commercialisation des produits. Son rôle consistera de plus, en liaison avec les laboratoires, à trouver des débouchés pour les produits nouveaux. Ce poste conviendrait à un ingénieur d'au moins 40 ans, diplômé d'une grande école et ayant acquis une très solide expérience de marketing industriel principalement dans le secteur mécanique et si possible électronique. La connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle de l'ordre de 130.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste est à pourvoir en proche banlieue parisienne et promet à un candidat de valeur d'importantes possibilités de développement de carrière. Ecrire à Paris. Réf. A/2096M

DIRECTEUR DU PERSONNEL

100.000 F +

Strasbourg — Une société française spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits de grande consommation (1.300 personnes - 3 usines), filiale d'un groupe multinational leader européen dans son secteur d'activité, recherche un Directeur du Personnel pour son siège à Strasbourg. Dépendant d'un membre du directoire responsable des relations humaines et extérieures, il sera assisté par un Adjoint plus particulièrement chargé des questions administratives et par un service de 16 personnes. Il aura pour mission de définir et mettre en œuvre les politiques dans tous les domaines de la gestion dynamique du personnel (recrutement, formation, structures salariales, définition et évaluation des emplois...). Il prendra personnellement en charge les relations et négociations avec les diverses instances de représentation du personnel et participera activement avec la direction générale à promouvoir une politique dans ce domaine. La direction européenne lui apportera une assistance fonctionnelle sur le plan méthodologique et technique. L'autonomie de ce poste et la valorisation de la fonction personnelle dans la société nécessitent un homme de contacts et de relations, âgé de 33 ans au moins, ayant de préférence une formation supérieure et 5 années environ d'expérience de la fonction (en tant qu'Adjoint à un Directeur du Personnel ou Chef du Personnel usine). Il aura nécessairement une expérience des relations avec les syndicats. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 F pourra être supérieure si l'expérience et la valeur humaine du candidat le justifient. Ecrire à Paris. Réf. A/2099M

CONTROLE DE GESTION

90.000 F

Provence — Une société française de moyenne importance (400 personnes) leader dans la fabrication de certains matériels agricoles spécialisés, recherche pour assurer son développement et maîtriser sa croissance un Contrôleur de Gestion expérimenté. Rattaché au Président de la société, il devra affiner les outils de gestion en participant à la mise en place d'une comptabilité analytique, de tableaux de bord, de plans à court et moyen terme. Il créera un système de recueil et de contrôle des informations pour permettre une gestion prévisionnelle fiable. Il assistera la direction générale dans les opérations bancaires et la gestion de la trésorerie. Sa fonction le conduira à travailler de façon très étroite avec les responsables des différents services tant pour la préparation des budgets et la définition des objectifs, que pour l'interprétation des écarts. En outre, il conseillera la direction de façon permanente pour l'aider à définir les orientations stratégiques. Ce poste doit déboucher sur la direction administrative et financière de la société. Le candidat recherché, âgé de plus de 32 ans, aura acquis une solide expérience de la mise en place et du suivi du contrôle de gestion dans une société importante. Une très bonne maîtrise des procédures comptables est indispensable (niveau expert). La rémunération prévue pour ce poste, de l'ordre de 90.000 F, sera liée à l'expérience acquise. Ecrire à Lyon. Réf. A/3270M

CONTROLEUR DE GESTION

75.000 F

Une des toutes premières sociétés françaises de service informatique en expansion continue, recherche pour un groupe de filiales de la région parisienne un contrôleur de gestion. Sous l'autorité du Directeur Général de ces filiales, et en étroite liaison avec la direction financière du siège, il sera responsable de la supervision des comptabilités générale et analytique, et du contrôle budgétaire. Il aura ainsi pour mission de veiller la trésorerie et les recouvrements, et devra harmoniser les procédures des filiales concernant la mise en place des systèmes analytique et gestion prévisionnelle. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure, ayant acquis une excellente pratique de la comptabilité, dont si possible deux ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon, une première expérience dans le contrôle de gestion serait appréciée. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 75.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience du candidat le justifie. Les perspectives d'avenir sont réelles pour un homme de valeur. Ecrire à Paris. Réf. A/2100M

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCE

65.000 F

Un très important groupe international (usines sur les cinq continents, distribution mondiale, leadership en Europe), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'équipements et d'accessoires électriques pour l'industrie automobile, recherche pour sa filiale française un ingénieur technico-commercial responsable du secteur constructeurs. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de maintenir et de développer les relations commerciales existantes, et d'accroître la pénétration du marché dans son ensemble (automobiles, poids lourds, engins T.P., tracteurs, caravanes...). A terme, il devra monter son propre service et animer une équipe de technico-commerciaux. Le poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur, ayant acquis une expérience de vente d'équipements techniques auprès de constructeurs. La connaissance de l'allemand est indispensable. A la rémunération annuelle de départ de l'ordre de 65.000 francs, s'ajoutent une voiture de fonction. Ecrire à Paris. Réf. A/2097M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : 52-90-43 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Los Angeles - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

120.000 F

La société Jean CACHAREL, spécialisée dans la création, l'industrialisation et la diffusion de modèles de prêt-à-porter, crée la fonction de Directeur des Relations Humaines et Sociales. Placé sous l'autorité directe du Président, il définira avec lui la politique à appliquer et les options choisies en matière de recrutement, formation, information, aménagement des conditions de travail. Il sera gestionnaire de ses budgets. Pour l'aider dans sa mission, il sera assisté d'un jeune chef du Personnel, directement responsable du personnel des quatre usines, et d'un service de deux personnes assurant à Paris la gestion du personnel du siège. Ses objectifs sont d'assurer de manière équilibrée une progression rapide sur le plan social, notamment par la remise en question des structures actuelles de production en chaîne et, plus généralement, par une politique de gestion prévisionnelle des hommes dans l'entreprise. Le poste conviendrait à une forte personnalité, âgée d'au moins 35 ans, diplômée d'études supérieures, dotée d'une solide expérience acquise à un niveau de direction dans tous les domaines relatifs à la gestion des ressources humaines au sein d'une grande société. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2093M

CADRE DÉPARTEMENT PERSONNEL

Bruxelles

Un groupe international de premier plan dont les huit usines de produits chimiques occupent, à travers l'Europe, environ 5.000 personnes, nous a chargés d'une sélection importante pour son quartier général européen qui est situé à Bruxelles. Il s'agit d'une fonction de cadre spécialisé dans le secteur de la gestion du personnel. Nous cherchons un jeune français, diplômé des hautes écoles ou universitaire, et ayant de préférence un M.B.A. ou le diplôme INSEAD. Il aura acquis une expérience d'au moins cinq ans dans la gestion du personnel auprès d'une firme internationale. Sa connaissance de l'anglais devra être excellente. La personne choisie aura des avantages très intéressants : travail au sein d'une équipe très internationale, excellent salaire et conditions matérielles de premier ordre. Adresser C.V. à P.A. Management Consultants - 398, avenue Louise - 1050 Bruxelles, Belgique. Réf. A/758M

IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES

Paris

CIT-ALCATEL, Compagnie Industrielle des Télécommunications, filiale de la Compagnie Générale d'Électricité, recherche dans le cadre de son très important développement en France et à l'étranger, des spécialistes des études industrielles pour son département Communication (10.500 personnes - Chiffres d'affaires 750 millions de francs) situé à Vélizy. Rattaché au Directeur des Études Industrielles, ces ingénieurs seront responsables des études d'implantation d'unités de production de matériel de communication téléphonique en France et à l'étranger. Ces postes intéressent des ingénieurs Grandes Écoles, âgés d'au moins 32 ans, justifiant d'une expérience confirmée de l'une des fonctions suivantes : chef de projet, industrialisation des produits et procédés de fabrication (analyse de la valeur, bilans économiques...), définition et mise en place du contrôle qualité, organisation industrielle (étude des flux de production et du diagramme de déroulement des tâches), suivi des réalisations. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience et à la valeur des candidats. Le développement de la société assure d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à Paris. Réf. A/2097M

CONTROLE BUDGETAIRE USINES

Paris

La même société (cf. réf. A/2097) recherche pour Vélizy un spécialiste du contrôle budgétaire des usines. Sous l'autorité du Directeur des fabrications, il participera à l'établissement des budgets des usines. Il sera chargé de l'analyse des écarts et de la synthèse des budgets au niveau du département et veillera à l'amélioration de l'outil de contrôle de gestion actuel. Ce poste conviendrait à un ingénieur (ou niveau équivalent), possédant de bonnes connaissances de la comptabilité analytique et ayant pratiqué le contrôle budgétaire dans un groupe industriel important. La rémunération annuelle de départ sera fonction du niveau d'expérience acquise. Ecrire à Paris. Réf. A/2098M

GESTION COMPTABLE

80.000 F

Un important journal français d'information recherche pour son siège situé à Paris un Chef des services comptabilité. Rendant compte au directeur administratif et financier, il aura la complète responsabilité de la comptabilité (compte d'exploitation, bilan, trésorerie, paye, etc.). Il préparera les éléments nécessaires à la comptabilité budgétaire et assurera les liaisons avec la maison mère et l'administration dans son domaine. Il organisera et dirigera l'activité de son service (plus de 10 personnes). Ce poste intéresse un cadre comptable confirmé, âgé d'au moins 32 ans, de formation DECS plus ESC si possible ou de niveau équivalent, ayant déjà eu la responsabilité complète d'une comptabilité traitée par ordinateur, ainsi que l'expérience du contrôle budgétaire. Il disposera d'une solide formation en matière de législation sociale et fiscale. La rémunération annuelle de l'ordre de 80.000 francs sera fonction de l'expérience acquise. L'évolution de cette société autorise de bonnes perspectives d'avenir. Ecrire à Paris. Réf. A/2101M

TRANSPORTS ROUTIERS

Afrique Noire

Une importante société française ayant des participations dans plusieurs sociétés d'exploitation de transports urbains situées en Afrique Noire recherche différents responsables. Engagés au titre de la société française, ils seront détachés auprès de ces sociétés, notamment au Nigéria. Tous ces postes nécessitent une bonne pratique de la langue anglaise. A la rémunération s'ajoutent une voiture et un logement de fonction.

Chefs d'Exploitation

Sous la responsabilité du Directeur Général, ils seront chargés de l'exploitation des lignes (établissement des horaires, des fréquences de rotation, définition des moyens en matériel et main d'œuvre). Ces postes intéressent des cadres âgés de 30 ans minimum, possédant un bon niveau de culture générale et justifiant de quelques années d'expérience similaire acquise au sein d'une importante société de transport. Ecrire à Paris. Réf. A/2094M

Chefs Administratifs et Comptables

Leur mission couvrira l'ensemble de l'activité financière et comptable de la société (trésorerie, compte d'exploitation, bilan, etc...). Ils seront, en outre, chargés de la gestion du personnel et des liaisons commerciales et administratives avec la société française. Ces postes conviennent à des candidats âgés d'au moins 28 ans, disposant d'une bonne formation comptable (B.P., D.E.C.S.), ayant eu la responsabilité complète de la fonction comptable dans une société de petite ou moyenne importance. Ecrire à Paris. Réf. A/17198M

Chef Entretien Véhicules

Responsables de la maintenance et de l'entretien de la flotte de véhicules, leur activité couvrira l'organisation de l'atelier, la formation du personnel, le suivi des frais et la gestion du magasin de pièces de rechange. Ces postes intéressent des candidats âgés de 30 ans au moins, disposant d'une solide expérience en matière de réparation de poids lourds acquise soit comme chef d'atelier soit comme responsable après-vente de matériel de poids lourds. Ecrire à Paris. Réf. A/2095M

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 1^{er} JUILLET

CHAÎNE I

- 16 h. Tour de France.
- 18 h. 35 Championnats du monde des cavaliers.
- 20 h. 15 Tour de France.
- 20 h. 30 Feuilleton : Deux ans de vacances, de J. Verne. Réal. G. Grangier.
- 21 h. 30 Émission littéraire : « Œuvres les gullémeuses », de S. Pivot.

CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 20 h. 35 Feuilleton : Valérie.
- 20 h. 35 Actualité : Un premier mois : quels changements ?
- M. Jacques Chirac, premier ministre, répond aux questions de MM. Philippe Tesson (Le Quotidien de Paris), Laurent Sallat (L'Humanité), Philippe Grumbach (L'Express) et de notre directeur Jacques Fauvet.
- 21 h. 35 Alain Decaux raconte : « L'Armoire de fer de Louis XVI ».

CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 55 Tour de France.
- 20 h. 30 Film : « La Chamade », d'A. Cavalier (1969), avec C. Deneuve, M. Piccoli et R. Van Hool.

Le petit monde de Françoise Segon dans une élégante adaptation cinématographique.

FRANCE-CULTURE

20 h. « Fondation », œuvre de G. Apollinaire, d'après J. Verne, avec J. Jany, B. Val, M. Vial, H. Quémener, J. Masson, J. Bouvier, S. Mass, P. Guille, J. Baryton, R. François, J. D. Donato et J. Nourredine, choriste, A. Meunier, violoncelle, C. Lavie, orgue, piano et clavier, J.-F. Jany-Clair, contrebasse, B. Saliot et V. Baver, percussion, et E. Scob, C. Moget, M.-Th. Cahn, M. Bonavent, Directeur musical, D. Chabrier.

Dans cette œuvre d'une grande richesse musicale, Georges Apollinaire a double chacun des personnages principaux de son conte. Le procédé permet de juxtaposer des styles, des langages, des effets scéniques et fait coexister la forme traditionnelle de l'opéra et de multiples jeux de miroirs.

21 h. 30 Indicateur futur : 22 h. Black and blues ; 23 h. 15. Libre parcours régal ; 23 h. 40. Depuis toujours, les poètes ont quatre idées en tête.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.). Dîner-concert : « Coriolan », ouverture (Beethoven), « La Fille enchantée » (Mozart), « Le Songe d'une nuit d'été » (Mendelssohn) ; 20 h. 30. (S.). Musique ancienne. Radio de Brême : Le livre de chansons de Wolkestein. La musique à Nuremberg (quatorzième siècle), par le studio de musique ancienne de Munich (S.). En direct d'Alcoy-Provence : Ensemble « Puellae 14 », direct. E. Rosenfeld ; « Sonate sous 35 pour 10 et 5 » (Schubert), « Danse pour piano et cor » (Debussy), « Trois caracaras » (Tian), « Contrastes » (Bartók), « Trois caracaras » (Tian) ; 23 h. (S.). Reprises symphoniques (H. Martini), (Ch. Brown), (Tansman).

TRIBUNES ET DÉBATS
TELEVISION (chaîne 2) : 20 h. 35. M. Jacques Chirac, premier ministre.

MARDI 2 JUILLET

CHAÎNE I

- 16 h. Tour de France.
- 18 h. 35 Tour de France.
- 20 h. 15 Émission historique : La France et les Français (1840-1844), de G. Elger, R. Rémond et D. Lander. La prise de conscience.
- 21 h. 35 Magazine : Pourquoi pas ? L'exploit, de J. Goddet et E. Bolland.

CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h. 45 Feuilleton : Valérie.
- 20 h. 35 Film : « Bruno, l'enfant du dimanche », de L. Grosjean. Avec R. Hanin, F. Berge, P. Robert.
- Débat : « Arme et enjeu : l'enfant du dimanche ». Avec la participation de M. Droulez, président de la Défense des intérêts des divorcés hommes et de leurs enfants mineurs ; de Mme Delais de Freminville, auteur du « Dossier des enfants du divorce ».

CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 55 Tour de France.

- 20 h. 30 Dramatique : « Chita je t'aime », de G. Ségol. Réal. G. Katz. Avec G. Ségol, M. Robin, B. Rousselet.
- Dans une ville de province, un clown, son fils, qui est fouleuse, et Chita, le puer, donnent leur dernière représentation. Depuis huit jours, il n'y a eu qu'un seul spectateur. Toujours le même.
- 21 h. 30 Initiation artistique : L'œil approvoisé. Arbres de Provence. Réal. L. Barbry.
- Une nouvelle série qui entend favoriser la création artistique en organisant un concours.

FRANCE-CULTURE
20 h. « Le repos au septième jour », par R. Jenlet ; 23 h. 20. Atelier de création radiophonique, suivi de Courant stérilisé.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.). Dîner-concert : Georges Guerswiler ; 20 h. 30. (S.). Concours international de soliste ; 21 h. (S.). France-Musique dans la rue. En direct de la place d'Alger à Alcoy-Provence : Ensemble instrumental de Grenoble, direct. S. Gordon, avec S. Gazeau, violoncelle ; « Symphonie n° 3 en ut » (C. Ph.-E. Bach), « Concerto en mi » (Vivaldi), « Concerto pour violon » (Haydn), « Symphonie n° 9 pour cordes » (Mendelssohn) ; 23 h. Double audition : « Quatuor à cordes » (B. Saliot) ; 24 h. (S.). La musique et le classique ; 1 h. 20. (S.). Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS
FRANCE-CULTURE ET FRANCE-MUSIQUE : M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 juin 1974 :

DÉCRETS :

- Modifiant le décret n° 48-1881 du 10 décembre 1949 déterminant les prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel ;
- Modifiant les décrets n° 62-192 et 62-207 du 27 février 1963 relatifs à l'attribution d'autorisations spéciales d'importation de pétrole brut, dérivés et résidus ;

UN ARRÊTÉ :

- Relatif à la formation initiale des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Halles
75 001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4 297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.J. - T.O.M. ex-Communauté (sans Algérie)

69 F 123 F 177 F 230 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

187 F 198 F 252 F 300 F

ÉTRANGER par messagerie

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 77 F 133 F 193 F 250 F

II. - PAYS-BAS (moins rap. que par voie norm.) 77 F 128 F 188 F 250 F

III. - SUISSE 94 F 152 F 212 F 270 F

IV. - TUNISIE 89 F 147 F 207 F 265 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (sans effet) ou par chèque à l'ordre de la rédaction, doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou provision (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'abonnement à régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Général : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Santegny.

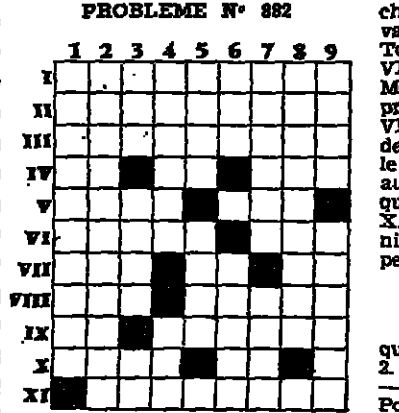
Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde

Paris - 12^e

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 882



HORIZONTALEMENT

I. Était bien compréhensible quand la météo était étonnée. — II. Avait une rue sur la cour. — III. Simplicité poussée un peu trop loin. — IV. Désinence verbale : Annonce qu'il y a encore quelque chose à dire.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est pas par humanité qu'on le tire du ruisseau. — II. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — III. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — IV. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — V. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — VI. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — VII. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — VIII. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — IX. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — X. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — XI. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau. — XII. C'est par humanité qu'on le tire du ruisseau.

Solution du problème n° 881

HORIZONTALEMENT

I. Somme. — II. Amour. — III. Cerveau. — IV. Égo. — V. Im. — VI. Râtelier. — VII. Lila. — VIII. Océan. — IX. Net. — X. Étourneau. — XI. Tirs. — XII. Pés. — XIII. Aspe.

VERTICALEMENT

1. Sacrodoce. — 2. Oméga. — 3. Morot. — 4. Mue. — 5. Cour. — 6. Artillerie. — 7. T. — 8. T. — 9. T. — 10. T. — 11. T. — 12. T. — 13. T. — 14. T. — 15. T. — 16. T. — 17. T. — 18. T. — 19. T. — 20. T. — 21. T. — 22. T. — 23. T. — 24. T. — 25. T. — 26. T. — 27. T. — 28. T. — 29. T. — 30. T. — 31. T. — 32. T. — 33. T. — 34. T. — 35. T. — 36. T. — 37. T. — 38. T. — 39. T. — 40. T. — 41. T. — 42. T. — 43. T. — 44. T. — 45. T. — 46. T. — 47. T. — 48. T. — 49. T. — 50. T. — 51. T. — 52. T. — 53. T. — 54. T. — 55. T. — 56. T. — 57. T. — 58. T. — 59. T. — 60. T. — 61. T. — 62. T. — 63. T. — 64. T. — 65. T. — 66. T. — 67. T. — 68. T. — 69. T. — 70. T. — 71. T. — 72. T. — 73. T. — 74. T. — 75. T. — 76. T. — 77. T. — 78. T. — 79. T. — 80. T. — 81. T. — 82. T. — 83. T. — 84. T. — 85. T. — 86. T. — 87. T. — 88. T. — 89. T. — 90. T. — 91. T. — 92. T. — 93. T. — 94. T. — 95. T. — 96. T. — 97. T. — 98. T. — 99. T. — 100. T. — 101. T. — 102. T. — 103. T. — 104. T. — 105. T. — 106. T. — 107. T. — 108. T. — 109. T. — 110. T. — 111. T. — 112. T. — 113. T. — 114. T. — 115. T. — 116. T. — 117. T. — 118. T. — 119. T. — 120. T. — 121. T. — 122. T. — 123. T. — 124. T. — 125. T. — 126. T. — 127. T. — 128. T. — 129. T. — 130. T. — 131. T. — 132. T. — 133. T. — 134. T. — 135. T. — 136. T. — 137. T. — 138. T. — 139. T. — 140. T. — 141. T. — 142. T. — 143. T. — 144. T. — 145. T. — 146. T. — 147. T. — 148. T. — 149. T. — 150. T. — 151. T. — 152. T. — 153. T. — 154. T. — 155. T. — 156. T. — 157. T. — 158. T. — 159. T. — 160. T. — 161. T. — 162. T. — 163. T. — 164. T. — 165. T. — 166. T. — 167. T. — 168. T. — 169. T. — 170. T. — 171. T. — 172. T. — 173. T. — 174. T. — 175. T. — 176. T. — 177. T. — 178. T. — 179. T. — 180. T. — 181. T. — 182. T. — 183. T. — 184. T. — 185. T. — 186. T. — 187. T. — 188. T. — 189. T. — 190. T. — 191. T. — 192. T. — 193. T. — 194. T. — 195. T. — 196. T. — 197. T. — 198. T. — 199. T. — 200. T. — 201. T. — 202. T. — 203. T. — 204. T. — 205. T. — 206. T. — 207. T. — 208. T. — 209. T. — 210. T. — 211. T. — 212. T. — 213. T. — 214. T. — 215. T. — 216. T. — 217. T. — 218. T. — 219. T. — 220. T. — 221. T. — 222. T. — 223. T. — 224. T. — 225. T. — 226. T. — 227. T. — 228. T. — 229. T. — 230. T. — 231. T. — 232. T. — 233. T. — 234. T. — 235. T. — 236. T. — 237. T. — 238. T. — 239. T. — 240. T. — 241. T. — 242. T. — 243. T. — 244. T. — 245. T. — 246. T. — 247. T. — 248. T. — 249. T. — 250. T. — 251. T. — 252. T. — 253. T. — 254. T. — 255. T. — 256. T. — 257. T. — 258. T. — 259. T. — 260. T. — 261. T. — 262. T. — 263. T. — 264. T. — 265. T. — 266. T. — 267. T. — 268. T. — 269. T. — 270. T. — 271. T. — 272. T. — 273. T. — 274. T. — 275. T. — 276. T. — 277. T. — 278. T. — 279. T. — 280. T. — 281. T. — 282. T. — 283. T. — 284. T. — 285. T. — 286. T. — 287. T. — 288. T. — 289. T. — 290. T. — 291. T. — 292. T. — 293. T. — 294. T. — 295. T. — 296. T. — 297. T. — 298. T. — 299. T. — 300. T. — 301. T. — 302. T. — 303. T. — 304. T. — 305. T. — 306. T. — 307. T. — 308. T. — 309. T. — 310. T. — 311. T. — 312. T. — 313. T. — 314. T. — 315. T. — 316. T. — 317. T. — 318. T. — 319. T. — 320. T. — 321. T. — 322. T. — 323. T. — 324. T. — 325. T. — 326. T. — 327. T. — 328. T. — 329. T. — 330. T. — 331. T. — 332. T. — 333. T. — 334. T. — 335. T. — 336. T. — 337. T. — 338. T. — 339. T. — 340. T. — 341. T. — 342. T. — 343. T. — 344. T. — 345. T. — 346. T. — 347. T. — 348. T. — 349. T. — 350. T. — 351. T. — 352. T. — 353. T. — 354. T. — 355. T. — 356. T. — 357. T. — 358. T. — 359. T. — 360. T. — 361. T. — 362. T. — 363. T. — 364. T. — 365. T. — 366. T. — 367. T. — 368. T. — 369. T. — 370. T. — 371. T. — 372. T. — 373. T. — 374. T. — 375. T. — 376. T. — 377. T. — 378. T. — 379. T. — 380. T. — 381. T. — 382. T. — 383. T. — 384. T. — 385. T. — 386. T. — 387. T. — 388. T. — 389. T. — 390. T. — 391. T. — 392. T. — 393. T. — 394. T. — 395. T. — 396. T. — 397. T. — 398. T. — 399. T. — 400. T. — 401. T. — 402. T. — 403. T. — 404. T. — 405. T. — 406. T. — 407. T. — 408. T. — 409. T. — 410. T. — 411. T. — 412. T. — 413. T. — 414. T. — 415. T. — 416. T. — 417. T. — 418. T. — 419. T. — 420. T. — 421. T. — 422. T. — 423. T. — 424. T. — 425. T. — 426. T. — 427. T. — 428. T. — 429. T. — 430. T. — 431. T. — 432. T. — 433. T. — 434. T. — 435. T. — 436. T. — 437. T. — 438. T. — 439. T. — 440. T. — 441. T. — 442. T. — 443. T. — 444. T. — 445. T. — 446. T. — 447. T. — 448. T. — 449. T. — 450. T. — 451. T. — 452. T. — 453. T. — 454. T. — 455. T. — 456. T. — 457. T. — 458. T. — 459. T. — 460. T. — 461. T. — 462. T. — 463. T. — 464. T. — 465. T. — 466. T. — 467. T. — 468. T. — 469. T. — 470. T. — 471. T. — 472. T. — 473. T. — 474. T. — 475. T. — 476. T. — 477. T. — 478. T. — 479. T. — 480. T. — 481. T. — 482. T. — 483. T. — 484. T. — 485. T. — 486. T. — 487. T. — 488. T. — 489. T. — 490. T. — 491. T. — 492. T. — 493. T. — 494. T. — 495. T. — 496. T. — 497. T. — 498. T. — 499. T. — 500. T. — 501. T. — 502. T. — 503. T. — 504. T. — 505. T. — 506. T. — 507. T. — 508. T. — 509. T. — 510. T. — 511. T. — 512. T. — 513. T. — 514. T. — 515. T. — 516. T. — 517. T. — 518. T. — 519. T. — 520. T. — 521. T. — 522. T. — 523. T. — 524. T. — 525. T. — 526. T. — 527. T. — 528. T. — 529. T. — 530. T. — 531. T. — 532. T. — 533. T. — 534. T. — 535. T. — 536. T. — 537. T. — 538. T. — 539. T. — 540. T. — 541. T. — 542. T. — 543. T. — 544. T. — 545. T. — 546. T. — 547. T. — 548. T. — 549. T. — 550. T. — 551. T. — 552. T. — 553. T. — 554. T. — 555. T. — 556. T. — 557. T. — 558. T. — 559. T. — 560. T. — 561. T. — 562. T. — 563. T. — 564. T. — 565. T. — 566. T. — 567. T. — 568. T. — 569. T. — 570. T. — 571. T. — 572. T. — 573. T. — 574. T. — 575. T. — 576. T. — 577. T. — 578. T. — 579. T. — 580. T. — 581. T. — 582. T. — 583. T. — 584. T. — 585. T. — 586. T. — 587. T. — 588. T. — 589. T. — 590. T. — 591. T. — 592. T. — 593. T. — 594. T. — 595. T. — 596. T. — 597. T. — 598. T. — 599. T. — 600. T. — 601. T. — 602. T. — 603. T. — 604. T. — 605. T. — 606. T. — 607. T. — 608. T. — 609. T. — 610. T. — 611. T. — 612. T. — 613. T. — 614. T. — 615. T. — 616. T. — 617. T. — 618. T. — 619. T. — 620. T. — 621. T. — 622. T. — 623. T. — 624. T. — 625. T. — 626. T. — 627. T. — 628. T. — 629. T. — 630. T. — 631. T. — 632. T. — 633. T. — 634. T. — 635. T. — 636. T. — 637. T. — 638. T. — 639. T. — 640. T. — 641. T. — 642. T. — 643. T. — 644. T. — 645. T. — 646. T. — 647. T. — 648. T. — 649. T. — 650. T. — 651. T. — 652. T. — 653. T. — 654. T. — 655. T. — 656. T. — 657. T. — 658. T. — 659. T. — 660. T. — 661. T. — 662. T. — 663. T. — 664. T. — 665. T. — 666. T. — 667. T. — 668. T. — 669. T. — 670. T. — 671. T. — 672. T. — 673. T. — 674. T. — 675. T. — 676. T. — 677. T. — 678. T. — 679. T. — 680. T. — 681. T. — 682. T. — 683. T. — 684. T. — 685. T. — 686. T. — 687. T. — 688. T. — 689. T. — 690. T. — 691. T. — 692. T. — 693. T. — 694. T. — 695. T. — 696. T. — 697. T. — 698. T. — 699. T. — 700. T. — 701. T. — 702. T. — 703. T. — 704. T. — 705. T. — 706. T. — 707. T. — 708. T. — 709. T. — 710. T. — 711. T. — 712. T. — 713. T. — 714. T. — 715. T. — 716. T. — 717. T. — 718. T. — 719. T. — 720. T. — 721. T. — 722. T. — 723. T. — 724. T. — 725. T. — 726. T. — 727. T. — 728. T. — 729. T. — 730. T. — 731. T. — 732. T. — 733. T. — 734. T. — 735. T. — 736. T. — 737. T. — 738. T. — 739. T. — 740. T. — 741. T. — 742. T. — 743. T. — 744. T. — 745. T. — 746. T. — 747. T. — 748. T. — 749. T. — 750. T. — 751. T. — 752. T. — 753. T. — 754. T. — 755. T. — 756. T. — 757. T. — 758. T. — 759. T. — 760. T. — 761. T. — 762. T. — 763. T. — 764. T. — 765. T. — 766. T. — 767. T. — 768. T. — 769. T. — 770. T. — 771. T. — 772. T. — 773. T. — 774. T. — 775. T. — 776. T. — 777. T. — 778. T. — 779. T. — 780. T. — 781. T. — 782. T. — 783. T. — 784. T. — 785. T. — 786. T. — 787. T. — 788. T. — 789. T. — 790. T. — 791. T. — 792. T. — 793. T. — 794. T. — 795. T. — 796. T. — 797. T. — 798. T. — 799. T. — 800. T. — 801. T. — 802. T. — 803. T. — 804. T. — 805. T. — 806. T. — 807. T. — 808. T. — 809. T. — 810. T. — 811. T. — 812. T. — 813. T. — 814. T. — 815. T. — 816. T. — 817. T. — 818. T. — 819. T. — 820. T. — 821. T. — 822. T. — 823. T. — 824. T. — 825. T. — 826. T. — 827. T. — 828. T. — 829. T. — 830. T. — 831. T. — 832. T. — 833. T. — 834. T. — 835. T. — 836. T. — 837. T. — 838. T. — 839. T. — 840. T. — 841. T. — 842. T. — 843. T. — 844. T. — 845. T. — 846. T. — 847. T. — 848. T. — 849. T. — 850. T. — 851. T. — 852. T. — 853. T. — 854. T. — 855. T. — 856. T. — 857. T. — 858. T. — 859. T. — 860. T. — 861. T. — 862. T. — 863. T. — 864. T. — 865. T. — 866. T. — 867. T. — 868. T. — 869. T. — 870. T. — 871. T. — 872. T. — 873. T. — 874. T. — 875. T. — 876. T. — 877. T. — 878. T. — 879. T. — 880. T. — 881. T. — 882. T. — 883

CARNET

JUSTICE

Naissances

M. Bernard Gaby et Mme. née Brigitte Cor-Lambert, sont heureux d'annoncer la naissance d'Eric, le 25 mai 1974, 43, rue du Ranelagh.

Fiançailles

M. Pierre Marchand-Pasquier et Mme. née Odette, M. Gaspard Piliat, conseil général de France à Séville, et Mme. née Boffil, sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants, Brigitte et Georges, 31, rue Vimeuse, Paris-10^e, 4, avenue de Cadix, 54110 (Espagne).

Mariages

M. et Mme David Assedou, Mariage de M. et Mme David Assedou, ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille Rebecca, avec M. Guy Kowall, journaliste, célébré dans l'intimité le 30 juin 1974, 21, rue Gruzeux, Paris.

Pierre Houdart et Michèle Bouquet ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 25 juin 1974 en l'église de Saint-Mammès par l'abbé Jean Houdart, curé de Saint-Mammès, 38, rue Foch, 1770 Charente-Maritime.

Le docteur Nadine Jullien et le docteur René Jullien ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité le 25 juin 1974, 2 bis, rue Schœffer.

Nécrologie

On nous prie d'annoncer la mort subite de M. Jean-Paul BREITMAYER, 22, rue de la République, à Paris, décédé le 25 juin 1974, à l'âge de 55 ans, après une courte maladie.

Mme Marie-Louise ROBERT, née Marie-Louise Garnier, survenue à l'âge de quatre-vingt-sept ans, après une longue et douloureuse maladie, le 25 juin 1974, à l'âge de 97 ans, à Angoulême, ci-devant de la Roche.

On nous prie d'annoncer la mort subite de M. Gabriel BRUN, 51, rue de la République, à Paris, décédé le 25 juin 1974, à l'âge de 55 ans, après une courte maladie.

VENTES

A l'hôtel Drouot

UN VASE CHINOIS
DU SEIZIÈME SIÈCLE
230 000 F

Une collection de jades et de pierres dures, d'objets d'art de la Chine et du Japon vient d'être dispersée à l'hôtel Drouot pour un total dépassant 1 400 000 francs (étude Courrière, M. Beurdeley, expert). Une paire de groupes de deux grues se nourrissant de champignons de longévité, en jade gris, hauteurs de 25 centimètres, fut notée 50 000 francs. Un jade gris veiné de vert, un brûle-parfums orné de têtes de chimères stylisées, de 19 centimètres de hauteur, fut noté 50 000 francs. Une sculpture chinoise rarissime, en bois, de 53 sur 172 centimètres, époque Song — treizième-quatorzième siècles, formée de trois personnages habillés du costume traditionnel, 151 000 francs. — G. V.

Mardi

EXPOSITIONS
S. 1. - Art 1900. Meubles et objets d'art des XVIII^e et XIX^e siècles. MM. Dille, M. Ador, Picard, Tajan. S. 4. - Vente par réclamation de gages et appartenant à divers amateurs. 51 lots monnaies et argent français, françaises, étrangères. M. Vuchon. M. Ador, Picard, Tajan. S. 6. - Autographes et documents relatifs à Bonaparte et à la Corse. S. 12. - Lourdoux, Poullin, Cornette de Saint-Cyr.
VENTE
S. 10. et 11 h. et 14 h. 15. - Estampes. Affiches. Tableaux mod. M. Calais. S.C.F. Laurin. Guéroux. Buffetaud.

A la Cour de cassation

Une indemnité de 18 000 francs est accordée à un ancien détenu acquitté par les assises du Gard

Comme elle le fait périodiquement, la commission d'indemnisation des personnes ayant bénéficié d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement après avoir été détenues préventivement, s'est réunie à la Cour de cassation sous la présidence de M. Lanolin, conseiller à la Cour suprême, pour examiner un certain nombre de requêtes. Une seule a été accueillie favorablement : celle de M. Alphonse Santiago, un gitan, âgé de vingt-quatre ans, qui a été incarcéré du 14 décembre 1970 au 28 novembre 1972, jour où il a été acquitté par la cour d'assises du Gard.

M. Santiago était accusé d'avoir assassiné de plusieurs balles de revolver un jeune homme de Mézail (Alpes de Haute-Provence). M. Yves Blanc, qui courait sa sœur malgré l'opposition de la famille Santiago, le cadavre de la victime avait été découvert le 11 décembre 1970, à l'intérieur de sa voiture stationnée sur la route nationale 207 entre Mézail et Estoulon. Une demi-heure auparavant, M. Alphonse Santiago avait consommé dans un café de Mézail en compagnie de M. Yves Blanc, ce qui l'avait rendu suspect bien qu'il se soit toujours défendu farouchement d'être l'auteur de ce crime.

La cour d'assises des Alpes de Haute-Provence l'avait cependant condamné, le 5 novembre 1971, à dix-huit ans de réclusion criminelle, mais cet arrêt avait été cassé pour vice de forme par la chambre criminelle de la Cour de cassation, le dossier fut renvoyé devant la cour d'assises du Gard qui devait le déclarer non coupable.

La commission d'indemnisation, statuant sur le rapport du conseiller M. Lanolin, les observations de M. Lédieu dans l'intérêt du requérant, de M. Sourdis pour le Trésor public et les conclusions de M. Norès, avocat général, a estimé que M. Alphonse Santiago avait subi « un préjudice manifestement anormal et d'une particulière gravité », qu'elle a chiffré à 18 000 F.

● **Première d'emprisonnement pour un promoteur de l'Union de la Région (Puy-de-Dôme).** — Un promoteur immobilier de Riom (Puy-de-Dôme), M. Michel Foulon, âgé de vingt-sept ans, vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de cette ville à trois ans et demi d'emprisonnement dont un an avec sursis pour escroquerie.

Un ancien agriculteur devenu barman, M. Poulon, qui avait entrepris une nouvelle carrière en devenant promoteur immobilier, avait obtenu des malheureux particuliers pour 90 000 F. En fait, aucune construction n'avait commencé et pourtant M. Poulon avait obtenu des malheureux particuliers pour 90 000 F. En fait, aucune construction n'avait commencé et pourtant M. Poulon avait obtenu des malheureux particuliers pour 90 000 F.

● **Le castroréacteur de Val d'Isère.** — M. Noël Machet, maire de la commune de Val d'Isère, nous précise, après la parution dans le Monde du 21 juin d'un article sur la construction de l'Etat et de la commune, qu'il a daté de la délivrance du permis de construire du chalet de l'Union des centres de plein air, il n'était pas en exercice, n'ayant été élu qu'en 1965.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

● **Le code de procédure pénale.** — Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Le code de procédure pénale, qui est l'œuvre de l'Assemblée nationale, est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale.

DANS LE RHONE

Marc, dix ans, entre ses deux familles

Lyon. — Ce n'est pas une nouvelle affaire Novak (1). L'enfant cette fois en cause, Marc, âgé aujourd'hui de dix ans, n'a jamais été juridiquement abandonné et la famille dans laquelle il est placé depuis l'âge d'un mois, celle des époux Bellin-Robert à Rillieux-la-Pape (Rhône) n'envisage pas l'adopter. Elle admet volontiers qu'il devra retourner un jour ou l'autre chez sa mère légitime, Mme Jherri, mais elle demande que cette séparation ne soit pas brutale, qu'elle soit précédée d'une période de transition et d'adaptation.

Or, le 16 mars 1974, le juge des enfants du tribunal de grande instance de Lyon a rendu une ordonnance prescrivant la remise du petit garçon à sa mère légitime et, ce lundi 1^{er} juillet, cette décision était devenue exécutoire, une jeune femme fonctionnaire à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Rhône, s'est présentée, pour reprendre l'enfant, au parloir des époux Bellin-Robert. Cent cinquante personnes alertées étaient rassemblées autour de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Rhône, s'est présentée, pour reprendre l'enfant, au parloir des époux Bellin-Robert. Cent cinquante personnes alertées étaient rassemblées autour de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Rhône, s'est présentée, pour reprendre l'enfant, au parloir des époux Bellin-Robert.

Quelle sera la suite ? Y aura-t-il compensation au regard de la force publique ? Et l'état des choses, la situation restera bloquée. Né en 1964, le jeune Marc avait pour mère une jeune fille de dix-sept ans, dont la situation était alors si misérable que l'Aide sociale à l'enfance, avec l'accord de la jeune mère, décida de placer en garde ce bébé d'un mois, et c'est ainsi qu'il entra dans la famille Bellin-Robert agréée.

Procès de méthode administrative, donc, et non procès d'une décision judiciaire. L'affaire agitée, en tout cas, fortement la commune de Rillieux. — J.-M. Th.

(1) Didier Novak avait été abandonné le jour de sa naissance, en 1954, par sa mère, une étudiante, Mlle Odette Simon, que le père, M. Charles Genliou, accusait d'adultère. L'enfant fut placé chez des commerçants de Toulon. M. et Mme Novak, bien connus, parents naturels s'étaient mariés en 1967. M. Genliou n'opposa aucune résistance à la reconnaissance de paternité préalable. Finalement, après une assemblée plénière de la Cour de cassation, au mois de juin 1968, l'enfant devait conserver le nom de Didier Novak et être élevé par sa mère adoptive, Mme Aimée Le Pichon, divorcée depuis de M. Novak.

FAITS DIVERS

Aux Etats-Unis

VINGT-QUATRE PERSONNES PERISSENT DANS L'INCENDIE D'UNE DISCOTHEQUE

Port-Chester (A.F.P., Reuter). — Vingt-quatre personnes sont mortes et une cinquantaine d'autres ont été blessées au cours d'un incendie qui a eu lieu le dimanche 30 juin aux premières heures de la nuit dans une discothèque de Port-Chester, dans l'Etat de New-York.

Le feu aurait pris peu après 1 heure du matin au rez-de-chaussée de l'immeuble où se trouve un restaurant. Plusieurs centaines de personnes en majorité de jeunes, auraient alors été prisonnières des flammes dans la discothèque, le Guiltier, armée au sous-sol. Il a fallu cinq heures pour éteindre l'incendie, dont l'origine n'est pas encore connue.

EN BREF...

● **Le meurtrier présumé d'une adolescente de la Somme.** — Inculpé d'homicide volontaire et d'attentat à la pudeur sur une adolescente, Mlle Katia Levillain, quatorze ans, découverte étranglée, le 27 juin, un peu près de Beaumont-le-Vieux (Somme), M. Jean-Claude Randler, vingt-quatre ans, aide-familial agricole, a été écroué à la maison d'arrêt d'Amiens.

● **A Rome, une fille de quatre ans, Maria Pasqua Agostino, qui avait échappé à la surveillance de ses parents, s'est tuée le samedi 29 juin, en tombant de la galerie qui courait au-dessus de la porte de la basilique Saint-Pierre.** — (A.F.P.)

● **L'accident de Georges Carnus.** — M. Guérin, le chauffeur impliqué dans l'accident de la circulation, survenu le vendredi 28 juin, près de Bréal-sous-Vitré (Ille-et-Vilaine) à la voiture conduite par M. Georges Carnus, ancien gardien de l'équipe de France de football, a été inculpé d'homicide involontaire par imprudence et laissé en liberté.

Cet accident a provoqué la mort de quatre personnes : l'épouse de Georges Carnus, et leurs trois filles : Nathalie, dix ans ; Marie-Laure, neuf ans, tuées au coup, et Géraldine, cinq ans, décédée à l'hôpital de Rennes. M. Georges Carnus, très gravement blessé et opéré samedi 29 juin pendant près de douze heures, au centre hospitalier de Rennes, serait, selon le dernier bulletin de santé publié par ses médecins, dans un état satisfaisant.

A Cannes

LE PETIT-NEVEU DU ROI FAYCAL EST TUE DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

(De notre correspondant.)

Nice. — Pendant la nuit du 29 au 30 juin à Cannes, un accident de la route a provoqué la mort du prince Ben Mohammed Ben Saoud, petit-fils de l'ancien roi Ibn Saoud et petit-neveu du roi Fayçal d'Arabie Saoudite. Après avoir franchi un ruisseau, la puissante voiture que conduisait le prince est tombée à la mer d'une hauteur de 5 mètres : trois passagers ont été blessés et le prince lui-même, qui avait perdu connaissance, a succombé quelques minutes après son arrivée au centre hospitalier de Cannes. Le prince Ben Saoud, qui poursuivait ses études aux Etats-Unis, était en vacances depuis quelques jours à Cannes.

● **La répression de la drogue en France.** — Le gendarme iranien a été tué et un gendarme blessé, le vendredi 28 juin, au cours d'un accrochage, à Tébérac, avec des trafiquants de drogue. Les policiers ont saisi quatre sacs de drogue et des annonces de la semaine dernière, ce qui porte à deux cent trente-trois le nombre des trafiquants exécutés depuis 1970. (A.F.P., Reuter.)

● **Pour usage de stupéfiants.** — La jeune veuve de M. Albert Debarge, l'ancien directeur des laboratoires pharmaceutiques «Oxone» — qui s'est tuée d'une balle dans la tête le 23 novembre 1972 à l'âge de 36 ans — a été condamnée le 28 juin, après plaidoirie de M. Jean-Paul Weill, à dix mois d'emprisonnement avec sursis, par la 1^{re} chambre correctionnelle de Paris. Elle avait été interpellée, le 28 novembre 1971, à l'aéroport d'Orly, à son retour d'Amsterdam, alors qu'elle transportait six pastilles de L.S.D., cinquante comprimés de méthadone (destinés, dit-elle, à guérir une cure de désintoxication commencée en Hollande), et deux seringues. A son domicile, on trouva 23 grammes d'héroïne, 3 grammes d'opium et six seringues.

Des fournisseurs de stupéfiants qui ne sont pas venus à l'audience du tribunal ont été condamnés par défaut : François Laureys à quatre ans d'emprisonnement, Jérôme Pernelle à dix-huit mois, André Gallet à un an, et Alain Simon à huit mois.

MÉDECINE

QUARANTE CAS DE TYPHOÏDE A COUÏRÉ, DANS LA VIENNE

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Selon la direction départementale de la Vienne de l'Action sanitaire et sociale, un début d'épidémie de typhoïde a été constaté à Couëhé (Vienne), un chef-lieu de canton (1 780 habitants) situé à une trentaine de kilomètres au sud de Poitiers.

Jeu 27 juin, on comptait une quarantaine de personnes — des enfants pour la plupart — atteintes par la fièvre d'Éberth. Vingt garçons et filles sont actuellement en traitement au centre hospitalier régional de Poitiers et une vingtaine d'autres malades sont soignés à domicile. Par décision du recteur de l'académie, les écoles de Couëhé sont fermées depuis trois jours et la piscine municipale est interdite au public. L'origine de l'épidémie n'a pas été jusqu'à présent déterminée mais l'enquête menée par les autorités sanitaires se qui s'orientent vers l'eau de la piscine.

● **Les prix Rosen de cancérologie 1974** viennent d'être attribués à Paris par la Fondation pour la recherche médicale française (60, boulevard de La Tour-Maubourg). Le premier prix (50 000 francs) a été décerné collectivement aux docteurs Jacques Barlet, Joseph Pignatelli, Jacques Lacour et Louis Harel (Villejuif), pour leurs travaux sur la responsabilité de certains virus dans la genèse de cancers et de leucémies. Le docteur François Martin (Orléans) a reçu un prix de 10 000 F pour ses travaux sur l'immunologie des cancers du tube digestif et l'application de l'immunologie au diagnostic et au traitement de ces tumeurs qui causent, en France, près de trente mille morts par an.

POLICE

En Bretagne

QUAND LES GENDARMES TROUBENT LA FÊTE...

Brest. — Le « fest noz » (fête de nuit) est la fête par excellence des Bretons : pendant des heures, ils chantent, dansent, jouent et vibrent, sous la lumière des lanternes. Les fêtes de nuit sont donc très prisées, mais elles sont aussi très surveillées par la police qui voit, en elles, des dangers : boîtes de culture autonome, depuis longtemps, il n'est pas une fête de nuit dans les monts d'Arrée à laquelle n'assiste un fonctionnaire des renseignements généraux.

Chanteurs et danseurs s'étaient habitués à cette présence, mais voici maintenant que les « coups de poing » de M. Michel Pontonville, ministre de l'Intérieur, frappent désormais en plein cœur de la montagne bretonne, où ne court en vérité aucun bandit de grand chemin : samedi 29 juin, une vingtaine de gendarmes ont arrêté toutes les voitures qui se rendaient à une fête de nuit entre Srempart et Loperhet, au centre même des monts d'Arrée. Les papiers d'identité de tous les conducteurs ont été systématiquement vérifiés au fichier central du groupement de gendarmerie à Quimper. Cette intervention a été à rapprocher d'un récent attentat dirigé contre le garage de la compagnie de gendarmerie de Brest ? En tout cas, elle a fait fort mauvaise impression sur un public composé de personnes de tous les âges, qui s'étaient uniquement rassemblées comme à l'accoutumée pour chanter et danser.

LA JOIE DE PEINDRE
DE COROT A VUILLARD
6 Juin - 6 Juillet
GALERIE DABER
24, avenue de Friedland 8° - 924 24 02

SPORTS



La Coupe du monde de football

Les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, le Brésil et la Pologne candidats à la finale

De notre envoyé spécial

Francfort. — Deux défaites consécutives, en regard à la formule adoptée pour la deuxième tour de la Coupe du monde de football, cela ne paraît pas : pour avoir été battues une seconde fois dimanche 30 juin, les équipes d'Argentine et de la République démocratique d'Allemagne (R.D.A.) dans le groupe A, celles de la Suède et de la Yougoslavie dans le groupe B, sont irrémédiablement écartées de la course au titre. Seuls leurs doubles vainqueurs, le Brésil et les Pays-Bas, d'une part, la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.) et la Pologne, d'autre part, sont en mesure de briguer la victoire finale.

Avant les matches du 3 juillet, l'enthousiasme et la logique commandent de désigner pour la confrontation finale dimanche 7 juillet à Munich, les formations emmenées par Johann Cruyff et Franz Beckenbauer : il leur suffit, en effet, d'un résultat nul face respectivement au Brésil, tenant du titre, et à la Pologne, outsider de l'épreuve, pour atteindre le sommet de cette compétition. Mais « la glorieuse incertitude du sport » laisse planer un doute intéressant : entre les quatre

mousquetaires, tout est encore possible, et comme nous l'indiquions avant le début de cette dixième phase finale (« le Monde » du 12 juin), jamais cette compétition n'a été, depuis sa création en 1930, aussi ouverte.

Niveaulement des valeurs, décadence d'un jeu, dont les règles n'ont pas été revues depuis un siècle de siècle ? La question mérite d'être posée : joue-t-on mieux au football en 1974 qu'à l'époque des Di Stéfano, Puskas, Kopa, Garzínha, qui ont, entre autres, illustré ce jeu, ou bien, l'évolution de la préparation physique ou des conceptions tactiques aidant, s'achemine-t-on vers une sorte de mécanisme du jeu, comme les matches de dimanche le donnent à penser ? L'inspiration, bafouée au profit de la technique sèche, cela reste à prouver quand on voit jouer un Johann Cruyff, digne successeur, dans le cœur des foules, du « roi Pelé ». Mais le génial football dilettante, caricaturé aujourd'hui par la présence des joueurs brésiliens, l'effondrement des « amateurs », séduits au moment des équipes allemandes, de l'Ouest comme de l'Est, donne à réfléchir.

« LA HOLLANDE MÈNE PAR 2 A 0... »

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Lorsque Johan Cruyff souffre d'un virus intestinal, toute la Hollande a mal au ventre. Heureusement, cette maladie bénigne n'a été que de courte durée et les crampes dues à l'absence de but contre la Suède, la semaine dernière, et les traits tirés de « notre Johan » ont été oubliés après les quatre buts contre l'Argentine. Maintenant, c'est le virus de la victoire qui s'est emparé de la Hollande. La Hollande vit au rythme du seul roi qu'on veuille bien reconnaître encore.

C'est le roi football entouré par ses pages, Cruyff le magicien, Michels l'intraitable et Neeskens l'indomptable. Quand les « lions d'Orange » descendent dans l'arène, les rues se vidant et la Hollande fait plus d'économie d'essence que lors des fameux dimanches sans voiture. A quelque chose près, sur des dizaines de milliers de Hollandais se rendent pour chaque match en Allemagne afin d'encourager nos joueurs, « nos » Willem et « nos » Jan en chantant l'hymne national et les vieux chants de guerre du dix-septième siècle, l'âge d'or des Pays-Bas.

Selon certains intellectuels, les championnats du monde de football sont un substitut des guerres de trêves. Une guerre qui rapporte, en tout cas, la vente de postes coupeurs de télévision et plus que double pendant ces derniers mois. Les femmes des joueurs ont une chronique à la radio et dans les journaux et les rendez-vous d'affaires sont pris en fonction des horaires imposés par la majesté du roi football.

Vous êtes obligé de voyager ? Lorsque le train s'arrête dans une gare, le haut-parleur vous annonce avec la traditionnelle monotonie : « La Hollande mène deux à zéro devant la R.D.A. Fermez les portes, s'il vous plaît ! »

FÉLIX FREDRICKS.

Teppains... pieds dans l'eau

BAU-ROUGE

Golfe de GIENS

S^{té} BAU-ROUGE

20 A^e des Iles d'Or HYERES

Tél: (94) 65.35.28

Permanence l'après-midi

Samedi Dimanche et jours fériés

CYCLISME

LE TOUR DE FRANCE

De la Grande-Bretagne à la Bretagne

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. — Le Tour de France a retrouvé la Bretagne qu'il avait délaissée l'année précédente. Il a traversé le département en empruntant des routes bosselées et sinuées qui semblent dessinées pour le sport de la bicyclette. De Morlaix à Saint-Malo, il a visité quelques-uns des hauts lieux du cyclisme régional : Collier, Quélen, Lamballe, Plancet, où sont organisées périodiquement des épreuves qui provoquent de vives attractions sur le public et conservent sa légendaire popularité.

Pourtant, à Brest, trois jours plus tôt, les images ont été relayées. La grande épreuve a-t-elle souffert d'une concurrence de la Coupe du monde de football ? C'est probable, mais la préparation des équipes, qui coïncidait avec la transmission télévisée du match Pays-Bas-Argentine, n'a été ni nombre limitée de spectateurs.

En Grande-Bretagne, l'étonnement fut accueilli avec une évidente curiosité et une certaine sympathie. Le Daily Mirror lui consacra une page entière, mais on ne savait pas s'il avait déchaîné l'enthousiasme. Il convient de préciser qu'à l'interse des routes bretonnes, le circuit de Plymouth, large, roulant et dépourvu de difficultés, ne se prêtait pas à une course dynamique. Les Anglais ont découvert le Tour de France, ils n'ont pas vu son vrai visage.

Dans les Côtes-du-Nord, le peloton s'est engagé dans des chemins plus familiers en présence d'un public d'habitants. Il en sera de même la semaine prochaine lorsqu'il franchira les premiers cols alpestres. La victoire du Belge Patrick Sercu, un ancien champion du monde de vitesse, dimanche 30 juin, à Saint-Malo, et le fait que Merckx occupe la deuxième place du classement général, deux secondes de retard sur son équipier Joseph Bruyère, signifient que nous n'en sommes qu'aux prémices.

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY

LES DIFFICILES VICTOIRES DE L'EQUIPE DE FRANCE EN ARGENTINE

La tournée de l'équipe de France de rugby en Amérique du Sud s'est achevée, le samedi 29 juin, à Buenos-Aires, par une courte victoire (31 points à 27) obtenue aux dépens de l'équipe nationale d'Argentine. Le XV de France a remporté les huit rencontres qui lui étaient proposées, marquant un total de 358 points contre 84 à ses adversaires (62 essais pour 8 contre). Mais il n'en reste pas moins que lors des deux matches les plus sérieux, dominés par leurs rivaux argentins, notamment en mêlée fermée, le samedi 29 juin, ils n'ont pas perdu moins de neuf ballons sur leur propre introduction.

Cela traduit sans aucun doute les progrès réels accomplis par le rugby argentin, parvenu aujourd'hui à un bon niveau international. Mais cela confirme, au moins tout autant, la répugnance des joueurs français à travailler les secteurs les plus ingrats du jeu et leur tendance à ne chercher que dans une maîtrise technique, une faculté d'improvisation supérieures.

TIR

UNE FRANÇAISE CHAMPIONNE D'EUROPE A LA FOSSE OLYMPIQUE

Une Française, Mme Robrolo, a remporté à Athènes le titre de championne d'Europe de tir à la fosse olympique, en battant après barrage l'Italienne Rolandi. Chez les juniors, et toujours dans la même discipline, l'équipe de France s'est classée troisième, avec MM. Blin, Martinetti, Servoy.

Chez les messieurs (seniors), c'est un Espagnol, comme l'an dernier, qui l'a emporté. Aïre, avec 194 points, devant le toujours brillant Bassani (Italie), médaille de bronze à Munich. Jean-Jacques Buisson, classé quatrième, tandis que Michel Carrege (médaille d'argent à Munich), n'obtient que la vingtième place. Il est vrai que le champion français relève d'un accident de moto, ce qui a quelque peu perturbé son entraînement.

SKI

LE 44^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION

La difficulté de rénover

De notre envoyée spéciale

Le quarante-quatrième congrès de la Fédération française de ski (F.F.S.), qui s'est tenu, du 2 au 30 juin, à Divonne-les-Bains (Ain), restera celui des compromis et des renoncements. En tant que tel, il s'est peut-être condamné à ouvrir qu'une ère de transition et de décisions provisoires dans l'histoire de la F.F.S.

C'est sur un programme de réconciliation interne que le nouveau président, M. Charles Garot, a été élu (le Monde du 30 juin-1^{er} juillet). Le grand problème de la F.F.S. est, en effet, de retrouver son unité par-delà les innombrables rivalités qui opposent, notamment, les clubs de ville (clubs demandeurs de prestations) aux clubs de montagne (clubs fournisseurs de pistes, moniteurs, etc.) et presque parallèlement les animateurs du ski de tourisme à ceux du ski de compétition pour le partage du « gâteau » budgétaire. A cela s'ajoute l'opposition entre skieurs de fond et skieurs alpins, et entre les partisans et non-partisans de la réinsertion dans l'équipe de France des champions exclus à Val-d'Isère, (ce qui pose « in fine » le problème de la rémunération des concurrents).

Dans ce contexte, les réformes de structures de la Fédération, demandées par une large fraction des congressistes, ne peuvent être envisagées qu'à long terme et c'est pourquoi le nouveau président de la F.F.S. a reporté l'échéance en proposant la création d'un comité des réformes qui prendrait la suite du comité des réformes existant. M. Garot a décidé de retarder une nouvelle instruction de l'affaire qui pourrait entraîner la révision de la décision prononcée par les commissions sportives et disciplinaires.

Si cette révision intervient, il s'agit, en fait, du désaveu de la nomination à ce poste de M. Pierre Blanc, ancien entraîneur, qui a appartenu à l'équipe Joubert, dont il s'est désolidarisé après l'exclusion des champions. Dès lors, la majorité des dix-neuf entraîneurs de l'équipe de France, qui a appliqué l'ancien règlement, sera exclue et le choix du nouvel encadrement de l'équipe de France devient un problème des plus épineux posés au nouveau comité directeur et à celui qui assure l'interim de la présidence de la commission des disciplines, M. Roger Cote, vice-président de la section sportive. La F.F.S. a donc effectué, dans le domaine sportif, un « repli stratégique » sur ses positions occupées avant les événements de Val-d'Isère.

Ces deux attitudes sont d'ailleurs liées : pour éviter les mauvais résultats de l'équipe de France, il faut à la fois la crise morale du ski de compétition et la mise en œuvre de la F.F.S. auprès du public. Le problème est important : la Fédération tire 80 % de ses recettes de la vente des licences. En 1974, celle-ci fut de 500 000 licences, contre 600 000 en 1973, et les prévisions pour 1975 n'atteignent que le chiffre de 550 000.

La personnalité et la compétence du nouveau président de la F.F.S., à qui échoit un lourd héritage, ne sont pas en cause. C'est plutôt le manque de grandes options politiques générales et l'habitude de se décider au coup par coup, qui constituent le mal endémique de la F.F.S. Comment comprendre la versatilité de la plus grande fédération sportive de France qui, en deux mois d'intervalle, décide à la quasi-unanimité l'élection de son président et l'admission d'un nouveau président ? Comment admettre que les skieurs exilés par la commission sportive soient présentés aujourd'hui par l'ancien président, comme simplement « suspendus » (la presse étant rendue responsable de la regrettable confusion faite par le public entre les deux termes) ? Comment ne pas craindre que la F.F.S. puisse, après une tentative de « généralisation » de la compétition sportive, qui avait l'avantage de respecter les critères de qualification des compétitions internationales tout en permettant la rémunération indispensable des efforts des skieurs, risquer de retomber dans ses anciens travers, parce qu'elle souhaite des victoires sur les pistes ? — F. C.

LES RÉSULTATS

Automobilisme	Football
<p>CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONSTRUCTEURS</p> <p>1. Ferrari-Lancia (M. Sestini), 1.004.500 km en 4 h 31 min. 20 sec. 27 (moyenne : 204,00 km/h).</p> <p>2. à 3 tours, De Adamich-Facetti (Alfa Romeo) ; 3. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 4. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 5. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 6. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 7. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 8. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 9. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini) ; 10. à 4 tours, Belfiore (M. Sestini).</p> <p>CLASSEMENT</p> <p>1. Ferrari-Lancia, 100 points ; 2. Alfa Romeo, 50 ; 3. Fiat, 30 ; 4. Porsche, 20 ; 5. Chevrolet, 10 ; 6. Ferrari, 5 ; 7. Lola, 5 ; 8. Lancia, 5 ; 9. Alpine, 5 ; 10. Belfiore (M. Sestini), 5.</p> <p>Grand Prix de Monaco de Formule 1</p> <p>1. Surtees (March-BMW), les 206 km en 1 h 19 min. 4 sec. (moyenne : 143,33 km/h) ; 2. Piquet (Chevron-BMW), 31 sec. ; 3. Leclerc (Elf-BMW), 2 min. ; 4. Coulon (March-BMW), 1 tour ; 5. Tambay (Elf-BMW), 1 tour ; 6. Lafite (March-BMW), 1 tour ; 7. Depailler (Elf-BMW), 1 tour ; 8. Depailler (Elf-BMW), 1 tour ; 9. Depailler (Elf-BMW), 1 tour ; 10. Depailler (Elf-BMW), 1 tour.</p> <p>Cyclisme</p> <p>CLASSEMENT DE LA 2^e ÉTAPE (Circuit à Plymouth)</p> <p>1. E. Poppel (P.-B.), 3 h 52 min. 44 sec. 20 (moyenne : 40,4 km/h) ; 2. E. Poppel (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 3. Sercu (Belg.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 4. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 5. Van Springel (Belg.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 6. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 7. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 8. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 9. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon. ; 10. Karskens (P.-B.), 3 h 52 min. 20 sec. avec bon.</p> <p>TROISIÈME ÉTAPE (Mortlake - Saint-Malo) 90 km en 4 h 45 min. 57 sec. (moyenne : 40,4 km/h) ; 1. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 2. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 3. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 4. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 5. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 6. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 7. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 8. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 9. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon. ; 10. Poppel (P.-B.), 4 h 45 min. 57 sec. avec bon.</p> <p>CLASSEMENT GÉNÉRAL</p> <p>1. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 2. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 3. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 4. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 5. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 6. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 7. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 8. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 9. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec. ; 10. Poppel (P.-B.), 12 h 13 min. 50 sec.</p> <p>Hippisme</p> <p>Le Grand Prix de Paris, disputé le 30 juin à Longchamp et servant de support au pari tiercé, a été remporté par Sagaro, entraîné par Kamamuri. La combinaison gagnante est 14-5-1.</p>	<p>COUPE DU MONDE DE FOOTBALL</p> <p>GROUPE A</p> <p>Pays-Bas b. B.D.A. 2-0 Brésil b. Argentine 2-0 Classement : 1. Pays-Bas, 4 pts ; 2. Brésil, 4 pts ; 3. B.D.A., 0 pt ; 4. Argentine, 0 pt.</p> <p>GROUPE B</p> <p>Pologne b. Yougoslavie 2-1 R.F.A. b. Suède 4-2 Classement : 1. R.F.A., 4 pts ; 2. Pologne, 4 pts ; 3. Suède, 0 pt ; 4. Yougoslavie, 0 pt.</p> <p>Dans le groupe A, les Pays-Bas bénéficient de la meilleure différence de buts (+6) et sont donc classés premiers. Pour le Brésil, cette différence de buts (+2) est insuffisante pour le classer deuxième. C'est pourquoi le nouveau président de la F.F.S. a reporté l'échéance en proposant la création d'un comité des réformes qui prendrait la suite du comité des réformes existant.</p> <p>CLASSEMENT DES BUTEURS</p> <p>5 buts : Lato (Pologne) ; 3 buts : Sarmach (Pologne) ; 2 buts : Rep (Pays-Bas) ; 1 but : Beljor (Yougoslavie) ; 0 but : Karskens (Pologne), Depailler (Pologne), Edstroem (Suède) ; 2 buts : Cruyff (Pays-Bas), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne), Karskens (Pologne).</p> <p>Sports équestres</p> <p>Le prix de Chambord, première épreuve de la semaine de La Baule, a donné les résultats suivants :</p> <p>1. Mme Jean Le Rous-Loiseau (France) avec Altérine, sans faute, 75 sec. 8/10 ; 2. commandant Pierre Dumont (France) avec Pilon, sans faute, 76 sec. ; 3. Caldeira (Portugal) avec Gila, sans faute, 75 sec. 8/10 ; 4. Belon-Francis (Belg.) avec Monsieur Fernand, sans faute 77 sec. 5/10 ;</p> <p>Tennis</p> <p>TOURNOI DE WIMBLEDON</p> <p>Le tournoi de Wimbledon, dont la progression avait été contrariée pendant deux semaines par une pluie continue, a retrouvé sa normalité après une courte interruption. Parmi les résultats notables du simple messieurs, citons la victoire de Tony Roche, la plus jeune domination d'O'Neil devant Dridale, l'élimination de Blessem par Vilas, celle de Proby par Panatta et celle de Pasquet par Flavia. Le meilleur résultat des Français est sans conteste celui de Yannick Noah, qui a battu le champion en titre, Björn Borg, 6-3, 6-4, 6-3.</p> <p>DOUBLE MESSIEURS</p> <p>Deuxième tour : Dominguez, b. Ramirez (Mex.), 6-3, 6-3, 6-3 ; 3^e tour : Chambrun b. Delecker, 6-4, 7-5, 6-3 ; 4^e tour : Panatta (It.) b. Proby, 6-4, 7-5, 6-3 ; 5^e tour : Flavia (Belg.) b. Jaudre, 6-3, 6-4, 6-7.</p> <p>Troisième tour : O'Neil (Esp.) b. Roche (Aust.), 6-4, 6-3, 7-5, 7-5, 6-4 ; 4^e tour : O'Neil (Esp.) b. Druydale (Atr. Sud), 6-4, 6-3, 6-3, 6-3.</p>

IBM

CHIMISTE

B

insalable ventes

phytosanitaires

INGENIEUR T.P.

150

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM

recherche pour son Usine de
BOIGNY
(près d'Orléans)
Fabrication de machines à écrire

CHIMISTE
B.T.S. ou D.U.T.

Chargé, au sein du département approvisionnement, des achats de produits chimiques.
Les candidats devront :
- Etre déchargés des obligations militaires.
- Avoir une bonne connaissance de l'anglais.
Adresser C.V. détaillé sous référence 818 à
IBM FRANCE
Mlle RAMEAU BP 58
45800 St-Jean de Braye

LYON

Constructeur de Biens d'Équipement
d'une technique élaborée,
leader mondial dans sa spécialité, se
développant à un rythme de 50 % par an,
recherche pour son Usine (Banlieue SUD
de LYON)

chef de fabrication

Directement rattaché au Directeur Général,
il sera responsable des ateliers usinage, électricité,
montage (120 personnes), des méthodes
et de la gestion des stocks.
Ce poste conviendrait à un **INGENIEUR**
AM ou similaire, ayant une solide expérience
de l'atelier.

Les candidatures seront étudiées ss réf. V264M,
en collaboration avec
plein emploi

LE CONTENTIEUX UNIVERSEL
Société de recouvrement de créances
et de procédure contentieuse
créée pour son siège à DIJON le poste de

DIRECTEUR

Il est demandé :
- une formation supérieure commerciale ou juridique sanctionnée par un diplôme ;
- une connaissance parfaite des méthodes de vente de services aux entreprises.
Une bonne connaissance pratique des procédures de recouvrement litigieux serait un atout supplémentaire.

Il est offert :
- une responsabilité importante et réelle, de niveau direction générale ;
- l'animation d'un ensemble d'une trentaine de personnes ;
- un statut en rapport avec l'importance du poste.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
M. Yves OLIVIER
LE CONTENTIEUX UNIVERSEL
41, rue Guillaume-Tell, 21000 DIJON.

JEUNES MEDECINS

LES LABORATOIRES DUPHAR & Cie
faisant partie d'un
IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recherche

JEUNES MEDECINS
ASSISTANTS
DU DIRECTEUR MEDICAL

désireux
• de travailler en équipe
• de s'initier aux techniques scientifiques d'étude des médicaments
• d'assurer un enseignement écrit par méthodes audio-visuelles.

FOUR
CES POSTES SONT EVOLUTIFS
en raison de l'expansion de la Société
• des compétences, soit en gynécologie-obstétrique soit en oto-rhino-laryngologie soit en immunologie, seront appréciées.
• Une bonne connaissance de l'anglais (lu et si possible parlé) est demandée.

Lieu de travail : **LYON**
- au siège des Laboratoires -
VOYAGES FREQUENTS

Envoyer lettre manuscrite, c.v. détaillé avec photo récente et prétentions, à :
M. DEPARDEU, 87, rue d'Alsace, 75014 PARIS.



THOMSON-CSF

recherche pour

BREST

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS
DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE

Les candidats retenus actual. POSITIONNÉS II ou III A devront justifier d'une expér. min. de 5 à 10 ans acquise de l'électronique professionnelle. Leur activité s'exercera dans les secteurs :
ETUDES - DEVELOPPEMENT - RESEAUX
en liaison avec les services fabrication de BREST, ainsi qu'avec d'autres usines et laboratoires de la Compagnie.
Il s'agit de postes à responsabilités importantes, qui offriront aux candidats retenus de réelles perspectives d'avancement, sur place, ou dans les autres unités de groupe.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, THOMSON-CSF, route de Conquet, 29200 BREST.

VICE - PRESIDENT - MARKETING

European subsidiary of U.S. company manufacturing industrial machinery for the Food and Allied Industries is looking for a dynamic marketing man with General Management interest and capability to coordinate the company's diversified marketing program. Responsibilities are Europe wide with residence in Belgium. This is a challenging assignment with excellent opportunity for rapid career advancement. The successful applicant will probably be a University graduate fluent in at least two European languages. He will have a good record in Industrial Marketing and People Management and will be in the 35-45 year age group. The position offers attractive remuneration and substantial fringe benefits.

Write in fullest confidence to : Universal Media, 122, chaussée de la Hulpe — B-1050 Brussels, which will transmit, and mention the reference LM/820 on the envelope.

For personal interview which can be arranged in any major European city.

WORK IN AMSTERDAM
Due to work expansion
AMERICAN
PUBLISHING COMPANY
can offer an excellent
opportunity to a
PROGRAMMER
(2 years experience in COBOL)
To work in their OFFICE
in AMSTERDAM, Holland, where
we handle the subscription
Service Administration
with the use of the advanced
I.B.M. 370/45
EQUIPMENT UNDER OS/VS 1
Salary and fringe benefits are
excellent.
If you are minimum 23 years
of age, preferably unmarried,
Please send a curriculum vitae
including a detailed description
of your programming experience
to Mrs. STREUL, Personnel
Department, Time Life Int'l Ned.
B.V., Otto Heidsmaeckstr. 5,
AMSTERDAM (HOLLAND).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRAITEMENT GÉNÉRAL
DES EAUX
recherche pour assurer
la DIRECTION de son Agence
en Afrique du Nord
INGENIEUR

Préférence sera donnée à un
candidat ayant des connaissances
en traitement des eaux.
Salaire minimum de 5 ans avec
assurance de rapatriement et
de réintégration dans l'entre-
prise. Mission et voyage fournis.
Les fonctions consistent à as-
surer la responsabilité de la
direction commerciale, la supervision
des chantiers et le suivi de
l'après-vente.
Il s'agit de fonctions dirigeantes
et de gestion.

Les candidats sont assurés de
la diffusion des résultats.
Adr. C.V. à M. 5760 Confiance
P.O. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4. T.
Nous prions les
candidats d'envoyer l'obli-
gation de répondre
à toutes les lettres
qu'ils recevront et
de restituer aux
adresses les deux
morceaux qui leur ont
été confiés.

emplois féminins

Wir suchen zum 1/8/1974 oder nach Vereinbarung

EXPORT-SEKRETERIN

mit Qualifikation zur Sachbearbeitung, 3-sprachig
französisch-deutsch mit Kenntnissen in englischer
Bedienung, Spanische oder italienische Kenntnisse
werden speziell honoriert.
Wir sind ein gross Unternehmen des Maschinen-
baus für die Nahrungsmittelindustrie und als
Laboraustellungsstelle in Europa.
Die Stadt Wangen liegt reizvoll beim Bodensee
und nahe der Schweiz.
Bewerbungen mit Foto und Lebenslauf an
HERMANN WALDNER KG & Co. Bern Leberer
D-7000 Wangen Postfach 88 — B.F.A.

Un des premiers
LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS
recherche
pour sa Direction INTERNATIONALE

1) Pour le JAPON

Celui qui de Paris et sur place :

- a) Coordonnera les activités du Laboratoire au Japon i.e. :
- suivi des contrats de licence avec les Honoraires actuels ;
- négociation de nouveaux contrats de licence ;
- contacts avec d'autres partenaires potentiels ;
- Orientation de l'activité du bureau de liaison de Tokyo.
- b) Définira la politique à moyen et long terme pour ce secteur.
- c) Mettra en application cette politique.
- d) Fait :
- Avoir le goût du travail en équipe ;
- Être patient et optimiste (résistance physique et nerveuse) ;
- Naviguer 3 à 4 voyages de 4/5 semaines par an ;
- Être ouvert à une culture et une forme de pensée nouvelles ;
- Avoir 3 ans d'expérience dans des négociations contractuelles.

Le salaire de départ ne saurait être inférieur à :
80.000 F/an.

Formation REC - INSEAD - ESSEC - ESCP ou diplôme étranger équivalent.

2) Pour AMÉRIQUE LATINE ou EUROPE

Un **ASSISTANT CHIEF DE SECTEUR** :

- Parlant parfaitement anglais et une deuxième langue (préf. espagnol) ;
- Ayant goût voyagé et travail en équipe ;
- Evolution de carrière intéressante pour candidat valable.

Formation REC - ESSEC - ESCP
1 à 3 ans d'expér. dans secteur international.
Débutants s'abstenir.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à
STICHERY, 11, avenue de Ségur, Paris-7^e.

En Alsace une importante Société
Industrielle Française
(CA 100 millions Francs H. T.
600 personnes)
pour son département Grosse
Chaudronnerie

recherche **DIRECTEUR TECHNIQUE CHAUDRONNERIE**

avec autorité sur 250 personnes (atelier + RE) il faut :
• maturité de 35 ans
• Formation type ARTS et METIERS ou bon autodidacte
• Expérience réelle de la fabrication
• Sens de l'organisation - forte autorité personnelle
• Connaissance de l'Allemand et du dialecte.
Remunération intéressante pour élément de valeur.
Pour tous renseignements, écrire sous Réf. 72019 F

DRES

11, Allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

Si vous avez expérience commerciale
et contrôle de gestion,
vous pouvez être le

DIRECTEUR ADJOINT
d'un organisme de loisir d'audience nationale

(40 pers./1300 adhérents
LYON / 25 ateliers
de travaux manuels et d'expression).

Envoyez CV + photo + appoint (réf. HJD) à
SCHNEIDER RECRUTEMENT
52, rue Molière - 69006 LYON - 62.37.84.

responsable ventes engrais et phytosanitaires

nous lui confierons l'animation à
l'échelle départementale d'une équipe de
10 vendeurs.
Nous choisissons de préférence un homme
présentant plusieurs des caractéristiques
suivantes :
• une formation acquise dans une
école d'agriculture, • une expérience
de la vente, • une bonne
connaissance du secteur ENGRAIS ET
PHYTOSANITAIRES.
La connaissance régionale Sud-Ouest serait
appréciée.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions
au service 5120.
plein emploi 118 rue d'Alsace Paris 2

TREFILUNION

PREMIER PRODUCTEUR FRANÇAIS D'ARMATURES SOUDÉES POUR BETON ARMÉ
recherche

pour son service **MARKETING à ST-DIZIER (Haute-Marne)**

INGENIEUR T.P.
Débutant

Intéressé par techniques commerciales modernes,
Capable de s'intégrer dans équipe
jeune et dynamique.
Le candidat devra être déchargé O.M.

Ecrire en joignant CV et prêt à :
TREFILUNION

SERVICE DU PERSONNEL
BP 55 SAINT DIZIER (52102)

50126

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT :	Demandes	13,00
	Offres	27,00
	Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2.col.)	31,52
	minimum 15 lignes de hauteur	35,00
		40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LA FILIALE FRANÇAISE
D'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES
CHIMIQUES MONDIAUX
recherche, dans le cadre de l'expansion
de ses activités en FRANCE

1 AGENT

TECHNICO-COMMERCIAL

spécialiste de l'agriculture et de l'alimentation
du bétail.

L'HOMME :
- 25 ans minimum ;
- diplômé Ecole d'Agriculture ;
- 3 à 5 ans d'expérience professionnelle
dans cette branche ;
- solides connaissances de l'anglais.

LA MISSION :
Basé dans la banlieue Sud de Paris, le
candidat réalisera dans le cadre de la promotion
de nos produits auprès des utilisateurs
coopératives, industries des aliments du
bétail, agriculteurs.
Il contribuera à définir la meilleure poli-
tique commerciale susceptible d'assurer une
forte implantation de nos produits en
France.

Les produits déjà largement utilisés dans plusieurs
pays d'Europe sont :
- des engrais ;
- des fertilisants ;
- des aliments pour bétail ou leurs com-
posants ;
- des produits assurant la conservation des
grainières.

Des connaissances dans le domaine des protéines
constitueront un atout supplémentaire.

Ecrire lettre man., C.V., photo et prêt. au réf. 1.168,
SWERTS, B.P. 268, 75494 PARIS - CEDEX 08.

création de postes

d'INGENIEURS chargés d'affaires

L'importance des marchés traités par notre bureau
d'études de Constructions (Paris) nous conduit
à proposer 3 postes

Nous sollicitons les candidatures d'hommes de
30 ans min., niveau Grande Ecole ou formation
équivalente dans chacun des domaines suivants :
- STRUCTURE (béton et béton précontraint) réf: 230
- ELECTRICITE (industrie et bâtiment) réf: 231
- GENIE CIVIL (travaux à la mer) réf: 232
Les candidats sont à la fois : des généralistes
capables de concevoir, distribuer et coordonner
les travaux d'étude - des techniciens aptes à
prendre une part prépondérante aux recherches et
études - des gestionnaires responsables à tous
les niveaux des entreprises où leur sont confiées.
Ces ingénieurs en fonction d'un chef sont placés
sous l'autorité de la Direction Générale.
Quelques déplacements de courts durées.
Anglais nécessaire pour les postes d'ingénieur tra-
vaux à la mer.
La rémunération n'est pas inférieure à F. 70.000
et peut être largement dépassée suivant la valeur
du candidat.
Disponibilité souhaitée : 1er Septembre.

Adr. lettre man., CV détaillé, photo
sous réf. correspondante, à A.S. CARMÉ,
EMPLOIS ET ENTREPRISES
15, rue Volney 75002 PARIS

ENTREPRISE INDUSTRIELLE LEADER DANS SA BRANCHE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche

INGENIEUR

EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE

• Rattaché au Responsable Organisation et Etudes
Informatiques, les missions qui lui seront
confiées auprès des Directions et Services du
Siège Social et de l'Usine consisteront à :
- analyser les problèmes ;
- concevoir les projets de réorganisation,
éventuellement en liaison avec le Service
Informatique ;
- mettre en place les nouvelles organisa-
tions et en assurer la maintenance.
• Ce poste nécessite :
- une formation supérieure commerciale ou
scientifique ;
- quelques années d'expérience dans une
fonction comparable au Cabinet ou en
Entreprise.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et saleté
soutenue sous la référence 8073.

COFAP 42, rue de Clugnot 75010 Paris 10

Société des Produits Industriels ITT
Nous remplaçons à PARIS :
2 Cadres Financiers promus à d'importantes
responsabilités au sein de notre Société.

contrôleur financier

analyste financier

Les 2 postes, le premier plus opérationnel,
le second plus fonctionnel, s'adressent
à de jeunes diplômés de l'Enseignement
Supérieur désireux d'approfondir
leur connaissance d'une gestion
financière moderne sous les aspects
comptabilité, analyse financière, informatique,
prévision budgétaire, procédures des
rapports... acquises depuis 3 à 5 ans dans
une Société multinationale Anglo-Saxonne.
Ces fonctions rattachées à la Direction
Générale de la Société, offrent par la suite de
nombreuses opportunités d'évolution dans
le Groupe.
Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à
LAURENT Société des Produits Industriels
ITT, 1, avenue du Pasteur
92223 - BAGNEUX,
et préciser la rémunération
souhaitée.

ITT

chef de groupe publicité conseil

Nous avons décidé un jour de devenir
l'une des deux premières Agences Conseil
spécialisées dans un secteur difficile
et passionnant : c'est fait.

Nous avons acquis dans ce secteur une solide
réputation d'efficacité et de compétence.

• Caractéristiques de l'Agence : dynamique,
moderne, capable de conseiller totalement
ses clients (de l'analyse du produit à l'édiction
d'une brochure).

• Caractéristiques de l'équipe : 20 personnes,
des professionnels. Bons contacts (wo) men,
organisés, conviviaux.

• Vos caractéristiques : CP Senior, doct,
vous valez un poste de Chef de Groupe
(dans 6 mois, par exemple...)

Si vous êtes solide, curieux,
convaincu... et CP Senior,
écrivez avec C.V. détaillé et photo
au N° 489.119 Régie Press
85 bis, rue Réaumur
75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SIGNALISATION ROUTIÈRE

travaillant pour l'Administration, les Villes
et l'Industrie privée. Effectif : 200 per-
sonnes, siège région parisienne, recherche :

CADRE COMMERCIAL

Diplômé ou niveau HEC, ESSEC, ESCP

AYANT UNE EXPERIENCE DE 5 A 10 ANS
ET CAPABLE D'ASSURER ULTERIEUREMENT LA

DIRECTION COMMERCIALE

Il dirigera d'abord (environ 2 ans) le département
vente et fournitures pour se familiariser avec
la clientèle, les marchés, se pour faire la preuve
au sein de l'entreprise de ses capacités.

Il n'y a malheureusement pas de reconversion
possible au sein de l'entreprise si ce Cadre ne
peut être promu Directeur Commercial.

Ecrire à CEPIAD
2, rue Joseph-Sansbœuf - 75008 PARIS.

Groupe Industriel International
en forte expansion recherche
pour son Siège, proche R.E.R.
(banlieue Ouest),

responsable administratif technique

Formation Supérieure A.M.
ou similaire

Il sera chargé :
• du suivi du budget ;
• du calcul coût et
des performances ;
• du planning et de la
documentation ;
• de la liaison informatique ;
• des statistiques techniques.
Anglais courant.

Envoyez CV détaillé et prétentions au
service 5119.
plein emploi 118 rue Réaumur Paris

BEICIP

306, av. Napoléon-Bonaparte, Neuilly-Malmaison

A) Pour déplacements étrangers :

TECHNICIEN EN SISMIQUE

pour assistance INGENIEUR INTERPRETA-
TION. Niveau bac. et diplôme technique
souhaitable. expérience en sismique requise.
connaissance de l'anglais appréciée.

B) Pour missions longues durées à l'étranger :

INGENIEUR DIAGNOSTICS

connaissant et possédant matériel P.G.A.C. :

INGENIEUR PRODUCTION

spécialiste équipement des puits (complément).

FORAGE : 3 MAÎTRES-SONDEURS ;

CIMENTATION : 1 SPECIALISTE ANALYSE

LABORATOIRE CEMENTS ;

REGULATION : 2 SPECIALISTES INSTRU-
MENTS DE CONTRÔLE ;

MECANIQUE : 3 MECANICIENS SPECIA-
LISTES matériels pétroliers connaissant

TURBINES, COMPRESSEURS, POMPES ;

DESSIN : 1 DESSINATEUR connaissant
installations pétrolières.

Pour postes ENSEIGNEMENTS dans CENTRE
FORMATION TECHNIQUES. Déplacement en
famille dans grande ville.

Prévoir adresse C.V. et prétentions au BEICIP.

Crédit Agricole Ile de France

recherche

chef de centre de calcul

pour son DEPARTEMENT INFORMATIQUE

équipé d'un ordinateur IBM 370/155 - 1024 K
en OS MFT et d'un réseau de terminaux.

Il aura la responsabilité :

• de la gestion du SERVICE EXPLOITATION
composé de 40 personnes,

• de l'animation et de l'encadrement
des équipes.

Il devra justifier d'ordre et de méthode,
avoir le goût du contact et de l'autorité, la
connaissance approfondie des systèmes et
des périphériques.

Rémunération en fonction de
compétences.

Envoyer CV et prétentions au Département
du Personnel 26, quai de la Rapée PARIS 12e

Société d'INSTRUMENTATION OPTIQUE

recherche pour

FABRICATION EN PETITES SÉRIES
DE COMPOSANTS OPTIQUES ELABORES

1°) UN AGENT TECHNIQUE I

DE LABORATOIRE

AYANT SI POSSIBLE UNE PREMIERE FORMA-
TION DANS LES TECHNIQUES D'EVAPORATION
SOUS VIDE OU DE REGLAGE OPTIQUE.

2°) UNE AIDE TECHNIQUE

DE LABORATOIRE

FORMATION ASSUREE

POSTES A POURVOIR IMMEDIATEMENT.

INSTRUMENTS S.A. Division JOHNSON-YVON,
rue du Canal, 91100 LONGJumeau.
Téléphone : 928-94-45 - M. PRIOT.

MATRA

recherche pour sa division systèmes civils

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant quelques années d'expérience pour prospection,
réduction offres et vente de systèmes modernes de
télévision.

Connaissances hardware, software et télétransmission
souhaitées.

Anglais parlé.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à
MATRA Direction des Affaires Sociales
BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

Johns - Manville De France S.A.

recherche pour son siège
RUEIL-MALMAISON

2 project engineers

Chargés au sein de l'équipe d'engineering
de la Division Internationale, de l'étude et
réalisation des projets dans les
usines européennes du Groupe, sous le
contrôle du Project Manager.
Ces postes conviendront à des jeunes
Ingénieurs diplômés A.M. ou équivalent ayant
2-3 ans d'expérience soit en fabrication, soit
en entretien/travaux.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Déplacements fréquents en cours d'étude, de
courte durée ou de plusieurs mois.
Formation complémentaire et éventuellement stage
aux USA prévus en fonction des travaux ultérieurs.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions au
service 1088

plein emploi

Structure d'entreprises et carrière

IMPORTANTE COMPAGNIE de TELECOMMUNICATIONS

recherche :

UN RESPONSABLE DES CHANTIERS D'INSTALLATIONS

Cet INGENIEUR ELECTRONICIEEN 3A ou 3B
doit :
- posséder une expérience de plusieurs années au
sein d'une unité de production ou d'un ensem-
ble de chantiers ;
- connaître les problèmes d'installations et de
mise en service de matériels téléphoniques et
de transmission ;
- diriger et gérer un effectif de 250 Techniciens
et Monteurs.

CE POSTE EST A POURVOIR
A PARIS PUIS ORLEANS.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 58199 à
Contrasse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er
qui transmettra. Description et réponse assurées.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN EXPANSION EXCEPTIONNELLE

recherche

UN ANALYSTE et UN PROGRAMMEUR

Les candidats retenus feront partie d'équi-
pe de projets (à programmeurs team).
On leur demandera d'être dynamiques,
méthodiques, expérimentés en analyse et
programmation modulaire PL/I (et à un
niveau élevé en COBOL).
L'environnement machine est composé
d'un IBM 370 / 145, de deux IBM 3800 et de
deux 3420 et fonctionne sous DOS-VS.
Nous recherchons de préférence les
candidats qui ajoutent à leur expérience
une formation supérieure.
La rémunération de départ correspondra
à ces critères.
Env. CV détaillé, photo et prêt. au réf. 6251 P
EMPLOIS ET ENTREPRISES
15, rue Volney 75002 PARIS

Pour faire
face à notre expansion,
nous recherchons

ADJOINT A NOTRE

DIRECTEUR

COMMERCIAL

POUR ASSUMER RAPIDEMENT LA

RESPONSABILITÉ COMPLETE

DES SERVICES ADMINISTRATIFS

COMMERCIAUX

FORMATION REQUISE :

EXPERIENCES REQUISES :

TRES BONNE MAÎTRISE DE L'ORGANISME

ADMINISTRATIVE

DE LA VENTE

DE PRODUITS

INDUSTRIELS

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé
à Monsieur le Chef du Personnel - Réf. : 105 M

VULCANIC 1, Avenue Kléber à

NOGENT S/MARNE 94150

responsable de produits

Une importante Société Pétrolière recherche un JEUNE

CADRE pour renforcer son équipe chargée de mar-
ché des huiles sur la Région Parisienne.

Ce poste implique à la fois :

• un travail d'étude (qualification des huiles, sta-
tistiques de vente...) et de relations avec la service et les
clients ;

• et une action commerciale en clientèle (conseil-
lement, grosses industries) en collaboration avec les
agences vendeuses.

En conséquence, la candidate que nous recherchons est :

• un jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce
ouvert aux problèmes techniques ;

• ou un jeune législateur attiré par le commercial.
Envoyer C.V., photo, prêt. sous réf. 2334/M à I.C.A.

Ecrire à CEPIAD
2, rue Joseph-Sansbœuf - 75008 PARIS.

I.C.A. Insertion Journal Classées - Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75009 - PARIS

DOMINIQUE CHAVANAT

Pour les armées, une période d'autorité budgétaire s'annonce : il faudra bien qu'un département, d'ailleurs impopulaire, fasse les dépenses des promesses électorales faites à tous les autres. Cette autorité ne fera qu'accroître le malaise qui règne aujourd'hui, mais les cadres si elle n'est accompagnée d'un réel effort de mise à jour, c'est donc dans un climat favorable à l'innovation que doivent être abordées sans retard les vraies réformes, à commencer par celles des méthodes de pensée et d'expression.

On sait que « l'armée (est) par nature réfractaire au changement » (Charles de Gaulle). Sera-t-elle le dernier corps de France à redécouvrir après 1982 que la jeunesse recèle des richesses et que la participation est une des clés de notre époque ? On attendra-t-elle la prochaine révolution ?

DOMINIQUE CHAVANAT

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE SE POURSUIT AUX TANNERIES DU PUY ET D'ANNONAY

De notre correspondant

Plusieurs grèves se poursuivent en province contre les menaces de licenciements des entreprises du Coq sportif. Electro-Kicker, H.K. Porter et les Tanneries françaises rénales.

Le Puy. — Quel sort attend les Tanneries françaises réunies, qui regroupent plus de deux mille salariés dans ses usines du Puy, de Bort-les-Orgues et d'Annonay ? La situation s'est encore aggravée depuis le 4 mars, date du jugement du tribunal de commerce de Paris accordant à la société une « suspension provisoire des poursuites et d'apurement collectif du passif » et désignant M. Chassagnon pour étudier un plan de redressement.

L'analyse de la situation financière a fait apparaître un déficit de plus de 200 millions de francs, avec une perte mensuelle de 3,5 millions au cours de ce dernier trimestre. Le directeur a fait connaître son plan de redressement au comité central d'entreprise le 25 juin. Il prévoit une réduction des effectifs : quatre cent trente et un salariés à l'usine d'Annonay, soit la totalité du personnel ; cent quatre-vingt-deux au Puy et treize à Bort-les-Orgues ; au total, il restera vingt-six licenciements. À la suite de nombreuses interventions, le gouvernement a promis un important concours financier : 25 millions de francs pour maintenir l'exploitation de l'entreprise et payer le personnel jusqu'à fin septembre ; puis un crédit de 50 millions de francs, le 1^{er} octobre, pour assurer la trésorerie de la nouvelle structure proposée par le plan de redressement.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.O.-C. ont cependant rejeté les propositions de l'administrateur judiciaire et ont déclaré s'opposer à tout licenciement et au démantèlement de l'entreprise. Dans les jours suivants, les ouvriers se sont alors mis en grève. Le lundi 1^{er} juillet, la grève se poursuivait à l'établissement du Puy (mille deux cents

personnes) ; grève aussi à l'établissement d'Annonay (quatre cent trente et une personnes), où une manifestation générale est prévue pour le 5 juillet. En revanche, à Bort-les-Orgues, où ne sont prévus que treize licenciements, le personnel s'est prononcé pour la reprise du travail par 224 voix contre 89 et 9 bulletins nuls (322 votants, sur 388 inscrits).

La menace de licenciement collectif est aussi à l'origine d'un conflit à Romilly-sur-Seine (Aube), où les quatre cent cinquante salariés de l'usine de bonneterie le Coq sportif occupent des locaux par roulement depuis le 27 juin. Le tribunal de commerce de la Seine devrait se prononcer, le 2 juillet, sur l'avenir de la société, qui connaît de sérieuses difficultés dues à la mévente des articles de sport.

Une manifestation pour la défense de l'emploi s'est déroulée dans le calme, samedi 30 juin à Baume-les-Dames (Doubs) où était organisée une opération « ville morte » : six cents personnes environ ont défilé dans les rues pour protester contre la menace de fermeture de la société de juke-boxes Electro-Kicker (deux cent trente personnes), dont le bilan a été déposé le 15 juin. Selon M. André Bouloche, député socialiste et maire de Montbéliard, un espoir subsisterait de voir se maintenir les activités de l'entreprise.

À Marpent (Nord), une partie du personnel de l'entreprise de constructions mécaniques H.K. Porter (mille salariés) occupe les locaux pour s'opposer à des licenciements. Le 25 juin, une manifestation a été organisée : des lettres de licenciement, qui devraient toucher trois cent cinquante-cinq employés.

AGRICULTURE

Les éleveurs de porcs partent en guerre contre les importations

Plus de deux mille éleveurs de porcs sont attendus, mardi 2 juillet, à Steenwerde (Nord), pour manifester à l'appel de leurs dirigeants nationaux contre la chute des cours et les importations. Après le massacre, vendredi dernier, d'une vingtaine de porcelets à la frontière, les nouveaux incidents sont à craindre.

C'est pour les mêmes raisons — chute des cours et importations — que les producteurs de pêches du Midi ont décidé de passer à l'action directe.

Nos correspondants nous indiquent que :

- En Aquitaine, les fruitiers ont annoncé que dès le lundi 1^{er} juillet, ils débrayeraient toutes les pêches espagnoles qu'ils se trouvent.
- En Languedoc et Roussillon, une assemblée extraordinaire du syndicat des exploitants doit se réunir ce lundi pour définir les nouvelles formes d'action.
- En Provence, les cultivateurs de tomates ont bloqué dimanche, en début d'après-midi, l'autoroute A-7, à la hauteur du péage de Bollène (Vaucluse), provoquant

un bouchon d'une quarantaine de kilomètres.

Le gouvernement espère calmer les esprits : il a fait savoir que toutes les importations de pêches en provenance d'Espagne seront suspendues ce lundi à 12 heures. Toutefois, cette mesure, contraire à la réglementation communautaire, risque d'être rapidement levée par les autorités de Bruxelles.

L'ère des producteurs n'a pas épargné le ministre de l'Agriculture. Notre correspondant de Lorient nous rapporte que quelque cent cinquante éleveurs qui voulaient rencontrer M. Bonnet dans sa propriété familiale de Carnac (Morbihan), ont été reçus par le capitaine de gendarmerie de Lorient. Pour protester, les manifestants ont lâché un porc et des porcelets dans la propriété du ministre. Après cet incident, M. Bonnet a publié un communiqué dans lequel il précise : « Je suis prêt à recevoir sur rendez-vous, à la mairie de Carnac, les représentants autorisés de la profession, dont l'existence défend, dans une période terriblement difficile, les intérêts avec la passion que l'on me connaît. »

CORRESPONDANCE

Pourra-t-on encore produire sans se ruiner ?

Exploitant à Saint-Benoît-du-Sault (Indre), M. Charles Poulet, membre de la chambre départementale d'agriculture et de la chambre régionale du Centre, nous a fait parvenir une lettre dans laquelle il exprime son inquiétude devant l'évolution catastrophique des marchés agricoles. En voici les principaux passages :

L'univers regarde les agriculteurs pour savoir si les besoins alimentaires seront couverts ; les agriculteurs français et en particulier les éleveurs, se demandent s'ils pourront continuer à produire sans se ruiner. En ce qui concerne la viande de porc, si 1973 a été une année acceptable, il n'en est absolument pas de même pour 1974. À 4,30 F le kilo vif en qualité moyenne, l'éleveur perd de 40 à 50 F par tête, à condition de ne pas avoir de perte due à la maladie. (...)

La situation des autres catégories n'est pas meilleure, que ce soit pour le lait, production asseurant, les fruits et légumes qui ne se vendent pas, ou à un prix très bas, à la production, les céréales dont les coûts de production viennent encore d'augmenter. (...)

Nos organisations professionnelles agricoles (...) ont encore un rôle important à jouer, mais il n'y a plus un moment à perdre.

● LA FOIRE DE LEIPZIG 1974 se tiendra du 1^{er} au 8 septembre. La R.D.A. compte sur la participation de plus de six mille exposants venant d'environ cinquante pays. La France occupera 2 445 m² sur les 270 000 de l'exposition et figurera parmi les plus importants pays capitalistes.

Les secteurs les plus représentés seront l'équipement pour l'industrie chimique, les machines textiles.

LE GOUVERNEMENT SOUS-ESTIME LARGEMENT SES RECETTES FISCALES

Le Parlement examine à partir de mardi 2 juillet le projet de loi de finances rectificative pour 1974 mis au point par M. Fourcade et adopté la semaine dernière en conseil des ministres.

Ce « collectif » — le premier depuis six ans, — qui rectifie le budget de 1974 voté par le Parlement à la fin de l'année dernière, se justifie par la nécessité de tenir compte du plan de lutte contre l'inflation — et de l'inflation elle-même — dans l'équilibre des dépenses et des recettes de l'État.

Globalement, et après remaniements, le budget de l'État pour 1974 reste excédentaire de 346 millions de francs :

- 1) Dépenses supplémentaires : 8,5 milliards de francs.
 - 2) Economies et recettes nouvelles : 8,5 milliards de francs.
- La hausse des prix du pétrole entraîne pour l'État des charges plus lourdes en matière civile et militaire (carburant et chauffage) qui sont estimées à 1 000 millions de francs. De même, l'inflation rend nécessaire la revalorisation des traitements des fonctionnaires et des pensions des anciens combattants et victimes de guerre. Côté : 4 795 millions de francs.
- Les crédits accordés aux entreprises publiques sont également augmentés de 1 388 millions de francs, notamment pour compenser le refus opposé par l'État aux directions de ces entreprises d'augmenter leurs tarifs selon les prix du marché.

De même, les subventions aux entreprises nationales sont réduites de 370 millions de francs du fait des hausses des prix de vente du charbon autorisées par le gouvernement. Enfin, une économie de 150 millions de francs est faite sur les crédits militaires (un tir nucléaire est supprimé), de 20 millions de francs sur les crédits d'études par contrat, de 145 millions de francs sur certaines opérations « non prioritaires » abandonnées ou reportées.

● Recettes supplémentaires : 7 660 millions de francs : le plan de redressement de l'économie, rendu public par le gouvernement le 12 juin (Le Monde du 14 juin) comportait une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes, qui doit rapporter 5 milliards de francs ; cette année, de l'impôt sur les sociétés (5 milliards de francs), une taxation de 10 % des plus-values immobilières réalisées en 1973 (150 millions de francs) ; la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui rapportera 640 millions de francs, sera presque complètement annulée par la réduction du taux de la T.V.A. sur les transports en commun qui fera perdre à l'État 630 millions de francs.

On remarquera que, dans ce projet de « collectif », que va examiner le Parlement, n'apparaissent pas les plus-values fiscales nées de la hausse des prix. Le gouvernement note pourtant : « Du fait de l'inflation, les plus-values fiscales provenant des impôts sur la consommation (T.V.A.) excèdent, dans une proportion qui ne peut être fixée dès maintenant avec certitude, les dépenses initiales de la loi de finances pour 1974. Le gouvernement estime néanmoins possible d'utiliser une fraction de ces plus-values. »

10 milliards d'excédent ?

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

Le collectif note une augmentation de 650 millions de francs des crédits accordés au P.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) et de 1 115 millions de francs d'avances aux collectivités locales au titre du versement habituel de l'État destiné à remplacer le produit de la défunte taxe sur les salaires (qui touchaient précédemment les collectivités locales).

De même, le gouvernement vient de rembourser 3,5 milliards de francs à la Banque de France pour des avances que celle-ci lui avait consenties antérieurement. C'est dire que l'État mise sur des plus-values fiscales nées de l'inflation d'au moins 5,3 milliards de francs (3,5 milliards de francs + 1 115 millions de francs + 650 millions de francs). En fait, celles-ci seront beaucoup plus importantes et le budget de 1974 sera en fin d'année, probablement très largement excédentaire.

D'après nos informations, on peut prévoir, malgré ces dernières réductions et remboursements, un excédent des recettes sur les dépenses d'environ 10 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

BUDGET

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

Le collectif pour 1974

LA VIE ÉCONOMIQUE

AUTOGESTION : les équivoques du cas yougoslave

II. — Les charges de la démocratie

Par ALBERT MEISTER

Dans un premier article (« Le Monde » du 30 juin-1^{er} juillet), Albert Meister a analysé les types successifs d'autogestion industrielle yougoslave : le système conçu pour l'économie planifiée et celui qui a été adapté à l'économie de marché. Il en a marqué les limites et les déviations.

Le cas yougoslave montre que si la structure de l'autogestion joue un rôle déterminant comme cadre de la démocratie économique, elle n'en est pas une condition suffisante ; l'observation nous ramène à la fois des entreprises autogérées qui ne sont que des sortes d'entreprises patronales déguisées (1) et des secteurs entiers d'autogestion qui ne sont que des organes de transmission des consignes du plan national. Ici encore, il faut distinguer les problèmes au niveau des entreprises de ceux qui émergent de l'inclusion de celles-ci dans un système planifié ou dans un ensemble stimulé par des politiques économiques.

Au niveau de chaque entreprise, les conditions de fonctionnement de la démocratie d'autogestion yougoslave sont bien connues et l'on peut se borner à quelques rappels :

● Quelle que soit la formule d'autogestion choisie, les fondateurs ont toujours cru que la suppression du conflit de classes, grâce à la socialisation des moyens de production, suffirait à assainir, à transformer les relations de travail. Or on est cependant venu à constater l'existence d'autres conflits qui, précédemment, tendaient à être cachés par le conflit patron-ouvriers : une fois que l'égalité formelle est réalisée, les inégalités naturelles n'apparaissent que plus criantes, et ce sont elles qui démontrent la naissance de nouvelles stratifications, parfois tout aussi odieuses que celles qui se fondaient sur l'argent.

C'est alors le triomphe des plus intelligents qui, au pouvoir, sont rarement les plus humains ; ou bien le règne des plus conformes.

(1) Cf. *La Démocratie yougoslave* (A. Meister), Éditions Anthropos, 1971, p. 341 et suivantes.

mistes à l'égard des idéologies officielles ; ou celui des camarades élus aux postes de responsabilité grâce à leur popularité dans les ateliers ; ou celui des plus entreprenants, dont l'initiative et l'esprit d'entreprise seront plus utiles à la croissance des investissements qu'un respect des procédures démocratiques ; ou encore le mélange de ces quatre (ou plus) types d'hommes — ce qui, aux yeux du démocrate éclairé, n'est pas un mélange très détonnant, mais du moins une garantie contre l'arbitraire.

● Quel que soit ce dosage, la bienveillance du pouvoir dans l'entreprise et son respect des règles du jeu démocratique, il ne s'ensuit pas moins que, le temps passant, il se cristallise et parfois à son insu, s'oppose au renouvellement — les contraintes mêmes de l'efficacité étant invoquées comme faisant obstacle à la rotation et à l'arrivée d'hommes nouveaux dans les équipes de direction. Il est toujours impopulaire de dénoncer sur place cette tendance, et cela d'autant plus qu'on se sent obligé de l'autogestion, qui sont la plupart du temps des hommes d'appareil, constamment menacés par l'application du principe de la rotation.

Et pourtant, si l'on désire parler sérieusement du fonctionnement de l'autogestion, il faudra bien un jour oser déterrer cette trinité vieille « loi d'airain » de Robert Michels, et examiner lucidement ce qu'elle signifie. Peut-être faudra-t-il alors renoncer aux formules incantatoires de la rotation des responsabilités, de la révocabilité immédiate, etc. ? Pour le moment, on doit se souvenir que vingt ans d'autogestion ont fait de la Yougoslavie un cimetière de règles inappliquées dans ce domaine.

● Constatons aussi qu'en face de ces chefs peu enclins à rentrer

dans le rang la base est généralement toute heureuse de « faire confiance », de se laisser guider. La famille, la religion, l'école, ne lui ont-elles pas enseigné à se tenir « à sa place » et à obéir aux chefs ? Il n'est pas exagéré d'émettre l'hypothèse qu'une part des difficultés de la démocratie d'autogestion (comme des autres formes de démocratie d'ailleurs) provient des attitudes de soumission inculquées par ces institutions.

● Le précédent yougoslave montre que l'autogestion n'est pas inefficace, loin de là, mais elle signifie la prise en considération d'autres valeurs dans l'entreprise que la rentabilité maximale des facteurs de production : autogérer veut dire informer les personnels et le plus souvent aussi les former pour que l'information puisse être reçue ; autogérer signifie ensuite discuter, débattre, décider, contrôler la manière dont les décisions ont été exécutées. Même si les travailleurs n'ont pas à « décider de tout », il ne s'ensuit pas moins que la démocratie est dévoreuse de temps et d'énergie. Elle est coûteuse, et le prix à payer est celui de la formation, du dialogue, de l'épanouissement.

La première erreur des autogestions yougoslaves a été de croire que tout cela ne coûtait rien et était une sorte de cadeau, retombée supplémentaire et gratuite de l'adoption, du principe socialiste. Mais c'est ainsi parce que l'on a cru à un cadeau que l'on a négligé de chiffrer le coût des réunions, de l'information, etc. Et, avec le temps, on a aussi négligé la chose elle-même parce que la valeur qu'on lui reconnaissait n'était pas matérialisée mais uniquement sentimentale.

Quant à la seconde erreur des

autogestions yougoslaves, elle a été de prétendre pouvoir être aussi rentables que les entreprises capitalistes, alors qu'elles supportaient (même si elles ne les chiffrèrent pas) les charges de leur démocratie. Dès lors, il n'est pas surprenant que, dans cette compétition, les entreprises autogérées aient abandonné ce qui, pour la seule rentabilité, n'est effectivement pas indispensable.

Au niveau plus élevé

Au niveau de l'ensemble d'entreprises d'autres problèmes de fonctionnement surgissent :

● Dans le cas d'une autogestion en économie planifiée, bien des tâches de liaison et de coordination entre les entreprises incombent à l'administration, et l'on sait combien les pays socialistes souffrent de leur bureaucratie. S'agissant de la Yougoslavie, on a émis l'opinion que le recours au principe de la concurrence entre entreprises avait été la seule manière de secouer la tutelle de l'administration. On sait, en outre, que les projets d'introduire l'autogestion dans l'administration n'ont jamais réussi. La réflexion autogestionnaire doit donc se poser le problème de la transformation de l'État, et cela dans des termes qui soient mieux « obstacles observables » que ceux du mythe de son dépassement, véritable cul-de-sac pour une réflexion novatrice dans ce domaine.

● Si, au contraire, l'autogestion baigne dans une économie de marché, le besoin de liaisons, de coordinations, d'ententes entre entreprises, fait naître des intermédiaires de toutes sortes, agents, conseils, représentants, courtiers, etc. Cet « intermédiaire » dispose d'un grand pouvoir dans les entreprises, même si celles-ci ne

le considèrent que comme simple parasite, vorace d'honoraires et de commissions. Et plus l'économie est complexe, plus il s'accroît en nombre et en influence. Cependant, comme ces agents n'exploitent pas grand personnel (au plus quelques secrétaires) et ne disposent pas d'un grand capital fixe (un téléphone, un télex), ils sont considérés par la loi yougoslave comme des artisans et ne sont pas tenus d'autogérer leurs entreprises.

Toutefois, si nous y regardons bien, ils sont peut-être les maîtres d'œuvre de l'exploitation moderne de l'homme par l'homme, celle qui se fait à partir du savoir, de l'information, des relations, de l'organisation. Secrètes par une économie que l'on a désiré rendre plus dynamique, ils sont à la fois les créateurs de ce dynamisme et ses porteurs.

Toute l'histoire récente de l'autogestion yougoslave et des tentatives de reprise en main de l'économie tend à montrer que si l'on peut autogérer des usines et des institutions, on n'arrive pas à autogérer la force qui les anime, le dynamisme de la croissance.

● Bien qu'elles aient été freinées par l'administration, les communications entre les entreprises et les institutions du plan ne subissent pas d'autres distorsions que d'ordre bureaucratique. L'autogestion planifiée des années 50 était conçue comme un moyen de réaliser un projet de société, l'idéologie dont elle se réclamait n'était pas contestée ni le groupe qui en était le porteparole.

Et nous avons suffisamment de témoignages qui montrent que, quand une directive nouvelle du plan risquait d'être mal accueillie par les directions ou les conseils ouvriers des entreprises, il suffisait généralement de faire intervenir le secrétaire local du parti pour faire accepter la mesure en cause. En d'autres termes, l'unité que le plan conférait à l'économie était doublée

d'une unité idéologique, véhiculée par un appareil unique de mobilisation. La recherche autogestionnaire actuelle devrait, semble-t-il, se demander si cette nouvelle règle des trois unités est applicable dans des sociétés pluralistes, ou, du moins, dans lesquelles un certain pluralisme pourrait ou mériterait d'être envisagé.

A ce point, certains ont rêvé et paraphrased Lévine en déclarant : autogestion + ordinateur = socialisme. Grâce aux terminaux de l'ordinateur et dans leurs foyers mêmes, les hommes pourraient, sur-le-champ, décider des différentes politiques économiques qui leur seraient soumises et dont l'ordinateur leur montrerait les coûts et les implications. Ainsi serait concilié le pluralisme des opinions et des tendances politiques reflétant la diversité des idéologies avec une certaine unité dans les politiques économiques. Ce faisant, on oublie de parler du troisième élément d'unité qui, dans la situation yougoslave, a été le parti ; pour être l'acteur invisible de ce rêve réconciliateur, aurait-il à préparer les programmes et à contrôler l'ordinateur-idole ?

De la même façon que les audiovisuels, dans lesquels on avait beaucoup espéré, n'ont rien arrangé en matière d'éducation, le fait que la démocratie ait été bien maintenue durant ces dernières décennies ne justifie pas que l'on mette un espoir irrésistible dans de nouvelles formules.

Faire fonctionner des structures d'autogestion, c'est ainsi que l'on s'est toujours posé le problème ; bien plus rarement on a essayé de former des attitudes autogestionnaires et de vivre, l'autogestion avant de lui donner des structures. Serait-ce là un chemin possible ?

Prochain article :

LA LEÇON DES « MICRO-EXPÉRIENCES »

Avant de choisir vos prochains bureaux posez vous les bonnes questions.

1 Où ?

9-11, Avenue Michelet, St-Ouen. A proximité du périphérique (Porte de Clignancourt).

2 Comment organiser l'espace ?

Sur 15.000 m² par plateaux de 800 m² à 2.000 m², toute organisation de l'espace est possible. De plus :

- 710 m² de hall d'exposition donnent sur l'Avenue Michelet.
- Des zones de surcharge permettent l'installation de salles d'informatique.
- 500 m² de réserves en deuxième sous-sol sont desservies par monte-charge.

3 Y a-t-il assez de parkings ?

224 places en sous-sol et 184 parkings extérieurs soit au total 408 places pour vos visiteurs, vos collaborateurs ou vous-même.

4 Restaurant ?

Prévu pour 1200 couverts en trois services. Cafétéria.

5 Le téléphone ? Combien de lignes ?

100 lignes.

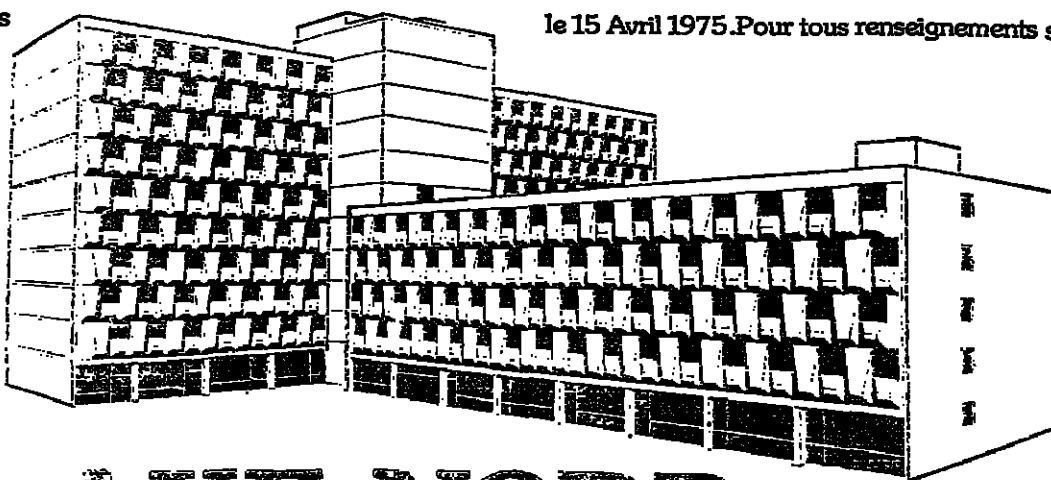
6 Prix ?

3.200 F le m² utile (valeur I.P.D. février 1974).

7 Date de livraison ?

le 15 Avril 1975. Pour tous renseignements supplémentaires

appelez J.C. BORDA ou H. DUROUSSY à 266.3.4.5.6



AXE-NORD

Parce que les services comptent autant que les bureaux.

COGEDIM
S.A. au capital de 40 millions de francs

Je paie 150

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE

— TURQUIE : création d'un nouveau parti ouvrier.

2-3. DIPLOMATIE

— La visite de M. Nixon à Moscou.

— MM. Sauvage et Moro s'entrevoient d'une éventuelle relance européenne.

4. PROCHES-ORIENT

— M. Rabin affirme qu'il ne rendra jamais les hauteurs du Golan.

4. ASIE

— BANGLADESH : la visite de M. Bhutto n'a donné aucun résultat concret.

5. AFRIQUE

— LA CRISE ÉTHIOPIENNE : l'armée étend son contrôle sur le pays ; entre le régime et la révolution.

6-7. POLITIQUE

— LIBRES OPINIONS : « L'homme n'a-t-il pas sonné ? », par J. Lemaire.

— La direction politique du P.S.U. se déclare favorable à la réunion d'essais du socialisme.

— La crise de croissance du C.E.R.E.S.

8-9. SOCIÉTÉ

— Nouvelle offensive du M.L.A.C. en faveur de l'avortement.

10. ÉDUCATION

— Secrétaire d'État à l'enseignement précolaire, Mme Annie Lesur veut donner la priorité aux écoles urbaines.

10. HISTOIRE

— Il y a quarante ans, la nuit des longs couteaux ou l'histoire d'une trahison.

10. AÉRONAUTIQUE

— Les difficultés financières de la SNECMA.

11. O.R.T.F.

— LIBRES OPINIONS : « Le pain et les gâteaux », par Gilbert Chabrier.

— Les « accusés » du rapport Chénouard répondent.

12-13. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : pleins feux sur Monaco Vitti.

— FESTIVALS : la journée d'opéra à La Rochelle ; l'orchestre de Los Angeles au Maroc.

14. RELIGION

— Quarante mille jeunes au grand rassemblement de la J.O.C.

EUROPA

— PAGES 15 A 24

— Une interview du nouveau directeur général du B.I.T.

— Les jeunes et le premier emploi.

— L'Italie, talon d'Achille de l'Europe.

— FORUM : Une politique de concurrence efficace et réaliste.

— APPAREILS : Les entreprises et l'inflation.

— DOSSIER : Le thermalisme en Europe.

28. SPORTS

— FOOTBALL : quatre équipes peuvent espérer disputer la finale de la Coupe du monde.

— SKI : 44^e Congrès de la Fédération française.

34-35. ARMÉE

— Le général Maurin et l'OTAN.

— La carte d'un soldat du contingent.

35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— TRANSPORTS : les perspectives du trafic maritime sur la Manche.

36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— BUDGET : le gouvernement sous-estime largement ses recettes fiscales dans le collectif pour 1974.

— AUTOGESTION : les équilibres du cas yougoslave (II), par Albert Meister.

LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (26)

— Annonces classées (25 à 33) ; Carnet (27) ; Informations pratiques (28) ; « Journal officiel » (28) ; Méthodologie (28) ; Mots croisés (28) ; Finances (30).

— Le numéro de « Monde » daté 30 juin-1^{er} juillet a été fixé à 565 511 exemplaires.

— Européen des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645.21.25

A B C D F G H

En Allemagne fédérale

La direction du S.P.D. limite la liberté d'action des Jeunes Socialistes

De notre correspondant

La direction du parti social-démocrate (S.P.D.) a adopté, le samedi 28 juin, une résolution qui tend, en fait, à limiter la liberté d'action des Jeunes Socialistes (Juso).

Cette décision a été prise le jour-même où, à Strasbourg, les Juso participaient à une rencontre entre des organisations de jeunesse communistes, socialistes et sociales-démocrates d'Europe occidentale. De tels contacts avec des communistes, en principe, sont interdits aux membres du S.P.D.

Bonn. — Le comité directeur du parti social-démocrate a décidé samedi, à l'unanimité, de reprendre en main ses « communautés de travail ». Ces communautés ne sont pas des organisations indépendantes, mais regroupent à l'intérieur même du parti des catégories sociales spécifiques (salariés, classes moyennes, femmes ou jeunes). Le comité directeur du S.P.D. a rappelé les limites de leur action. Elles ne doivent pas en effet prendre des positions qui se situent en dehors de leur champ d'action. Les Jeunes Socialistes (Juso) n'auraient ainsi pas le droit de voter des motions réclamant la nationalisation des banques et des grandes

entreprises, comme ils l'ont fait à plusieurs de leurs congrès, mais ils devraient se borner à occuper des problèmes des jeunes. Le comité directeur a affirmé l'autre part que les communautés de travail ne sont pas habilitées à décider de l'orientation générale du parti et qu'elles ne peuvent prendre des décisions contraires à la politique du S.P.D.

Bien que ce rappel soit destiné à toutes les communautés de travail social-démocrates, il est avant tout adressé aux Juso, qui, par leurs prises de position, jugées incompatibles avec la ligne modérée du parti, ont souvent été des difficultés aux dirigeants du parti. Ce n'est certes pas la première fois que le comité directeur du S.P.D. lance des avertissements solennels aux Juso. Quelques jours avant de démissionner de son poste de chancelier, M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate, avait présenté une déclaration en dix points, qui définissait clairement la position de son parti et menaçait d'exclusion les Jeunes Socialistes qui ne se soumettraient pas aux décisions des congrès ou prôneraient l'unité d'action avec les communistes.

Il n'en avait pas fallu plus pour

Au Mexique

CINQ MILLE SOLDATS TENTENT DE RETROUVER LE SÉNATEUR ENLEVÉ PAR LES GUÉRILLEROS DU PARTI DES PAUVRES

Mexico (A.F.P.). — Un affrontement entre les forces militaires de sécurité et les guérilleros du parti des pauvres dirigé par M. Lucio Cabanas a fait sept morts et quinze blessés dans l'État de Guerrero, samedi 28 juin à Mexico.

Selon la presse mexicaine, M. Lucio Cabanas, activement recherché par la police depuis l'enlèvement, le 30 mai dernier, de M. Ruben Figueroa, sénateur et candidat du parti révolutionnaire gouvernemental au poste de gouverneur de l'État de Guerrero, dans la région d'Acapulco, aurait été blessé.

Plus de cinq mille soldats tentent de retrouver la trace de M. Figueroa, enlevé alors qu'il se rendait à un rendez-vous fixé par M. Lucio Cabanas et au cours duquel il pensait conclure un accord avec le chef du Parti des pauvres. Celui-ci exige une rançon de 4 millions de dollars, des armes, des munitions et la libération de prisonniers politiques et de droit commun contre celle de sénateur.

L'U.R.S.S. REFUSERAIT LA DEMANDE IRANIENNE D'UN RELEVEMENT DU PRIX DU GAZ NATUREL

Téhéran (A.F.P.). — L'Union soviétique a refusé de faire droit à la demande iranienne d'un relèvement du prix du gaz naturel livré par l'Iran, a annoncé le 28 juin le Téhéran, citant une source officielle.

M. Mossadeghi, président-directeur général de la Société iranienne de gaz, avait révoqué les malins vides de Moscou la semaine dernière (« Le Monde » du 26 juin).

M. Mossadeghi a en effet reproché la réduction qui devait se tenir, à partir de lundi, à Bonn, avec des représentants allemands et soviétiques, pour examiner le projet d'accord triangulaire Iran-U.R.S.S.-R.F.A. concernant la livraison du gaz naturel iranien à l'U.R.S.S. avec une contrepartie équivalente vers l'Allemagne fédérale du gaz soviétique, indiquant que les mêmes sources.

Aucune nouvelle date n'a été avancée pour l'ouverture des pourparlers, mais on indique à Téhéran que ceux-ci ne pourront s'engager que lorsque les demandes iraniennes auront été satisfaites.

L'Iran demande que le prix du gaz naturel soit fixé à 1,20 dollar les 1 000 pieds cubes, au lieu de 30,7 cents actuellement. Le gouvernement iranien a fait remarquer que l'U.R.S.S. elle-même a augmenté de 500 % le prix du gaz naturel vendu à l'étranger.

NOUVELLES BRÈVES

● L'Archipel du Goulet de Soljenitsyne, en russe, anglais, allemand et français, était toujours en vente, vendredi 28 juin, à Genève, aux sièges de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et de l'Organisation mondiale de la santé. Contrairement à ce qui s'est passé au siège de l'O.N.U., aucun délégué soviétique n'est intervenu pour faire intervenir cette vente. Au Bureau international du travail, autre organisme genevois de l'O.N.U., les œuvres de Soljenitsyne n'ont jamais été mises en vente.

— (A.F.P.)

● La commission de la carte d'identité des journalistes professionnels a élu pour l'exercice 1974-1975 le bureau suivant :

— Président : Roger Nahon (Paris-Tur), qui succède à André Hesseman ;

— Vice-présidents : René Finkelstein (les Revues internationales) et Ralph Messao (Israël) ;

— Secrétaire général : Christian Loyauté (Presse-Environnement) et Serge Nat (France-Sol) ;

— Trésorier : Jean-Michel Grunbaum (Paris-Match).

Comptoir du Diamant et de la Pierre de Couleur

VENTE EN SES BUREAUX DE BRILLANTS certifiés et scellés par la Chambre de Commerce

brochure « LE PLACEMENT-PARURE » sur demande

7, R. ROUDET DE LISLE, PARIS 1^{er} - 260.80.91 - PARKING VENDOME OU CONCORDE

ECOLE de DIRECTION d'ENTREPRISES

établissement privé

Jeunes Gens, Jeunes Filles

Marketing Informatique et Gestion Comptable commerciale ou hôtelière

Collaborateurs de direction

DIPLOMES D'ÉTAT

Documentation gratuite

M. BERNARD GONZALEZ

reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement :

130, rue de Clichy - 75018 Paris - 252-27-27 - Proximité du périphérique

A Atlanta

La mère du pasteur Martin Luther King est tuée par un jeune Noir

Atlanta (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.). — La mère du pasteur Martin Luther King, l'épouse de la non-violence, assassinée en 1968, a été tuée le dimanche 30 juin de trois coups de feu dans une église d'Atlanta, en Géorgie. Un porte-parole de la police a indiqué qu'un Noir d'une vingtaine d'années, Marcus Wayne Chenault, a tiré sur Mme Alberta King alors qu'elle assistait à un office religieux dans un temple de l'église baptiste « Ebenezer ».

La mère du prix Nobel de la paix est morte presque immédiatement. Un diacre, M. Edward Boykin, a été mortellement atteint. Une femme, Mme Jimmy Mitchell, a été blessée. Cinq autres fidèles environ se trouvaient dans le temple où Martin Luther King prononçait ses premiers sermons sur la non-violence et où son père est mort pasteur. Sa veuve, Mme Coretta King, n'assistait pas à l'office.

L'assassin a été désarmé et saisi par la police. Selon un témoin, le meurtrier s'est brusquement levé peu après le début de l'office et a aussitôt ouvert le feu. Mme King, qui se trouvait à l'orgue, a été atteinte d'une balle dans la tête. Au cours de ce qui semblait être une crise de démence, Wayne Chenault hurlait : « Il faut que ça cesse... je vais tuer tous les blancs qui sont ici... Avant d'être maîtrisé, il s'est roulé par terre en criant : « La guerre continue... c'est la guerre qui m'a rendu comme ça ».

Pour expliquer son geste, l'assassin a déclaré à la police que Mme King « était chrétienne et tous les chrétiens sont mes ennemis ». Selon le chef adjoint de la police d'Atlanta, il a prétendu qu'il avait « reçu l'ordre de son Dieu » de tuer le révérend Martin Luther King (père du prix Nobel de la paix). Celui-ci n'était pas là, il aurait été tué par un autre Noir. Mme King « parce qu'elle se trouvait près de lui ». Il aurait ensuite tué le diacre et blessé une fidèle parce qu'ils vénéraient une fausse idole.

Condamné naguère à 50 dollars d'amende pour avoir fait des sermons et injurié les passants depuis sa fenêtre à l'aide d'un mégaphone, Chenault avait travaillé récemment quelques semaines dans une cafétéria d'Arlington. L'une des employées de l'établissement a indiqué qu'un cours de ses conversations il s'en prenait violemment aux dirigeants des mouvements noirs des États-Unis, ce qu'a confirmé un de ses voisins.

Les enquêteurs ont découvert que Chenault projetait d'assassiner

ner d'autres personnes. Il avait dressé une liste de dix personnes, dont la mère du pasteur Martin Luther King et le pasteur Ralph Abernathy, chef de la Southern Christian Leadership, organisation créée par le prix Nobel assassiné.

John Kennedy, 23 novembre 1963 ; Robert Kennedy, 6 juin 1968, Martin Luther King, 4 avril 1968, Malcolm X, 16 février ; le 15 mai 1972, une tentative presque réussie contre le gouverneur Georges Wallace. Et dimanche, la mort de Mme Alberta King. La société américaine passe du crime politique au crime absurde. Aujourd'hui, où les clameurs se sont lues, où la tension raciale s'est relativement apaisée, en partie à cause de l'amélioration des conditions de vie des Noirs, que peut signifier en effet un tel assassinat ?

Il aura pour premier effet de remettre en mémoire le fondateur du mouvement noir non violent aux États-Unis. Martin Luther King fit parler de lui pour la première fois en 1955, lorsqu'il inventa une nouvelle arme de lutte, le boycottage. À la suite d'un incident, au cours duquel une femme noire fut chassée de la partie d'un autobus réservé aux Blancs, Luther King organisa le boycottage de la compagnie d'autobus de Montgomery qui après trois cent quatre-vingt-un jours fut obligée de céder aux revendications des Noirs et supprima la ségrégation dans les transports en commun. L'arrestation du pasteur King sur la scène politique fut accueillie avec espoir par les Noirs du Sud, avec haine par les racistes, qui organisèrent plusieurs attentats contre lui. En 1964, il reçut le prix Nobel de la paix, dont il consacra le montant à financer la lutte des Noirs. Avec le temps, Luther King devint l'objet de vives critiques de la part des leaders noirs les plus extrémistes, qui le considéraient comme un moraliste et lui reprochaient son origine bourgeoise. En 1968 pourtant, King avait repris son action sur de nouvelles bases beaucoup plus modestes :

Le procès de son assassin fut entaché de ces zones d'ombre qui font penser que l'on ne sait jamais le fond de l'affaire. Le 11 mars 1969, Earl Ray, condamné, au terme d'un audience unique, à quatre-vingt-neuf ans de prison après avoir plaidé coupable. Le 29 janvier de cette année, arguant que l'assassin avait été le résultat d'un complot, il a obtenu, après cinq ans d'efforts, le révoir de son procès en cassation. Earl Ray n'a rien révélé du détail de ce prétendu complot.

LE PRÊT DU SOLDAT

EST PORTÉ A 2 F PAR JOUR

Depuis ce lundi 1^{er} juillet, le prêt journalier du soldat, appelé sous les drapeaux, est porté à 2 francs. Cette mesure, qui avait été prévue par le précédent ministre des armées, M. Robert Calvi, représente une dépense globale de l'ordre de 12,5 millions de francs jusqu'à la fin de l'année.

Le prêt journalier du soldat était de 0,50 franc depuis le 1^{er} mai 1965. Il a été successivement porté à 0,75 franc à compter du 1^{er} juillet 1971 ; à 1,40 franc à partir du 1^{er} juillet 1972 et, depuis juillet de l'an dernier, ce prêt était de 1,7 franc par jour.

A. Meyssignac

DECORATEUR ENSEMBLER

FABRICANT SPECIALISTE

TOUTS TRAVAUX

TAPISSE - EMBOUTURE - INSTALLATION

COULEUR PERSONNELLE

Styles et Contemporain

ATELIERS-MAGASINS

BUREAU D'ÉTUDES

DANS NOS MEUBLES 2500 M²

42-44, FAUBOURG SAINT-ANTOINE

PARIS 12^e - BASTILLE

PARKING

CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS

☎ 343-96-31 31 lignes

OUVERT JUILLET ET AOÛT

TOUTES LES VACANCES

BACHELIER ou NON

JEUNES GENS

ET JEUNES FILLES

vous préparez une carrière de cadre commercial aux débouchés nombreux et sûrs

(Gestion, Marketing, Informatique, Secrétariat)

E.P.P.A.

Enseignement privé

14, boulevard GOUVION-SAINTE-CYR

PARIS (17^e) - Tél. : 784-30-31

L'Argentine

Une comp...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...